

UNIVERSITÉ DE CAEN. -- FACULTÉ DE DROIT

LES MOÏÈRES

ÉTUDE D'UNE ASSOCIATION SYNDICALE DE DESSÈCHEMENT
DANS LA RÉGION DU NORD DE LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté
de Droit, le Vendredi 21 Juin 1907, à trois heures et demie*

PAR

MARCEL DOLEZ

Président : MM. LE FUR, Professeur, Président de la Thèse.

Suffragants : MM. ALLIX, Professeur.

NÉZARD, Professeur.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1907

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN. -- FACULTÉ DE DROIT

LES MOÏÈRES

ÉTUDE D'UNE ASSOCIATION SYNDICALE DE DESSÈCHEMENT
DANS LA RÉGION DU NORD DE LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté
de Droit, le Vendredi 21 Juin 1907, à trois heures et demie*

PAR

MARCEL DOLEZ



Président : MM. LE FUR, Professeur, Président de la Thèse.

Suffragants : MM. ALLIX, Professeur.

NÉZARD, Professeur.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

—
1907

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907

DOYEN

M. Edmond VILLEY (*, I. U), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS

MM. DANJON (I. U), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. U), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.

GUILLOUARD (*, I. U, C. F., G. O. F., C. I. C. F., O. F., L. F.), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. U), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice. chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. U), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. U), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Éléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. U), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. U), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL (U), professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS (U), professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

NÉZARD, docteur en droit, chargé des cours de *Principes de Droit public*, de *Droit administratif* et d'*Éléments de Droit public et administratif* (capacité).

BINET, docteur en droit, chargé de cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE

M. GALLOU (I. U), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

CE QUE L'ON ENTEND PAR MOËRES LEUR SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Lorsque, montant au nord de la France, on arrive dans le riche pays de la Flandre, de la vraie Flandre, de la Flandre flamingante mais bien française, on se trouve, à l'approche des premières senteurs de l'air de mer, dans un pays sillonné de ruisseaux qui se croisent, s'enchevêtrent, et l'on se demande pourquoi ce damier si peu régulier, pourquoi cette multitude de fossés ? Continuons notre chemin et rapprochons-nous de la frontière belge, l'aspect du pays ne change pas, mais bientôt une terre plus basse, des moulins à l'horizon, des ruisseaux plus nombreux et des routes tirées au cordeau : nous sommes dans les Moères.

Qu'est-ce donc que les Moères ?

Les Moères constituent une petite région, à cheval sur la frontière de France et de Belgique, toute neuve, toute récente, toute prospère ; il y a cent ans, elle existait à peine, et aujourd'hui elle est riche dans le riche pays de Flandre.

Le mot « Moëre », qui vient du flamand « Moor, marais, » est un terme assez générique, se retrouvant dans toute la Flandre et désignant d'anciens petits lacs. Mais ce que l'on entend spécialement par le terme « les Moères », ce sont deux anciens lacs, plus profonds que les autres, et situés dans le fond du vaste bassin (1), compris entre les canaux de Dunkerque à Bergues, de Bergues à Furnes et de Furnes à Dunkerque. Aujourd'hui, ces deux lacs sont desséchés et livrés à la culture, et le terme « les Moères » désigne à la fois et le territoire mis en valeur et l'administration qui maintient ce dessèchement.

Nous lisons, en notice, dans « le Théâtre du Monde ou nouvel Atlas, contenant les chartes et descriptions de tous les païs de la terre, mis en lumière par Guillaume et Jean Blœu, anno **CIO IOCCXXXIII** », qu' « Entre le village d'Uxem et d'Houthem, il y a un lac, appelé Moure, que la marée y a faict, qui a sept lieues de circuit, et est fort poissonneux ».

Ce lac qui, effectivement, en comprend deux, c'est la Grande et la Petite Moëre. La superficie de la

(1) La superficie totale de ce bassin est de 12.039 hectares ou 27.361 mesures environ.

Grande Moëre est de 7.138 mesures (1) ou 3.144 hectares, dont 4.438 mesures ou 1.954 hectares pour la France, et 2.700 mesures ou 1.190 hectares environ pour la Belgique; quant à la Petite Moëre, elle appartient en son entier au territoire français et sa superficie est de 400 mesures ou 176 hectares environ.

Les Moères, avons-nous dit, sont situées dans le bassin compris entre les villes de Dunkerque, Bergues, Hondschoote et Furnes, dont elles forment la partie la plus basse. Or, alors que ce bassin a son niveau inférieur déjà de 0^m50 à 0^m70 au niveau des hautes mers de vives eaux, le niveau des plus basses terres des Moères se trouve à 3^m54 en dessous de ce niveau moyen des hautes mers de vives eaux, et n'est supérieur que de 0^m73 (2 pieds 1/2) au niveau de la basse mer. On comprend dès lors comment, nécessairement, ces terres devaient être transformées en lacs, et servir de réceptacle aux eaux des terres environnantes. Telle fut la situation des Moères jusqu'au début du XVII^e siècle.

A cette époque, un homme de génie, Cobergher, conçut l'idée de rendre à la culture ces terres dont les émanations étaient un désastre pour tout le pays avoisinant, et c'est depuis cette époque, qu'au milieu de vicissitudes diverses, ces terres ont été tour à tour retirées des eaux, puis rendues à leur primitif état; c'est cette histoire que nous allons

(1) La mesure vaut 44 ares.

parcourir, et qui nous amènera à l'étude de l'organisation et de l'administration actuelles.

Si maintenant, nous examinons les Moères, non plus quant à leur territoire, mais au point de vue de l'administration qui maintient le dessèchement, tout au moins en ce qui concerne la partie française des Moères, nous verrons que ce sont les propriétaires eux-mêmes qui s'administrent eux-mêmes, sous la simple surveillance de l'Administration supérieure ; ces propriétaires sont les maîtres chez eux, soumis seulement au régime du protectorat, et cette quasi-indépendance les met en dehors des lois qui régissent les divers autres dessèchements de marais.

Enfin, si nous voulons être complets, nous verrons que sur ce territoire tout récent, s'est élevée, il y a cent ans à peine, une commune, qui a pris le nom du pays, et s'appelle, elle aussi, les Moères.

Les Moères peuvent donc être examinées au point de vue de leur législation, au point de vue de leur histoire, et enfin au point de vue de leur administration : tels seront les trois chefs de notre travail sur les Moères. Nous étudierons ensuite les rapports qui peuvent exister entre cette administration et sa puissante voisine, et un peu rivale, la Wateringue, ainsi que les différences et ressemblances qui distinguent ou rapprochent l'administration des Moères belges de l'administration des Moères françaises.

PREMIÈRE PARTIE

LA LÉGISLATION DES MÈRES

CHAPITRE PREMIER

LES LOIS ET RÉGLEMENT QUI SONT APPLICABLES A L'ADMINISTRATION DES MOËRES

Le titre fondamental, tant de la possession que de l'administration des Moères, réside dans les lettres de concession des Moères, accordées par Louis XVI, le 19 décembre 1779, au dernier entrepreneur du dessèchement, Henri Vandermey, avocat à La Haye.

C'est en vertu de ces Lettres patentes que, seuls, les propriétaires des Moères ont la direction de l'entretien du dessèchement ; c'est aussi en vertu de ces Lettres patentes que l'Administration a droit à la surveillance de cet entretien du dessèchement.

C'est qu'en effet ces Lettres patentes, dans leurs dispositions qui n'ont pas un caractère féodal,

subsistent encore et n'ont été annulées par aucun texte législatif, ni administratif, postérieurs à leur promulgation.

Étudions-les, ces Lettres patentes de 1779, dans leurs dispositions encore en vigueur aujourd'hui.

Elles constituent d'abord un véritable contrat synallagmatique à titre onéreux. En effet il y a, d'une part, de la part du Roi, de l'autorité souveraine propriétaire, transmission de propriété complète et à perpétuité de ces terrains des Moères, qui faisaient partie du domaine de la couronne (1) : article 3 ; d'autre part, de la part de Vandermey concessionnaire, il y a : 1^o Obligation de payer une somme importante, soit au comte d'Hérouville, précédent concessionnaire, soit en l'acquit des anciens concessionnaires : articles 12, 13, 14 ; 2^o engagement d'achever et d'entretenir le dessèchement des Moères : articles 3, 10, 15, 16.

De l'existence de ce contrat synallagmatique, il résulte qu'on ne pourrait, même dans un intérêt

(1) C'est en vertu de l'Édit de Moulins (février 1566), que le Roi avait la faculté d'aliéner cette partie du domaine de la couronne. Le domaine de la couronne comprenait et le domaine du Roi et le domaine public et privé de l'État. Cet Édit de Moulins distingua, dans le domaine de la couronne, le petit et le grand domaine : le petit domaine qui continua à rester aliénable ; le grand domaine (routes, canaux, fleuves), qui devint inaliénable, sauf deux cas :

a) En cas d'apanage au profit des aînés de la Maison de France, sauf retour à la couronne, après le décès du bénéficiaire.

b) En cas de nécessité de guerre, mais pouvant être racheté.

général, porter, sans indemnité, aucune atteinte au droit des propriétaires des Moères, sauf le cas, bien entendu, où ils auraient, eux-mêmes, rompu leur contrat, en ne satisfaisant pas aux obligations qui leur incombent.

Cependant, quel fut le mobile du Roi, en aliénant ainsi une partie du domaine de la couronne? Le Roi eut en vue l'intérêt général, car le dessèchement intéressait la santé publique. Dès lors ce contrat synallagmatique n'est plus seulement une simple transmission de propriété à titre onéreux, mais c'est un acte qui, parce qu'il touche au point de vue général, intéressé à l'accomplissement et à la conservation de ce dessèchement, tient de la nature d'un acte administratif, émané de l'autorité supérieure.

Et, parce que c'est un acte administratif, émané de l'autorité supérieure, l'autorité supérieure conserve toujours le droit de modifier le mode de surveillance du dessèchement des Moères.

La nature de l'acte accompli par ces Lettres patentes de 1779 étant bien établie, voyons quelles sont les principales dispositions, qui y ont été édictées, et qui sont aujourd'hui encore en vigueur :

1° Vandermey, ses associés et ayants-cause, sont constitués propriétaires des Moères concédées : art. 3 ;

2° Vandermey, ses associés et ayants-cause, sont chargés d'achever et d'entretenir le dessèchement des Moères : art. 3 ;

3° Vandermey, et ceux qui le représentent, peuvent faire contribuer aux dépenses, suivant l'usage observé dans les Wateringues, les propriétaires des terres non comprises dans la concession, au prorata de leurs possessions (1) : art. 2 et 5 ;

4° Le dessèchement des Moères est placé sous la protection et la sauvegarde de l'autorité supérieure, et défense est faite d'apporter aucun trouble à Vandermey et à ses associés dans la poursuite de leur entreprise : article 24 ;

5° Toutes les contestations sur l'exécution et à raison de la concession sont soumises à la juridiction administrative. Et les Lettres patentes de 1779 ajoutent : Qu'il y ait ou non appel au Conseil (2), les jugements rendus par le sieur Intendant (3) seront exécutoires par provision, dans tous les cas où la conservation des Moères se trouverait en danger : article 21 ;

6° Les autorités administratives ou judiciaires, chacune en droit soi, sont chargées de tenir la main à l'exécution des Lettres patentes : article 24 *in fine*, c'est-à-dire sont chargées : d'une part, de maintenir et faire respecter les droits que confèrent

(1) En effet, la concession, faite à Vandermey, ne comportait que les terres qui avaient été précédemment concédées au concessionnaire antérieur, d'Hérouville, et non toutes les terres qui devaient profiter du dessèchement. Même parmi les terres concédées à d'Hérouville, une petite partie avait été aliénée par celui-ci à des tiers, et la concession faite à Vandermey, en 1779, ne les comportait pas.

(2) Aujourd'hui : le Conseil d'Etat.

(3) Aujourd'hui : le Conseil de Préfecture.

les Lettres patentes aux propriétaires des Moères ; d'autre part, de forcer au besoin les concessionnaires à exécuter leurs engagements.

Il était donc exact de dire, en commençant, qu'en vertu des Lettres patentes de 1779, la direction et l'administration du dessèchement des Moères, ainsi que l'entretien de ce dessèchement appartiennent à Vandermey, à ses associés et à ses ayants-cause, à l'heure actuelle, les propriétaires des Moères. Quant à la surveillance, elle appartient à l'autorité administrative, qui n'a pas le droit de s'immiscer dans l'entreprise, qui n'a pas le droit de diriger cette entreprise concurremment avec les concessionnaires, qui n'a, comme unique rôle, qu'à reconnaître si les obligations acceptées par les concessionnaires sont fidèlement remplies, et à contraindre au besoin à leur exécution.

Qu'il nous soit permis, en passant, de dire que sous ce régime de la libre action des concessionnaires, le dessèchement des Moères a toujours été maintenu dans un tel état de prospérité, que l'Administration n'a jamais eu à se plaindre, au nom de l'intérêt général, de la manière dont les engagements contractés en vertu des Lettres patentes de 1779 ont été remplis.

A côté, et comme complément de ces Lettres patentes de 1779, existe un Règlement du 6 février 1822, intitulé « Règlement d'administration pour la Grande Moère française ». Ce règlement de 1822, qui en remplaça un autre du 2 mars 1807, et fut

lui-même modifié plusieurs fois, notamment le 9 décembre 1824, n'est que l'application et la consécration du régime de libre administration, sous la simple surveillance de l'autorité publique, établi par les Lettres patentes de 1779. Il fut en effet voté par l'assemblée générale des propriétaires des Moères, et aujourd'hui c'est lui encore qui constitue la règle pratique de l'administration de la Grande Moère française.

Parcourons ses principales dispositions :

Article 1. — Le territoire, désigné sous le nom de la Grande Moère française continuera d'être administré par les propriétaires eux-mêmes, etc...

Article 5. -- Les propriétaires qui se sont réservé le droit d'administrer par eux-mêmes, ainsi qu'ils l'ont toujours fait avant et depuis le règlement de 1807, approuvé par le préfet, etc...

Ainsi donc, d'après ce Règlement de 1822, c'est toujours l'assemblée générale des propriétaires, qui avaient remplacé Vandermey et ses associés, qui est et demeure l'autorité principale et supérieure de laquelle tout émane et vers laquelle tout remonte, et cela, malgré l'organisation, faite par ce règlement de 1822, d'une Commission chargée de l'administration des Moères, car cette Commission n'est que l'émanation de l'assemblée générale des propriétaires, puisqu'elle est nommée par elle et agit en son nom.

Sans doute, ce règlement de 1822 fait à la surveillance de l'autorité administrative une part plus

large que celle accordée par les Lettres patentes de 1779, c'est ainsi que toutes les délibérations des propriétaires assemblés doivent être aujourd'hui soumises à l'homologation du Préfet. Mais, en aucun cas, ce règlement de 1822 n'admet l'intervention directe de l'autorité administrative ou de ses agents dans la direction de l'administration des Moères ; ce n'est en somme qu'une question de police intérieure, qui a été modifiée, non une question transformant l'une des deux bases fondamentales de l'administration des Moères, à savoir, d'une part, la liberté des propriétaires des Moères, d'autre part le droit de surveillance reconnu à l'autorité supérieure. De même, au point de vue des dépenses, c'est conformément aux Lettres patentes de 1779 qui placent le dessèchement sous la protection et sauve-garde royale, que le rôle de répartition de ces dépenses doit être approuvé par le Préfet.

D'ailleurs, si nous voulons démontrer d'une façon plus complète encore, que le règlement de 1822 n'a, en rien, changé les Lettres patentes de 1779, au point de vue du rôle distinct et de l'assemblée des propriétaires et de l'autorité administrative, nous n'avons qu'à examiner les termes dans lesquels le Préfet du Nord a donné son approbation aux dispositions de ce règlement de 1822 :

« Considérant, portent les motifs qui précèdent l'approbation du Préfet, que le vœu de tous les intéressés a été unanime pour l'adoption du nou-

veau règlement ; que les dispositions de ce règlement garantissent les intérêts des propriétaires, et assurent à l'administration publique les moyens d'exercer la surveillance qui lui appartient sur les travaux de dessèchement de la grande Moère française... »

Donc, c'est l'unanimité des propriétaires qui a fait ce règlement de 1822, comme autorité souveraine de leurs intérêts garantis, et c'est le Préfet qui a donné son approbation à ce règlement, comme assurant à l'administration le libre exercice de la surveillance, à laquelle elle avait droit par les Lettres patentes de 1779.

Nous dirons donc que, par le Règlement de 1822, rien n'a été changé à la base fondamentale fixée par les Lettres patentes de 1779.

A côté de ces deux titres fondamentaux, qui constituent la législation des Moères, il existe quelques textes législatifs sur lesquels l'administration du dessèchement peut s'appuyer pour, d'une part, expliquer sa raison d'être, d'autre part, défendre sa manière d'être et de procéder.

C'est tout d'abord le décret des 26 décembre 1790-5 janvier 1791, qui, dans son article 13, reconnaît implicitement la légitimité des concessions antérieures de marais, lorsqu'il dit : « ... et, dans le cas où le dessèchement (concédé antérieurement par les rois, les provinces, les particuliers) aurait été troublé par les contestations des propriétaires riverains, ou par quelque cause que ce puisse être, les

concessionnaires seront obligés de poursuivre sans délai la levée des empêchements, de continuer ensuite le dessèchement, et d'y travailler sans relâche jusqu'au parfait ressuiement du marais, sous peine de perdre définitivement lesdites concessions ». Et, pouvons-nous ajouter : perdre aussi les avantages attachés à ces concessions, puisqu'ils en sont la conséquence, et que si le concessionnaire a accepté la concession à lui faite, c'est uniquement en vue de ces avantages qui constituent la contrepartie des travaux du dessèchement.

Dès lors, le décret de 1790-1791, en menaçant de retirer leurs concessions à ceux qui n'ont pas rempli leurs engagements, les maintient à ceux qui ont accompli le but de leur concession, c'est-à-dire le dessèchement. Ce n'est plus alors qu'une question de fait, et nous verrons, dans l'histoire des Moères, qu'à cette époque, 1790, le dessèchement de ces marais était un fait accompli, au moins dans la mesure du possible. Donc validité de la concession de 1779, certifiée par un document de la période révolutionnaire.

Le 4 pluviôse an VI (23 janvier 1798), une loi fut promulguée, relative à l'entretien des marais desséchés dans les départements de la Vendée, des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure. Cette loi, dans son article 1^{er}, est ainsi conçue :

Article 1^{er}. — « Les propriétaires des marais desséchés situés dans les départements de la Vendée, des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure,

connus sous le nom de : dessèchements des anciennes provinces d'Aunis, Poitou et Saintonge, *et tous autres propriétaires de marais desséchés*, sont autorisés à se réunir pour l'entretien de leurs dessèchements, et pour délibérer sur leurs intérêts communs. »

Dès lors, l'Association des marais desséchés des Moères a en mains un document autorisant formellement ses membres à se réunir pour « délibérer de leurs intérêts communs. »

C'est encore cette loi du 4 pluviôse an VI qui détermine la façon dont doit s'opérer, dans ces marais desséchés, la surveillance de l'autorité supérieure. L'article 4 est en effet ainsi conçu :

Article 4. — « Les délibérations ou arrêtés des sociétaires ne pourront être rendus exécutoires, s'ils ne sont pris à la majorité des suffrages et homologués par l'administration du département. »

Comme, en vertu des Lettres patentes de 1779, l'association des Moères était soumise à cette surveillance administrative, c'est à cet article 4 de la loi du 4 pluviôse an VI qu'elle se réfère pour organiser cette surveillance, et l'article 8 du règlement d'administration de 1822 n'est que la reproduction de cet article 4 de la loi de pluviôse an VI. Existe-t-il en effet un meilleur moyen de vérifier si les obligations des administrateurs du dessèchement des Moères sont fidèlement remplies, que de les obliger à subir le visa de l'administration supérieure pour toutes leurs délibérations ?

Enfin, le règlement d'administration de 1822 parle, dans son article 20, de la loi du 14 floréal an XI (4 mai 1803). Est-ce donc que cette loi s'applique aussi au dessèchement des Moères? Non, et nous le démontrerons plus loin. Mais ce règlement de 1822 a voulu rendre pratiques à l'état moderne de nos institutions les prescriptions édictées par les Lettres patentes de 1779, et c'est ainsi que ce règlement de 1822 a eu recours, pour « les seules contestations relatives au recouvrement des rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection ou à l'entretien des travaux » aux dispositions contenues dans l'article 4 de la loi du 14 floréal an XI (1).

Les Lettres patentes de 1779 disaient, en effet, dans leur article 21, *in fine* : « Attribue, Sa Majesté, au Sieur Intendant et Commissaire départi en Flandres, toute cour et juridiction, pour juger, sauf appel au Conseil, toutes les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution et à raison de la présente concession. »

Or, aujourd'hui, toutes les contestations relatives à l'entretien du dessèchement (rôles, cotisations, travaux) auraient été soumises, en vertu même des

(1) L'article 4 de la loi du 14 floréal an VI est ainsi conçu : « Toutes les contestations relatives au recouvrement de ces rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection des travaux, seront portées devant le Conseil de préfecture, sauf le recours au Gouvernement, qui décidera en Conseil d'Etat ».

Lettres patentes, au Conseil de Préfecture et au Conseil d'État, qui avaient pris la place de l'Intendant et du Conseil d'État du Roi, et par conséquent se trouvaient rentrer dans les dispositions de l'article 4 de la loi du 14 floréal an XI ; c'est pourquoi, l'article 20 du Règlement de 1822, procédant par analogie, a fait appel à l'article 4 de la loi du 14 floréal an XI, pour cette question toute spéciale, et cependant n'a en rien transformé les mesures édictées par les Lettres patentes de 1779.

Telle est toute la législation de la grande Moëre française.

Nous n'avons pas jusqu'ici parlé de la petite Moëre. C'est que ce territoire a été distrait de l'ensemble des Moëres, et aujourd'hui appartient à un propriétaire unique. Donc il ne peut être question pour lui de gestion commune, mais il reste soumis à la surveillance administrative, qui peut toujours exiger de lui l'accomplissement de l'obligation primitive, imposée au premier concessionnaire.

CHAPITRE II

LES LOIS QUI NE SONT PAS APPLICABLES A L'ADMINISTRATION DES MOËRES

La législation applicable au dessèchement des marais repose sur deux lois très importantes, qu'il nous a paru utile d'étudier, puisque nous leur refusons toute application dans le dessèchement des marais des Moères, soumis seulement aux Lettres patentes de 1779 : ces lois sont les lois du 14 floréal an XI et du 16 septembre 1807.

Prenons d'abord la loi du 14 floréal an XI (4 mai 1803). Cette loi est relative au curage des canaux et rivières non navigables et à l'entretien des digues qui y correspondent ; en l'étudiant, nous verrons pourquoi cette loi ne peut s'appliquer dans l'administration des Moères.

Dans son article I, cette loi dispose « que l'administration pourra d'office ordonner le curage des canaux et rivières non navigables, en se conformant

aux prescriptions des anciens règlements ou des usages locaux. »

De fait, l'Administration pourra agir ainsi vis-à-vis les canaux et rivières des Moères, mais ce n'est pas en vertu de cet article 1 de la loi du 14 floréal an XI, mais en vertu même du contrat synallagmatique échangé par les Lettres patentes données à Vandermeij, en 1779. En vertu de l'article 3 de ces Lettres patentes, Vandermeij, ses associés et ayants-cause, sont tenus « d'entretenir le dessèchement des Moères ». Or, ce ne serait pas entretenir le dessèchement des Moères que de laisser s'envaser les canaux qui sont les seuls modes d'évacuation des eaux du dessèchement, et si nous supposons, de la part de l'administration des Moères, cet oubli des engagements contractés en 1779, l'administration supérieure aura le droit d'intervenir pour faire respecter les Lettres patentes de concession, puisque l'intérêt général, qui veut le maintien du dessèchement, est en jeu.

L'article 2 de la loi du 14 floréal an XI dispose « que, lorsque l'application des règlements ou des usages anciens fera difficulté, ou lorsque des changements survenus exigeront des dispositions nouvelles, il y sera pourvu par le Gouvernement au moyen d'un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du Préfet, de manière que la quotité de la contribution de chaque imposé soit toujours relative et proportionnelle au degré d'intérêt qu'il aura aux travaux à effectuer ».

Nous avons vu plus haut que le titre fondamental du régime de l'administration des Moères, ce sont les Lettres patentes de 1779. Ces Lettres patentes constituent un droit acquis pour les ayants-cause de Vandermey, c'est-à-dire les propriétaires actuels des Moères. Or, en vertu de ces Lettres patentes, article 24, aucun trouble ni empêchement ne doit être apporté par quiconque à la conservation du dessèchement ; les propriétaires ont donc le droit de gérer leur entreprise, comme bon leur semble, et le Gouvernement ne peut, sans violer les droits de ces propriétaires, toucher à leur prérogative, sauf, bien entendu, le cas où l'intérêt général, qui a présidé à la confection de ces Lettres patentes, se trouverait compromis. Dès lors cet article 2 ne peut s'appliquer à l'administration des Moères.

D'ailleurs, jamais dans la pratique, le Gouvernement n'a eu pareille prétention. Au contraire, il a toujours reconnu la liberté complète des propriétaires des Moères de fixer par eux-mêmes leur mode d'administration. C'est ainsi que nous voyons, dans l'arrêté de M. le préfet du Nord, en date du 9 mars 1822, approuvant le règlement d'administration de la Grande Moère française, que celui-ci renvoie à une nouvelle délibération de l'assemblée générale des propriétaires, au lieu de le faire trancher par un règlement d'administration publique, le n° 1 de l'article 11 du règlement de 1822, pour y être modifié.

Depuis lors, toute nouvelle modification au règlement de 1822 a été apportée par une délibéra-

tion de l'assemblée générale des propriétaires, jamais par un règlement d'administration publique.

L'article 3 de la loi du 14 floréal an XI, est ainsi conçu : « Les rôles des répartitions des taxes nécessaires au paiement des travaux d'entretien, de réparation ou de reconstruction, seront dressés sous la surveillance du préfet, rendus exécutoires par lui et recouvrés comme les contributions. »

L'administration du dessèchement des Moères n'est pas soumise aux prescriptions de cet article. Sans doute, le préfet doit donner son visa aux rôles de répartition et de cotisation dressés dans les Moères, mais c'est uniquement parce que ces rôles de répartition et de cotisation sont soumis aux délibérations de l'assemblée générale des propriétaires (1), qui comportent l'homologation du préfet. Quant à l'administration des contributions, elle n'a rien à voir dans le recouvrement des cotisations des membres de l'association des Moères ; l'association des Moères a, en effet, à sa solde un percepteur qui lui est propre, qui a été créé par le règlement d'administration de 1822, reconnu par l'autorité supérieure, et qui ne fait partie en aucune manière de l'administration des contributions.

Enfin l'article 4 de la loi du 14 floréal au XI dispose « que toutes les contestations relatives au recouvrement de ces rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection des travaux

(1) Articles 7 et 8 du règlement d'administration de 1822.

seront de la compétence des conseils de préfecture, avec pourvoi au Conseil d'Etat. »

Nous avons vu plus haut, dans la législation des Moères, comment, en vertu d'une délibération des propriétaires eux-mêmes, cet article 4 avait été rendu applicable, par analogie, sur le territoire des Moères, aux contestations relatives « au recouvrement des rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection et à l'exécution des travaux » ; nous n'avons donc pas besoin d'y revenir, si ce n'est pour faire remarquer que pour que cet article 4 puisse s'appliquer à l'administration des Moères, il a fallu une délibération spéciale des propriétaires, membres de cette administration des Moères.

Au surplus, cette loi du 14 floréal an XI a été abrogée par la loi du 8 avril 1898, article 29, laquelle, d'ailleurs, n'est pas applicable aux Moères.

A côté et postérieurement à cette loi du 14 floréal an XI, fut votée et promulguée la loi du 16 septembre 1807, qui est aujourd'hui encore la loi fondamentale du dessèchement des marais.

Si nous examinons cette loi de 1807, nous y voyons ceci :

L'Administration n'a pas seulement la surveillance du dessèchement, elle intervient sans cesse dans l'entreprise, s'immisce dans la gestion, et garde, pour ainsi dire, la direction suprême.

En effet :

1° La loi de 1807 place le dessèchement des marais « immédiatement sous l'autorité de l'admi-

nistration publique. » (Rapport de M. de Montalivet);

2° S'il s'agit du dessèchement lui-même, de la concession, le Gouvernement se réserve de prescrire les moyens qui lui paraissent les plus convenables, et les propriétaires, comme tous autres entrepreneurs du dessèchement, sont astreints à s'y conformer;

3° La « Commission spéciale », qui doit notamment donner son avis sur l'organisation du mode d'entretien, des travaux de dessèchement, est nommée par le chef du Gouvernement;

4° Un syndicat est formé, qui représente les propriétaires, mais les membres de ce syndicat sont choisis par le Préfet parmi les plus imposés : article 7;

5° C'est par l'organe de ce syndicat que les propriétaires peuvent gérer l'administration du dessèchement, mais la loi n'a pas déterminé le mode d'administration, et il est organisé par le Gouvernement lui-même dans des règlements d'administration publique, qui peuvent varier suivant les besoins ou les usages des localités; par conséquent, pas de règle fixe et absolue.

Et si l'on prend l'un de ces règlements, par exemple, l'ordonnance du 14 janvier 1831 (1), qui semble être le type général de ces sortes de règlements, on y voit combien est directe et énergique l'intervention de l'autorité administrative.

(1) Ordonnance qui autorise l'association des propriétaires de prés et marais qui bordent l'étier de la Haute-Perche et les étiers latéraux. — *Bulletin Officiel*, 49, n° 1268.

Dans cette ordonnance, divisée en cinq titres, on voit l'intervention constante du Préfet, qui nomme les membres du syndicat parmi les propriétaires les plus imposés : article 2 ; qui nomme trois suppléants à ces membres du syndicat : article 4 ; qui nomme le syndic-directeur : article 5 ; qui doit approuver, sous peine de nullité, les délibérations du syndicat : article 8 ; on y voit aussi l'intervention journalière des ingénieurs du département, soit dans le relevé des plans parcellaires : article 9, soit dans la rédaction des projets de travaux : article 20, soit dans l'exécution de ces mêmes travaux, qui ont lieu sous la direction des ingénieurs : article 22.

L'article 23 dit encore : « La réception des travaux sera faite par un ingénieur, et le procès-verbal en sera soumis au visa de l'ingénieur en chef. »

L'article 27 dit : « Aux mois de septembre et octobre de chaque année, l'ingénieur de l'arrondissement vérifiera la situation des travaux et dressera, de concert avec le directeur, le budget et l'état d'indication des travaux pour l'année suivante. Ce projet sera soumis à l'examen de l'ingénieur en chef et à l'approbation du Préfet. »

Dans cette ordonnance de 1831, on y voit aussi l'article 12 ainsi libellé : « La « Commission spéciale » sera composée de sept membres nommés par Nous (aujourd'hui, le Président de la République), et choisis parmi des personnes « n'ayant aucun intérêt dans les travaux. »

Enfin, par les articles 33 et 35, on voit que le Conseil de préfecture est compétent pour arrêter définitive-

ment le compte annuel du percepteur, et pour examiner toutes les contestations relatives soit à la confection des rôles, soit à l'exécution des travaux.

De cet ensemble de prescriptions, qui montrent l'ingérence continuelle de l'autorité supérieure dans les moindres actes du syndicat de dessèchement, il est aisé de conclure que la loi de 1807 n'est et n'a jamais été applicable à l'administration des Moères, qui, lors de leur constitution en 1779, ont été déclarées indépendantes, sous le simple contrôle de l'autorité administrative.

Sans doute, l'on pourrait dire que les lois de 1790 ont aboli tous les privilèges, donc comme, depuis, la loi de 1807 a réglé les formes de l'administration et de la régie des dessèchements, c'est cette loi seule qui doit être appliquée.

A cela, nous répondrons que s'il s'agit des lois générales sur les privilèges féodaux, nous sommes d'accord. Mais que ces lois, en abolissant les privilèges, n'ont pas touché, dans les conventions passées entre particuliers ou avec l'État, aux dispositions non entachées de féodalité, et ce sont celles-là précisément, édictées dans les Lettres patentes de 1779, que nous prétendons subsistées et ne pouvoir être supprimées par la loi de 1807; ces dispositions sont, nous le répétons, l'indépendance des membres de l'association des Moères, et le droit de contrôle laissé à l'autorité supérieure.

D'ailleurs, précisément à cette époque, 1790, nous trouvons, nous l'avons vu plus haut, le décret des

26 décembre 1790–5 janvier 1791, qui proclame la validité des concessions antérieures, avec tous les avantages qui y sont attachés et n'ont pas été formellement supprimés.

Enfin, ajouterons-nous, vouloir appliquer la loi de 1807 à l'administration des Moères serait contraire au principe de la non-rétroactivité des lois, posé par l'article 2 du Code civil.

En effet, une loi est rétroactive quand elle change les effets qu'un acte légitime antérieur devait produire, et si la loi de 1807, établissant pour les marais une législation spéciale, pouvait, sans être entachée de rétroactivité, tracer les règles des dessèchements, qui seraient concédés sous son empire, et réserver à l'autorité publique le droit de placer ces concessions sous des règlements abandonnés à son appréciation, elle ne pouvait pas revenir sur les concessions antérieures, exécutées suivant les conditions mêmes faites aux concessionnaires; elle ne pouvait pas, alors que les concessionnaires avaient rempli leurs engagements et réalisé le dessèchement promis, dépouiller ces concessionnaires des droits qui leur avaient été conférés et les placer arbitrairement sous des règlements nouveaux, que l'Administration avait perdu le droit de dicter et que, d'ailleurs, elle aurait imposés sans raison légitime.

Evidemment, s'il s'agissait ici d'une concession ancienne, n'ayant pas reçu son exécution, ou d'un dessèchement qui, effectué, n'aurait pas été entre-

tenu et conservé, conformément aux engagements pris envers l'autorité royale, le droit de l'Administration ne serait pas contestable : une sorte de condition résolutoire aurait remis entre les mains de l'Administration la puissance primitive donnée par la concession, et aurait effacé, par le fait volontaire des concessionnaires, les avantages conférés par la concession.

Mais ici, dans la concession des Moères faites par les Lettres patentes de 1779, nous nous trouvons en présence d'une concession fidèlement exécutée, d'un dessèchement réalisé, entretenu, et la loi de 1807 ne pourrait, sans être rétroactive, s'appliquer ici et changer les conditions d'une convention strictement remplie par les concessionnaires ou leurs successeurs.

D'ailleurs, comment admettre que la loi de 1807 n'ait pas reconnu le même principe qu'avait reconnu, quelques années auparavant, le décret-loi du 26 décembre 1790 qui, dans son article 13, avait respecté les concessions antérieures légitimement faites et exécutées.

Enfin, pour se convaincre que la loi de 1807 n'est pas applicable à l'administration des Moères, l'on n'a qu'à parcourir les dispositions de cette loi ; on y verra qu'elles ont constamment pour objet des concessions futures, notamment dans l'article 58.

En 1844, l'Administration, et plus particulièrement les ingénieurs élevèrent la prétention de soumettre l'association des Moères au régime de la loi

de 1807. Mais l'Administration préfectorale du département du Nord condamna cette prétention dans une lettre adressée à M. le Sous-Préfet de Dunkerque, le 27 avril 1844, ainsi libellée :

« Monsieur le Sous-Préfet,

» J'ai l'honneur de vous informer, en réponse à votre lettre du 28 mars dernier, qu'après avoir examiné les règlements qui régissent l'association des Moères, j'ai reconnu que le nouveau mode de comptabilité, adopté par MM. les Ministre des Travaux publics et des Finances pour les associations syndicales de dessèchement, n'était point applicable à l'association des Moères, dont les comptes, arrêtés en assemblée générale des propriétaires, ne sont pas déférés au jugement du Conseil de préfecture.

» Agrérez, etc... »

En 1852, l'Administration émit à nouveau les prétentions de 1844 ; les propriétaires des Moères protestèrent auprès de M. le Préfet du Nord, qui, cette fois-ci, prit une décision complètement inverse de celle de 1844.

En effet, dans une lettre adressée au sous-préfet de Dunkerque, le 22 avril 1852, pour être communiquée à la commission du dessèchement des Moères, le préfet du Nord prescrit que la Commission des Moères ait à délibérer sur l'adoption d'un règlement conforme au nouveau décret organique des Wateringues (1), ou au modèle contenant les

(1) Décret du 29 janvier 1852.

clauses et conditions générales à adopter suivant les lois des 14 floréal an XI et 16 septembre 1807.

Constatons cependant, tout d'abord, que si l'autorité supérieure avait estimé que ces lois du 14 floréal an XI et du 16 septembre 1807, s'appliquaient vraiment à l'association des Moères, ce n'est pas à une délibération de l'assemblée générale des propriétaires qu'elle aurait eu recours, pour modifier leur mode d'administration, mais à un règlement d'administration publique, pris avec l'avis du Conseil d'Etat, comme elle venait de le faire pour les Wateringues, le 29 janvier de la même année 1852. Donc l'autorité supérieure reconnaît, même à cette époque, la situation privilégiée des Moères dont les membres étaient seuls capables de prendre une décision à leur sujet.

Mais revenons à la lettre du Préfet du Nord du 22 avril 1852. Le Préfet prétendait y faire une assimilation entre les Moères et les Wateringues. « L'assimilation, disait le Préfet du Nord, était dans la pensée de l'autorité souveraine, puisque, d'après les articles 2 et 5 des Lettres patentes de 1779, toutes les parties intéressées devaient contribuer aux dépenses, suivant l'usage observé dans les Wateringues. »

Certainement M. le Préfet n'avait pas bien compris les Lettres patentes, car il aurait vu que ces articles 2 et 5 ne sont précisément pas applicables à l'association des Moères, qui recevait la concession de 1779 en la personne de Vandermey, mais seule-

lement et exclusivement aux propriétaires des terres que la concession ne comprenait pas, et qui devaient être tenus envers les concessionnaires ou leurs ayants-cause de contribuer aux dépenses pour les travaux dont se chargeaient ces concessionnaires.

En réponse à la lettre du Préfet du Nord, les propriétaires des Moères se pourvurent devant le Conseil d'Etat. L'affaire traîna en longueur, les pièces, réclamées à la Préfecture par le Ministre des Travaux publics, consulté par le Conseil d'État, tardaient à arriver, on cherchait une solution à l'amiable. Le 8 juillet 1854, l'assemblée générale des propriétaires des Moères apporta quelques modifications à son règlement d'administration. L'autorité préfectorale ne fut pas encore satisfaite, car elle trouvait que la part laissée à la surveillance administrative n'était pas suffisante.

Le 10 février 1855 eut lieu une nouvelle délibération de l'assemblée générale des propriétaires des Moères, sous la présidence du sous-préfet de Dunkerque. Sur 36 oui contre 6 non, sur 42 votants, un nouveau projet de règlement fut adopté et envoyé à S. M. l'Empereur « pour être converti en règlement d'administration publique, délibéré en Conseil d'État ». On voit donc qu'à cette époque, les propriétaires des Moères, ennuyés par les tracasseries de l'Administration et en particulier par les ingénieurs qui auraient voulu assimiler les Moères aux Wateringues, avaient consenti à se soumettre à la manière de voir de la préfecture du Nord, et se

ralliaient aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 14 floréal an XI.

C'est à cette époque, 22 février 1855, que le Conseil d'État, section du contentieux, rendit son arrêt dans le pourvoi formé par les propriétaires des Moères contre la décision du préfet du Nord, contenue dans sa lettre du 22 avril 1852. Cet arrêt est ainsi libellé :

« Considérant que, par sa lettre, en date du 22 avril 1852, le Préfet du Nord, sans apporter aucune modification à l'organisation actuelle de l'Association des propriétaires des Moères, s'est borné à inviter la Commission administrative de cette association à délibérer au sujet du projet d'un nouveau règlement.

» Qu'en procédant à cet acte d'instruction, le Préfet du Nord n'a commis aucun excès de pouvoir.

» Notre Conseil d'État, au contentieux, entendu,

» Avons décrété et décrétons ce qui suit :

» Article 1^{er}. — La requête ci-dessus visée des sieurs Hovelt et autres est rejetée. »

En d'autres termes, le moyen de droit invoqué par les propriétaires des Moères, prétendant que le Préfet du Nord avait pris une décision comportant interprétation des Lettres patentes de 1779, était rejeté.

Remarquons cependant que le Conseil d'État prend soin d'étayer sa décision sur ce que « aucune modification n'a été apportée à l'organisation actuelle de l'Association des propriétaires des Moères » ;

c'est donc qu'il reconnaît que cette organisation n'a pas lieu et ne doit pas être modifiée. Nous verrons d'ailleurs, dans un moment, que telle était bien l'idée du Conseil d'État.

En effet, après cet arrêt du Conseil d'État, les pourparlers entre les propriétaires des Moères et l'Administration continuèrent pour l'adoption d'un nouveau règlement. Enfin, les choses étant au point et les modifications acceptées de part et d'autre, le Ministre des Travaux publics soumit au Conseil d'État un projet de décret portant règlement de l'Association administrative des Moères françaises, à la date du 18 décembre 1856.

Or, voici la lettre que « le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, Direction des Ponts et Chaussées, Service hydraulique », adressa à M. le Préfet du Nord, en date du 9 novembre 1857 : « Monsieur le Préfet, le 18 décembre 1856, j'ai soumis à l'examen du Conseil d'État un projet de décret portant règlement de l'association administrative des Moères françaises, dans le but d'assurer la police et l'entretien de ce dessèchement.

» Mais le Conseil d'État a fait observer que la présentation d'un règlement nouveau, destiné à remplacer le règlement actuel de l'association des Moères françaises, a pour motif les contestations qui se seraient élevées soit entre les membres de l'association, soit entre cette association et l'administration des Wateringues, et même avec l'administration elle-même, en ce qui concerne le classement des chemins vicinaux.

» En ce qui concerne les premières contestations, le Conseil d'État pense qu'il n'est rien précisé dans l'instruction, et que d'ailleurs il ne paraît pas que les contestations signalées soient de nature à compromettre la police et l'entretien du dessèchement.

» En ce qui concerne les contestations qui peuvent s'être élevées soit avec l'administration des Wateringues, soit avec l'autorité administrative, la forme actuelle de l'association des Moères françaises ne saurait faire obstacle à la solution de ces difficultés devant les juridictions compétentes.

» Le Conseil d'État ajoute que l'association des Moères françaises est fort ancienne, que les règlements qui l'ont régie jusqu'à ce jour, paraissent avoir suffi pour lui assurer une marche régulière et satisfaisante, et que les propriétaires intéressés paraissent en désirer le maintien.

» En conséquence, le Conseil d'État est d'avis qu'il n'y a pas lieu de donner suite au projet de décret soumis à son examen. Dans ces circonstances, j'estime, Monsieur le Préfet, qu'il n'y a pas lieu de donner suite au projet de décret proposé pour remplacer l'ancien règlement des Moères françaises, et j'ai lieu de penser... » (1).

Voici donc les choses subitement revenues à leur état primitif, et les Moères reconnues, de l'avis du Conseil d'État lui-même et du Ministre des Travaux publics, soumises seulement aux Lettres patentes

(1) *Archives départementales du Nord*, série S. Dossier des Moères françaises (1822-1870).

de 1779 et au Règlement que les propriétaires des Moères s'étaient voté eux-mêmes en 1822, et qui constitue simplement la mise en pratique des décisions contenues dans ces Lettres patentes.

Depuis lors, l'Administration supérieure laissa l'association des Moères libre de remplir sa tâche conformément à ce Règlement de 1822.

C'est qu'en effet, en vertu de la maxime *Specialia generalibus derogant*, les Lettres patentes de 1779, dans leurs dispositions n'ayant pas un caractère féodal, n'ont pas pu être abrogées, malgré les lois du 14 floréal an XI ou du 16 septembre 1807, de même que n'ont pas été abrogées, par les lois postérieures, les décrets organiques du 4 thermidor an XIII et du 16 septembre 1806, concernant la construction et l'entretien des digues dans les départements des Hautes et des Basses-Alpes.

DEUXIÈME PARTIE

L'HISTOIRE DES MOÈRES

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT GÉOLOGIQUE DU NORD DE LA FRANCE AUX PREMIERS AGES

Dans notre étude de ce qui est aujourd'hui le Nord de la France, aux âges préhistoriques, nous suivrons pas à pas un maître en la matière, M. Gosselet, doyen de la Faculté des Sciences à l'Université de Lille. C'est lui qui nous pilotera dans ces études d'un ordre tout nouveau et encore très récent. Avec lui, nous verrons que, de tout temps, ce pays fut en butte aux attaques violentes de la mer, qui l'envahit fréquemment; nous comprendrons ainsi comment se sont formés les lacs des deux Moëres, et quels dangers les flots de la mer font encore courir à toutes ces terres limitrophes.

La région du Nord de la France comprend deux grands bassins primaires, l'un celui de Namur, qui

s'étend en France à la région de Valenciennes, l'autre celui de Dinant, qui en France s'appelle le bassin d'Avesnes. Ces deux bassins sont séparés l'un de l'autre par une cassure de grande étendue, que l'on nomme la Grande Faille. Le bassin de Namur ou de Valenciennes diffère surtout de celui d'Avesnes, en ce que les schistes houillers qui, dans l'arrondissement d'Avesnes, se bornaient à remplir de petites et étroites cuvettes, ont dans le nouveau bassin un développement très considérable. C'est là que l'on rencontre les couches de houille d'Anzin, d'Aniche, de l'Escarpelle, de Lens, de Nœux, etc...

Mais qu'est-ce que la houille? M. Gosselet nous la définit en ces termes : « La houille est formée de débris végétaux carbonisés. Chaque couche de houille représente une forêt à sol tourbeux, qui, après une durée plus ou moins longue, s'est trouvée un jour inondée. On y reconnaît de nombreuses empreintes de fougères, des calamites, végétaux ayant la forme de nos prêles (1), mais dont la hauteur atteignait près de 10 mètres, des sigillaria, arbres de 30 à 40 mètres, que l'on rapproche de nos conifères (2). Tous ces végétaux à croissance rapide et à courte durée s'enchevêtraient, en formant une forêt impénétrable, puis s'affaissaient pour faire place à de nouvelles pousses. Leurs débris s'accu-

(1) Sorte de fougères.

(2) On appelle ainsi les végétaux qui produisent des fruits en forme de cône, par exemple le pin, le sapin, l'if...

mulaient sur le sol jusqu'à ce qu'ils fussent recouverts par les eaux d'inondation. La forêt devenait un marécage, où les ruisseaux amenaient du sable et de l'argile, qui ont donné naissance à des grès et à des schistes. Plus tard, le sol s'est asséché, une nouvelle forêt s'y est élevée, devant donner naissance, pour les mêmes raisons, à une nouvelle couche de houille ». (1)

Au-dessus de ce terrain primaire, apparaît le terrain de la période secondaire. Le dernier élément des terrains secondaires, immédiatement au-dessus des premières couches des terrains primaires, s'appelle le tourtia (2).

Ce tourtia, on le trouve à Lille sur du calcaire gris bleuâtre, assez analogue au marbre de nos cheminées, on le trouve aussi au sud de Lille. Or, à la base de ce tourtia, on découvre, à l'état de cailloux roulés ou de galets, des fragments de roches dures sous-jacentes : ces galets n'ont pu se former que sur un rivage, sur une plage, où venaient battre les vagues.

Comme éléments principaux des terrains de la période secondaire, nous trouvons la craie et la marne crétacée, qui couvrent tout le département du Nord. Dans les Flandres, ces deux éléments sont à

(1) *Géologie élémentaire du Département du Nord*, par J. GOSSELET, 1889.

(2) Le tourtia est une marne verte glauconifère, contenant 20 % de calcaire, de 10 à 20 % d'argile, et jusqu'à 50 % de glauconie.

une très grande profondeur, en-dessous des terrains de la période tertiaire. Dans le reste du département, ils ne sont, au contraire, qu'à une très faible profondeur et forment le fond des vallées, à part toutefois dans le bassin d'Orchies, où les couches tertiaires sont de proportions assez considérables.

Or, si nous allons du Nord vers le Sud, de Lille par exemple qui est à vingt-trois mètres d'altitude, dans la direction d'Avesnes, qui est à deux cents mètres au-dessus du niveau de la mer, nous voyons cependant les couches supérieures de la craie disparaître au fur et à mesure que l'on avance vers l'Ardenne, c'est-à-dire vers la montagne. La raison de ce phénomène est qu'à cette époque tout le pays était recouvert par la mer crétacée, dont l'Ardenne formait la limite, et qu'au fur et à mesure que le fond de la mer se comblait par des sédiments, le rivage avançait vers l'Ouest.

Si maintenant l'on examine la surface de cette craie, on y voit que cette surface a été durcie, et l'on y distingue de petits trous ronds semblables à ceux que font certains mollusques sur les rochers du rivage. De plus, immédiatement au-dessus, c'est-à-dire à la partie inférieure des couches tertiaires, on découvre des galets arrondis de silex. On en a conclu que la craie, déposée par la mer, s'est émergée peu à peu, puis s'est asséchée et durcie, et a ainsi formé un sol continental. Au commencement de la période tertiaire, la mer revint et ce sol fut de nouveau recouvert par les flots, et c'est ainsi que les

inollusques ramenés perforèrent les rochers qui avaient un instant vu le jour.

Mais peu à peu l'eau se retira et les inondations devinrent moins fréquentes. C'est alors que la craie, de la période secondaire, se recouvrit, pendant la période tertiaire, d'argile, de grès sableux calcarifère, que l'on nomme tuffeau, et de sable, tout cet ensemble constituant les assises du Landénien. L'on peut suivre le sable et les autres couches inférieures jusque dans le nord du département de l'Aisne, jusqu'à Laon, où ils disparaissent en s'enfonçant sous les terrains tertiaires du bassin de Paris. Par là, il est permis d'affirmer que le Landénien s'est déposé dans une mer qui couvrait tout le nord de la France. Donc, nouvelle invasion de la mer pendant la période tertiaire, invasion qui fut beaucoup plus considérable que celle de la mer crétacée pendant la période secondaire.

Enfin la mer se retira et sur ce sol tout neuf, une merveilleuse floraison s'épanouit. Nous trouvons, en effet, dans le grès, des débris de végétaux, tels que feuilles de palmier, de laurier, de chêne à feuillage persistant, qui démontrent qu'à cette époque le nord de la France jouissait d'un climat beaucoup plus chaud que le climat actuel.

Mais la mer ne voulait pas laisser ces terres jouir en paix du repos qu'elle leur avait un instant accordé. Elle revint et recouvrit toutes ces plaines. Dans le bassin de la Flandre, elle déposa l'argile qui devait faire plus tard la richesse du pays par son imperméa-

bilité, et que l'on nomme l'argile des Flandres; au sud de Lille, ce fut des sables fins, mais dans l'un comme dans l'autre de ces deux éléments, on retrouve les mêmes fossiles, que l'on désigne sous le nom de *Nummulites planulata*.

Après cette incursion, la mer revint sur ses pas, et ses invasions devinrent par la suite moins considérables. Ce fait nous est démontré par la constitution du pays au nord de Lille, dans les Flandres. Là, nous voyons au-dessus de cet argile des Flandres, qui constitue l'étage Yprésien, émerger des collines : mont Cassel (157^m), mont des Récollets (140^m), mont des Cats (158^m), mont de Boëscheppe (137^m), mont Noir (131^m) et mont Kemmel (110^m). En étudiant ces collines, on trouve qu'elles sont toutes constituées par les mêmes couches, disposées dans le même ordre, et renfermant chacune des fossiles différents. Or, à la base de l'une de ces couches, l'on trouve du gravier, des galets, des *Nummulites lævigata* roulées et de nombreuses dents de requins et de raies, tous objets qui témoignent du séjour de la mer dans cette région; au-dessus de cette couche, apparaissent les premiers sables dits Ditrupa; c'est, dit-on, qu'à cette époque il y eut émergence du sol, et ces sables se déposèrent sur le bord d'une plage.

Ces différents dépôts, que l'on désigne du nom générique de sables de Cassel, s'étant effectués sur le bord de la mer, une nouvelle inondation vint envahir ce sol de Flandre et jeter sur ces terres une nouvelle couche de sable ferrugineux et rougeâtre,

que l'on nomme sables de Diest, et à la base duquel on trouve encore des galets parfaitement arrondis de silex, et qu'apportèrent les flots envahissants de la nouvelle mer. Ceci se passait à l'époque géologique la plus récente, celle qu'on nomme communément pliocène.

Il ne faudrait évidemment pas s'imaginer que ces cataclysmes se succédaient les uns aux autres avec rapidité et que ces inondations se remplaçaient les unes les autres. On découvre en effet aux environs de Tongres, en Belgique, une centaine de mètres de sable et d'argile divers entre les sables de Cassel et ceux de Diest, ce qui prouve que ce rivage fut longtemps battu par les flots de la mer, avant d'être de nouveau submergé.

De cette uniformité dans la structure des diverses collines actuelles de la Flandre, on en a conclu qu'autrefois elles étaient réunies et formaient un seul et même plateau. Leur isolement actuel est le résultat du ravinement de l'époque diluvienne ou quaternaire. Les courants puissants de cette époque ont produit un vaste déblaiement de presque tout le sol de la Flandre, dont il n'est resté que quelques pointes, qui sont comme les témoins du niveau de l'ancienne plaine.

Arrivant ainsi à la période récente, si nous faisons un trou dans la plaine maritime, nous découvrirons au fond une couche de tourbe de près d'un mètre, sur laquelle nos yeux auront peut-être le bonheur de découvrir soit des poteries, soit des monnaies

gallo-romaines ; cette tourbe était donc le sol que foulaient nos ancêtres pendant la domination romaine.

Et M. Gosselet ajoute, en terminant : « Au-dessus de cette tourbe, se trouve une épaisseur de 3 mètres de sable et, en fouillant bien, l'on y découvre des coquilles marines. La mer a donc couvert le nord de notre département, ce que nous appelons la plaine maritime, depuis l'ère chrétienne. Ce fut le dernier cataclysme général. »

Tels sont les événements de la dernière période, que nous allons essayer de démontrer, en nous appuyant sur les auteurs et les souvenirs anciens, et en faisant appel aux découvertes scientifiques les plus récentes.

A l'époque romaine, au moment où César vint s'embarquer au Portius Itius pour passer en Grande-Bretagne, la côte était à peu près identique à celle que nous connaissons de nos jours. Sans doute certains auteurs, comme Schayes, ont soutenu le contraire et ont prétendu que l'ancienne côte commençait entre Calais et Boulogne, passait sur la droite de Guisnes et d'Ardres, par le mont de Ruminghem jusqu'à Watten, où, du temps de César, ajoute cet auteur, il y avait un golfe qui s'étendait jusqu'à Saint-Omer, et que l'on appelait le Sinus Itius. Puis de Watten, la côte se dirigeait vers Cassel par Ravensberg, Balemberg, Domberg, Camberg, Lokre, Swartsberg, Kemmelsberg, Wittscate, Messine, Rosenberg.

Nous ne nions pas que le Sinus Itius ait existé, et nous démontrerons, dans un instant, sa présence dans cette région, mais à l'époque des Romains il n'existait pas encore, car, sur l'emplacement qu'on lui assigne, on a découvert aujourd'hui des poteries, des monnaies, même des sépultures. Bien plus, on ne pourrait dire que seuls certains points, qui, en raison de leur altitude plus élevée, auraient pu émerger, étaient habités, car c'est précisément dans les bas terrains que l'on découvrit ces sépultures (1).

Une autre raison avait assigné, à l'époque de la domination romaine, l'existence de ce sinus Itius. C'est, disait-on (2), l'absence de voies romaines dans les limites occupées par ce golfe. D'une façon commune et toujours suivie, les voies militaires construites par les Romains aboutissaient à la mer, à une ville, à un fleuve, ou à une autre voie militaire. Et cependant, des sept voies romaines, partant de Cassel, il y en a quatre dont le parcours finit dans l'arrondissement de Dunkerque, et qui n'aboutissent ni à une cité, ni à un fleuve, ni à aucune voie militaire ; deux d'entre elles traversent bien le Loowegh (3), mais ne s'y arrêtent pas. L'extrémité de ces voies, constatée par de nom-

(1) HENRI RIGAUX. Étude sur la Topographie de l'arrondissement de Dunkerque, antérieurement au XII^e siècle. Golfes de Sangatte et de l'Yser.

Bulletin du Comité flamand, tome VI, nos 5 et 6.

(2) C. DE LAROIÈRE. Étude sur le Sinus Itius.

Annales du Comité flamand, tome X.

(3) Chemin de Loo.

breux sondages, est aujourd'hui éloignée de la mer, et dans des lieux sans importance. Ne faut-il pas en conclure, disait M. de Laroière, que c'est à l'extrémité de ces routes qu'il faut placer le golfe dans l'arrondissement de Dunkerque.

Mais, aujourd'hui, des sondages récents ont démontré que les voies romaines ne s'arrêtaient pas aux limites données au golfe, mais continuaient leur tracé et se poursuivaient dans le golfe. Ainsi, la quatrième voie ne s'arrêtait ni à Crochte, ni à Hoymille, à l'est de Bergues, près de l'ancien fort de Beentjensmullen, mais pénétrait dans le golfe à Teteghem, et peut-être pourrait-on en chercher la continuation jusqu'à Rosendaël, aux portes de Dunkerque, puisqu'on prétend avoir trouvé près de la Tente-Verte des restes d'une chaussée empierrée. De même, il semble parfaitement établi qu'une route aurait joint Ardres à Marek, d'abord par des découvertes qu'on y a fait dans le pays (1), et ensuite par un passage emprunté à la chronique de Lambert d'Ardres (XIII^e siècle) : « Herred fit sa résidence à Selnesse, entre le bois et le marais, en un lieu où se trouvent encore aujourd'hui le reste des Païens, à savoir des tuiles rouges, des tessons de vases en verre, et, où quand on laboure, la charrue rencontre une voie dure et empierrée. » (2). Nous avons évi-

(1) Henri RIGAUX. Etude sur la Topographie de l'arrondissement de Dunkerque, antérieurement au XII^e siècle. *Bulletin du Comité flamand*, t. VI, nos 5 et 6.

(2) « Ubi nunc sulcante aratro reperitur pira, sive via dura et lapidea a marisco in silvam calcata. »

demment là une voie romaine, et comme le château de Selnesse était au nord d'Ardres, cette voie entraînait en plein dans le golfe.

Comme conclusion on ne peut admettre que deux choses : ou bien la mer s'était retirée antérieurement à la domination romaine, ou bien elle n'avait pas encore envahi le pays. Nous allons voir que ce fait géologique se produisit postérieurement à la domination romaine.

Nous avouons toutefois qu'à l'époque dont nous parlons, la mer devait s'être pratiquée dans le pays de nombreux courants qui sillonnaient la région et permettaient à Strabon (1), contemporain d'Auguste, de dire, en parlant de ce territoire : « L'océan s'épanche deux fois par jour dans la plaine et fait douter si ces parages font bien partie de la terre ferme ». C'est le même historien qui, parlant des premiers habitants de ces régions, les Morins et les Ménapiens, les définissait ainsi : « Tous les Gaulois sont belliqueux ; plus on s'avance vers le Nord et la mer, plus ils sont intrépides », et dans un autre endroit, il disait : « Les Morins habitaient de petites îles ; ils plaçaient leurs cabanes sur des éminences formées en quelques endroits par la nature et en d'autres par la main des hommes, et assez élevées pour que les marées ne pussent les atteindre. Ces demeures, environnées par les

(1) Géographe et historien, né 50 ans avant Jésus-Christ, mort sous le règne de Tibère.

eaux, ressemblaient de loin à des navires à demi naufragés ».

Pour démontrer que l'invasion de la mer ne fut que postérieure à la domination romaine, nous nous appuierons sur un certain nombre d'auteurs qui ont traité de cette région.

Vredius (1) dit dans sa *Flandria Ethnica* : « J'ai l'intime conviction que cette matière cachée sous une épaisse couche de terre et qu'on extrait pour faire du feu (2) était le sol que foulait aux pieds les Morins et les Ménapiens. La preuve en est dans les poteries et les objets en bronze ou en fer que l'on retire de cette tourbe » (3).

De Bast (4) dit : « Il est certain que les tourbières, en quelques endroits, furent jadis habitées, le nombre prodigieux de vases, médailles, ustensiles de toute espèce qu'on y découvre le long de la côte, de Dunkerque à Bruges, en fournit des preuves non équivoques. »

M. Victor Derode constate que « les tourbières à Looberghe et le long de la Colme jusqu'à Watten, dans les environs de Bergues et à Warhem, sont

(1) OLIVIER DE VREDIUS (ou VRÉE), historien flamand, 1578-1652.

(2) C'est-à-dire la tourbe.

(3) « Ubi nunc aptam alendo igni materiam, alta humo abditam, rusticana scrutatur industria fuisse tum temporis Morinorum et Menapiorum solum ».

(4) Collection des Mémoires de l'Académie de Bruxelles. *L'Etat ancien des Pays-Bas, en prenant pour point de départ le cap Blanc-Nez*, par l'abbé DE BAST.

surmontées d'un à deux mètres d'alluvions », et il ajoute que « c'est sous la glaise qui recouvre la tourbe qu'ont été découverts la plupart des objets d'art ou d'utilité de la période romaine. »

M. de Laroière dit enfin : « Les nombreuses tourbières de nos environs (arrondissement de Dunkerque et de Saint-Omer) sont recouvertes, à une profondeur qui varie de un à six mètres, d'une couche d'argile et de sable avec coquilles. »

De toutes ces citations, ajoutées à l'opinion de M. Gosselet, nous pouvons conclure que c'est dans la tourbe que l'on découvre les monnaies, poteries et sépultures, et cela tout le long du littoral ; et qu'au-dessus de cette tourbe, se trouve une épaisse couche d'alluvions, plus ou moins profonde, mais non remaniée, et dans laquelle on ne trouve point de traces d'industrie humaine. Donc la tourbe est l'ancien sol romain, et les alluvions, dont la nature marine a été reconnue par M. Gosselet, sont d'origine plus récente. Par conséquent, le golfe, dit le Sinus Itius, n'existait pas à l'époque de César. Nous allons voir maintenant que ce golfe est, au contraire, postérieur à la domination romaine. Pour cela, nous n'avons qu'à examiner l'époque des objets trouvés à l'intérieur du golfe.

Les sépultures sont des premiers siècles, la céramique donne la même date, et quelques poteries ont conservé le faire et la pâte des vases gaulois ; enfin, on a trouvé, à Salperwick, seize cent trente-six monnaies, dont la dernière est de Quintillus, qui

réigna quelques années après Posthumus (1), dont on a trouvé l'effigie sur des monnaies découvertes à Ardres, en 1767. Il est vrai que les monnaies de Salperwick ont été trouvées en dehors du golfe, mais toutefois dans le marais contemporain de ce golfe. Ceci correspond à l'année 270 de notre ère, c'est-à-dire à la fin du III^e siècle. A cette époque, le Sinus Itius ne s'était donc pas encore creusé un lit dans la plaine maritime des Flandres (2), et c'est à cette date, sinon même à la fin du IV^e siècle, comme certains l'affirment, qu'il faut placer l'inondation générale de toutes les terres de la région.

C'est vers le milieu du XVII^e siècle, que le Père Malbrancq affirma l'existence d'un golfe, en ces parages, golfe qu'il appela le Sinus Itius, se basant sur ce que le nom primitif de Saint-Omer, Sithiu, qu'il mettait à l'extrémité du golfe, aurait été le dérivé de Sinus Itius. Malheureusement, le Père Malbrancq ne nous a laissé aucune preuve de son affirmation, et son opinion ne suffirait pas pour nous assurer de l'existence de ce golfe, si des faits nouveaux et des découvertes multiples n'étaient venus en authentifier l'existence.

Ces faits nouveaux, c'est par exemple l'étude des alluvions qui recouvrent la tourbe, et qui a permis à M. Gosselet d'en certifier la nature marine; c'est

(1) Soldat, se fit proclamer Empereur en Gaule en 258, mourut en 267.

(2) Henri RIGAUX. Étude sur la Topographie de l'arrondissement de Dunkerque, antérieurement au XII^e siècle. *Bulletin du Comité flamand*, tome VI, nos 5 et 6.

l'examen des tourbières qui a fait dire à M. Victor Derode (1) qu'elles établissaient un fait irrécusable, c'est que le sol qui les porte a été inondé successivement par les eaux douces et par les eaux marines. Il est en effet un caractère spécial commun à tout le territoire limitrophe de notre côte maritime, c'est un lit de glaise qui parfois atteint une épaisseur considérable, 14 à 15 mètres. Cette glaise se remarque particulièrement de Steenwoorde à Watten ; de ce dernier point, elle tourne à l'Est, et forme une courbe qui se rapproche de la côte qu'elle atteint vers Nieuport. Au-dessus de la glaise a été déposé un limon qui semble avoir obéi à une action physique, identique à celle qui avait réglé la disposition de la glaise antérieure. Ce limon est resté d'ailleurs, partout, en-dedans des limites occupées par la glaise elle-même, qui le dépasse en superficie dans tout le parcours cité (2). Il est évident que ni cette glaise ni ce limon ne se sont déposés seuls sur l'ancien sol romain ; par conséquent, il y eut invasion des eaux de la mer.

Des découvertes récentes sont aussi venu certifier l'existence de ce Sinus Itius. C'est ainsi par exemple qu'en creusant et en travaillant aux fortifications de Saint-Omer, il est arrivé plusieurs fois de mettre à

(1) VICTOR DERODE. Projet d'un programme d'études pour la monographie de la Flandre maritime. *Annales du Comité flamand*, tome VI.

(2) VICTOR DERODE. Projet d'un programme d'études pour la monographie de la Flandre maritime. *Annales du Comité flamand*, tome VI.

découvert des ancres et des débris de vaisseaux, tels qu'il s'en trouve quelquefois ensablés sur les côtes. A Clairmarais, près de Saint-Omer, on a découvert des proues romaines et normandes ; on a extrait des crocs des marais limitrophes.

En 1815, au pied de la montagne de Cassel, sur la propriété du général Vandamme, on a trouvé à 4 mètres de profondeur une ancre très lourde. A l'anneau était fixé un câble, qui s'étendait du sud au nord, sur une longueur de 84 mètres.

Enfin, à Bergues, en creusant le sol sur la Grand'Place, on a mis au jour des vertèbres de baleine (1).

Voici les limites que le Père Malbrancq crut pouvoir assigner au Sinus Itius. Commenant à l'embouchure la plus occidentale de l'Aa, ce golfe longeait, en suivant la dépression très visible du terrain, la voie romaine indiquée dans les cartes du dépôt de la guerre, depuis Sangatte jusqu'à Guisnes, Ardres et Tournehem, passait au pied du mont de Rumingham jusqu'à Watten, occupait la partie basse d'Eperlecques, Houlle, Moulle, Serques, Salperwick. En contournant le mont Sithiu, Saint-Omer, Longuenesse, Lumbre, Wizernes, Blendecques, Arques, le golfe se dirigeait de là vers Clairmarais, Nieurlet, Buysscheure, Noordpeene, Lederzeele et Wulverdinghe jusqu'à Watten ; puis se prolongeait par Millam, Merkeghem, Drinckham,

(1) C. DE LAROIÈRE. Étude sur le Sinus Itius. *Annales du Comité flamand*, tome X.

Looberghe, Pitgam, jusqu'à la voie romaine qui conduisait de Cassel au Langhegracht, en face de la Caux-Foort-Stræte, et au-delà en suivant le Loowegh jusqu'à Loo en Belgique.

Ce golfe, nommé par le Père Malbrancq Sinus Itius, s'appelait aussi le golfe de Sangatte. Il n'était d'ailleurs pas le seul dans la région ; dans les environs de Nieuport (Belgique), l'on trouvait le golfe de l'Yser : *In'sinu qui vocatur Iseræ portus*.

Mais quelles sont les causes qui ont ainsi amené la formation de ces golfes ? M. Lion, dans son ouvrage sur le Sinus Itius, les détermine ainsi : Étant donné que c'est à une même époque que sur divers points de la côte, la mer a pénétré dans les terres, la raison de cette invasion tient à un affaïssement d'abord lent des terres, puis par suite d'un mouvement plus violent du sol à son immersion par la mer, dont les eaux se trouvèrent subitement plus élevées que les terres environnantes. D'ailleurs, il ne faut pas s'en étonner, car si à l'heure actuelle l'on rompait digues et écluses aux grandes marées d'équinoxe, on verrait encore les eaux envahir les terrains où se trouvaient les golfes de Sangatte et de l'Yser, et les couvrir sur une profondeur d'au moins un mètre (1).

Lorsque la mer eut franchi ses limites, elle se répandit dans toute la contrée et amena la dispari-

(1) Henri RIGAUX. Étude sur la Topographie de l'arrondissement de Dunkerque, antérieurement au XII^e siècle. *Bulletin du Comité flamand*, tome VI, nos 5 et 6.

tion de l'homme de toute cette région ; seules quelques îles restèrent habitées, comme le banc de galets, où sont situés Saint-Pierre-lez-Calais, Marck, Oye, qui forme par sa position au-dessus des hautes mers d'équinoxe une île insubmersible, comme aussi Bergues-Saint-Winoc, appelé Grœenberg et autrefois désigné sous le nom de Mont-Baal. Avec l'homme, disparurent tous les souvenirs de la période romaine, et c'est ainsi que les lieux ont pour la plus grande partie emprunté leurs noms aux souvenirs du christianisme : Vieille-Église, Neuve-Église, Cappellebrouck, Dunkerque, Offekerque, Coudekerque (1). Quant aux habitants chassés de ces régions, ils allèrent à la recherche de plages plus hospitalières, et notamment dans l'île de Bretagne (Angleterre); où, dit Augustin Thierry, « des hommes, partis du territoire gaulois, qu'on nomme aujourd'hui la Flandre, obligés d'abandonner sans retour leur pays natal à cause d'une grande inondation, abordèrent premièrement comme hôtes de bonne grâce et ensuite comme envahisseurs (2) ».

Un certain nombre de ports se formèrent, qui, aujourd'hui, ont disparu. Wissant et Sangatte se

(1) DE KIRSCH. Église.

(2) Sans doute, cette invasion est considérée, par Augustin Thierry, comme antérieure à la descente de César en Angleterre, mais nous savons que cette date ne peut être admise, à moins qu'il ne s'agisse d'une inondation à une époque beaucoup plus ancienne.

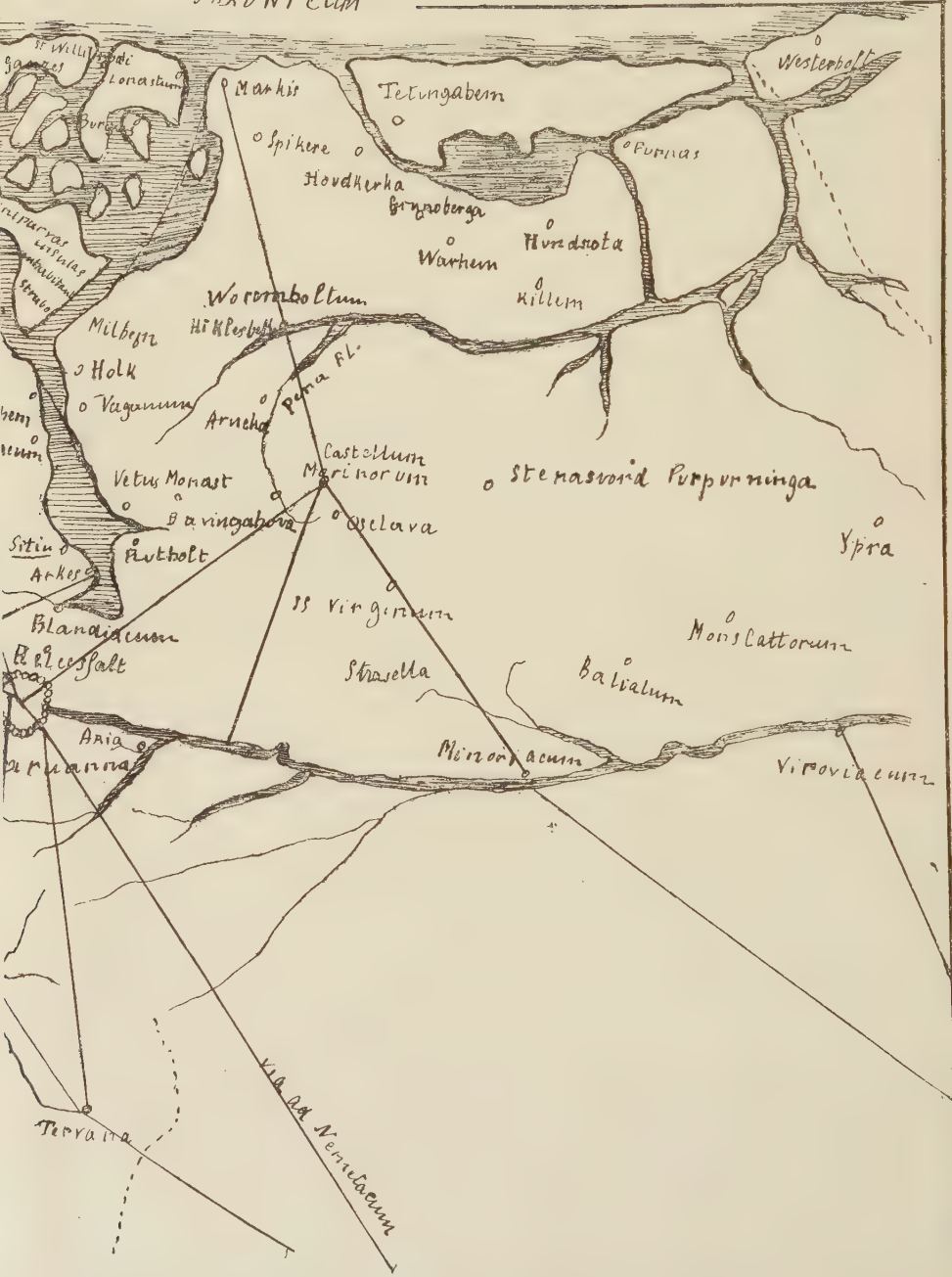


A NICVM

PARS REGIONIS MORINORVM

ex tabula J. Malbrankii in
suo libro DE MORINIS
denuntiata

SAXONICVM



sont ensablés, Pétesse n'est plus, Calais le remplace ; Marck, port de mer fréquenté au VI^e siècle, n'a plus de communication avec la mer. Guines, port que les Normands avaient fondé dans un petit hâvre du golfe, où ils pénétraient avec leurs bâtiments plusieurs siècles après les conquêtes de César, est maintenant terre ferme. Il en est de même pour Oye, dont, suivant les auteurs l'ancien nom est Garza, synonyme d'Anser, qui veut dire oie et que les Romains avaient appelé « Ganzord » ou port des oies. C'était en effet le port où les Morins embarquaient leurs oies à destination de Rome, où, d'après Martial « les oies des Morins faisaient les délices des gourmets ». Aujourd'hui Oye est située bien avant dans les terres, et cependant sur les cartes de la fin du XVI^e siècle, on trouve encore les restes de grandes lagunes qui se sont desséchées à la suite des travaux d'endiguement et de canalisation.

En effet peu à peu la mer, qui amenait avec elle des sables, se barra certains débouchés, et c'est ainsi notamment que Saint-Omer (Sithiu) (1), qui avait été environné des eaux de l'Océan, en fut protégé par le débouché des collines de Watten, qui s'était comblé. Saint-Omer ne fut cependant pas rendu pour cela à la terre ferme, car l'Aa, qui se déversait dans le Sinus Itius, fut arrêté dans son cours par

(1) Aujourd'hui Saint-Omer se trouve à 6 mètres au-dessus de la basse-mer ; c'est le point le plus élevé du bassin formé par les collines qui vont de Saint-Quentin à Boulogne, les dunes et le contre-fort qui sépare l'Yser de l'Aa.

ces mêmes collines de Watten, et le fleuve, n'ayant plus de débouché, forma jusqu'au-delà de Saint-Omer un immense marais, ce « spatiosum stagnum », dont parle l'hagiographe de Saint-Bertin au VIII^e siècle.

C'est ainsi qu'on peut voir au cartulaire de l'abbaye de Saint-Bertin, à Saint-Omer, la lettre de saint Omer (1), évêque de Thérouanne, où, en parlant de la cathédrale actuelle, il dit : « Basilica in insula Sithiu, ubi antea monasterium in Dei nomine edificatum esse videtur, etc... » Dans la même lettre, les mots « Insula Sithiu » sont répétés plusieurs fois. De même en 855, le 15 octobre, à l'occasion du transport du corps de saint Folquin, à Sithiu, on y lit : « In ipsa nocte, flante vento australi, omnis illa aquarum indimetibilis profunditas, qua cingitur Sithiu insula, ita congelavit, ut mane exequias sancti corporis deferentibus, permissum agra gressum per glaciem præberet euntibus ».

Au VII^e siècle, déjà quelques localités étaient sorties des eaux, ainsi Loon et Grande-Synthe, que nous pouvons identifier avec le Losantanas de la donation d'Adroald, d'après une charte de 877, qui désigne Loon par les mots : Loom ad Sentinas, qui paraissent bien être le dérivé et l'explication de Lo-Santanas, c'est-à-dire Loon près de Synthe (2).

(1) Né en 595, mort en 668.

(2) Henri RIGAUX. Étude sur la topographie de l'arrondissement de Dunkerque, antérieurement au XII^e siècle. *Bulletin du Comité flamand*, t. VI, nos 5 et 6.

Au IX^e siècle, si la mer dépassait encore Frethun (Pas-de-Calais), elle n'allait certainement pas jusqu'à Guemps, qui autrefois était situé en plein milieu du golfe, et qui, en 826 et 838, est désigné dans le cartulaire de Saint-Bertin sous le nom de Ganape.

Au X^e siècle, la mer va certainement encore jusqu'à Frethun dans le Pas-de-Calais, puisque le cortège des reliques des saints Ansbert, Wulfran et Wandrille séjourne une nuit dans cette ville, qui est situé le long de la mer, à ce que nous dit le moine de Gand : « Villa Weretha secus mare sita est ». Et il ajoute que durant le temps passé dans cette localité, il s'éleva une tempête tellement violente qu'on craignait à chaque instant de voir les eaux de l'Océan sortir de leur lit : ceci se passait en 944. Mais, en 944, ce même cortège pouvait aller à pied sec, dans le canton de Bourbourg, de la ville d'Oye à Bergues, ce qui prouve qu'à cette époque la mer avait complètement abandonné l'arrondissement de Dunkerque.

Enfin au XI^e siècle, la mer a abandonné à peu près tout le terrain conquis, car les cartulaires nous font, à cette époque, de nombreuses mentions de localités qui existent encore de nos jours, à part toutefois que certaines de ces localités qui, autrefois, servaient de port, sont aujourd'hui dans l'intérieur des terres et n'ont plus d'eau (1).

(1) Henri RIGAUX. Etude sur la Topographie de l'arrondissement de Dunkerque, antérieurement au XII^e siècle. *Bulletin du Comité flamand*, t. VI, nos 5 et 6.

Quelles furent donc les causes qui amenèrent ainsi le retrait de la mer ? Ces causes sont multiples, mais elles tiennent surtout aux sables apportés par les eaux et qui, s'étant déposés, firent hausser petit à petit le niveau des terrains envahis, de là cette couche d'alluvions, qui recouvre le fond des tourbières et des marais. Peu à peu la mer resserra ses limites, jusqu'au jour où elle se barra à elle-même le passage et s'édifia comme barrière les dunes qui bordent la côte. Ainsi le golfe de Sangatte se dessécha et, plus tard, le golfe de l'Yser, dont le niveau plus bas, comme on le constate encore aujourd'hui, fut plus long à se combler.

Ceci nous est en effet démontré par ce fait qu'en 944, le cortège des saints Ansbert, Wulfran et Wandrille, qui avait traversé à pied sec l'arrondissement de Dunkerque, courut de grands dangers suscités par la mer, entre le castrum de Bergues et la ville d'Aertrycke (Belgique), notamment au passage du Driulit.

Mais au fur et à mesure que la mer se retirait, les habitants, qui étaient revenus dans le pays, construisirent des obstacles pour empêcher un nouvel envahissement des eaux marines ; c'est ainsi qu'il existe, échelonnées, trois ou quatre lignes de digues, dont la plus reculée dans les terres porte encore le nom de Digue des Romains, elle est située à quelques kilomètres de la grève, mais peu à peu, les derniers vestiges s'en effacent, par suite des travaux agricoles et des nivellements successifs. Les principales

de ces digues sont les digues de Sangatte, d'Ilems; de Saint-Pol.

Les premiers endiguements sont antérieurs à l'année 1100, puisque nous trouvons des chartes de 1110, qui donnent à l'abbaye de Bourbourg des *terræ novæ* entre Watten et Bourbourg. Et une charte de Philippe d'Alsace de 1167 définit ainsi la *terra novâ* : « Illa videlicet quam propriis sumptibus contra marinos fluctus ac impetus circumfodi fecerat. »

Dès avant le milieu du XIII^e siècle, une forte digue s'étendait de la rive gauche du Zwin (1) vers Damme (2), et de cette ville jusqu'à celle de Biervlit (3), prolongée ensuite dans la Flandre impériale jusqu'à Seeftingen, protégeait tout le nord du pays contre les envahissements de la partie occupée aujourd'hui par l'Escaut occidental. Indiquée avec soin sur une carte de 1288, elle y

(1) Zwin est une baie de grande importance qui, au XII^e siècle, s'était formée à la suite d'une violente inondation, avait submergé toute la contrée autour de Bruges et s'étendait de la mer du Nord au sud-ouest de l'île de Walcheren, jusqu'à Damme, au nord de Bruges.

(2) Damme, hameau composé d'abord des huttes des ouvriers venus de la Hollande, de la Zélande et de la Frise pour barrer le passage à la mer, huttes qu'ils avaient établies contre la jetée (*tegen den damme*); bientôt ville très prospère avec un très grand port.

(3) Biervlit — ville située à l'est du Zwin et de Damme, plus tard séparée de la terre et qui formait une petite île en face de Zélande, vers le milieu du XVII^e siècle, ainsi que l'indiquent les cartes (*Théâtre du Monde*).

porte le nom d'Yevendyck, digue haute ou élevée. Elle passait près de Breskens et s'étendait par conséquent fort loin vers le nord.

Dans les archives provinciales de Gand, on trouve un diplôme de 1239, où il est question de l'association formée pour le maintien de cette digue et l'administration des canaux et écluses : elle y est appelée *Vetus Hevina*, vieil Yevendyck, comme existant déjà depuis longtemps. Cette association avait sa justice propre, c'est-à-dire ses échevins, qui avaient sur l'enceinte de la digue un pouvoir judiciaire aussi libre que celui des échevins des villes, bourgs et cantons dans leur ressort respectif. Dans ce diplôme, on parle des *adaquationes*, qui sont les canaux d'écoulement que l'association avait le droit d'établir.

Au mois d'avril 1282, le comte Gui de Dampierre donna à l'aîné de ses fils du second lit, Jean de Namur, tous les « *schorren* » ou alluvions entre Moucker-eede, Damme et Biervlit au Métier de Bruges, avec toutes les terres et rejets (1) de mer qui pourraient y accroître par alluvions, jets de mer ou autrement. Au mois de mars précédent, il l'avait gratifié de toutes les terres ou jets de mer des Quatre-Métiers, existant à cette époque en dehors de l'enceinte des digues. La digue prit alors le nom de Grave Jansdyck, digue du comte Jean. Toutefois on ne peut préciser si c'est l'ancien Yevendyck ou

(1) Relais de mer.

bien une nouvelle digue construite par le prince Jean pour maintenir ses conquêtes sur la mer (1). A l'heure actuelle, on en retrouve encore des traces entre Gravelines et Dunkerque, Nieuport et l'Ecluse.

En 1598, Dominique Devicq fit construire la grande digue de Sangatte pour renforcer les défenses contre la mer, mais cette digue se rompit avant d'être terminée et les eaux revinrent quelque temps dans le pays. Dès ce moment, on nomma à poste fixe un ingénieur pour surveiller et faire entretenir cette digue. En 1612, cette digue fut de nouveau rompue par une tempête et les eaux se répandirent jusque Saint-Omer en faisant des ravages immenses ; enfin en 1614, la digue de Sangatte fut, une fois encore, fortement ébréchée et la mer fit de nouveau invasion dans le pays, causant tant de dommages, que pendant plus de six ans, tous les marais jusqu'à Guines ne produisirent rien (2).

En 1630 enfin, le marquis de Valençai fit continuer du côté des terres d'Oye la digue commencée près de Calais, et ce dernier travail fut fait avec grand soin et solidité.

A l'heure actuelle, la lisière des dunes, qui nous protègent contre une nouvelle invasion des eaux de la mer du Nord, est plus élevée que les portions limitrophes, soit de la mer, soit du continent, de

(1) WARNKÖNIG. — *Histoire de Flandre jusqu'à l'année 1305*, traduction de l'allemand par GHELDOLF. Bruxelles, Hayez, 1836.

(2) BERNARD. — *Annales de Calais*, p. 15 et 16.

sorte qu'une notable étendue de terrains, de Gravelines à la frontière, est plus basse que la haute mer. Et précisément cette inclinaison spéciale du sol, qui, des dunes de la côte, va en s'infléchissant vers le Sud, prouve d'une manière évidente que le sol où se trouve assis Dunkerque était un petit mamelon, peu sensible, il est vrai, mais assez élevé pour former un îlot, qui sortait de la mer. Si en effet nous sortons de Dunkerque et allons vers l'Ouest, en longeant la route nationale de Calais, le sol qui, aux portes de Dunkerque, est coté 7^m99, n'est plus à Grande-Synthe coté que 7^m75, et à Loon 5^m67; c'est un peu plus loin que finissait l'îlot. Du côté Est et en longeant la route de Furnes, le sol, en sortant de Dunkerque, est coté 7^m00 et à Zuydcoote, il n'est plus coté que 5^m35, c'est donc en cet endroit que finissait l'îlot à l'Est. Du côté Sud, en longeant la route nationale de Lille, le sol, à la sortie de Dunkerque, est coté 6^m50, en face du fort Louis, le sol est à la cote 5^m40; ici finissait l'îlot du côté Sud. Le reste du terrain va en s'abaissant encore dans la direction de Bergues, où il est coté 3^m00 à un point distant de 1500 mètres de la gare de Bergues; c'est donc là que se trouvait le fond de la passe reliant la mer du Sinus Itius à la mer du golfe de l'Yser, entre Furnes et Nieuport (1).

Enfin une nouvelle preuve, et en même temps une

(1) DURAND, *Mémoire pour servir à faire connaître le régime des eaux de l'arrondissement de Dunkerque*. Dunkerque, chez Ch. Maillard, 1860.

nouvelle particularité, due à cette inclinaison spéciale du sol, nous est fournie par le ruisseau Mardyckgracht, à l'ouest de Mardyck. Ce ruisseau prend sa source aux dunes et tout contre la grève. Ses eaux, qui sont douces, gagnent rapidement l'intérieur des terres, en suivant une ligne perpendiculaire à la côte, puis elles se jettent dans le canal de Bourbourg (1).

Mais, tandis que la mer, aux VII^e, VIII^e, IX^e et X^e siècles, abandonnait ses conquêtes et se retirait vers les limites qui sont aujourd'hui ses barrières, le sol de la Flandre n'était pas cependant débarrassé de toutes les eaux. Nous avons vu en effet plus haut que le fleuve qui, aujourd'hui, s'appelle l'Aa, avait été arrêté, non loin de Saint-Omer, par les collines de Watten.

Les eaux, ne trouvant plus d'issue, remontèrent leur lit et débordèrent dans les champs où l'homme avait vécu, et, précisément, le terme Aa n'est autre que le mot générique employé dans le pays pour désigner une grande étendue d'eau.

Ce ne fut bientôt qu'un immense marais, répandant des odeurs méphitiques, qui avaient fait du pays un vaste désert à l'époque où Saint-Bertin arriva dans la contrée, au VII^e siècle. « Per omnia invenit deserta, ob nimiam multorum paludum putredinitatem (2) ».

(1) DERODE. État de la Flandre maritime avant le V^e siècle. *Annales du Comité flamand*, t. IV.

(2) Cartulaire de l'abbaye de Saint-Bertin.

Jusqu'au commencement du XI^e siècle, la situation resta la même, car dans un aucun écrit du temps, il n'est fait mention de l'Aa se jetant dans la mer, c'est donc qu'à cette époque, il était encore arrêté par les hauteurs de Watten.

Au XI^e siècle enfin, il brisa ses digues et inonda le pays au-delà de Watten, qui venait d'être délivré des eaux de la mer. C'est ainsi que, lorsque Thomas Becket, archevêque de Cantorbéry et chancelier d'Henri II, roi d'Angleterre, obligé de fuir son pays, se réfugia en France sur la côte de Gravelines, en 1163, les Mémoires du temps racontent qu'« ayant été conduit au vieux moutier de Saint-Momelin par l'abbé Guillaume, ayant traversé en bateau le vaste étang de Lysel, Godescale vint l'y trouver et l'amena avec lui à Saint-Bertin, près Saint-Omer; sur une barque, à travers l'espèce de mer intérieure, qui s'étendait alors dans le pays ».

Mais cette inondation était moins redoutable que celle qui venait à peine de finir, et l'homme sut la vaincre à force de travail et de digues. Ce sont ces nouvelles conquêtes que, dans les actes du XII^e et du XIII^e siècle, on désigne également sous le nom de *terræ novæ* « Nieuland » (1), et ce sont elles qui, à l'heure actuelle, constituent le territoire de nos Wateringues.

De ce cataclysme, qui avait désolé la Flandre au

(1) Henri RIGAUX. Étude sur la topographie de l'arrondissement de Dunkerque, antérieurement au XII^e siècle. *Bulletin du Comité flamand*, t. VI, nos 5 et 6.

IV^e, au V^e et au VI^e siècles, il en était resté trace dans le souvenir des populations des siècles suivants ; c'est ainsi qu'au XII^e siècle, Louis VII, parlant de Saint-Omer, disait : « Civitas orbis in extremo margine ». De même, en 1346, à une époque où la mer s'était retirée, Froissart nous apprend qu'à cette date le roi d'Angleterre accepta l'assignation d'une journée pour conférer de la paix avec le comte de Flandre à Bergues-sur-la-Mer (1).

Enfin, parmi les auteurs modernes, nous lisons par exemple dans *l'Histoire générale d'Artois d'Hennebert*, la description du port Itius et du Golfe en ces termes : « Vers la côte d'Angleterre s'élevait un promontoir c'est-à-dire un rocher ou une montagne de sable formant deux cornes et s'avancant jusqu'à environ une lieue de la mer ; ce qui offroit un port sûr entre Sangatte et Wissant, appelé Itius ou Portus Cæsaris, port de César. On y parvenoit de Sithiu par un golfe de dix lieues d'étendue, que l'on a nommé Sinus Itius etc... (2) ».

Depuis cette formidable invasion des premiers siècles, plus d'une fois l'Océan vint reprendre les terrains qu'il avait quittés. De l'an 1003 à l'an 1570, les chroniques relatent trente-cinq submersions plus ou moins désastreuses. Ainsi en l'an 1014, le 29 septembre, suivant l'annaliste de Quædlinburg, « pen-

(1) FROISSART. *Chronique*, livre I, 1^{re} partie, ch. 1, page 311 ; cité aux *Mémoires de la Société Dunkerquoise*, t. XII, p. 249.

(2) Cité par C. DE LAROIÈRE. — Etude sur le Sinus Itius, *Annales du Comté flamand de France*, tome X...

dant trois jours et trois nuits d'effroyables nuages s'arrêterent sur Walcheren et y restèrent dans une merveilleuse immobilité... Enfin le tonnerre gronda avec un bruit épouvantable, les ondes furent soulevées jusqu'aux nues... Des milliers d'hommes périrent... ».

Au XII^e siècle, l'ancien Portus Itius disparut sous les eaux (1); également au XII^e siècle, le chenal correspondant à la passe de Zuydcoote fut comblé par une trombe qui traversa la mer du Nord. Il y avait alors un canal de Wulpen à Coxie et de Coxie à la mer, canal fréquenté par des pêcheurs, qui fut également comblé.

En l'an 1200, il y eut une marée extraordinaire qui détruisit les petits ports de Wulpen et de Lombaerzide et inonda le terrain le plus bas entre Furnes et Dunkerque; Nieuport, bâti depuis, aurait remplacé l'un et l'autre port.

Mais l'une des inondations les plus importantes fut celle du 16 novembre 1377. Dix-sept villages furent envahis par la mer et les effets s'en firent ressentir aussi dans le pays d'Oldenbourg, la Frise-Orientale, la Hollande et la Zélande (2).

Au commencement du XV^e siècle, les historiens signalent « une calamité qui ruina l'agriculture dans la paroisse de Zuydcoote ». Voici, d'ailleurs,

(1) Suivant VAN WAERVEEWICK.

(2) WARNKENIG. *Histoire de la Flandre jusqu'en l'an 1305*, t. II; traduite de l'allemand par Gheldolf. Bruxelles, Hayez, 1836.

comment est rapporté cet événement : « Le 19 novembre 1404, l'Océan rompit ses digues, sortit de son lit et inonda tout le pays de la côte jusqu'à trois lieues dans les terres. Cet accident fut d'autant plus ruineux, que le vent du Nord, ne cessant de régner pendant plusieurs jours, arrêta les eaux dans les champs en s'opposant au reflux ».

Enfin, en 1505, nouveau cataclysme, mais d'un autre genre ; tout le pays, depuis Gravelines jusqu'à Saint-Omer, est inondé par des pluies ininterrompues, qui viennent hausser le niveau des marais. Du 1^{er} janvier jusqu'au 13 octobre, il ne se passa pas un seul jour sans pluie, « au moyen de quoy, dit le chroniqueur contemporain (1), les eaux furent tant élevées, qu'elles surpassoient, en tous lieux, les diguages et bordures des rivières, de sorte que homme vivant n'avoit mémoire avoir vu le semblable, quant aux eaux douces ; tellement que, depuis Gravelines jusques à Saint-Omer, n'y avoit forme de rivière, toute la contrée étoit inondée, et passaient les bateaux et navires au travers des marcts (2) et pasturages, sans obéir au fil de la rivière, au moyen que l'eau surpassoit plus de trois pieds les plus haultes digues et bordures ; et navigea-t-on de cette sorte depuis le 25 de septembre jusqu'à la fin de octobre, et, au moyen d'icelle inondation, les habitants ès costes maritimes et

(1) L. BRESIN. Troisième volume du *Recueil des Chroniques*. Ed. Mannier, 1880. Bibliothèque de Dunkerque.

(2) Marais.

aux lieux de rivières (1) reçurent gros dommage, à raison qu'il convenoit abandonner leurs habitations et demeures, étant encore la guerre sur les bras du povre (2) peuple, en augmentation de ses misères et afflictions » (3).

Après chacune de ces inondations, l'industrie des habitants reprenait sur la mer une partie de sa proie, en la couvrant par de nouvelles digues, tantôt isolées, tantôt liées aux anciens dessèchements de polders, de sorte que le même territoire forme, à diverses époques, une partie du continent ou une île. Ces changements presque continuels expliquent la diversité des cartes de l'époque, qui représentent la partie septentrionale de la Flandre (4).

En dehors de cette grande ligne de défenses, constituée par les digues, se trouvaient les polders, tels qu'il s'en trouve aujourd'hui encore en Hollande. On désigne par ce nom une terre d'alluvions, entourée de digues, et rendue cultivable. Puis, plus près encore de la mer, se trouvaient les simples alluvions, formés par le dépôt des parcelles de terre grasse, entraînées par les eaux intérieures vers l'embouchure des fleuves, et une couche de limon que, deux fois le jour, le flux de la mer apporte en les recou-

(1) Ceux du littoral et de l'intérieur.

(2) Pauvre.

(3) Guerre entre Charles-Quint et Henri II de France, terminée par une trêve de 5 ans, signée à Vaucelles (1556).

(4) WARNKËNIG. *Histoire de la Flandre jusqu'en l'an 1305*, tome II ; traduite de l'allemand par GHELDOLF. Bruxelles, Hayez, 1836.

vrant, c'est ce qu'on appelle les « schorren » ou « schores ». Ces schores produisent une herbe fine que paissent les moutons, et c'est précisément par ce moyen, en y établissant des bergeries, que les anciens habitants des Flandres arrivaient à transformer ces terres incultes en établissements agricoles proprement dits : c'est du moins ce que l'on peut constater dans plusieurs titres concernant Bourbourg et les environs. Mais peu à peu le niveau de ces « schorren » s'élève insensiblement et les rend susceptibles de culture, c'est alors qu'eux aussi on les entoure de digues, et qu'ainsi la terre gagne sur la mer.

Non seulement le sol de la Flandre fut, maintes fois, envahi par les eaux, mais, à plusieurs reprises il fut aussi agité par des tremblements de terre. Les chroniques en signalent plus de quinze. En 1755, lors de la catastrophe de Lisbonne, le phénomène s'étendit jusqu'en Flandre. Les puits et les fontaines tarirent partout. En 1776, il y eut encore une secousse, accompagnée d'un grondement souterrain et d'une crue extraordinaire de marée : l'eau dépassa d'environ 0^m66 l'écluse, dite de Bergues, à Dunkerque (1).

On peut donc dire, sans être taxé d'exagération, que ce feu intérieur a pu contribuer, pour une notable partie, aux diverses mutations des premiers âges, et amener ces affaissements de terrains qui ont déterminé l'envahissement de la mer.

(1) DERODE. *Le sol de la Flandre maritime.*

Et cependant, quelles qu'aient été les convulsions du nord de la Flandre pendant les premiers âges, elles n'ont rien qui doive nous étonner. Aujourd'hui encore, nous assistons à la lutte de la mer contre la terre. Tandis qu'en France, les flots rongent les falaises du cap Blanc-Nez et gagnent sur les terres, et que, d'un autre côté, ces terres elles-mêmes prennent à la mer le terrain qu'elle abandonne, que Mardyck et Zuydcoote s'enfoncent dans l'intérieur des terres, que la crique d'Oye devient terre ferme, que plus récemment, nous voyions Audruicq et le Bredencœrde sortir des eaux, Damme, autrefois réputé le premier port du monde, aujourd'hui complètement ensablé ; du côté de la Belgique, nous assistons au contraire au spectacle des eaux envahissantes. Ostende a dû déjà deux fois céder la place à la mer, l'île de Schoonvelde est descendue peu à peu dans les flots, et aujourd'hui ne forme plus qu'un écueil ; enfin, Cadzand et Wulpen se sont détachés du continent et aujourd'hui sont devenus des îles.

Nous connaissons maintenant les diverses phases par lesquelles passa le sol de la Flandre, il ne peut donc nous sembler étonnant que, dans cette région mouvementée, il se soit creusé un bas-fond, qui, rempli d'abord par les eaux de la mer, puis par les eaux des terres environnantes, ait constitué ce que nous appelons aujourd'hui les Moères, autrefois le lac des Moères.

CHAPITRE II

LES DEUX LACS DES MOËRES JUSQU'EN 1616

Préciser l'époque, à laquelle se formèrent les deux lacs des Moères, est chose assez difficile. Les opinions varient, les renseignements sont rares.

Nous lisons dans la *Flandria Ethnica* de Vredius le passage suivant : « A l'époque de César, les marais compris dans le territoire actuel de Furnes, de Bergues Saint-Winoc, de Bourbourg, étaient à une plus grande profondeur que ne sont les marais aujourd'hui. » Donc, d'après cet auteur, les Moères, qui sont situées sur ce territoire, existaient à l'époque de la domination romaine.

C'est également ce que l'on peut conclure d'une remarque faite, en 1860, par M. Durand, conducteur spécial de la 4^{me} section des Wateringues (1).

(1) DURAND. Mémoire pour servir à faire connaître le régime des eaux de l'arrondissement de Dunkerque. Dunkerque, chez Charles Maillard, 1860.

Celui-ci avait remarqué que le sol des Moères n'était point tourbeux, tandis que le sol environnant n'était que tourbières. De là il est permis de croire qu'à l'époque où la tourbe vint se déposer sur les terres d'alentour, les Moères en furent préservées par les eaux qui les recouvraient, et puisque la tourbe est le sol que foulèrent les conquérants de la Gaule, on peut dire qu'au moment de la conquête, un lac existait sur le terrain actuel des Moères.

D'autres auteurs au contraire placent la formation du lac des deux Moères à une époque beaucoup plus récente.

Nous lisons par exemple ceci dans le « Calendrier de la ville de Bergues pour l'année 1770 » (1) : « Il faut sçavoir que l'eau entra dans la Moëre par un débordement de la mer, qui n'est pas étonnant, puisqu'autrefois il y avoit un canal de Wulpen à Coxte, et de Coxte à la mer, lequel canal étoit fréquenté par des pêcheurs. L'eau de la mer étoit retenue par des écluses, mais un fort vent de nord-est, dans le temps d'une grosse marée, à la pleine lune de Mars, fit écouler l'Océan germanique dans les terres ; une vingtaine de villages furent inondés dans les environs de Furnes. Cependant l'eau se retira, lorsque la marée tomba ; mais, comme le village de la Moëre est beaucoup plus bas que le

(1) Calendrier de la ville de Bergues Saint-Winoc et de sa Chastellenie pour l'année MDCCLXX. A Bergues Saint-Winoc, chez F. Le Gur, libraire, rue du Commandant. — Collection particulière.

reste du pays, il resta submergé jusqu'en 1622. Lorsqu'on creusa le hâvre de Nieuport, on combla le canal de Wulpen, ce qui rendit l'évacuation de la Moëre plus difficile ». Ce serait donc, durant le XII^e siècle, que l'auteur du Calendrier de la ville de Bergues placerait la formation des deux Moères.

M. Roguet, chef de bataillon au 14^e Léger, dans une notice sur le dessèchement du bassin de l'Aa, parue à Paris en 1834, place dans les premières années du XIII^e siècle le début et la formation du lac des Moères : « Vers 1200, écrit-il, une violente tempête refoula, par le canal de Wulpen, comblé depuis la construction de la rade de Nieuport, les eaux de la mer jusque dans le pays des Moères ; cette contrée, plus basse de huit pieds que le sol environnant, resta depuis couverte, dans les plus grandes sécheresses, de trois pieds six pouces d'eau salée, sur une étendue de 3.000 hectares » (1).

Quelle que soit d'ailleurs la date de la transformation des terres des Moères en deux lacs, il est certain que la raison en est imputable à l'une des inondations qui couvrirent le nord du pays de Flandre dans les époques réculées.

D'ailleurs les lacs des Moères ne furent pas les seuls marais qui se formèrent dans la région ; aujourd'hui encore, on désigne certaines terres du domaine des Wateringues, du nom de Moères :

(1) ROGUET. *Notice sur le dessèchement du bassin de l'Aa*. Paris, 1834. Imprimerie de Madame Huzard, rue de l'Eperon Saint-André-des-Arts, n^o 7.

Moères d'Hondschoote, Moères de Warhem, Moères de Killem, Moères de Teteghem, Moères d'Uxem et Moères de Ghyvelde. Les Moères proprement dites ont simplement constitué un lac plus important, et qui, en raison de sa plus grande profondeur, subsista plus longtemps.

« La profondeur de ce lac était de 7 à 8 pieds plus ou moins, dans les temps pluvieux en hyver davantage, et dans les sécheresses moins. » (1) Une langue de terre, dans le nord de la grande Moère, s'avancait, tel un promontoire, au milieu des eaux, sur une longueur d'une demi-lieue environ, jamais elle n'était inondée.

Nous lisons dans le *Théâtre du Monde* ou *nouvel Atlas* de Guillaume et Jean Blaëu (2) « que le lac de la Moure était fort poissonneux », de même, dans un « Mémoire adressé à MM. les propriétaires de la grande Moère française » (3), nous trouvons le passage suivant : « Une navigation était établie en hiver sur les deux lacs de la grande et de la petite Moère, et d'assez grands bateaux y circulaient alors. En été, les bords de ces lacs se desséchaient, il ne restait qu'une eau basse, fétide et croupissante, occasionnant de mauvais brouillards, de mauvaises vapeurs, d'où il résultait des maladies très dangereuses, qui s'étendaient dans les deux châtellenies (4),

(1) Calendrier de la ville de Bergues en l'an 1770. — Collection particulière.

(2) Annò **CIO IDC XXXXIII**.

(3) Collection particulière — sans date.

(4) Châtellenie de Bergues et châtellenie de Furnes.

même jusqu'à Dunkerque et sur son territoire. »

Mais en somme, les quelques avantages que l'hiver pouvait donner aux lacs des Moères n'étaient pas capables de contrebalancer les inconvénients de l'été. Les bords de ces lacs, abandonnés par les eaux aux premières chaleurs, se découvraient et présentaient des terres incultes, de très mauvaise qualité : ce n'était que roseaux, immondices, plantes marécageuses, couches d'insectes et de petits poissons, dont la putréfaction mêlée aux exhalaisons des eaux stagnantes, infectaient l'air des pays circonvoisins, y faisaient naître et entretenir des maladies épidémiques, qui les dépeuplaient (1). Ce fut là d'ailleurs la principale raison qui poussa au dessèchement des Moères en 1616, ce fut toujours la même raison qui déterminait les rois de France, dans les années qui suivirent le retour en lacs des Moères desséchées, à reprendre l'ancien dessèchement détruit.

Non seulement les terres entourant les Moères étaient sujettes à des épidémies causées par les émanations de ces lacs en été, mais de plus, en hiver, ces terres étaient exposées au débordement des eaux surabondantes, qui remplissaient le bassin des deux Moères. Ces eaux sans barrière couvraient ces terres déjà basses par elles-mêmes, et ainsi sur une grande distance, c'était le marécage et la désolation.

(1) Mémoire adressé par M. le comte du Maisniel au Gouverneur de la province de la Flandre occidentale. 1860.

La seule issue de ces eaux sauvages était le ruisseau du Moervaert ; par là s'écoulaient les eaux de la chàtellenie de Bergues, et aussi les eaux de la chàtellenie de Furnes ; pour cette dernière, c'était une surface de 1.500 hectares environ qui se desséchait ainsi. Ces eaux arrivaient par le Moervaert à l'endroit, dit Steendam, où elles rencontraient le ruisseau du Bernardsleet, qu'elles empruntaient pour aboutir au canal de Bergues à Dunkerque, qui les conduisait à la mer.

Toutefois comme les terres de la chàtellenie de Furnes étaient plus basses que les terres des chàtellenies de Bergues et de Bourbourg, et que par conséquent leur assèchement était très difficile, on leur donna, par la suite, un écoulement distinct de celui qui se faisait par le canal de Bergues, en faisant suivre à ces eaux débordantes des Moères le Moervaert sur tout son parcours, sans bifurquer à Steendam, et on construisit sur le Moervaert une écluse à environ trente toises de l'écluse du canal de Bergues, c'est par là que les eaux aboutissaient à l'arrière-port de Dunkerque, et c'est de cette écluse dont il s'agira, comme nous allons le voir, dans l'acte de concession du premier dessèchement.

Une des particularités du pays de Flandre, nous le savons, est son sous-sol de tourbe. Or cette tourbe, si elle ne se trouve que très peu dans les Moères proprement dites, existe au contraire en grande abondance dans tous les marécages connus sous le nom de « moeren ». Cette tourbe des

« moeren » était formée de végétaux d'eau douce, et dans les temps anciens, on s'en servait comme d'un moyen de chauffage. C'est ainsi qu'on peut lire dans Pline (1) que « les Cauchi ou Cauques faisaient du feu de tourbe, au temps de la domination romaine. » Glanvilla cite la tourbe comme un combustible d'un usage tout aussi commun que le bois des forêts qui couvraient à l'époque tout le nord de la France. Il en existait même un marché spécial dans la ville de Gand, à l'endroit appelé Torfbriel. A côté de cette tourbe des « moeren », il en existait une autre sous le nom de « daring, deerling, deerie », dans les endroits plus rapprochés de la mer et enlevés à ses eaux : c'était la tourbe des polders. Celle-ci était formée par l'accumulation des débris de substances végétales marines, elle était aussi plus compacte que la tourbe des « moeren », au point que la détacher était souvent une opération fort difficile (2).

Tel était le lac des Moères, tel était le pays environnant, au moment où l'idée du premier dessèchement vint à germer dans l'esprit d'un homme de génie, doublé d'un homme d'action, Wenceslas Cobergher.

(1) PLINE. *Histoire naturelle*, lib. XVI, chap. 1.

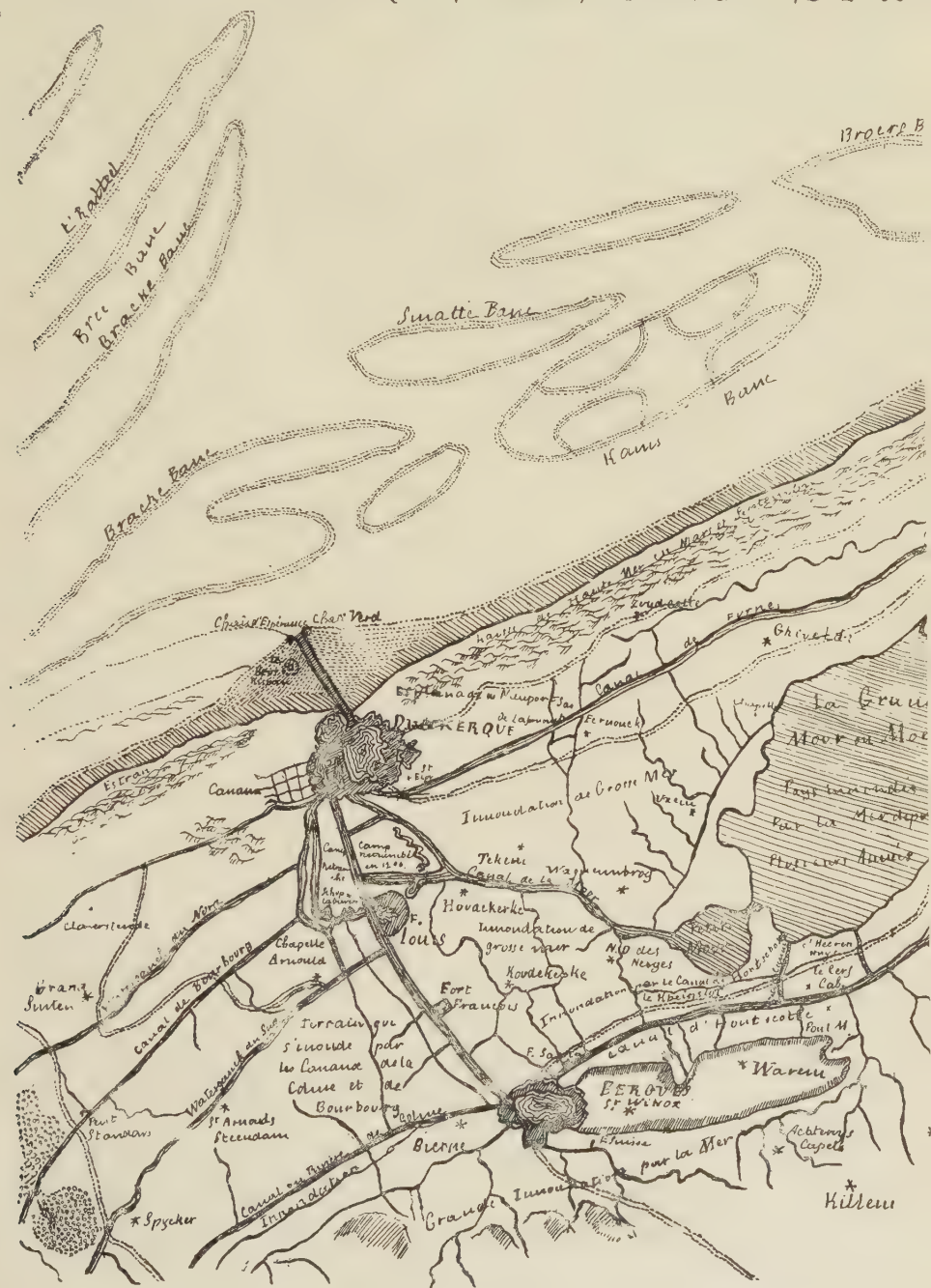
(2) WARNKENIG. *Histoire de la Flandre jusqu'en l'an 1305*. T. II ; traduite de l'allemand par Gheldolf. Bruxelles, Hayez, 1836.

CHAPITRE III

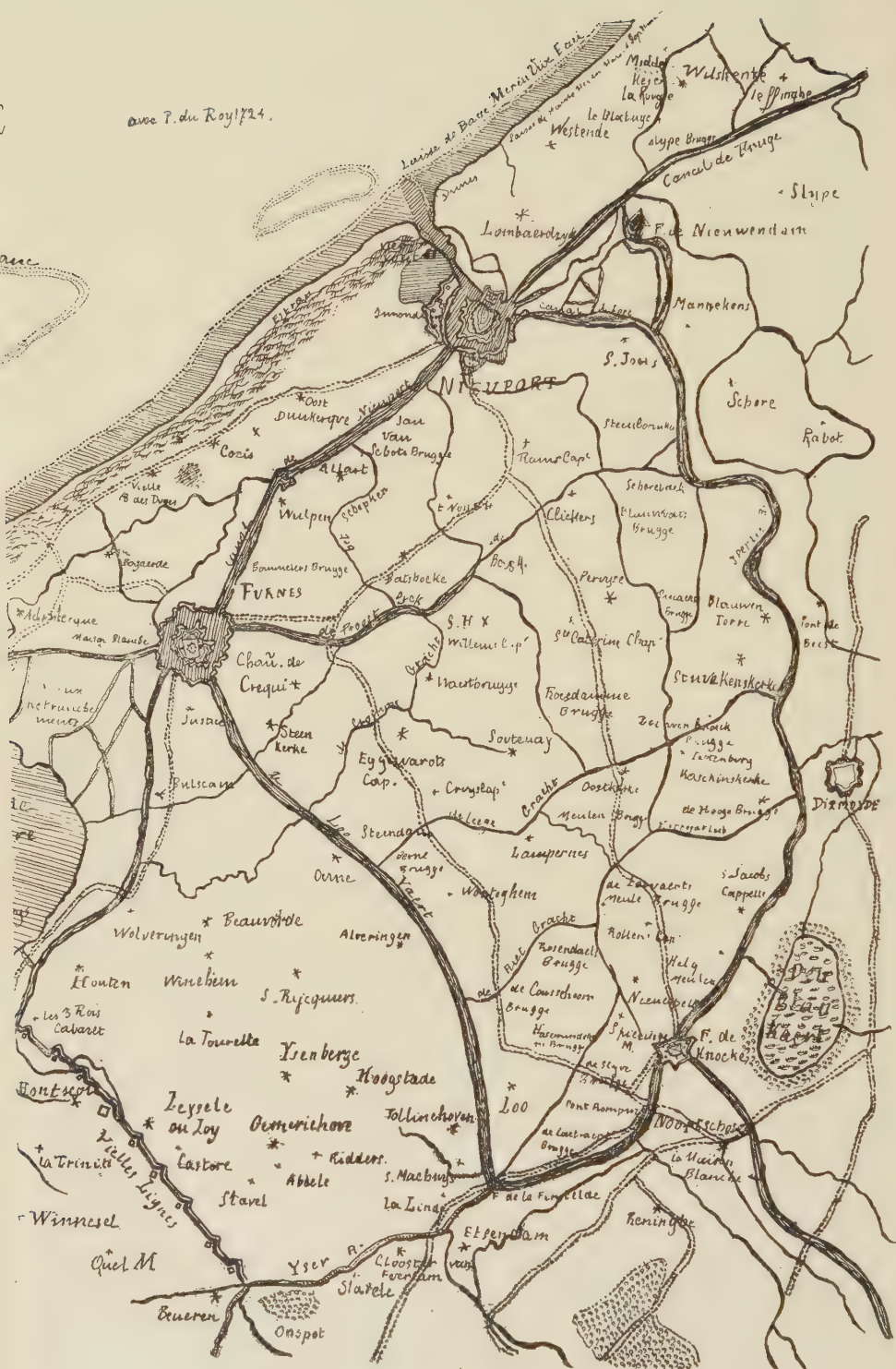
LES MOËRES DEPUIS 1616 JUSQU'EN 1646 LE PREMIER DESSÈCHEMENT

Wenceslas Cobergher était né à Anvers en 1550. Dans sa ville natale, il étudia la peinture sous Martin de Vos, puis il partit pour Paris et de là pour l'Italie. A Florence, à Rome, à Naples, il acquit rapidement une grande réputation, non seulement comme peintre, mais encore comme architecte et ingénieur. On a conservé de lui un assez grand nombre de tableaux, notamment une très belle Résurrection, que l'on peut admirer dans l'église de San-Domenico, à Naples. Mais les souverains des Pays-Bas, les archiducs Albert et Isabelle, qui aimaient à s'entourer d'hommes remarquables, firent faire près de lui des démarches pour le décider à revenir dans son pays. En 1604, il revint à Bruxelles, où il fut nommé ingénieur et premier

LES ENVIRONS DE DUNKERQUE, FURNE, NIEUPOORT, BERGI



avec P. du Roy 1724.



architecte des archiducs au traitement annuel de 1.500 livres ; quelque temps après, il reçut des lettres de noblesse et le titre de baron. Cobergher continua à faire des tableaux, construisit des églises, orna le palais des archiducs à Tervueren, entre Bruxelles et Louvain. Mais, à ce moment, son esprit se tourna vers l'étude des questions sociales et les grands travaux d'assainissement et d'utilité publique. Le mal que produisaient les prêts usuraires le détermina à fonder des Monts-de-Piété, où l'on prêtait aux pauvres sans intérêt. Il en fonda à Bruxelles, puis il alla en établir à Anvers, à Malines, à Tournai, à Bergues, à Valenciennes, à Cambrai, à Lille, à Douai, à Namur et à Courtrai ; aussi, en récompense, les archiducs lui donnèrent la charge et le titre de Surintendant des Monts-de-Piété.

Dans un autre ordre d'idées, en 1610, avec le concours de plusieurs propriétaires, Cobergher dessécha des étangs qui rendaient presque inhabitable une grande partie du territoire de Termonde, de Lokeren et de Saint-Nicolas, Il conçut un projet plus vaste encore, celui de mettre en culture les landes du pays de Waes, projet qui ne put être exécuté de son vivant, mais qui, repris depuis, a fait de ces landes un des coins les plus fertiles de la Belgique (1). C'est dans ces conditions qu'à l'époque où nous

(1) QUARRÉ-REYBOURBON. *Dessèchement des Wateringues et des Moères*. Travail communiqué au Congrès national de géographie de Lille, le 2 Août 1892. Lille. L. Quarré. 1893.

sommes arrivés, 1616, le projet du dessèchement du lac des deux Moères vint hanter le cerveau de cet homme aux idées hardies.

A ce moment, les Flandres, où se trouvaient situées les Moères, faisaient partie du territoire des Pays-Bas espagnols. Vers 1590, le roi d'Espagne, Philippe II, fils de Charles-Quint, avait cédé les Pays-Bas à l'archiduc Albert, en lui donnant en mariage sa fille Isabelle ; en 1616, les Pays-Bas espagnols n'étaient plus que sous la suzeraineté du roi d'Espagne devenu Philippe III, le propre frère de l'archiduchesse Isabelle.

Lorsque Cobergher parla de son projet de dessèchement des Moères, les archiducs, qui avaient pleine confiance en leur ingénieur, ne repoussèrent pas cette idée qui pouvait paraître chimérique. Immédiatement, des renseignements furent demandés à la Chambre des Comptes de Lille, et les souverains des Pays-Bas apprirent ainsi que l'adjudication de la pêche dans les Moères, qui pendant longtemps n'avait rapporté aux archiducs que la somme modique de 150 florins, avait cessé de trouver preneur.

Le 12 mars 1616, pour bien établir les droits de l'État sur les deux lacs des Moères, fut rendue une « Sentence ou Acte de purge, décrétée au Conseil de Flandres, à la requête du Procureur général dudit Conseil, contre tous ceux qui voudroient prétendre quelque droit de propriété ou de servitude aux terres de la grande et petite Moères, aux eaux

et terres adjacentes ou en dépendantes » (1). Des réclamations, soulevées par un sieur Nicolas Bart, de Dunkerque, au sujet d'un droit de propriété, et de l'abbé des Dunes, au sujet d'un droit de pêche, ne tardèrent pas à être jugées.

L'archiduc Albert chargea alors Cobergher de se rendre sur les lieux, afin de voir si le dessèchement était possible (2), et aussi afin de dresser les plans des Moères et faire la délimitation des lacs, ainsi que le tracé de l'emplacement de la digue qui devait empêcher les eaux des terres environnantes de continuer à s'y jeter, travail absolument indispensable pour parvenir au dessèchement.

Ce travail préliminaire fut confié à un ingénieur nommé Bruno Van Kuyck ; le tracé de la digue fut fait au mois de septembre de l'année 1617, et la même année, les archiducs firent annoncer la mise en adjudication des travaux de dessèchement des deux lacs des Moères.

Dès que les conditions de cette adjudication, auxquelles on avait joint les plans dressés par Bruno Van Kuyck, furent connues du public, les Magistrats de la ville et châtellenie de Furnes protestèrent. Ils réclamaient contre l'emplacement projeté de la digue de circonvallation, se plaignant qu'elle fût à une trop grande distance de la limite vraie des lacs, ce qui aurait eu pour conséquence

(1) Archives de la Commission administrative des Moères françaises, n° 12, dossier n° 2, sous-dossier n° 1.

(2) Calendrier de la ville de Bergues pour l'année 1770.

d'englober dans les Moères et d'enlever à leur juridiction environ 2.956 mesures de terre de ladite châtellenie, y compris 36 fermes, « lesquelles étoient à sec et aucunement sujettes aux inondations. » C'était, disaient-ils, leur soustraire environ la trentième partie du territoire de la châtellenie, qui comprenait une surface totale de 77.755 mesures, 125 verges.

Une députation fut envoyée à Bruxelles pour soumettre cette réclamation au Conseil des Finances et demander que l'adjudication fut différée jusqu'à ce que les Magistrats eussent pu faire valoir les motifs à l'appui de leur réclamation.

A la même époque, l'exemple des Magistrats de Furnes fut suivi par ceux de la ville et châtellenie de Bergues, qui réclamèrent pour les mêmes raisons.

L'on peut peut-être se demander quel était le but que poursuivait Cobergher, en voulant établir la digue de circonvallation à cette grande distance des lacs. La raison en est simple : Cobergher avait entrevu les réclamations ultérieures qui devaient se produire, concernant l'écoulement des eaux des terres environnantes.

Nécessairement cette digue devait empêcher l'écoulement de ces eaux, puisque même c'était là son but, et Cobergher avait trouvé plus simple d'adopter ce long tracé, puisque les terres qu'il voulait englober dans les Moères n'avaient pas grande valeur, étant fréquemment elles-mêmes sous

les eaux et dans le voisinage d'infects marais.

Toujours est-il qu'en présence de ces plaintes, le prince Albert envoya à Furnes deux Commissaires, M. de Stalins et M. Pierre Van de Boeck, afin de faire une enquête sur les lieux. De leur côté, les Magistrats de Furnes et de Bergues firent procéder à l'estimation des terres en litige, et transmirent au Conseil des Flandres ces estimations. La réclamation fut admise et l'adjudication annoncée n'eut pas lieu.

Cobergher modifia alors le tracé de la digue de ceinture, et les archiducs firent publier les nouvelles conditions d'adjudication du dessèchement des Moères, mais personne ne se présenta le jour de l'adjudication.

Enfin un dernier appel fut fait, accompagné de plans et de cartes figuratives, et les travaux de dessèchement des Moères furent adjugés à l'extinction des feux, le 22 avril 1619, à un nommé Roland Gérard, bailli des châtellenies de Bourbourg et de Gravelines, représentant d'une part Louis de Beauclerc, et d'autre part les seigneurs de Froyennes, d'Asneau et C^{ie} dont Paul de Quypère, en vertu d'une procuration passée devant maîtres Jacques et Pierre Colin, notaires royaux à Calais. Comme gage des engagements qu'il souscrivait, Roland Gérard mit son nom au bas de l'une des cartes figuratives des Moères.

Des résultats de cette adjudication, il semblerait que Cobergher, à part les plans qu'il fit dresser par

son ingénieur Bruno Van Kuyck, ne fut en rien mêlé aux débuts du premier dessèchement des Moères. Croire cela serait cependant une erreur.

Nous avons vu que Roland Gérard n'était qu'une personne interposée, représentant d'une part Louis de Beauclerc, président et juge général de Calais ; d'autre part, les seigneurs de Froyennes et d'Asneau, enfin, de troisième part, un certain nombre d'anonymes, dont Paul de Quypère. Or, nous trouvons une déclaration, faite pardevant notaire, en date du 16 Novembre 1622, par laquelle Paul de Quypère affirme qu'en prenant, comme adjudicataire des travaux, les deux tiers de l'entreprise pour lui et le sieur d'Asneau, « son nom a esté seulement emprunté et mis au lieu de celui du sieur Venceslas Cobergher, dont il avait charge d'entreprendre les dictes affaires d'icelluy Cobergher seul et à l'exclusion de tout aultre » (1). Quant au troisième tiers, il résulte de diverses lettres datées des 17 et 18 Juin 1622 et du 12 Janvier 1623, que Louis de Beauclerc et ses associés cédèrent leur part à Cobergher pour une somme de 12.250 florins. Ainsi donc, au moment de l'adjudication, Cobergher avait pris à sa charge les deux tiers de l'entreprise, et l'autre tiers lui fut abandonné à partir du 22 Juin 1622. Il était non seulement l'inspirateur et l'ingénieur de l'œuvre, mais aussi le bailleur de fonds ; il y engageait, comme il le dira plus tard, sa fortune et celle de sa femme et

(1) Archives départementales du Nord. B. 1651, 57^e Registre des Chartres, folio 209.

de ses enfants. D'ailleurs, comme nous allons le voir, toutes demandes et toutes plaintes concernant ce dessèchement des Moères, émanent ou s'adressent à Cobergher dès la première année qui suit l'adjudication.

Le jour même de l'adjudication, c'est-à-dire le 22 avril 1619, furent rédigées les Lettres patentes des archiducs Albert et Isabelle, ratifiant l'acte d'adjudication et accordant un certain nombre de faveurs aux entrepreneurs du dessèchement. Ces Lettres patentes déclarent que les trois cinquièmes des Moères desséchées, avec cinquante mesures en plus, appartiendront aux archiducs ; le reste deviendra la propriété des adjudicataires de l'entreprise. Ceux-ci auront haute, moyenne et basse justice sur leurs terres, droit de vent, d'eau et de pêche, un marché par semaine, deux franchises foires par an. Puis ils obtiennent le droit d'exproprier les propriétaires des terres comprises en dehors de leurs limites mais nécessaires pour mener à bien leurs travaux de dessèchement, ils obtiennent l'autorisation de se servir, pour l'écoulement de leurs eaux, de la Moerevaert, et de l'écluse du même nom à Dunkerque. Toutes améliorations, travaux divers, qui devront profiter à des particuliers, pourront déterminer une cotisation de la part de ces bénéficiaires, mais les entrepreneurs ne peuvent être tenus, en vertu de l'article 10, de recevoir « aucunes eaux estranges, si eulx-mesmes ne le trouvent convenable ». Une fois le dessèchement achevé, les

entrepreneurs obtiennent l'autorisation de vendre les terres qui leur seront échues ; quant aux travaux intérieurs à faire dans les Moères desséchées, ils se feront pour la première année à frais communs entre les entrepreneurs et les archiducs, au prorata de leurs terres possédées, dans les années suivantes, le soin de les entretenir appartiendra à chaque propriétaire riverain. Les travaux extérieurs, ponts, digues, canaux, au contraire, resteront pendant trois ans à la charge des entrepreneurs ; passé ce délai, ils seront à la charge commune des terres contribables. Les terres des Moères desséchées seront exemptes de tous droits pour le terme de vingt ans ; ceux qui y travailleront seront exempts d'impôts et déchargés de toutes dettes civiles jusque six mois après l'achèvement des travaux ; ceux qui y habiteront seront exempts de tous impôts pour une durée de dix-huit années, suivant la fin des travaux, sauf pour les hôteliers et les débitants de boissons qui seront tenus de leurs impositions propres. Toutefois une exception est apportée à cette faveur : les habitants seront contraints, dix ans après la première moisson, de donner pour la construction de l'église et l'entretien du curé, la cinquantième gerbe.

Les seules obligations imposées aux entrepreneurs par les Lettres patentes sont les suivantes : Le dessèchement devra être terminé, à leurs frais, dans le terme de deux ans, à compter du jour de la saint Jacques (1) et les terrains des Moères dessé-

(1) 1^{er} Mai.

chés devront être transformés en terres labourables ou pâturages, divisés en portions nommés *cavels* (1), d'une surface uniforme, autant que possible.

Immédiatement, Cobergher se mit à l'œuvre. Son premier soin fut d'entourer les deux lacs des Moères d'une digue, pour supprimer toute communication entre les eaux du lac et les eaux des terres adjacentes, c'est cette digue que l'on a appelée et que l'on appelle aujourd'hui encore « la digue du Ringslot » (2). Puis Cobergher établit une communication suffisante entre la grande et la petite Moère, qu'il compléta par un canal reliant la petite Moère au ruisseau du Moervaert. Dans le même temps, Cobergher se rendit compte que l'écluse qui se trouvait sur le Moervaert, à Dunkerque, et qui jusqu'alors n'avait servi qu'à la navigation et peu à l'écoulement des eaux, était devenue insuffisante pour assurer un écoulement efficace aux eaux des Moères. C'est pourquoi, profitant de l'autorisation accordée par les Lettres patentes de 1619, Cobergher fit démolir cette écluse, et, avec les matériaux qui en provenaient, il en fit construire une nouvelle, beaucoup plus large et plus profonde, qui reçut le nom d'écluse de Cobergher.

Les eaux du lac furent d'abord prises au moyen de machines d'épuisement, mues par des moulins à vent, et rejetées dans le Moervaert au-dessus d'un

(1) *Cavel*, en flamand, veut dire carré.

(2) *Ringslot*, en flamand, veut dire onneau.

barrage, d'un batardeau que Cobergher avait fait construire au débouché du petit ruisseau reliant la petite Moëre au Moervaert ; ainsi les eaux des Moères s'écoulaient par Dunkerque à la mer, où elles se déversaient deux fois le jour, à marée basse, au moyen de l'écluse de Cobergher.

Cobergher établit, en outre, deux autres voies d'écoulement des eaux. Il creusa au nord des Moères un canal dit le Molen-Gracht ou canal des Chats, qui transportait les eaux de la partie septentrionale des Moères dans le Moervaert, à l'endroit dit Wægenbrugge ou Pont-à-Charettes ; au sud des Moères, il établit un autre canal, aboutissant lui aussi au Moervaert et que l'on appelait le canal des Glaises.

Les choses étaient en cet état, lorsque Cobergher, à la suite de difficultés, dont nous parlerons dans un instant, fut obligé de creuser au pied extérieur du Ringslot un canal plus haut que le fond des Moères et destiné à recevoir les eaux extérieures des terres adjacentes. Ce canal, connu aujourd'hui encore sous le nom de canal du Ringslot, avait cinq lieues de développement, et neuf pieds de profondeur. Cobergher profita de cette circonstance pour opérer les épuisements beaucoup plus rapidement, en établissant sur tout le pourtour du lac vingt-trois moulins, construits par l'ingénieur Bruno Van Kuyck, qui déversèrent les eaux des Moères dans le cours d'eau qu'il avait été obligé de creuser : les eaux ainsi s'écoulèrent directement

par les ruisseaux aboutissant au Moervaert, qui fut recreusé, et par ce chemin gagnèrent la mer à Dunkerque.

Enfin, en 1622, commença le dessèchement véritablement actif et bientôt les premières terres apparurent. C'est alors que, pour compléter son système de dessèchement, Cobergher creusa un canal, dit le canal Majeur, qui traversait les Moères dans toute leur largeur, et où venaient se déverser une partie des eaux couvrant encore le pays ; mais ce canal ne subsista pas longtemps, car, lorsque le dessèchement fut achevé, la digue, qui fut établie pour séparer les terres des archiducs des terres de Cobergher, coupa le canal Majeur, et les eaux dès ce jour s'écoulèrent toutes dans le Ringslot.

Enfin les Moères, dans le courant de l'année 1626, ne formaient plus qu'une vaste plaine boueuse.

Cependant ce n'est pas sans de multiples difficultés que Cobergher put arriver à ce résultat merveilleux. Nous allons voir les ennuis de tous genres que l'on se plût à semer sur sa route, depuis le jour où il se rendit adjudicataire des travaux du dessèchement jusqu'au moment où son œuvre put enfin être considérée comme terminée, et l'on comprendra ainsi comment ce travail, qui devait être achevé le 1^{er} mai 1621, ne se trouva accompli que cinq ans plus tard.

Dès la fin de l'année 1619, les entrepreneurs du dessèchement des Moères sollicitaient déjà de nouvelles garanties de la part des archiducs. On avait

essayé d'empêcher l'accès des Moères aux ouvriers venus pour y travailler. Aussi, le 10 janvier 1620, les Archiducs, dans une lettre adressée aux gouverneurs, baillis, bourgmestres des villes, bourgs et villages, écrivaient : « Défendons et à chascun de vos en droit, d'apporter aucun empeschement aux entrepreneurs dudit duguage et essuiement de nos Moères de West-Flandres et nos terres adjacentes et leurs associés, en la jouissance de ces Moères, ensuite de leur contrait et conditions d'ycelluy, même de l'article XXI, contenant que leur sera donné passage pour avoir accès audit Moères. » (1).

Dans les archives du Nord, nous trouvons un document portant la date du 27 janvier 1620 qui témoigne de ce que Cobergher avait fait dès cette époque pour l'entreprise du dessèchement ; à cette date, les archiducs lui accordent « pour ses services » quatre cents mesures de terres à prendre dans les trois cinquièmes des terres à dessécher, que ceux-ci s'étaient réservés (2).

Le 28 janvier 1620, furent rédigées de nouvelles Lettres patentes destinées à compléter celles accordées par les archiducs le 22 avril 1619, notamment en ce qui concerne l'article XXIII. Nous y lisons ceci : « Leurs Altesses, ouï le rapport..., ont par avis... déclaré et déclarent par les présentes, que

(1) Archives des Moères, liasse 2. folio 17.

(2) Archives départementales du Nord. Chambre des Comptes de Lille. Art. B. 1650, 55^e Registre des Chartres, folio 228, recto.

leur intention a été et est que l'exemption des impôts y mentionnés s'étend non seulement aux impositions générales... mais aussi aux pointighen, zettinghen, landkosten, wateringhen et autres charges particulières, et au regard des Moères ou terres effectivement inondées seulement, mais non au regard des terres adjacentes auxdites Moères et comprises au Ringslot, appartenantes aux personnes particulières, et où les châtellenies de Furnes et de Bergues Saint-Winoc sont en possession de lever annuellement telles particulières charges, lesquelles demeureront chargées comme ci-devant » (1). Ceci demande une explication. La digue du Ringslot, nous le savons, ne suivait pas le contour exact des eaux du lac des Moères, mais elle englobait une certaine quantité de terres adjacentes qui, dès lors, se trouvaient comprises entre la digue du Ringslot et la limite exacte du lac. Or ces terres se trouvaient soumises, en vertu d'usages locaux, au versement de cotisations en faveur des Wateringues de Bergues et de Furnes, ou associations du dessèchement de la région. Ces Lettres patentes de 1620 veulent donc dire que les terres comprises sur le territoire exact des Moères ne seront pas tenues au versement de ces cotisations, mais que les terres situées entre la digue du Ringslot et la limite du lac des Moères continueront à devoir les acquitter. Egalement, au commencement de 1620, les échevins

(1) Archives de la commission administr. des Moères françaises, n° 12. Dossier n° 2, sous-dossier n° 1.

de Furnes réclamèrent de nouveau contre le circuit du Ringslot, qui englobait encore, disaient-ils, deux cent quarante-trois mesures et soixante-deux verges de leurs terres fertiles. Après de nombreuses enquêtes et de nombreux rapports, il fut décidé que la digue du Ringslot ne s'étendrait pas, dans l'ensemble, au-delà de 15 verges (1), à partir de la ligne de plus grande immersion des lacs, mais que la ville de Furnes paierait aux entrepreneurs une somme de 1.500 florins (2).

Vers la fin de la même année, 1620, les échevins de la ville de Bergues prétendirent que les digues élevées autour des Moères et les travaux faits au canal du Mœrvaert pour permettre l'écoulement des eaux du dessèchement, empêchaient l'écoulement de leurs propres eaux, en tant que Wateringue de Bergues. Aussi ils prirent une solution radicale et firent percer ces digues et travaux en plusieurs endroits, au grand préjudice du dessèchement. Après une procédure qui dura près d'un an, ils furent déboutés de leurs réclamations et condamnés à des dommages-intérêts (3).

Le 26 juin 1621, une nouvelle « Sentence ou Acte de Purge » fut décrétée au Conseil de Flandres, à la requête du Procureur général dudit Conseil,

(1) Environ 50 mètres.

(2) Archives générales du Royaume à Bruxelles. Conseil privé, liasse n° 262.

(3) Archives générales du Royaume à Bruxelles. Conseil privé, liasse n° 283.

contre tous ceux « qui voudroient prétendre des Droits de Propriété ou autres aux terres adjacentes aux Moères » (1). Ainsi Cobergher avait en mains un titre nouveau, qui lui permettait de se croire à l'abri de toutes nouvelles réclamations dans son travail de dessèchement. Et cependant, peu de jours après, le 3 juillet 1621, nous voyons les réclamations venir harceler encore les entrepreneurs des Moères. Ce sont les « bourgmestre, eschevins et ceurheers de la ville et chastellenie de Bergues-St-Winoc » qui veulent exiger la liberté d'écouler leurs eaux dans les Moères. Après instruction et enquête, la Cour du Parlement de Flandres décida, le 12 mars 1622, que « les demandeurs (entrepreneurs du dessèchement) se pourraient servir des dammes et bâtardeaux par eux faite à la Houtgracht ou canal d'Hondschoote, ainsi que dans les Moères, et qu'à cet effect, ils pourraient tenir clos et bouché lesdits canaux, sauf celui dit: den Zeegracht (2), lequel les deffendeurs, en cas de danger d'innondation, pourront ouvrir et par icelle faire couler les eaux comme du passé. » (3).

Ces divers procès et ces nombreux retards, qui avaient entravé l'œuvre du dessèchement, forcèrent les entrepreneurs à s'adresser aux archiducs vers le mois de novembre 1621. Dans cette

(1) Archives de la Commission administrative des Moères françaises, n° 12. Dossier n° 2, sous-dossier n° 1.

(2) Le Zeegracht ou le Moervaert.

(3) Archives des Moères, fascicule 1, folio 10.

lettre, ils demandent une prolongation du délai qui leur avait été accordé pour parfaire le dessèchement, et qui était expiré le 1^{er} mai 1621 ; ils invoquent les divers accidents qui les ont entravés et demandent à leurs Altesses « qu'il soit pris esguard tant au temps qu'il a esté les deux années extraordinairement pluvieux et contraire à leur ouvrage, que, à ce que leur digue et bastard d'eau sont été plusieurs fois en divers lieu et endroits rompu et violé par ceux de Bergues-St-Winnocqs et d'autre, de quoy lesdits Moères à demi chesse ont été de nouveau remplis et leur dessèchement retardé » ; en terminant « ils supplient très humblement leurs Altesses, qu'ayant esguard au prémis (1), elles soient servies accorder au suppliant le terme de St-Jacques prochainement venant, à sçavoir de l'an 1623, pour leur dessèchement. » Cette prolongation leur fut accordée par les archiducs, en date du 24 novembre 1621 (2).

Au début de l'année 1622, la Wateringue de Bergues fit de nouvelles réclamations au sujet des eaux descendant des hauteurs du bassin dans lequel se trouvent les Moères. Aussi, pour trancher définitivement cette question des eaux des terres adjacentes, le roi d'Espagne, Philippe IV (3), rédi-

(1) A ce qui précède.

(2) Archives des Moères, liasse 2, folio 20.

(3) Philippe IV d'Espagne venait de succéder à son père, Philippe III, mort en 1621. L'archiduc Albert était mort, lui aussi, en 1621, laissant sa femme, l'archiduchesse Isabelle, à la tête du gouvernement des Pays-Bas, qu'elle dirigea jusqu'à sa mort, arrivée en 1634, ne laissant pas de postérité.

gea, le 8 août 1622, des Lettres patentes confirmant celles des archiducs du 22 avril 1619, et par lesquelles il décida, qu'après le dessèchement, Cobergher serait possesseur de toute la petite Moëre, qui contenait 401 mesures, 148 verges, et que, dans les terres de la grande Moëre, la moitié lui appartiendrait, l'autre restant en la possession du roi. Il fut stipulé en outre que Cobergher prendrait 350 mesures sur la part du roi, mais à la condition de recevoir dans ses canaux de dessèchement les eaux qui descendaient des hauteurs voisines (1). C'est qu'en effet, par cette obligation, qui mettait fin à une série de réclamations de la part des propriétaires et de la Wateringue de Bergues, qui autrefois considéraient les lacs des Moëres comme le déversoir naturel de leurs eaux, Cobergher fut obligé de creuser, le long de la digue de ceinture des Moëres ou digue du Ringslot, un canal extérieur de cinq lieues de développement et de neuf pieds de profondeur, appelé le canal du Ringslot, et cela uniquement pour recevoir ces eaux extérieures, conformément aux Lettres patentes de Philippe IV ; de plus, il fut obligé de recreuser le canal qui mettait en communication le Ringslot avec le Mœrevaert, près de la petite Moëre, et également sur une étendue d'une lieue, le canal du Mœrevaert lui-même, en lui donnant vingt pieds de largeur au fond.

Mais ces nouveaux travaux retardèrent encore

(1) Archives de la Commission administr. des Moëres françaises, n° 12. Dossier n° 2, sous-dossier n° 1.

Cobergher dans l'accomplissement de son œuvre, et à la fin de l'année 1622 il sollicitait un nouveau délai de trois ans pour l'achèvement du travail, requête qui obtint gain de cause (1).

Le 24 Mai 1623, une convention fut signée entre les entrepreneurs du dessèchement des Moères et les Magistrats de la châtellenie de Bergues, en tant qu'administrateurs de la Wateringue de Bergues. Cette convention réglait une dernière fois la question des eaux s'écoulant des terres adjacentes.

Les entrepreneurs s'obligeaient à recevoir les eaux de Ghyvelde, Uxem, Zuydcoote, Leffrinckoucke, Teteghem, toutes communes avoisinantes, et les autres eaux de la châtellenie, dans les canaux Mullevaert ou canal des Chats, Slepe et Moervaert, avec stipulation expresse que ces canaux ne seraient jamais obligés de recevoir les eaux de l'Houtgracht ou canal d'Hondschoote, ni celles des terres au sud et à l'ouest du Ringslot, à la condition toutefois que la Wateringue de Bergues entrerait pour moitié dans l'entretien de ces canaux. Quant au canal des Glaises, Cobergher le cédait aux Magistrats de Bergues, contre une somme de 20.000 florins. Cette convention fut agréée et ratifiée par l'archiduchesse Isabelle, dans les Lettres patentes du 21 juillet 1623.

Au mois d'octobre de l'année 1623, les échevins de Furnes, en un lieu appelé l'Ostgat, rompirent

(1) Archives départementales du Nord. B, 1652. 57^e Registre des Chartes, folio 169.

les digués établies pour le dessèchement, et en outre, d'accord avec l'abbé des Dunes, ils firent enlever, par quarante hommes armés de mousquets, les roseaux que les ouvriers des entrepreneurs coupaient dans les Moères pour couvrir leurs moulins, et firent garotter et jeter en prison ceux qui réclamaient contre cet acte de violence (1). Naturellement Cobergher protesta devant la Cour du Parlement de Flandres, et les échevins de Furnes furent condamnés, ainsi que l'abbé des Dunes.

Durant l'hiver 1624-1625, l'archiduchesse Isabelle, souveraine des Pays-Bas, ordonna d'arrêter les travaux du dessèchement, afin que l'agitation des eaux, qui demeuraient encore sur les Moères, soulevées par les vents du Nord, put délayer la vase et l'amener partout à égale hauteur (2). Au printemps de 1625, alors que les moulins auraient pu reprendre leur travail d'épuisement, les eaux furent tendues autour de Bergues et Dunkerque, dans la crainte d'une attaque des ennemis ; ceci arrêta complètement les travaux, car les eaux de l'inondation étaient de six à sept pieds plus élevées que celles des Moères. Et pour comble de malheur, à la suite de cet arrêt forcé, le vent fut tellement défavorable que, pendant six mois, les moulins ne purent tourner et furent par conséquent dans l'impossibilité de puiser l'eau et de moudre le blé.

(1) Archives générales du royaume de Belgique à Bruxelles. Conseil privé, liasse n° 302.

(2) QUARRÉ-REYBOURBON. Dessèchement des Wateringues et des Moères. Lille, L. QUARRÉ, 1893.

Aussi, au milieu de ces divers contre-temps, Cobergher fut obligé, au mois de mars 1625, d'adresser au roi d'Espagne une nouvelle requête, demandant une prolongation du délai pour le dessèchement. Il invoque les difficultés, « grandes charge, travaux et fâcheries, dont il est trouvé accablé jusques olres tant à cause de l'érection de ces monts (1), que dudit eschessement », pour demander d' « avoir autant des temps qu'il aura besoin pour mettre les Moères tout plainement au secq » (2). Le Conseil des Finances consulté transmit au roi Philippe la requête en ces termes, le 23 mars 1625 :

« Semble à ceux des finances, que, le tout considéré, votre Altesse sérénissime pourrois bien estre conseillé prolonger le temps dernièrement au suppliant pour l'eschessement de les Moères, qui viendra à expirer au mois de novembre prochain, d'un an hors à commencer ou tel autre qu'elle jugera convenir, remettant néanmoins le tout au bon plaisir de votre Altesse » (3).

Le roi Philippe, toujours bien disposé en faveur de Cobergher, lui accorda par Lettres patentes du 7 avril 1625, non seulement un délai d'un an, mais « tel temps et terme qu'il aura besoing pour

(1) Monts-de-piété dont Cobergher était surintendant général dans la Flandre Occidentale.

(2) Archives des Moères, liasse 2, folio 63.

(3) Archives des Moères, liasse 2, folio 63.

achepter l'essuyement des Moères de West-Flandres susdictes. » (1).

Dans le courant de la même année 1625, Paul de Quypère, le même qui avait servi de prête-nom à Cobergher en 1619, au moment de l'adjudication du dessèchement, émit des prétentions à l'égard des résultats des travaux entrepris par Cobergher ; celui-ci fut obligé de repousser ces réclamations, et Paul de Quypère fut débouté de ses demandes (2).

Des lettres de Cobergher, écrites vers la fin de 1626, nous apprennent qu'alors que « par industrie et travail extraordinaire, il avoit surmonté plusieurs difficultés à ses très grands frais, et par trois diverses fois, au danger de sa vie », il fut averti « que l'on atrait depuis peu complotté et machiné de rompre quelques digues ou bastardcaux servans à la construction de son ouvrage ; et afin qu'il ne soit pas précipité tout-à fait avec femme et enfant en son évidente ruyne, et aussi, vu l'intérêt si notable de Sa Majesté », il porta plainte devant le Conseil privé. Ce Conseil décida, le 6 Décembre 1626, que toute personne, reconnue coupable d'actes de cette nature, serait considérée comme ayant enfreint la sauvegarde royale et punie en conséquence (3).

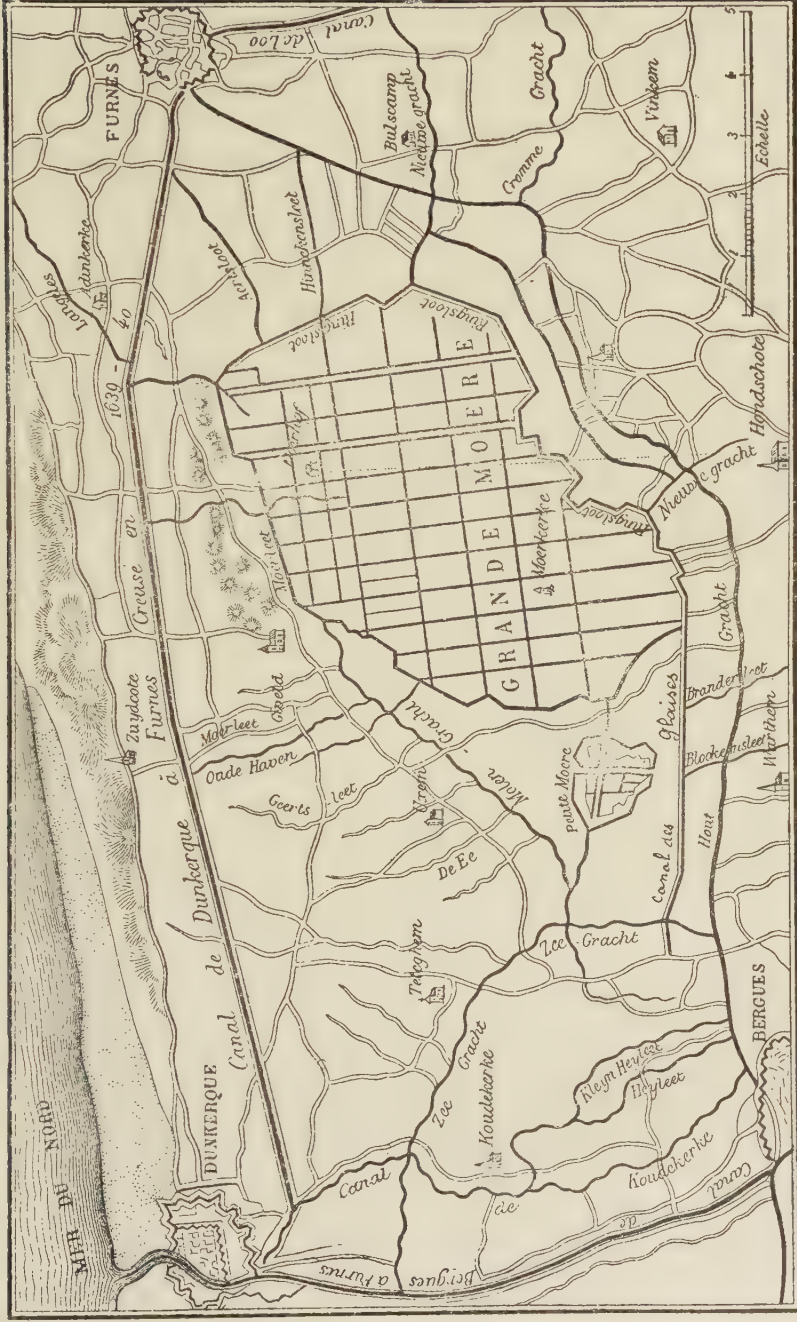
(1) Archives départementales du Nord. Chambre des Comptes de Lille. Art. B. 1653. 58^e Registre des Chartres, folio 209, recto.

(2) Archives générales du Royaume à Bruxelles. Conseil privé, liasse 337.

(3) Archives générales du Royaume à Bruxelles. Conseil privé, liasse 386.

Enfin, dernier litige, dans les derniers jours de l'année 1626, et au début de 1627, les Magistrats de la ville et châtellenie de Furnes prétendirent avoir conservé le droit de percevoir les impôts sur toutes les terres englobées dans les Moères ; mais les entrepreneurs protestèrent et soutinrent que, non seulement l'emplacement de la digue du Ringslot, mais même les terres comprises entre cette digue et la limite du lac devaient être exemptées de tous impôts, conformément aux lettres d'octroi de 1619 ; aussi demandaient-ils le remboursement des taxes qu'ils avaient payées et qui s'élevaient à la somme de 1.500 florins. Cette prétention d'englober dans le régime des terres desséchées les terres qui, tout en étant situées à l'intérieur du Ringslot, n'étaient pas autrefois sous les eaux, étaient évidemment contraires aux Lettres patentes du 28 janvier 1620, explicatives de l'article 23 des Lettres patentes du 22 avril 1619. Aussi une transaction intervint-elle entre les parties, le 7 août 1627. Il fut décidé que les impôts continueraient à être perçus sur toutes les terres situées à l'intérieur du Ringslot et comprises dans la châtellenie de Furnes, à l'exception de celles acquises pour l'établissement du canal et de la digue du Ringslot.

Lorsque, au milieu de l'année 1626, les eaux des Moères se furent retirées et qu'il ne restait plus qu'une nappe boueuse plus ou moins liquide, Cobergher eut l'idée pour, d'une part, se conformer aux prescriptions des Lettres patentes de 1619, et



Les Moëres après le dessèchement

d'autre part, maintenir ce dessèchement si difficilement acquis et rendre les terres productives, de couper par des canaux secondaires et des digues de communication ce sol tout neuf en un certain nombre de rectangles égaux, appelés en flamand *cavels* (1). Il y en eut ainsi 114, ayant chacun une longueur de 720 pieds, ou environ 200 mètres, et une largeur de 360 pieds, ou environ 100 mètres. De plus, Cobergher fit creuser un large fossé sur l'emplacement même, où se trouvaient, avant le dessèchement, les bords du lac des Moères. Ce fossé, situé à l'intérieur de la digue du Ringslot, portait et porte aujourd'hui encore le nom de contre-fossé ou contre-Gracht.

Ainsi cette boue plus ou moins liquide put s'écouler dans les canaux secondaires et dans le contre-fossé, et aboutir de cette façon aux moulins qui la rejetaient dans le Ringslot et de là à la mer. On s'empressa de planter des colzas, des arbres, et notamment des saules, qui réussirent parfaitement et servirent à assainir le pays.

Le 4 avril 1627, une Commission formée de Jacques d'Ennetières, membre de la Chambre des Comptes de Lille, d'Abraham Pierssen, receveur général de l'Oost-Flandre, et des Conseillers Valentin et Stalins, membres du Conseil de Flandres, fut chargée par le roi d'Espagne de visiter les Moères et de se rendre compte de l'état du dessèchement. Ceux-ci accomplirent leur mission et dans ses

(1) Cavel, en flamand, veut dire carré.

Lettres patentes du 17 décembre suivant, le roi déclara, qu'après avoir « visité, circuité et percé de part en part et de pièce en pièce lesdictes Moères, lesdictes commissions les ont trouvées seiches et espuisées et aussi acceptées, pour s'en servir d'herbages ou paturaiges. » (1)

C'est pourquoi, en vertu de ces Lettres patentes de 1627, Philippe IV, roi d'Espagne, érige en faveur de Cobergher la partie occidentale de la grande Moère et la petite Moère entière en deux seigneuries « avec haute, moyenne et basse justice, et autres droits. » En même temps, le partage des terres était fait entre le roi et Cobergher, conformément aux Lettres patentes du 8 août 1622. La première des seigneuries accordées à Cobergher, située dans la Grande Moère, portait le nom de Seigneurie de Saint-Antoine ; la deuxième, comprenant toute la petite Moère, était désignée sous le nom même de Cobergher, et appelée parfois aussi Groenlandt.

Le premier soin de Cobergher, lorsqu'il fut en possession de la partie des Moères qui lui était dévolue, fut de solliciter du Roi la désignation et la délimitation des trois cent cinquante mesures de terres, qui, le 8 août 1622, lui avaient été accordées sur la part du Roi, pour l'indemniser de son obligation de recevoir dans ses canaux une partie des eaux de la Wateringue de Bergues. Philippe IV, roi d'Espagne, lui accorda alors, le 12 avril 1628,

(1) Archives départementales du Nord. Chambre des Comptes. Registre des Chartes, folio 201, verso.

des Lettres patentes, par lesquelles il désigne dans la partie orientale de la Grande Moëre qui lui appartenait, trois cent cinquante mesures de terre au profit des entrepreneurs du dessèchement, et les érige en Seigneurie indépendante avec haute, moyenne et basse justice et autres Droits (1).

Sitôt qu'il fut mis en possession des terres qui lui étaient échues en partage, Cobergher construisit du sud au nord dans la Grande Moëre une digue destinée à séparer ses propriétés de celles du Roi ; c'est ainsi qu'il coupa le Canal du milieu, et c'est depuis lors que le dessèchement se fit exclusivement par le canal du Ringslot.

Cobergher voulut alors pousser plus loin encore son œuvre d'utilité publique, il lui fallait sur ces terres nouvelles des hommes, des habitants, qui fissent fructifier ces champs et consacraient à la culture ces terres encore vierges. C'est alors qu'il sollicita du roi et obtint que ceux qui viendraient s'installer sur ces Moères fussent exempts de dîmes, de taille, de droit d'accise sur les vins, sur la bière et l'eau-de-vie, et du logement des troupes. De plus Cobergher obtint de l'archiduchesse Isabelle qu'une franchise fût établie sur le territoire de la Moëre, pour tous les banqueroutiers et les débiteurs.

Aussi, dit le calendrier de Bergues, le pays se peupla-t-il rapidement, et même, vu la fertilité très grande du terrain, plusieurs bonnes familles vinrent

(1) Archives de la Commission administrative des Moères françaises, n° 12. Dossier n° 2, sous-dossier n° 1.

s'y installer, construisirent des fermes et y bâtirent des maisons d'apparence plus cossue (1).

En même temps, Cobergher sollicitait du roi d'Espagne son appui contre tous ceux qui voudraient s'opposer à l'exécution des privilèges et exemptions, concédés aux habitants des Moères. Philippe IV, roi d'Espagne, lui accorda dans ce but, le 30 mars 1629, « des lettres exécutoriales contre les opposans à l'exécution des privilèges et exemptions, portés par les articles XVII, XX et XXIII du Traité et Octroi du 22 avril 1619. » (2)

Quant à l'administration de la justice, elle fut laissée aux soins du baron Cobergher, dans la partie occidentale des Moères, conformément aux Lettres patentes du 8 août 1622; et dans la partie orientale, l'archiduchesse nomma un bailli, un greffier et des échevins, avec droit d'appel aux Magistrats de Furnes.

Le 20 février 1634, de nouvelles lettres exécutoriales furent accordées « aux habitants des Moères, par Philippe IV, roy d'Espagne, contre les opposans à l'exécution des Privilèges et Exemptions, portés par le Traité et Octroi du 22 avril 1619, et nommément de l'exemption des Droits des Quatre Membres de Flandres » (3) (4).

(1) Calendrier de la ville de Bergues pour l'année 1770.

(2) Archives de la Commission administrative des Moères françaises n° 12. Dossier n° 2, sous-dossier n° 1.

(3) Archives de la Commission administrative des Moères françaises n° 12. Dossier n° 2, sous-dossier n° 1.

(4) Les « Quatre Membres de Flandre » étaient une délégation.

Ainsi protégés par l'autorité souveraine, les habitants des Moères augmentèrent rapidement ; la prospérité régnait dans le pays, et l'œuvre du dessèchement pouvait rendre fier celui qui l'avait conçue et exécutée. Entouré de la considération de ses concitoyens et de l'amitié de ses souverains, Cobergher s'éteignit, cette même année, 1634, à l'âge de 84 ans. Van Dyck a laissé de lui un magnifique portrait, où l'on peut admirer cette tête pleine de noblesse, au front large et élevé, au regard pénétrant, à la physionomie calme et énergique.

Egalement, en 1634, l'archiduchesse Isabelle mourut, sans laisser de descendants, et les Pays-Bas retournèrent alors à la couronne d'Espagne, et à son roi, Philippe IV.

En 1635, les hostilités de la guerre de Trente ans, un instant suspendues, reprirent avec plus d'ardeur, et durant les années 1639, 1640 et 1641, le général espagnol Lamboi vint camper dans les Moères avec

tion des quatre plus grandes villes de la Flandre : Gand, Bruges. Ypres et le Franc de Bruges, qui représentaient chacune un certain nombre de villes et villages ; ils décidaient les subsides à lever et avaient l'administration des finances provinciales ; ils étaient aussi les gardiens des coutumes et privilèges de la province.

Les « Droits des Quatre Membres de Flandres » étaient certaines taxes sur toutes espèces de consommation, vin, bière, cidre, eau-de-vie, sur le sel gris et blanc, sur les bestiaux en pâture, quand on les tuait et quand ils sortaient de la province, sur les grains et la farine.

18.000 hommes, pour mettre la Flandre occidentale à couvert de l'ennemi, qui venait de France.

C'est à ce moment que le « sieur Charles Cobergher, fils de Wenceslas, tant en son nom qu'en ceux de tous ses frères et sœurs ensemble, héritiers de leur père, Wenceslas Cobergher » vendit, le 1^{er} février 1641, à M. Sébastien Daens, Seigneur de Noirmont et Dion, toute la Seigneurie de la West-Moëre, autrement dit Saint-Antoine « avec vingt-neuf polders, contenant ensemble 1.936 mesures, 1 ligne, de terres, outre plusieurs autres parties de terres, dans ladite West-Moëre, avec tous les Ringslot qui entourent ladite West-Moëre, depuis la frontière, près de Ghyvelde, jusqu'à celle du côté d'Houthem, près de Hondschoote ».

Puis la propriété se morcela. Le 8 mai 1641, le baron de Noirmont vendit aux Chartreux d'Anvers 533 mesures et 2 lignes de terres, situées dans la Grande Moëre, aux environs de Ghyvelde, avec la partie du Ringslot qui entoure cette portion. L'année suivante, 1642, les héritiers Cobergher vendirent à M. de Korbende d'Anvers, 730 mesures, 606 au baron de Bouchante, et 706 à M. de Kerkwerve. Bientôt les héritiers Cobergher ne possédèrent plus aucune terre dans la Grande Moëre.

A la fin de l'année 1641, les habitants des Moëres, considérant « que la plupart des terres des Moëres ne sont propres à labourer, mais plutôt pour servir de prairies et pâturages », sollicitèrent le remplacement de la redevance due pour l'entretien du curé

et la construction de l'église, et qui consistait, en vertu des lettres d'octroi du 22 avril 1619, dans la cinquantième gerbe, par une nouvelle redevance consistant en « quatre patars de chaque mesure de terre à labour et deux patars des prairies et pâturages. » (1). Cette substitution leur fut accordée le 18 janvier 1642, en vertu d'un acte d'approbation du Conseil des Finances de Bruxelles.

A cette époque, une église paroissiale venait d'être construite dans la grande Moère, grâce aux soins du baron de Noirmont. Cette église, véritable monument gothique, dédiée à Saint-Vincent, fut livrée au culte en 1644. M. Gérard Fleurkin, moine de l'abbaye de Furnes, en fut le premier et dernier pasteur. En effet, à ce moment, les événements de la guerre se précipitaient.

Après la bataille de Rocroy, en 1643, l'espagnol Lamboi occupait encore les Moères avec ses 18.000 hommes; mais, en 1645, il en fut chassé par les 20.000 hommes du maréchal Gassion, qui hivernèrent dans les Moères et les environs, où ils vécurent à discrétion.

En 1646, les Espagnols, voulant empêcher la marche en avant de l'armée française, qui venait de s'emparer de Gravelines, et, pour protéger les villes de Bourbourg, Mardyck et Dunkerque, prirent une résolution énergique mais désastreuse. Dans la nuit du 4 septembre, le marquis de Lede, gouver-

(1) Archives de la Commission administratives des Moères françaises, n° 12. Dossier n° 2, sous-dossier n° 1.

neur de Dunkerque, sur les ordres de son supérieur le marquis de Caracena, ouvrit les écluses et rompit les digues qui protégeaient le pays, et « par ce moyen, inonda tellement le pays, qu'il ne paraissait presque plus de terre en ces quartiers. » (1)

En une nuit, les Moères furent inondées, et l'œuvre du dessèchement détruite. On assure qu'un certain nombre de personnes périrent. Quant aux récoltes, aux arbres, aux fermes, aux maisons, tout fut détruit. L'église résista, et, seul, son clocher émergeant des eaux, rappela qu'il y avait eu là un territoire riche et prospère.

Cependant Dunkerque succomba devant le duc d'Enghien, le 8 octobre 1646, lorsque les ingénieurs français eurent trouvé le moyen de faire écouler les eaux. Seules les Moères étaient redevenues pour de longues années les deux lacs d'autrefois.

(1) Gazette du temps, citée par De Bæker.

CHAPITRE IV

LES MOËRES DEPUIS 1646 JUSQU'EN 1746

Aux traités de Westphalie qui, en 1648, avaient mis fin à la guerre de Trente ans, l'Espagne n'avait pas voulu signer la paix avec la France ; aussi par la force des armes, les troupes françaises continuèrent à occuper la région de la Flandre maritime. En 1652, l'Espagne, profitant des troubles de la Fronde, reprit les hostilités et reconquit Gravelines, Mardyck et Dunkerque ; en 1658, l'armée française, commandée par Turenne, après une série de succès, pénétra dans Bourbourg et Mardyck, et vint mettre le siège devant Dunkerque. Turenne, avec le concours de 6.000 hommes de troupes anglaises, défit les Espagnols à la bataille des Dunes, et, neuf jours après, Dunkerque capitulait. A la suite de cette victoire, Bergues, Furnes, Dixmude, Audenarde, Menin, Gravelines et Ypres tombèrent au pouvoir des Français ; comme prix de leur con-

cours, les Anglais eurent Dunkerque, et c'est ainsi, comme on l'a fait remarquer, que cette ville eut en une seule journée, trois nationalités différentes : espagnole le matin, à midi française, et le soir anglaise.

Le traité des Pyrénées, du 7 novembre 1659, qui mit fin à la guerre d'Espagne, donna à la France Gravelines, Bourbourg et Saint-Venant, mais laissa à l'Espagne la région de Bergues et de Furnes, par conséquent le pays des Moères.

A cette époque, les lacs des Moères ne faisaient plus guère parler d'eux. On raconte cependant une histoire qui, l'année qui suivit le désastre de 1646, rappela au souvenir des habitants de la région, que, là où se trouvaient les eaux du lac, il y avait peu de temps auparavant, un village, une église, et des habitants heureux.

Nous savons que, dans la nuit du 4 septembre 1646, seule de toutes les habitations du village des Moères, l'église résista, élançant sa flèche au-dessus des eaux de l'inondation. Voici donc ce fait-divers, tel que le rapporte Van Meteren :

« En 1647, trois bandits établirent leur asile dans le clocher de l'église des Moères qui subsistait seule, après que les eaux de l'inondation de 1646 eurent recouvert le pays ; ils se cachaient pendant le jour et allaient nuitamment exercer leurs brigandages dans la campagne. L'année suivante, ils s'associèrent à cinq autres voleurs, et alors ils poussèrent leurs courses jusqu'à Killem, Warhem,

Hondschoote, Leissel, etc...; à la pointe du jour, ils rapportaient dans une barque le butin qu'ils avaient amassé. Ils furent aperçus, en 1649, par un pauvre pêcheur, à qui ils firent tant de menaces, qu'il n'osa jamais faire la moindre déclaration. Enfin le bruit de tant de vols, qui se commettaient non seulement dans les villages, mais aussi sur les grands chemins, étant parvenu aux oreilles du Gouvernement français, on fit circuler des patrouilles dans tout le pays. Cette surveillance n'intimida point les brigands; et comme, un jour, ils s'étaient cachés dans des roseaux fort épais, qui étaient autour de la Moëre, ils surprirent quelques soldats français, qu'ils égorgèrent; une fois maîtres de leurs armes, ils s'en servirent pour multiplier leurs brigandages.

» En 1650, un accident vengea le pays de ces scélérats; un coup de vent, ayant brisé leur chaloupe, tandis qu'ils étaient dans leur retraite, ils furent bientôt au bout de leurs provisions. Pendant quelques temps, ils tirèrent des coups de fusil pour réclamer du secours, mais la poudre s'épuisa et nul bruit ne se fit plus entendre. Le pêcheur, qui était de Ghyvelde et qui se nommait Joseph Loen, ayant pénétré dans le clocher avec plusieurs de ses camarades, ils trouvèrent les huit bandits morts de faim.

» Ce fait ayant été rapporté au gouverneur, celui-ci fit raser le clocher à fleur d'eau; mais, dans les temps de sécheresse, on pouvait encore s'y pro-

mener sur de grands carreaux de pierre, qui restaient à découvert. »

En 1664, le dessèchement des Moères faillit être repris, sous l'impulsion de Jean Van Stryne, riche commerçant d'Anvers, qui s'entendit avec les anciens propriétaires des Moères, à condition d'avoir l'usufruit des terres pendant cinq ans, jusqu'en 1670, et ensuite le bail pendant vingt-six ans, à raison de cinquante sols (1) par mesure de terre et la jouissance de la moitié des produits (2).

Mais, au début de 1665, s'élevèrent les premières difficultés entre la France et l'Espagne à l'occasion des Pays-Bas Espagnols, que Louis XIV réclamait à l'Espagne comme part de l'héritage de son beau-père, Philippe IV, et le 8 mai 1667, la guerre dite de Dévolution éclata. Dès lors, la convention passée par Jean Van Stryne avec les propriétaires des Moères n'eut pas de suite, et le pays fut de nouveau livré aux armées ennemies.

Le traité d'Aix-la-Chapelle, signé le 2 mai 1668, termina la guerre et donna à la France les villes et châtellenies de Bergues et de Furnes ; ainsi les lacs des deux Moères devinrent français.

Quelques années auparavant, en 1662, Dunkerque avait été rachetée à l'Angleterre par Louis XIV, pour une somme de cinq millions.

(1) Environ 4 fr. 50.

(2) Le Chanoine VAN DE PUTTE. Mémoire sur le dessèchement des Moères de Furnes. *Annales de la Société d'émulation de Bruges*, 2^e Série, t. I. (1843), p. 33 et suiv.

Les inconvénients du voisinage des Moëres, qui, en 1616, avaient déterminé les Archiducs à faire dessécher ces lacs, avaient réapparu depuis leur inondation de 1646 ; aussi les habitants de la Flandre maritime, ayant recouvré le calme de la paix, s'adressèrent, dès 1669, à l'autorité souveraine pour obtenir le dessèchement des Moëres, comme étant un foyer d'épidémie. Le roi Louis XIV fit alors don des terres inondées, qui pouvaient lui appartenir ou qui lui appartiendraient dans les Moëres, à MM. de Colbert et Louvois, par les Lettres patentes du mois de Juin 1669.

Le préambule de ces Lettres patentes nous semble intéressant à signaler ; on y verra combien étaient néfastes pour la région ces deux lacs, véritables égouts collecteurs des pays avoisinants.

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarré, à tous présents et à venir. Salut :

» Ayant reçu plusieurs plaintes de la part de nos sujets des villes et châtellenies de Dunkerque, Bergues et Furnes, du préjudice qu'ils reçoivent en leur santé, à cause des brouillards et mauvaises vapeurs qui se lèvent du lac de la grande et petite Moëre, situé audit pays, particulièrement dans la fin de l'automne, d'où procèdent une infinité de maladies très dangereuses, desquelles nos dits sujets sont attaqués, et qui dépeuplent beaucoup leur pays, tant à cause de la mortalité qui s'en suit, que parce que plusieurs personnes qui feraient leur séjour ordinaire dans ledit pays l'abandonnent, ne voulant pas

demeurer dans un si mauvais air, et désirant remédier à un inconvénient de cette conséquence, Nous avons résolu pour cette fin de faire dessécher ledit lac, etc. »

La seule condition imposée à Colbert et à Louvois était de terminer le dessèchement dans le délai des deux années 1670 et 1671. Comme prix de leurs débours et de leur entreprise, Colbert et Louvois obtenaient la propriété des terres pouvant appartenir au roi et situées dans la limite des inondations, et en second lieu la jouissance pendant vingt-cinq années, à compter du terme du dessèchement, « de toutes les terres qui sont inondées par ledit lac, ou mises entièrement hors de valeur par icelui, et de celles qui, pour être voisines desdites Moères, en sont aussi endommagées, lesquelles terres se trouveront appartenir aux particuliers, qui, auparavant ladite inondation, en étaient propriétaires. »

Pour ces dernières terres, les concessionnaires s'engageaient « à payer aux dits propriétaires pendant vingt-cinq années et les deux prochaines (1670 et 1671), la valeur du revenu qu'elles leur rapportent présentement en l'état auquel elles sont. » Pour éviter toute contestation, une visite et estimation de ces terres devaient être faites dans le plus bref délai par les bailli et bourgmestre de Dunkerque. Enfin les concessionnaires et futurs habitants desdites terres étaient pour vingt-sept années exemptés de tous droits et impositions.

La visite des terres fut faite par le sieur Hattu, conseiller au Conseil souverain de Tournai, et un procès-verbal fut dressé et communiqué aux propriétaires et intéressés. Mais il n'y avait pas trente ans que toutes les terres des deux lacs avaient été remises sous les eaux par l'inondation de 1646, et comme ces terres, desséchées par Cobergher, avaient été vendues par ses héritiers à différents particuliers, ou cédées par les archiducs à diverses personnes, toutes ou la majeure partie de ces terres auraient été réclamées par les acquéreurs légitimes propriétaires. C'est ainsi que les Chartreux d'Anvers avaient acquis, le 15 février 1669, en vertu d'une saisie, 632 mesures, 1 ligne, en continuation des précédentes 533 mesures acquises, en 1641, du baron de Noirmont.

Par ailleurs, les concessionnaires de 1669 avaient, comme ministres de Louis XIV, de bien autres préoccupations que de penser au dessèchement des deux lacs. C'est pourquoi les Lettres patentes de juin 1669 demeurèrent lettres mortes, et rien ne fut fait pour le dessèchement des Moères.

Puis les Moères retombèrent dans l'oubli; les Pays-Bas redevinrent le théâtre des luttes entre la France et les diverses puissances, jusqu'au jour où, à la suite des revers de la guerre de la Succession d'Espagne, Louis XIV signa avec l'Empereur d'Autriche, Charles VI, le traité de Rastadt du 7 mars 1714. Par ce traité, les Pays-Bas espagnols passèrent sous la domination autrichienne. C'est à cette

date que, pour la première fois, les Moères se trouvèrent partagées entre deux puissances. L'Autriche obtint, avec Furnes et sa châtellenie, la partie de la grande Moère, qui, à la suite du partage de 1627, était devenue la propriété du roi d'Espagne ; la France conserva Bergues et sa châtellenie, avec la partie occidentale de la grande Moère, autrefois échue à Cobergher, c'était une surface d'environ 1.900 hectares.

Tandis que la France signait avec l'Empereur d'Autriche le traité de Rastadt, elle venait de signer avec l'Angleterre, le 11 avril 1713, le traité d'Utrecht. En vertu de ce traité, Louis XIV s'engageait à démolir le port et à raser les fortifications maritimes de Dunkerque. C'était là un coup droit porté à toute tentative ultérieure de dessèchement des Moères, puisque, à l'exemple de ce qu'avait fait Cobergher un siècle auparavant, le port de Dunkerque était la seule voie d'écoulement possible pour les eaux recouvrant les terres de ces deux lacs.

Conformément à ce traité, le port de Dunkerque fut comblé et fermé par un batardeau.

La paix revenue, Louis XIV songea à panser les plaies que ses guerres désastreuses avaient occasionnées à son pays, et, pour la question qui nous occupe, il résolut immédiatement de construire un nouveau Dunkerque à côté du port qu'il avait dû sacrifier aux Anglais. Dans ce but, son choix se porta sur le petit port de Mardyck. Sur son ordre, le comte d'Hérouville, qui commandait la place de

Dunkerque, fit creuser à grands frais un canal très profond, depuis l'entrée du canal de Bergues dans Dunkerque, jusqu'à Mardyck ; ce canal aboutissait à deux larges écluses, qui communiquaient avec la mer.

Mais Louis XIV ne vit pas l'achèvement de ces travaux, car il s'éteignit le 1^{er} septembre 1715.

En 1716, par Lettres patentes du 23 février, le Régent, Philippe d'Orléans, concéda l'entreprise du dessèchement des Moères, pour la partie qui se trouvait en territoire français, à Philippe de Beaufort de Montboisier, marquis de Canillac, et à la dame Roque-Varangeville, marquise de Maisons, sous le nouveau titre de « Seigneurie du château des Moères. »

Les motifs de la concession étaient, une fois de plus, « les maladies que les exhalaisons desdits lacs causaient chaque année dans tous les lieux circonvoisins ».

La concession portait que le dessèchement devait être opéré en six années à compter du jour où le chenal du nouveau canal de Mardyck serait suffisamment approfondi, pour permettre l'écoulement facile des eaux des deux lacs des Moères. Les avantages accordés aux concessionnaires de 1669 furent reconnus à la marquise de Maisons et au marquis de Canillac : propriété des terres appartenant au Roi, jouissance pendant vingt-cinq années à compter du terme du dessèchement de toutes les terres inondées et couvertes par les eaux dans

l'étendue desdites Moères, mais appartenant à des particuliers ; de plus, jouissance pendant huit années des terres adjacentes aux Moères, exposées à l'inondation ou dans le cas d'en être endommagées. Les nouveaux concessionnaires obtiennent le droit de haute, moyenne et basse justice, sauf appel à la Cour du Parlement de Flandres ; ils obtiennent aussi pour eux et les futurs habitants des Moères l'exemption des impositions et des droits divers pour une durée de vingt-cinq années ; une seule exception est faite pour l'entretien du curé et de l'église paroissiale, qui auront droit à quatre patards par mesure de terre labourable, et deux patards par mesure de prairie ou pâturage ; ils obtiennent enfin le droit d'expropriation sur toutes les terres voisines, nécessaires à la perfection du dessèchement. Mais les Lettres patentes de 1716 prévoient ce que n'avaient pas prévu les Lettres d'octroi des archiducs de 1619 : les concessionnaires sont tenus de recevoir dans leurs canaux les eaux des terres qui ont actuellement leur écoulement dans la Moëre, mais seulement celles-là. Enfin il est décidé qu'une enquête et un état figuratif des lieux seront dressés par l'intendant de Flandres, assisté par l'ingénieur en chef de la ville de Bergues, pour éviter toutes les contestations possibles relativement aux terres adjacentes des Moères.

Cependant, le canal de Mardyck fut achevé au début de l'année 1717, et les concessionnaires ne

songèrent jamais à remplir les obligations qu'ils avaient contractées vis-à-vis l'autorité royale : le dessèchement des Moères ne fut même pas commencé.

Il est vrai qu'ils eurent une excuse bien légitime. En effet, le 4 janvier 1717, fut signé à La Haye un traité qui réunissait dans une alliance défensive, la France, l'Angleterre et la Hollande, sous le nom de Triple Alliance. Une des clauses de cette entente avec l'Angleterre obligeait le Régent à démolir les ouvrages que Louis XIV avait ordonnés à Mardyck pour remplacer ceux de Dunkerque, et à combler définitivement le port de cette dernière ville, opération que les commissaires anglais et hollandais devaient surveiller.

Le Régent fut donc obligé de s'exécuter et de passer par les exigences de l'Angleterre. Il donna l'ordre de détruire les deux larges écluses du port de Mardyck ; seule une petite écluse, très étroite, subsista. Malheureusement le radier en était même plus bas que la laisse de basse mer en eau vive, ce qui rendait tout écoulement des eaux impossible.

Les lacs des Moères demeurèrent donc, leurs exhalaisons pernicieuses continuèrent leurs ravages et occasionnèrent des maladies, même dans les places de guerre et les forteresses voisines ; dans l'armée, on répétait le dicton : « Dieu nous garde de la peste, de la famine et des garnisons de Bergues et de Gravelines. » (1). C'est ainsi que Tully,

(1) QUARRÉ-REYBOURBON. *Dessèchement des Wateringues et des Moères*. Lille, L. Quarré, 1893.

médecin irlandais, qui vivait à Dunkerque, pouvait, même encore quelques années plus tard, écrire ceci : « Quoique Dunkerque soit bâtie sur les sables des dunes, l'humidité de son atmosphère est telle que les meubles et autres effets y moisissent en peu de temps dans les appartements et même jusque dans les armoires, si l'on ne prend des précautions à cet égard » (1). Dunkerque souffrait non seulement du voisinage de la mer, mais encore et surtout des émanations des Moères, que le vent du Sud lui apportait avec les brouillards qui en étaient la conséquence inévitable.

En 1740, en 1741 et en 1742, la fonte des neiges et des pluies persistantes firent tellement augmenter la masse des eaux du lac des Moères, qu'en 1743, elles dépassaient d'un mètre cinquante centimètres le niveau ordinaire.

Les choses ne pouvaient pas demeurer indéfiniment en cet état ; il fallait prendre une décision et enrayer ce fléau qui semait les désastres dans le pays. Un homme de dévouement, qui avait vu de ses yeux les ruines accumulées par ces eaux stagnantes, se présenta, et avec lui l'œuvre du dessèchement allait reprendre ; cet homme était Antoine de Ricouart, Comte d'Hérouville de Claye, fils du comte de ce nom, qui commandait à Dunkerque en 1715.

(1) TULLY. Essai sur les maladies, 1759. Cité par M. Gustave Smagghe : L'hygiène à Dunkerque au XVIII^e siècle. *Bulletin de l'union Faulconnier*, t. IV.

CHAPITRE V

LES MOËRES DEPUIS 1746 JUSQU'EN 1779 LE DEUXIÈME DESSÈCHEMENT

Antoine de Ricouart, comte d'Hérouville, commandait en 1738 le régiment de Bourgogne, en garnison à Bergues ; il avait été témoin des ravages que causaient dans la population et dans les rangs de ses soldats les fièvres malignes, et même la peste, conséquences du voisinage des marais des Moères.

A cette époque, le souvenir du dessèchement de Cobergher se perpétuait encore dans la mémoire des habitants de la région ; aussi d'Hérouville fut-il pris du désir de reprendre cette œuvre de salubrité et d'utilité sociale. Mais les missions militaires, dont il fut chargé, l'empêchèrent pendant quelques années de mettre son projet à exécution ; de plus, les ports de Dunkerque et de Mardyck étaient tou-

jours fermés, et le dessèchement des eaux des Moères était, en conséquence, rendu presque impossible.

Cependant, en 1746, la France était en guerre avec l'Autriche et son alliée l'Angleterre, pour la question de la succession d'Autriche. D'Hérouville crut alors le moment venu d'oublier les conditions imposées par l'Angleterre au traité de Rastadt et à la convention de La Haye, de rouvrir le port de Dunkerque, et de recommencer le dessèchement du lac des Moères. Nous avons vu d'ailleurs qu'une solution définitive était pressante, en raison de la crue considérable des eaux du lac.

D'Hérouville adressa une requête à l'autorité royale, et, le 1^{er} février 1746, un arrêt du Conseil d'Etat du Roi fit don au suppliant des deux lacs de la grande et de la petite Moère sur le rapport favorable du sieur de Machault, conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des Finances.

Les Lettres patentes de concession précédemment accordées, en 1669, à Colbert et à Louvois, en 1716, à la marquise de Maisons et au marquis de Canillac, étaient déclarées caduques et de nul effet. Les Moères étaient érigées en Marquisat au profit du Comte d'Hérouville, ses hoirs, successeurs et ayants-cause.

Les obligations imposées au nouveau concessionnaire étaient de « faire et parachever le dessèchement desdits lacs dans le terme de six années, à

compter du jour de l'enregistrement des Lettres patentes, qui devaient être expédiées sur ladite concession, en conformité de l'Arrêt du Conseil d'État », puis de tenir ledit Marquisat « en fief de Sa Majesté, à cause de son domaine de Bergues, sous la redevance annuelle de cent florins de rente » ; enfin de faire dresser, avant le commencement des travaux « par celui ou ceux qui seront commis par le sieur Intendant Commissaire départi en Flandres, un plan figuratif desdites Moères et des terrains adjacents et inondés, ensemble de ceux sur lesquels il faudra travailler pour parvenir audit dessèchement, et ensuite dresser des devis et estimations desdits ouvrages à faire ». De plus une enquête devait être faite par l'Intendant de Flandres auprès des châtelainies de Bergues et de Furnes, des propriétaires des terres adjacentes inondées et tous ceux qui pourraient avoir quelques intérêts opposés dans l'œuvre du dessèchement projeté par d'Hérouville, pour être dressé procès-verbal de leurs dires, réquisitions et contestations ; après quoi les Lettres patentes de concession pourraient être expédiées.

Les avantages reconnus au concessionnaire consistaient dans la concession faite à perpétuité pour lui, ses hoirs, successeurs et ayants-cause, « de toutes les terres actuellement couvertes d'eau, appartenantes à Sa Majesté, et qui forment les deux Lacs, appelés Grande et Petite Moères ».

En conformité de cet Arrêt du Conseil d'Etat, le comte d'Hérouville adressa une Requête à M. de

Sechelle, Intendant de Flandres, lui demandant de vouloir bien « dénommer tel arpenteur juré, ou autre personne capable, et qui prêtera le serment, à l'effet de lever un plan exact des deux Moères, des Terres y adjacentes inondées, et des Héritages et Terrains sur lesquels on sera obligé de travailler pour parvenir audit dessèchement, de même que pour dresser, relativement audit plan, un devis des ouvrages qui seront jugés nécessaires. » (1)

Cette nomination fut faite par Ordonnance de l'Intendant de Flandres, le 9 juin 1746 : le sieur Gabriel Cocquart, arpenteur, « inspecteur général des Bâtimens et Domaines de la Comté d'Eu », fut désigné, et prêta serment à Bergues, le 8 juillet 1746, devant le sieur de Hau, subdélégué de la Flandre maritime. En même temps, ledit sieur de Hau était désigné par la même Ordonnance, pour recevoir les dires, réclamations et réponses des personnes qui pourraient avoir quelque intérêt dans l'œuvre projetée par d'Hérouville.

Le sieur Cocquart se mit immédiatement au travail, parcourut les Moères, s'entoura de renseignements de tous genres, planta des bornes pour servir de limites aux diverses terres, et le 1^{er} septembre 1749, le plan figuratif des Moères, accompagné d'une légende, était remis entre les mains de l'Intendant de Flandres.

Nous avons trouvé, dans les archives de

(1) Archives de la Commission administrat. des Moères françaises, n° 12. Dossier n° 2, sous-dossier n° 1.

Bergues (1), la Légende qui avait été jointe à la carte dressée par le préposé du sieur Intendant, et nous y avons lu ceci concernant les terres adjacentes aux Moères :

« L'inondation des terres adjacentes est divisée en deux parties, l'une à l'occident, située sur la châtellenie de Bergues, l'autre à l'orient, sise sur la châtellenie de Furnes.

» La partie occidentale s'étend sur cinq terri-toires, et touche à un sixième : sçavoir Ghyvelde, Uxem, Teteghem, touche Hoymille et passe ensuite sur Warhem et sur Hondshoote.

» La partie orientale s'étend aussi sur cinq paroisses, sçavoir Houthem, Wulderynghem, Bulscamp, Bewesterpoort et Adynkerque. »

Évidemment, la concession des Moères qu'avait obtenue d'Hérouville du Gouvernement français, ne portait que sur la partie occidentale des Moères, puisque la frontière entre les Pays-Bas, possession autrichienne, et la France, passait par le milieu de la grande Moëre.

Dans cette même légende, nous voyons que parmi ces terres adjacentes, les unes étaient terres à labour, les autres, et c'était le plus grand nombre, n'étaient que prairies et pâtures.

Mais, renseignement plus important, nous constatons dans ce travail quel était, en 1749, l'état des Moères.

(1) Archives de Bergues. DD. 23.

Voici cette partie du document que nous transcrivons intégralement :

« Récapitulation sur l'Etendue des terres continuellement sous les eaux, tenant de fond à la grande et à la petite Moëre et à leur canal de communication (1) de Basse eau.

Sçavoir :

	Mesures (2) Verges (3)	
	—	—
Sous la petite Moëre.....	424	194
Sous la grande Moëre.	7.528	35
Sous leur canal de communication....	5	94
	—	—
Total continuellement sous les eaux...	7.959	24
	—	—

Récapitulation sur l'Etendue des terres adjacentes inondées, sizes sur la chàtellenie de Bergues :

Sçavoir :

	Mesures	Verges	
	—	—	
Au territoire de Ghyvelde.....	1.070	103	207.645
Au territoire d'Uxem.....	967	222	926.670
Au territoire de Teteghem.....	1.414	210	946.650
Au territoire de Warhem	1.472	133	432.990
Au territoire d'Hontschoote	463	30	630.100
	—	—	
Total sur la chàtellenie de Bergues, cy.	5.388	101	144.055
	—	—	

(1) Ce canal de communication de la grande à la petite Moëre s'appelait le Klittegatveert.

(2) Une mesure vaut trois cents verges.

(3) Une verge vaut 15 mètres carrés.

Récapitulation sur l'Etendue des terres adjacentes inondées susdites, sizes sur la châtelenie de Furnes :

Sçavoir :

	Mesures (1) Verges (2)	
Au territoire d'Houthem.....	498	86 142.175
Au territoire de Wulverynghem.....	226	153 735.700
Au territoire de Bulscamp.....	352	235 660.050
Au territoire de Bewesterpoort.....	280	27 346.150
Au territoire d'Adynkerque.....	213	218 590.505
Total sur la châtelenie de Furnes, cy.	1.571	121 474.580

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

	Mesures	Verges	
Terres continuellement sous les eaux	7.959	24	89.997
Terres adjacentes inondées :			
Châtelenie de Bergues	5.388	101	144.055
Châtelenie de Furnes	1.571	121	474.580
Inondation totale.....	6.959	222	618.635

Par conséquent, au moment où d'Hérouville allait commencer son œuvre du dessèchement, les lacs des deux Moères couvraient de leurs eaux, d'une façon constante, 7.959 mesures 24 verges, et, d'une façon intermittente, par leur débordement, 6.959 mesures et 222 verges.

(1) Une mesure vaut trois cents verges.

(2) Une verge vaut 15 mètres carrés.

En possession du plan figuratif des Moères, dressé par le sieur Gabriel Cocquart, d'Hérouville obtint deux ordonnances en date des 30 novembre et 27 décembre 1749, et signées de M. Dehau, subdélégué à Bergues. Par ces ordonnances, l'autorisation lui est donnée d'assigner au 24 février 1750 « tant les Magistrats de Bergues et de Furnes que les autres communautés et particuliers qui pourroient être intéressés au dessèchement des Moères pour fournir leurs réponses et être dressés des procès-verbaux des dires et contestations des parties. » (1).

Au jour dit, 24 février 1750, les réclamations abondèrent, notamment de la part des Magistrats de Bergues.

La première question qui fut posée à d'Hérouville fut que « celui-ci précisa de quels écluses, canaux et bouches de mer, il pensait vouloir se servir pour l'écoulement des eaux des Moères. » (2)

D'Hérouville leur répondit le 1^{er} avril 1750, que les deux lacs des Moères ayant été desséchés jusqu'en 1646, « l'intention du Roy est qu'ils soient remis au même état, où ils étoient avant 1646; et qu'à cet effet, l'on employe les mêmes moyens pris dans ce siècle-là par les entrepreneurs dudit dessèchement, lesquels consistent principalement à faire recreuser le canal qui va à Dunkerque, appelé le canal de la Moère ». Et quant à la bouche de mer, il déclare « qu'il fera écouler les eaux à la mer

(1) Archives de Bergues, DD. 23.

(2) Archives de Bergues, DD. 23.

par tel endroit qu'il plaira à Sa Majesté ordonner, et celà pour l'utilité du pays plustôt que pour son dommage. » (1)

Le 17 avril 1750, réponse des « Bourgmaitre et Eschevins de la ville et châtellenie de Bergues », qui disent :

« Ce n'est pas satisfaire aux réquisitions de dire que les entrepreneurs qui ont faits le dessèchement desdites Moères dans le courant des années 1622 et suivantes, ont employez certains moyens pour parvenir audit dessèchement, lesquels auroient principalement consistez à faire recreuser le canal qui va à Dunquerque, appelé le canal de la Moëre. Et il ne suffit pas de déclarer qu'il fera écouler les eaux à la mer par tel endroit qu'il plaira à Sa Majesté d'ordonner. Sans une déclaration claire et catégorique, il n'est pas possible auxdits Magistrats de spécifier leurs intérêts opposez ; autrement il n'est point possible de contredire ni de juger si les moyens, dont le comte d'Hérouville prétend se servir pour parvenir audit dessèchement, n'apporteront point une atteinte ouverte à la libre navigation et au commerce, et s'ils ne causeront aussi point de dommage, interruption ou empeschement à l'écoulement des eaux du pays. » (2)

Le Comte d'Hérouville leur répondit qu'il n'avait rien à ajouter à ses précédentes déclarations. Alors

(1) Archives de Bergues. DD. 23.

(2) Archives de Bergues. DD. 23.

les Magistrats de Bergues se retournèrent vers l'autorité souveraine et adressèrent au Roi une requête ainsi conçue :

« Les magistrats de Bergues supplient très humblement Sa Majesté de déclarer par les Lettres patentes qu'elle pourra accorder, que son intention a toujours été et est que ce dessèchement n'apporte aucun dommage ou empêchement à l'écoulement ordinaire des eaux du pays, à la navigation et au commerce sur les canaux, et en conséquence d'ordonner à M. d'Hérouville de leur communiquer avant de commencer son opération de quelle manière il prétend la faire, pour ensuite être fait, s'il échet à Sa Majesté, telles représentations que le bien du pays exigera » (1).

Ce ne fut pas la seule objection faite par les intéressés au projet de dessèchement des Moères par d'Hérouville.

Celui-ci ayant adressé une demande à Sa Majesté pour obtenir « que les terres adjacentes auxdites Moères, exposées à l'inondation et qui en souffrent du dommage, soient estimées par experts convenus entre les propriétaires desdites terres et ledit comte d'Hérouville, ou nommez d'office; et qu'après le dessèchement, il en soit fait une nouvelle estimation dans la même forme, et que les propriétaires soient tenus de luy payer la somme dont leurs héritages seront améliorés, si mieux n'aiment luy en céder

(1) Archives de Bergues, DD. 23.

la propriété à la charge de leur rembourser comptant et en un seul paiement le montant de la première estimation » (1), les propriétaires intéressés répondirent « qu'il était juste que les terres adjacentes aux Moères, exposées à l'inondation et dans le cas d'en être ordinairement endommagées, contribuent aux frais du dessèchement, mais ils soutiennent ne pouvoir être contraints à passer par les estimations proposées par M. d'Hérouville, dont il est vrai de dire qu'elles les dépouilleroient malgré eux de leur bien. La preuve en est sensible, toutes les terres qui sont vraiment adjacentes sont terres à foins, lesquelles pendant les quatre ou cinq dernières années n'ont pû pour la plus grande partie être affermées ou du moins pas autrement qu'à très bas prix, à cause que les foins, par rapport à la mortalité des bestiaux, qui a désolé le pays pendant six années consécutives, ne trouvoient point de consommation, au lieu qu'auparavant ces terres étoient portées à des prix beaucoup plus considérables, de sorte que par la cessation de cette mortalité, ces terres reviendront dans peu à leur valeur naturelle et ancienne.

» Dans ces circonstances, cette double estimation ne pourrait être qu'infiniment préjudiciable aux propriétaires, la première, qui devra se faire présentement, ne pourrait être que très basse par rapport au prix modique que ces terres ont rapporté pendant les dernières années, et la deuxième ne devant se

(1) Archives de Bergues. DD. 23.

faire que dans quelques années, lorsqu'il est certain que ces terres sont revenues à leur prix ordinaire, indépendamment du dessèchement des Moères, elle sera infailliblement beaucoup plus haute, augmentation dont on ne manquerait pas d'attribuer la cause audit dessèchement... C'est pourquoy on supplie très humblement Sa Majesté de fixer l'indemnité de M. d'Hérouville à un certain nombre d'années de jouissance, ainsy que l'a été celle accordée à M. de Canillac par Lettres patentes du 23 février 1716. » (1).

Ensuite les propriétaires des terres adjacentes, et les Magistrats de Bergues ne voulurent pas admettre la sincérité du plan levé par le sieur Cocquart, et d'Hérouville ayant formulé le désir « que les terres comprises dans la carte figurative, levée par le sieur Cocquart, nommé pour cet effet par M. Desechelle, soient déclarées terres adjacentes exposées à l'inondation et dans le cas d'en être endommagées, et en conséquence assujetties à la double estimation en la manière portée par la requête de M. d'Hérouville », vue ci-dessus, les propriétaires répondirent que ce plan avait été mal fait, qu'il comportait, comme terres adjacentes, des terres sises même au-delà des canaux d'écoulement, tels que le Mullevaert ou canal des chats, et qu'ensuite le sieur Cocquart avait dressé ce plan sans le concours des propriétaires intéressés ; dès lors qu'il n'était pas sincère (2).

(1) Archives de Bergues, DD. 23.

(2) Archives de Bergues. DD, 23.

Naturellement, d'Hérouville ne put admettre qu'on lui reprochât ce plan où il n'avait joué aucun rôle. Il répondit donc que le sieur Cocquart « aiant été nommé par l'ordonnance de M. Desechelle du 9 juin 1746, publiée en la manière ordinaire, et presté serment, cette carte devait être réputée comme juridique et sortir son plein et entier effet » ; d'ailleurs si les propriétaires avaient des réclamations à faire contre ce plan, ils n'avaient qu'à les adresser à M. l'Intendant.

Ce que voyant, le 14 mai 1750, les « Bourgmaitre et Eschevins de la ville de Bergues » adressèrent une réclamation à M. Desechelle, Intendant en Flandres, contre le plan figuratif du sieur Gabriel Cocquart. Ils lui demandaient « d'avoir la bonté d'ordonner qu'une visite et descente soit faite sur le lieu en présence des propriétaires ou à ce deurement appelléz, de nommer commissaire, et de préfiger jour à cet effet, considéré que l'on a fait et usé ainsi en 1669, lorsque le sieur Hattu, conseiller au Conseil souverain de Tournay, a été commis à cet effet, et que son procès-verbal a été déposé au greffe et communiqué aux propriétaires et autres intéressez pour fournir leurs raisons d'opposition, et que la même chose a esté ordonné en 1716. » (1)

Nous verrons plus loin que satisfaction fut donnée par l'Intendant de Flandres à cette requête des Magistrats de Bergues, et qu'un nouveau Plan figuratif des Moères et des terres adjacentes fut dressé

(1) Archives de Bergues. DD, 23.

à la suite d'une visite contradictoire faite sur les lieux.

Enfin, le comte d'Hérouville déclara son intention de considérer « que les terres qui composent le fonds des Moères, totalement couvertes d'eau, quoy qu'apartenantes à des communautez ou des particuliers, étaient comprises dans son Don, et qu'il entendait en jouir en pleine propriété et à perpétuité ; qu'il voulait cependant bien de son plein gré, par grâce et sans préjudicier à ses droits, faire une rente annuelle de cinquante sols de France par an par chaque arpent à ceux des propriétaires qui justifieront leur droit de propriété, sur quoy il disait être déjà d'accord avec quelques-uns et qu'il en serait de même avec les autres et ceux qu'il trouverait à propos. » (1)

Mais ce projet de d'Hérouville ne fut pas accepté aussi facilement par les propriétaires des terres qui composaient le fonds des Moères. Ils exposèrent leurs plaintes au Roi dans les termes suivants : « Les propriétaires des terres qui composent le fonds des Moères prennent la liberté de représenter à Sa Majesté, qu'ils ont toujours continué depuis l'inondation survenue en 1646 à cause de la guerre, de les posséder comme propriétaires, *animo et facto*, et bien loin de les avoir abandonnées, ils en ont même conservé la jouissance en la manière qu'il était possible de la garder. Cette propriété est si constante que Sa Majesté a reconnu leur droit de propriété à

(1) Archives de Bergues. DD, 23.

ces terres par les Lettres patentes portant Don d'icelles à MM. de Louvois et de Colbert, du mois de juin 1669, enregistrées au Conseil souverain de Tournay, et encore par celles accordées à M. le marquis de Canillac du 23 février 1716, enregistrées au Parlement de Douay et au Bureau des finances à Lille, dans lesquelles il est dit, art. 5: que les propriétaires, soit communautez ou particuliers, rentreront après le tems y marqué, en jouissance desdites terres en rapportant leurs titres de propriété, Sa Majesté n'ayant entendu donner aux Donataires que celles qui ne seront point réclamées ou dont la propriété ne sera pas valablement justifiée.

» C'est pourquoy les propriétaires soutiennent que lesdites terres n'appartiennent point au Roy, et que par conséquent elles ne sont pas comprises dans le Don fait par Sa Majesté à M. le Comte d'Hérouville, offrant néanmoins de contribuer aux frais du dessèchement, en luy abandonnant la jouissance d'icelles pendant vingt-cinq années sur le pied porté par les Lettres patentes des années 1669 et 1716, ou de telle autre manière qu'il sera réglé ou convenu de gré à gré entre les parties. » (1).

Nous verrons que telle fut la décision apportée par les Lettres patentes de concession, quelques années plus tard.

Le 29 avril 1750, une prétention absolument abusive fut énoncée, à l'encontre du résultat possible du dessèchement, par « Maître Jacques Coppens,

(1) Archives de Bergues, DD. 23.

écuyer et grand Bailly de la ville et châtellenie de Bergues, seigneur d'Honschoote ». Nous trouvons cette prétention développée dans un Mémoire adressé par M. Jacques Coppens à « M. Béhaghel, sub-délégué, commissaire en cette partie », où nous lisons ceci :

« Toutes les terres sous les eaux de la Grande Moëre, aussi loin qu'elle s'étend dans la juridiction et prévosté d'Honschoote, et dont la propriété n'est pas réclamée et vérifiée par d'autres particuliers, appartiennent à M. Coppens et font partie de la terre et seigneurie d'Honschoote, et il se réserve et proteste de rentrer en la possession et jouissance de ces terres, après que M. le Comte d'Hérouville en aura joui pendant vingt-cinq années, conformément à l'article V de ces Lettres patentes du 23 février 1716 ». Car, est-il ajouté plus loin : « Il est prouvé par cette enquête que les seigneurs d'Honschoote ont joui et jouissaient du droit de pesche et canarderie dans la Moëre, aussi loin qu'elle s'étend dans la juridiction et prévosté d'Honschoote ». (1)

C'était évidemment simple comme argumentation, et cela ne demandait pas de grands frais de recherches des titres de propriété, mais pour peu que les différentes communes, sur lesquelles se trouvaient partagés les lacs des Moëres, en fissent autant, d'Hérouville pouvait entrevoir le jour où, ayant dépensé son argent et son temps au travail du dessèchement des Moëres, il ne lui en resterait

(1) Archives d'Honschoote. DD, 17.

aucun profit, si ce n'est la gloriole de s'intituler le sauveur des intérêts de ceux qui n'avaient rien su faire pour la conservation de leurs propres terres.

Mais là ne s'arrêtaient point les ennuis de d'Hérouville. A côté de ces réclamations des Magistrats de Bergues et des propriétaires des terres adjacentes, il fut obligé de repousser les prétentions des héritiers de la marquise de Maisons et du marquis de Canillac, concessionnaires de 1716. Dès que ceux-ci eurent connaissance de l'Arrêt du Conseil d'État de 1746, qui déclarait caduques les lettres de concession de 1716, ils présentèrent au Roi une requête par laquelle ils prétendaient que s'ils n'avaient pas fait achever le dessèchement des Moères dans le délai prescrit, il fallait en chercher la raison dans ce que le chenal du canal de Mardyck n'était pas suffisamment approfondi pour permettre l'écoulement facile des eaux du lac des Moères. D'Hérouville protesta disant que ce chenal avait une profondeur suffisante, et il demanda l'exécution de l'Arrêt du Conseil du 1^{er} février 1746. Immédiatement les héritiers des concessionnaires de 1716 se pourvurent devant le Conseil du Roi, mais un accord intervint entre eux et le Comte d'Hérouville, et les arrangements pris furent sanctionnés par l'autorité royale. En vertu d'un Arrêt du Conseil d'État du Roi du 16 mars 1751, la concession des Moères, faite par l'arrêt de 1746, fut maintenue à d'Hérouville, qui était subrogé, en tous les droits généralement quelconques, aux concessionnaires des Lettres patentes du 23 février 1716.

Mais tandis que d'Hérouville s'ingéniait à répondre à cet ensemble de réclamations et de requêtes, les hostilités de la guerre de la Succession d'Autriche prenaient fin, le 18 octobre 1748, par le traité d'Aix-la-Chapelle. Une des clauses de ce traité portait que la ville de Dunkerque ne pouvait plus être fortifiée que du côté de la terre : c'était empêcher que le port de Dunkerque, démoli depuis le traité de Rastadt, pût être reconstruit, et par suite que les eaux des Moères pussent s'y déverser comme lors du premier dessèchement. En outre, la fin de la guerre de la Succession d'Autriche avait rétabli la paix entre la France et l'Angleterre, et l'on ne pouvait songer à ce moment à mécontenter cette puissance, en rétablissant les deux écluses de Mardyck, dont la suppression avait été exigée à la convention de La Haye.

La situation de d'Hérouville devenait très inquiétante ; mais heureusement les habitants de Dunkerque, tenaces, et qui ne pouvaient admettre la ruine de leur ville par la simple volonté des Anglais, leurs ennemis séculaires, ne perdirent pas courage ; petit à petit, usant de mille ruses à l'égard du commissaire anglais, chargé de les surveiller, ils rétablirent les anciens bassins et le port de leur ville réapparut.

D'Hérouville en profita, et, vers la fin de 1751, il présenta au Roi le projet de creuser un canal qui, passant à l'Est de Dunkerque, conduirait directement à la mer les eaux du canal des Moères. C'était

substituer une voie directe d'écoulement à celle qu'aurait nécessité l'usage du chenal de Mardyck, et qui aurait emprunté, à Steendam, sur le canal des Moères, le Bernardsleet, pour arriver au canal de Bergues, et aboutir, près de Dunkerque, au canal de Mardyck.

Le Roi de France accéda au désir de d'Hérouville, et se détermina à faire la dépense de la construction de ce canal, non seulement pour faciliter le dessèchement des Moères, mais aussi pour la salubrité de l'air et la conservation de la santé des habitants. On appela ce nouveau canal le canal de la Cunette ; il eut une largeur de cent-vingt pieds, pris à la crête des talus, et de dix pieds en bas, sur une profondeur de vingt-cinq pieds (1) ; les travaux en furent commencés en avril 1753.

Mais la nouvelle de la création de ce canal fut portée en Angleterre et y suscita de vives réclamations. Les Anglais craignaient que ces travaux ne fussent faits pour cacher des préparatifs en vue d'établir un bassin propre à recevoir des navires de guerre, à une époque où le port de Dunkerque devait être tenu fermé, en conformité des traités d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle. Un commissaire anglais, le duc de Richmond, vint à Dunkerque pour faire une enquête, mais il déclara que les craintes de l'Angleterre étaient sans fondement, et que la Cunette était nécessaire pour l'écoulement des eaux infectées qui

(1) FRAZER. *Précis historique*. Manuscrit déposé à la Chambre de Commerce de Dunkerque.

croupissaient dans les vieux fossés de la place (1).

Le moment était donc venu où d'Hérouville pouvait songer à commencer les travaux du dessèchement : la Cunette se creusait, un nouveau titre lui avait été accordé par l'Arrêt du Conseil du 16 mars 1751, qui l'avait subrogé, en tous les droits généralement quelconques, au marquis de Canillac et à la marquise de Maisons, et lui avait fait application des Lettres patentes du 23 février 1716. Seules les réclamations des propriétaires des terres adjacentes et des Magistrats de Bergues mettaient encore obstacle au commencement de l'entreprise ; il importait donc à d'Hérouville que ces dernières difficultés fussent aplanies, et voilà pourquoi il adressa, vers le milieu de l'année 1754, une Requête à l'Intendant de Flandres et d'Artois, M. de Beaumont.

Dans cette Requête, Antoine de Ricouart, comte d'Hérouville de Claye, rappelle l'Arrêt du Conseil du 1^{er} février 1746, le plan figuratif et la légende dressés par le sieur Cocquart, conformément à l'ordonnance de M. de Sechelle, du 9 juin 1746, les contestations que ce plan a soulevées, puis l'Arrêt du Conseil du 16 mars 1751, qui lui a donné comme titre de concession les Lettres patentes du 23 février 1716, au lieu et place du Marquis de Canillac et de la Marquise de Maisons. S'appuyant sur ces Lettres patentes, et notamment sur leurs articles V et VI,

(1) Registre secret, folios 16 et 60. Cité dans les Mémoires de la Société Dunkerquoise, t. IX.

qui donnent au concessionnaire pendant vingt-cinq ans la propriété des terres inondées, qu'il desséchera, et la jouissance pendant huit ans des terres adjacentes aux Moères, il sollicite de l'Intendant de Flandres une Ordonnance en vertu de laquelle ceux qui se prétendent des droits sur les terres inondées des Moères aient à produire leurs titres devant l'Intendant de Flandres ou son subdélégué, dans un délai à déterminer ; quant au plan du sieur Cocquart, il demande qu'il en soit tenu compte ; mais il admet, en conformité de l'article XX des Lettres patentes du 23 février 1716, qu'une nouvelle descente et visite des lieux pourra être faite, en présence des parties intéressées, par l'Intendant ou son subdélégué, accompagné de l'Ingénieur en chef de la ville de Bergues, ou de la ville de Dunkerque ; que ceux-ci pourront dresser un nouveau plan des Moères et une nouvelle légende, soit conformes au plan et à la légende du sieur Cocquart, soit le modifiant, s'il y a lieu.

Comme on le voit, le comte d'Hérouville était pressé d'arriver à une solution, et dans ce but, il faisait des concessions aux propriétaires des terres des Moères et des terres adjacentes, et aux Magistrats de Bergues. Aussi, le 19 octobre 1754, M. de Beaumont, Intendant de Flandres, rendait l'ordonnance que sollicitait le comte d'Hérouville. Les parties, qui prétendaient des droits de propriété sur les terres inondées et formant les lacs de la grande et de la petite Moère, étaient tenues de produire leurs

titres et pièces justificatives dans le délai de trois mois, à compter du jour de la publication de l'ordonnance ; passé ce délai, elles seraient déchues de tous droits. L'ordonnance de l'Intendant prescrivait ensuite que, le 1^{er} mai 1755, le sieur Béhaghel, subdélégué à Bailleul, et M. Laurent, ingénieur en chef de la ville de Bergues, procéderaient, en présence des parties intéressées, à une visite et reconnaissance des terres inondées et couvertes par les eaux, des terres adjacentes exposées à l'inondation, et dans le cas d'en être endommagées, et qu'ils feraient toute modification nécessaire au plan et à la légende du sieur Cocquart ; puis que des bornes seraient plantées pour établir la distinction et la démarcation des terres.

Conformément à ces prescriptions de l'Intendant, les sieurs Behaghel, subdélégué, et de Monge, nouvel ingénieur en chef à Bergues, commencèrent leur visite des Moères dès le 5 août 1755, et rédigèrent un premier procès-verbal qui fut clos le 28 février 1756 et qui concernait les terres inondées et couvertes par les eaux des lacs des deux Moères ; puis le 25 mai 1756, ils reprirent leur enquête et rédigèrent un second procès-verbal, ayant trait aux terres adjacentes aux Moères, exposées à l'inondation et dans le cas d'en être endommagées, procès-verbal qui fut clos le 10 janvier 1757. Un nouveau plan et une nouvelle légende furent dressés, et le tout fut remis entre les mains de l'Intendant de Flandres, qui fit lui-même une descente sur les lieux, et

vérifia les opérations faites par les commissaires. De leur côté, ceux qui se prétendaient propriétaires, soit de terres dans les Moères, soit de terres adjacentes, déposèrent leurs titres de propriété à la subdélégation de Bergues.

Muni de ces divers renseignements, et sur une nouvelle Requête du Comte d'Hérouville, signée de son avocat, M^e Flandryn, le nouvel Intendant de Flandres, M. de Caumartin, rendit une Ordonnance, le 15 juillet 1757, dans laquelle d'une part il authentiquait et déclarait conformes à la vérité le plan et la légende dressés par les sieurs Behaghel et de Monge, d'autre part, il autorisait le comte d'Hérouville à faire exécuter le dessèchement des Moères, conformément aux Lettres patentes du 23 février 1716, et ce nonobstant les réclamations des Propriétaires riverains. Acte était donné aux propriétaires des terres des Moères et des terres adjacentes du dépôt de leurs titres de propriété, pour y être fait droit à l'expiration de la jouissance accordée au concessionnaire sur lesdites terres, par les articles V et VI des Lettres patentes de 1716.

C'était enfin, pour le comte d'Hérouville, le terme des difficultés qu'il avait dû surmonter ; il pouvait commencer son dessèchement : l'autorité souveraine lui était favorable.

Les circonstances d'ailleurs lui apportaient un précieux appoint. En 1756, les hostilités entre la France et l'Angleterre avaient repris et la guerre de Sept ans commençait, où l'Angleterre allait être l'alliée de la Prusse et de son roi Frédéric II.

Immédiatement d'Hérouville se mit à l'œuvre ; il reconsolidâ la digue du Ringslot, recreusa le canal de ceinture, dit le canal du Ringslot, et acheta en Angleterre une machine à feu pour prendre les eaux des Moères et les rejeter dans le Moervaert ou canal des Moères. A la fin de l'année 1758, les eaux des deux lacs de la grande et de la petite Moère aboutissaient de nouveau à la mer, après s'être écoulées du canal des Moères dans la Cunette au travers d'un aqueduc qui passait sous le canal de Furnes.

De nouveau, d'Hérouville s'adressa à l'autorité royale et supplia le roi de France, Louis XV, de lui accorder un nouvel Arrêt du Conseil et des Lettres patentes, pour expliquer différents articles de celles de 1716, et lui accorder quelques nouvelles grâces, en fixant, d'une manière irrévocable, ses droits, titres et propriétés.

Le sieur de Boullongne, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur général des finances, fut chargé de faire le rapport sur la requête du Comte d'Hérouville, et, le 10 octobre 1758, fut rendu un Arrêt du Conseil d'État du Roy, favorable aux desiderata du concessionnaire des Moères. Le 12 novembre 1758, des Lettres patentes furent expédiées par le roi, en conformité de l'Arrêt du Conseil d'État du 10 octobre, et portant don des Moères en faveur du sieur Comte d'Hérouville de Claye.

Les obligations imposées au concessionnaire étaient les suivantes :

Le Comte d'Hérouville devait opérer à ses frais le dessèchement des terres des Moères, dans le terme de six années, à compter du jour de l'enregistrement des Lettres patentes. Il devait acquitter une redevance annuelle de cent florins en raison de son fief des Moères, qui relevait du roi, à cause de son domaine de Bergues.

Quant aux avantages, ils étaient nombreux et inspirés notamment par les Lettres patentes de 1716.

Le comte d'Hérouville obtenait la propriété de toutes les terres appartenant au Roi et situées dans l'étendue des lacs de la Grande et de la Petite Moëre, pour en jouir et disposer par lui, ses héritiers et ayants-cause, à perpétuité et sans en pouvoir être dépossédé par qui que ce soit et sous quelque prétexte que ce soit; il obtenait ensuite la jouissance pendant vingt-cinq années, à compter du jour où le dessèchement serait achevé de « toutes les terres inondées et couvertes par les eaux dans l'étendue desdits deux lacs, dont la propriété appartient à des Communautés ou Particuliers », et ce, dans les limites indiquées par les plan et procès-verbaux dressés par les sieurs Behaghel et de Monge; enfin lui était accordée pendant huit années consécutives, à dater du terme du dessèchement, la jouissance de toutes les terres adjacentes aux Moères, telles qu'elles étaient désignées dans le plan et la légende des commissaires précités. Pour ces dernières terres, les baux qui en avaient été consentis

.

précédemment viendraient à expiration à compter du jour du dessèchement; de plus, ces mêmes terres ne pouvaient être assujetties, pendant ces mêmes huit années, à la dime, alors même qu'elles auraient été converties en terres labourables, si jusque-là elles n'étaient que prés, pâturages ou prairies; enfin si, à l'expiration de ces huit années de jouissance, ceux qui s'en prétendaient propriétaires ne pouvaient justifier de leurs droits par titres ou possession suffisante, le comte d'Hérouville obtenait l'autorisation de s'y maintenir, à condition par lui d'en acquitter les impositions et autres charges.

Puis les terres des Moères étaient érigées au profit du concessionnaire en Seigneurie indépendante, avec droit de haute, moyenne et basse justice, dans le ressort du Parlement de Flandres, sous le titre de Seigneurie du château des Moères, avec cinquante mesures de terres pour le gros du fief. Seules les terres mêmes des Moères étaient soumises à ladite justice, qui pouvait être exercée par un grand Bailli et une cour féodale composée de sept ou neuf échevins, nommés par le Comte d'Hérouville.

Les terres ainsi concédées en pleine propriété au Comte d'Hérouville restaient aliénables par lui à toutes personnes, même aux étrangers, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, à la réserve des cinquante mesures, constituant le gros du fief, et qui restaient indivisibles. Quant aux étrangers, qui travailleraient au dessèchement des Moères, ou qui y éliraient domicile, ils seraient exempts du Droit d'aubaine.

Pour les propriétaires des terres des Moères qui, à l'expiration de la jouissance de vingt-cinq années accordée au comte d'Hérouville, rentreraient en possession de leurs terres, ils seraient tenus de prendre à leur charge les divers travaux faits en vue du maintien du dessèchement, tels que canaux, écluses, ponts, moulins, etc., après en avoir acquitté le prix au concessionnaire, suivant les estimations qui en seraient faites par experts.

Enfin, le comte d'Hérouville, ses ayants-cause, et les futurs habitants des Moères, devaient jouir pendant quarante ans des exemptions et privilèges, portés en l'article 11 des Lettres patentes de 1716, c'est-à-dire « tant des impositions qui seraient faites en exécution des ordres de Sa Majesté, soit à titre d'aide ordinaire, extraordinaire ou autrement sur les terres voisines, que des droits établis par les Quatre-Membres de Flandres, présentement réunis au Domaine royal. »

Et pour compléter, les Lettres patentes de 1758 accordaient au comte d'Hérouville et à ses représentants la jouissance de « tous les droits, franchises, exemptions, privilèges et prérogatives » reconnus aux anciens concessionnaires par les diverses Lettres patentes données à l'occasion du dessèchement des Moères.

Les Lettres patentes du 12 novembre 1758 furent enregistrées au Parlement de Flandres, suivant décision de ce Parlement en date du 30 novembre 1758 et signée Soyez, et au Bureau des Finances de Lille,

suivant décision de ce Bureau, en date du 9 décembre 1758 et signée T.-C. Hovyn.

Immédiatement l'œuvre du dessèchement reprit avec plus d'intensité, et lorsque les eaux des Moères se furent retirées presque complètement, d'Hérouville construisit un Canal Majeur, qui traversait toute la grande Moère et qui, digne des deux côtés, se prolongeait jusqu'à l'extrémité de la petite, où une machine à feu en versait les eaux dans le grand canal de Wægenbrugge (1), autrement dit le canal des Moères.

Mais, la dépense nécessitée pour le fonctionnement de cette machine étant excessive, le comte d'Hérouville en revint au système employé par Cobergher et construisit des moulins à vis d'Archimède. Ces moulins, qui coûtaient chacun environ trente mille francs, étaient établis sur des maçonneries d'une grande profondeur, et ils élevaient l'eau à une hauteur de trois mètres (2). C'est surtout dans la partie méridionale de la grande Moère, que furent installés ces moulins; il y en avait au lieu dit l'Avrekeete, d'autres au Cæsterhof, qui prenaient les eaux des Moères et les rejetaient dans le canal du Ringslot, où elles s'écoulaient, par le canal des Glaïses et le Klittegattevaert ou canal de jonction entre le Ringslot de la grande Moère et celui de la petite Moère, dans le canal des Moères (3).

(1) Archives de Bergues, DD. 24.

(2) QUARRÉ-REYBOURBON. *Dessèchement des Wateringues et des Moères*. Lille, L. Quarre, 1893.

(3) Archives de Bergues, DD. 24.

L'œuvre du dessèchement était parfaite, mais seule la portion des Moères faisant partie du territoire français était desséchée. C'est qu'en effet jusque maintenant, le comte d'Hérouville n'avait obtenu la concession des Moères que pour la partie française, et la partie autrichienne restait encore sous les eaux.

Au début de l'année 1760, fier des résultats obtenus, d'Hérouville s'adressa à l'Impératrice d'Autriche, Marie-Thérèse, pour avoir la concession des Moères, situées dans les Pays-Bas autrichiens ; et, le 14 juillet 1760, furent octroyées au profit du Comte d'Hérouville de Claye des Lettres patentes de Marie-Thérèse, portant concession des Moères de Belgique.

Par ces Lettres patentes, le comte d'Hérouville obtenait la propriété de toutes les terres appartenant dans le lac des Moères à l'Impératrice d'Autriche, pour en jouir, user et disposer par lui, ses héritiers ou ayants-cause, à perpétuité et sans qu'il puisse en être dépossédé par qui que ce soit et sous quelque prétexte que ce puisse être, mais ceci sans aucune garantie de la part de l'Impératrice d'Autriche ; il obtenait ensuite la jouissance pleine et entière, pendant vingt-cinq années, à compter du jour où le dessèchement serait achevé, de toutes les terres inondées et couvertes par les eaux dans l'étendue des Moères, et dont la propriété appartenait à des Communautés ou particuliers.

Les terres des Moères de Belgique étaient érigées

en faveur du comte d'Hérouville, en Seigneurie indépendante, sous le nom de Seigneurie de Moerland, avec cinquante mesures de terres pour le gros du fief, relevant de la couronne d'Autriche, et sous la redevance annuelle de cinquante livres du prix de quarante gros, monnaie de Flandres, et au relief ordinaire de dix livres parisis et vingt sols de chambellage à chaque mutation.

Le concessionnaire obtenait ensuite le droit de haute, moyenne et basse justice, qui pourrait être exercé sous sa surveillance par un bailli, un lieutenant-bailli, et une cour féodale de sept échevins, et dans les limites fixées par les ordonnances, édits et coutumes suivis dans la ville et chàtellenie de Furnes.

Puis les Lettres patentes accordaient au comte d'Hérouville et aux futurs habitants des Moères, pendant une durée de quarante années, à compter du terme du dessèchement, l'exemption de toutes les impositions qui pourraient frapper les terres voisines, soit à titre d'aide ordinaire ou extraordinaire, soit comme droits de thonlieu pour tout ce qui serait du crû desdites terres ; exception était faite pour la subsistance des curé, vicaire et clercs, ainsi que pour l'entretien de l'église, mais la dime y était remplacée par une imposition annuelle de « quatre patars par mesure de terre labourable, et deux patars par mesure de prairie ou pâturage. »

Les concessionnaires obtenaient le droit de construire vingt-cinq moulins dans la partie autri-

chienne des Moères, et de rétablir la digue et le canal du Ringslot, mais à condition de maintenir une communication entre la partie autrichienne et la partie française, afin de permettre aux eaux des terres adjacentes, situées dans la châtellenie de Furnes, de s'écouler par Dunkerque ; ils obtenaient aussi le droit d'exproprier, moyennant une indemnité à fixer par des arbitres, les terres nécessaires à la perfection et au maintien du dessèchement. Enfin des foires et marchés pouvaient être établis sur le territoire des Moères, à condition qu'il n'y en eut point les mêmes jours à quatre lieues, à la ronde.

Le droit d'aliéner les terres concédées est reconnu au comte d'Hérouville et à ses représentants, pourvu que les nouveaux acquéreurs fassent profession de la religion catholique, apostolique et romaine, sous la réserve des cinquante mesures du gros du fief, qui resteront indivisibles.

Enfin les propriétaires anciens des terres des Moères étaient tenus, à l'expiration des vingt-cinq années de jouissance accordées au comte d'Hérouville sur leurs propres terres, de contribuer, au prorata de leurs possessions, au remboursement et à l'entretien des machines, servant et nécessaires à « l'essuiement journalier » des Moères.

La seule obligation imposée au comte d'Hérouville par ces Lettres patentes était d'opérer le dessèchement du lac des Moères à ses frais, et dans le terme de quatre années.

Les Lettres patentes de Marie-Thérèse furent enre-

gistrées à la Chambre des Comptes de Sa Majesté, à Bruxelles, le 18 juillet 1760.

Tandis que d'Hérouville se faisait ainsi concéder les Moères dans toute leur étendue, des événements importants se passaient en Europe, et les Français devaient reculer devant les armées du roi de Prusse et les vaisseaux de l'Angleterre. Le 10 février 1763, le traité de Paris vint mettre fin aux hostilités. Malheureusement, une des clauses de ce traité imposait, une nouvelle fois, à la France, la démolition des fortifications de Dunkerque, sous la surveillance d'un commissaire anglais : c'était la destruction de l'écluse et du canal de la Cunette, c'était aussi un arrêt forcé dans l'œuvre de d'Hérouville.

Et cependant le comte d'Hérouville ne se découragea pas. Il essaya immédiatement de remplacer l'écluse de la Cunette par des buses, des clapets et des batardeaux, mais c'était un amoncellement de difficultés, et cela ne rendit pas grand service (1).

Il lui restait alors à reprendre l'ancienne voie du dessèchement, la seule possible avant la construction de la Cunette, c'est-à-dire le Bernardsleet et le canal de Bergues.

Mais ici se présentait un inconvénient : le canal de Bergues servait déjà de voie d'écoulement à toutes les eaux du pays, et sa profondeur devenait insuffisante pour recevoir encore les eaux rejetées des Moères. D'Hérouville alors engagea le Magistrat de Bergues, à réclamer pour sa ville le droit de libre

(1) J. CORDIER. *De la navigation intérieure du Nord.*

navigation à la mer, c'est-à-dire le droit de faire servir le canal de Bergues pour amener les navires tenant la mer jusque dans ladite ville. Grâce aux démarches faites par le comte d'Hérouville lui-même, ce privilège fut accordé à la ville de Bergues. Mais pour arriver à un résultat appréciable, il était nécessaire d'approfondir le canal communiquant avec la mer, c'est ce que l'administration de la ville de Bergues entreprit immédiatement, et ainsi le comte d'Hérouville avait obtenu la réalisation de ses désirs, c'est-à-dire le recreusement du canal qui était appelé à conduire à la mer les eaux des Moères desséchées.

Dans cette question de libre navigation à la mer, les Magistrats de Bergues avaient surtout songé à donner la prospérité à leur ville, mais ne s'étaient guère préoccupés de la situation qui serait faite aux terres avoisinantes par ce nouvel état de choses. En effet, les propriétaires des terrains, qui se servaient du canal de Bergues pour écouler leurs eaux à la mer, dès qu'ils apprirent le nouveau privilège accordé à la ville de Bergues, firent entendre de vives réclamations. Pour rendre possible cette libre navigation à la mer, disaient-ils, il est nécessaire de remplir le canal d'eau de mer pour en élever le niveau jusqu'à quatorze ou quinze pieds, et maintenir cette cote dans le canal pendant le trajet des navires jusqu'à Bergues, pendant leur déchargement et leur retour à Dunkerque. C'était empêcher pendant quelques jours l'évacuation des eaux

du pays, et si cela se présentait en temps de crue, les terres en question resteraient inondées.

Les malheurs redoutés par les propriétaires de ces terrains leur furent cependant épargnés, car le droit de libre navigation à la mer resta pour la ville de Bergues une autorisation purement platonique. La ville de Dunkerque en effet, jalouse de la faveur accordée au port de Bergues, s'ingénia à entraver le libre exercice de ce droit, et pour cela, elle établit au débouché du canal de Bergues, dans l'arrière-port de Dunkerque, une écluse suffisamment étroite pour empêcher le passage des navires tenant la mer. Toutefois les craintes des propriétaires riverains ne furent complètement apaisées, que, lorsque plus tard, on autorisa le rétablissement d'une communication directe entre le canal des Moères et la mer ; nous en reparlerons dans la période suivante.

Si le comte d'Hérouville avait obtenu le recreusement du canal de Bergues aux frais de cette ville, il ne faudrait cependant pas croire que la destruction de la Cunette ne lui fut pas préjudiciable et ne l'entraîna dans des dépenses considérables. Le plan d'eau du canal de Bergues, même réapprofondi, était encore plus élevé que celui du canal des Moères, l'écoulement des eaux en était par conséquent contrarié, et pour cette raison, d'Hérouville fut obligé de creuser un nouveau canal allant de la Grande Moère au Pont-à-Charettes, d'un niveau plus élevé, qui supprimait les sinuosités de l'ancien Moervaert et qui, allant en ligne directe, présentait un courant

d'eau plus rapide. D'Hérouville fut encore astreint à surélever les digues extérieures du canal des Moères, à construire une digue sur le bord septentrional du canal d'Hondschoote, pour en éviter les débordements, et enfin d'établir à grands frais un grand nombre de machines hydrauliques.

L'œuvre de d'Hérouville fut cependant couronnée de succès, car, en 1766, toutes les terres des Moères étaient desséchées, et on y cultivait déjà le colza en grande abondance ; en 1767, la grande Moère produisit même un million six cent mille gerbes de blé.

Lorsque, en 1766, le comte d'Hérouville estima que le dessèchement des Moères était accompli, il s'adressa à l'Intendant de Flandre, M. de Caumartin, le 6 juillet 1766, et sollicita de lui une visite des travaux qu'il avait entrepris. L'Intendant de Flandres désigna son subdélégué, le sieur Langle de Cassel, qu'il subrogea au sieur Behaghel « que ses infirmités, était-il dit dans l'ordonnance, empêchoient de vaquer », « pour, avec le sieur Jullin, ingénieur, pareillement commis, se transporter sur les terrains connus sous le nom des Moères, pour, en présence du sieur d'Hérouville, ou lui dûment appelé, vérifier et constater, si le dessèchement avait été porté à sa perfection, et du tout dresser conjointement procès-verbal pour sur le rapport d'icelui être fait droit, sur la mise à possession des terrains ci-devant inondés, ainsi que des terres adjacentes » (1).

(1) Archives d'Hondschoote. DD. 17.

Le 14 août 1766, « sans affiches, publications ni assignation », dira plus tard une plainte des propriétaires des terres adjacentes, le sieur Langle et l'ingénieur Jullin « se transportèrent sur les terrains, où, après avoir parcouru toutes les parties autrefois inondées, en présence d'un échevin de Bergues, ils trouvèrent le dessèchement des Moères fait et porté à sa perfection, conformément au contenu auxdites Lettres patentes (1) ».

Le 17 septembre suivant, l'Intendant de Flandres, M. de Caumartin, rendit une ordonnance « d'envoyer en possession des terres desséchées, pour en jouir du 14 août précédent », le sieur comte d'Hérouville.

Conformément à cette Ordonnance, d'Hérouville entra en possession légale des terres qu'il venait de dessécher, et il lui fut permis de faire signifier toute cette procédure « à la Breteque, suivant l'usage du païs, pour tenir lieu de signification, attendu la difficulté des significations à domicile ».

Puis, le 2 mars 1767, une dernière Ordonnance fut rendue par l'Intendant de Flandres qui prescrivait au profit du Comte d'Hérouville la mise en jouissance pour huit années des biens et domaines adjacents aux Moères (2).

Enfin, un arrêt du Conseil du 17 mars 1767, complété par des Lettres patentes du 30 du même mois, fut rendu, portant confirmation au profit du Comte d'Hérouville de la concession des Moères et fixation

(1) Archives d'Hondschoote. DD. 17.

(2) Archives d'Hondschoote. D.D., 17.

des époques où devaient commencer les jouissances et les exemptions qui lui avaient été accordées par les Lettres patentes du 12 novembre 1758.

Mais déjà d'Hérouville avait commencé à réaliser les terres qui, grâce au dessèchement, étaient devenues sa propriété. Par acte passé, le 7 juillet 1766, devant le notaire Laideguine de Paris, le Comte d'Hérouville avait obtenu un prêt du sieur Nicolas Courtois, bourgeois de Paris, et comme garantie, il lui avait vendu à réméré 800 mesures de terres dont faisait partie la petite Moëre, desséchée déjà depuis 1762,

Le 30 janvier de l'année 1767, il partagea 3.101 mesures des terres des Moëres avec seize associés, dont le principal était le duc de Chaulnes, qui à lui seul avait 1.250 mesures.

Mais depuis déjà l'année 1764, le comte d'Hérouville, pris par les exigences du métier militaire qui le retenait à Paris, et empêché surtout par la difficulté des communications, avait cessé de s'occuper personnellement du dessèchement des Moëres ; il en avait chargé un sieur Denet, avocat au Parlement et échevin de la ville de Bergues ; ce sieur Denet avait pris le titre de régisseur des Moëres et ses appointements se montaient annuellement à la somme de 3.600 francs. Lorsque le comte d'Hérouville eut vendu une notable partie de ses terres aux Moëres, le sieur Denet ne garda que l'administration des terres adjacentes, dont d'Hérouville avait la jouissance pendant huit années, il resta ainsi en fonctions jusqu'en l'année 1773.

D'Hérouville s'entendit avec les nouveaux propriétaires et forma avec eux une société qui porta le nom de Compagnie de d'Hérouville ; un concordat fut signé entre les associés les 30, 31 Août et 16 Septembre 1769.

Des syndics, « amovibles à la volonté de la Compagnie, après trois années d'exercice », furent chargés de s'occuper de la gestion de l'entreprise ; ils étaient d'abord cinq, puis leur nombre fut réduit à quatre. C'était le comte d'Hérouville, MM. Hardy de Merville, du Mary Darcy, directeur de la Compagnie des Indes, et Moreau. Ces syndics nommaient un directeur et un certain nombre d'autres employés préposés à l'administration et à la surveillance des Moères. Les directeurs furent MM. de Savigny, de Fresne et Larmet de Pellicot. Cette situation dura jusqu'en 1773 ; à cette époque, en vertu d'un bail du 27 Février 1773, les co-propriétaires des Moères abandonnèrent complètement la direction du dessèchement au sieur Larmet de Pellicot, qui prit le titre de fermier général des Moères.

Mais revenons à l'année 1770 ; à cette époque, la juridiction seigneuriale des Moères tenait ses assises dans la ville de Bergues, dans une maison bâtie à cet effet, rue du Rosendael, ainsi que nous l'indique le Calendrier de la ville de Bergues de l'année 1770. Le même document nous fait savoir qu'il y avait dans les Moères, cette même année, « dix moulins à cau pour évacuer toutes les eaux qui y sont et les faire couler dans le canal qui les traverse ». Les

noms de ces moulins étaient assez particuliers, ils étaient en général empruntés à certains grands fleuves de l'Europe. C'était le Rhin, le Danube, la Seine, le Rhône, la Life, la Meuse, l'Euphrate, le Wolga, le Gange, la Limite.

Au mois de décembre 1770, les neiges et les pluies furent tellement abondantes, que la digue de circonvallation se rompit, et la grande Moëre fut en partie inondée. Immédiatement les propriétaires des terres adjacentes voulurent profiter de ce désastre qui frappait l'œuvre de d'Hérouville. Ils se plaignirent d'avoir été dépossédés de leurs terres, en vertu de l'Ordonnance du 2 mars 1767, alors, disaient-ils, que le dessèchement, certifié par des experts officiels, n'avait jamais existé, que les terres adjacentes n'avaient jamais profité des travaux faits dans les Moères, et que, par conséquent, ni d'Hérouville, ni ses co-propriétaires n'étaient en droit de jouir du revenu de ces terres (1).

Mais l'œuvre du dessèchement et ces événements imprévus avaient occasionné des pertes et nécessité des dépenses considérables de la part du comte d'Hérouville et de ses associés ; aussi, en 1771, furent-ils obligés de recourir à des tiers et de contracter, en Hollande, un emprunt de quatre cent mille florins, à raison d'un intérêt annuel de cinq pour cent, après en avoir obtenu l'autorisation par un arrêt du Conseil du 20 octobre 1771. Cette même année, 1771, par acte passé le 8 juin, la

(1) Archives d'Hondschoote. DD. 17.

petite Moëre fut rachetée par la Compagnie de d'Hérouville à la Compagnie Courtois, pour la somme de cent vingt mille livres, et, en échange, Nicolas Courtois devint propriétaire de 1.025 mesures 191 verges, situées dans la partie orientale, c'est-à-dire la partie autrichienne de la grande Moëre. Un sieur Verghette fut chargé de la surveillance de la petite Moëre.

En 1773, d'Hérouville fut obligé de recreuser le Bernard-Sleet pour faciliter l'écoulement des eaux du dessèchement, mais cela contraignit la Compagnie propriétaire des Moëres à contracter un nouvel emprunt, en Hollande, de deux cent mille florins, à raison également d'un intérêt annuel de cinq pour cent.

Le 18 septembre 1774, sur une requête du comte d'Hérouville, M. de Caumartin, intendant de Flandres, rendit une Ordonnance par laquelle il enjoignait à tous ceux qui prétendaient avoir des droits de propriété sur les terres adjacentes des Moëres, dont M. le comte d'Hérouville avait la jouissance pour huit ans, depuis le 2 mars 1767, de déposer, au greffe de la subdélégation de Bergues, les titres, pièces ou papiers par lesquels ils prétendaient justifier la légitimité de leurs propriétés respectives.

Au début de l'année 1776, d'Hérouville, qui avait vu expirer sa jouissance des terres adjacentes aux Moëres l'année précédente, adressa une nouvelle requête à M. de Caumartin, intendant de Flandres

et d'Artois, à l'effet d'être mis en possession définitive des terres « qui avaient été réclamées sans titre suffisant ou par aucun propriétaire, les fermiers les aiant cy-devant occupées ou tacitement, comme englobées parmi les autres terres de leurs fermes, ou en vertu des beaux, qu'ils en avaient faits avec des communautés soit régulières, soit séculières ou avec des corps d'administrations, qui n'en avaient pris la possession et jouissance que par l'abandon qu'en avaient fait les propriétaires pour les charges dont elles étoient affectées. » (1)

Mais à cette même époque, le dessèchement des terres des Moères se trouvait subitement arrêté ; le fermier général, Larmet de Pellicot, fut en effet, en 1774, poursuivi pour dettes par un certain nombre de créanciers personnels, dont un sieur Simon, et le Comte de Saint-Symphorien qui lui avait servi de caution ; enlevé aux Moères, il fut jeté en prison. Les ruines s'accumulèrent rapidement sur ces terres abandonnées ; c'est alors que quelques habitants des Moères, employés au service du dessèchement, s'entendirent avec les économes, les meuniers et les gardes et avisèrent « aux moyens de prévenir les accidens et d'établir entr'eux une forme de régie pour tirer tout ce qu'il seroit possible des terres tant pour se rembourser de ce qu'il leur est dû que pour faire les entretiens et réparations les plus urgentes ». Ceci se passait en 1776 et ces habitants portaient les noms de Charles Grolleaux, Jean Macaire dit la

(1) Archives d'Hondschoote, DD. 17.

Grandeur, Antoine Cuvellez, Pierre Scheirer et Charles Gest. D'Hérouville, consulté, donna son approbation à cette nouvelle forme de régie, et le grand Bailli et les Echevins de la Seigneurie du Château des Moères la ratifièrent également, ainsi que les créanciers hollandais, représentés par le sieur François-Joseph Bouchette, avocat d'Henri Vandermey.

C'est alors que le comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, s'étant rendu compte que le dessèchement des Moères était pour eux une source de dépenses continuelles, sans leur rapporter aucun profit, résolurent d'offrir au roi de France la rétrocession de leur concession, à la suite d'une délibération prise entre eux le 20 janvier 1776. Ils estimaient à ce moment avoir perdu depuis 1766, en raison des inondations constantes des Moères et de la suppression de la Cunette, une somme totale de trois millions. Le roi ayant tardé à donner sa réponse, la Compagnie de d'Hérouville cessa de s'intéresser aux Moères, qui tombèrent dans l'abandon. Mais alors les créanciers de la société intentèrent à d'Hérouville et à ses co-propriétaires une quantité de procès et prétendirent mettre en vente et procéder à la démolition des machines servant à l'épuisement des eaux. Pressés par ces réclamations et craignant de voir s'engloutir définitivement sous les eaux l'œuvre de vingt années de labeur, les co-propriétaires des Moères adressèrent au roi, vers le milieu de l'année 1777, une nouvelle requête, sup-

pliant Sa Majesté de vouloir bien prendre, au moins provisoirement, certaines mesures en vue de la conservation des Moères. En même temps, d'Hiérouville, poursuivi par ses créanciers, voyant ses meubles et ses propriétés des Moères saisis, sollicita et obtint du roi, le 15 mars 1777, « un terme et délai d'une année, pour l'acquit de ses dettes, avec défenses à ses créanciers de faire pendant ce temps aucunes poursuites contre lui, tant sur ses biens, revenus et effets que sur sa personne, à peine de nullité, cassation de procédures, mille livres d'amende et de tous dépens, dommages et intérêts. »

Le 9 décembre 1777, un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, confirmé le 30 décembre de la même année par des Lettres patentes, fut rendu conformément au désir des Suppliants. Cet Arrêt autorisait la nomination d'un Administrateur spécial des Moères, nommé Dyckgrave, ainsi que cela se pratiquait dans le pays des Wateringues.

Ce Dyckgrave, après avoir parcouru les Moères, dresserait, conjointement avec un délégué de l'Intendant de Flandres, un devis estimatif des réparations à faire pour l'entretien du dessèchement. Jusqu'à concurrence de ce devis, un nouvel emprunt pourrait être contracté par les co-propriétaires des Moères, pour la sûreté duquel ils étaient autorisés à donner, au préjudice de tous leurs anciens créanciers, une hypothèque primitive et privilégiée, générale et spéciale, sur toutes les terres des Moères et sur tous ustensiles et biens-meubles servant à leur dessèchement.

Puis l'Arrêt enjoignait à toutes autorités de veiller à la conservation des digues et ouvrages de dessèchement, et « à ce que les eaux versées au dehors des Moères par les machines aient toujours un écoulement libre, sans qu'il y soit apporté, pour quelle cause que ce puisse être, aucun obstacle ni empêchement. »

Les co-propriétaires des Moères continuaient à jouir, pendant le délai qui restait encore à courir, de toutes les exemptions qui leur avaient été accordées par les Lettres patentes de 1758.

Puis ordre était donné aux créanciers des co-propriétaires des Moères, ainsi qu'à leurs receveurs et à leurs débiteurs de faire parvenir, dans le délai de trois mois, à l'Intendant de Flandres, le montant de leurs créances, de leurs comptes et de leurs dettes, sous peine d'en être déboutés ou d'être condamnés à des dommages et intérêts, et ceci afin de procéder à l'inventaire et à la liquidation des biens des co-propriétaires des Moères.

Enfin l'Intendant de Flandres était chargé, sauf appel au Conseil, de connaître toutes les contestations nées et à naître pour et à raison de l'exécution du dessèchement, mais cependant sans préjudicier aux cas ordinaires où la loi des Moères était applicable.

Le Dyckgrave ne parvint pas à se procurer l'argent nécessaire pour continuer les travaux, et les Moères restaient inondées sur une grande étendue. D'Hérouville et ses associés supplièrent

alors une nouvelle fois le roi de France, Louis XVI, de consentir à la rétrocession de leur concession, et ils présentèrent au roi comme successeurs de leurs travaux, leurs créanciers hollandais, représentés par Henri Vandermey, avocat à La Haye.

En 1779, le roi consentit enfin à accepter leur transaction, et le 4 septembre de cette année, par acte passé devant M^e Brichard et son collègue, notaires à Paris, le comte d'Hérrouville et ses co-propriétaires faisaient au roi de France et à l'impératrice d'Autriche, pour la partie qui était encore en leur possession, la rétrocession des lacs de la grande et de la petite Moëre. D'Hérrouville avait échoué, il était presque complètement ruiné.

CHAPITRE VI

LES MOËRES DEPUIS 1779 JUSQU'EN 1822 LE TROISIÈME DESSÈCHEMENT

En même temps que le Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires s'adressaient au roi de France, Louis XVI, pour le supplier d'accepter la rétrocession des Moères, Henri Vandermey et ses associés sollicitaient du roi la faveur de continuer l'œuvre du précédent concessionnaire et de lui être substitué dans ses avantages comme dans ses obligations.

Ils offraient au roi « d'achever et de perfectionner dans le délai de six ans, et d'entretenir ensuite, le dessèchement des Moères, de manière que les terres desdites Moères soient toujours dans le meilleur état possible de culture et de produit, en second lieu de payer aux prêteurs hollandais, à la décharge de d'Hérouville et de ses co-propriétaires, le montant en principal et intérêts des deux emprunts de

quatre cent mille et de deux cent mille florins de Hollande, et de les en faire tenir quittes et déchargés, enfin de payer à ces co-propriétaires des Moères, tant pour fournir au remboursement des autres dettes des Moères, que pour le prix de la cession des ustensiles et machines, et les indemniser des autres dépenses qu'ils ont faites, jusqu'à ce jour, pour porter le dessèchement desdites Moères en l'état de perfection où il se trouve, et qui n'exige plus que des frais de réparations et d'entretien, une somme de deux millions de livres, payable en vingt années, sans intérêts, à raison de cent mille livres par an ».

Ce fut par Lettres patentes du 19 décembre 1779, que le roi de France accepta et la rétrocession des Moères, faite par d'Hérouville, et les propositions consenties par Vandermey. Ces Lettres patentes devinrent dès lors le titre de concession des Moères faite au profit d'Henri Vandermey et de ses associés. Mais, comme aujourd'hui encore, c'est le titre de propriété originel des propriétaires actuels des Moères, une analyse détaillée de ces Lettres patentes nous semble absolument nécessaire.

Par ces Lettres patentes, le roi de France faisait « concession et transport au sieur Henri Vandermey et à ses associés, de toutes les terres qui sont ou seront reconnues appartenir à Sa Majesté, dans les limites des lacs des grande et petite Moères, pour lui appartenir en toute propriété et à perpétuité, sans en pouvoir être dépossédés par qui que ce soit, et sous quelque prétexte que ce puisse être. » Toutefois,

il était certains droits et certaines terres, qui avaient été accordés à d'Hérouville par les Lettres patentes de 1758 et qui ne faisaient pas partie de la concession faite à Vandermey. La raison en était que ces terres et ces droits n'avaient pas été compris dans la rétrocession faite au roi par d'Hérouville et ses copropriétaires ; dès lors le roi ne pouvait en disposer en faveur de Vandermey. Ces droits, c'était ceux que d'Hérouville avait acquis sur les terres adjacentes aux Moères, en vertu notamment des Lettres patentes du 30 mars 1767, de ces terres adjacentes qui n'avaient pas été réclamées ou qui avaient été réclamées sans titre suffisant, et dont la propriété était restée à d'Hérouville ; ces terres, c'était 299 mesures que d'Hérouville avait aliénées à certains particuliers et dont il ne pouvait plus disposer pour les restituer au roi. Cependant, vis-à-vis ces 299 mesures, le roi mettait à la charge de leurs propriétaires l'obligation de contribuer, à l'avenir, avec le sieur Vandermey, ses associés ou ayants-cause, aux frais d'entretien du dessèchement, au prorata de la quantité de leurs possessions.

En compensation, Vandermey et ses associés s'engageaient à continuer et à perfectionner le dessèchement des lacs des Moères et à mettre les terres en bon état de culture, à leurs frais, sans aucune répétition contre Sa Majesté, et cela dans le terme de six années, à compter du présent arrêt.

Pour la détermination de la qualité des terres, on continuerait à s'en rapporter au plan et à la légende

dressés en 1757 par les sieurs de Monge et Béhaghel, ainsi que l'avait fait le Comte d'Hérrouville.

• Outre la propriété des terres appartenant au Roi, Vandermey et ses associés obtenaient la jouissance pendant vingt années, à compter du jour de l'enregistrement de ces Lettres patentes, de toutes les terres situées dans les limites des deux lacs de la Grande et de la Petite Moëre, et appartenant à des communautés ou particuliers, qui les auraient acquises lors du dessèchement opéré par Cobergher, et en auraient certifié la propriété, par le dépôt, au greffe de la subdélégation de Bergues, de leurs titres authentiques, conformément à l'Ordonnance de M. de Beaumont du 19 octobre 1754. A l'expiration de ces vingt années de jouissance, les propriétaires de ces terres, qui justifieraient de leur droit de propriété, rentreraient en possession de leurs biens, mais à charge de contribuer aux frais d'entretien du dessèchement et aux réparations, et ceci au prorata du nombre de mesures qui leur appartiendraient.

Les terres des Moères étaient érigées en faveur de Vandermey, ses associés, héritiers et ayants-cause, en seigneurie indépendante, sous le nom de Seigneurie du château des Moères, avec 50 mesures de terres pour le gros du fief, relevant immédiatement de Sa Majesté, à cause de son domaine de Bergues, au relief ordinaire de 10 livres parisis et 20 sols parisis de chambellage, et moyennant une redevance annuelle, au profit de Sa Majesté, d'une somme de cent florins.

Les concessionnaires des Moères obtenaient le droit de haute, moyenne et basse justice, qu'ils pourraient faire exercer par des juges nommés par eux et qui siègeraient dans une maison de la ville de Bergues, en attendant l'établissement d'un immeuble convenable dans l'étendue de la seigneurie des Moères. Ces juges avaient le droit de connaître en première instance toutes actions réelles, personnelles et mixtes, sauf appel au Parlement de Flandres, et le devoir d'observer toutes les ordonnances du royaume, les us et coutumes et les placards de la ville de Bergues ; les limites de cette juridiction s'étendaient sur toutes les terres comprises dans l'enceinte de la digue du Ringslot, sur la digue du Ringslot elle-même et sur le fossé du Ringslot.

Vandermey et ses associés obtenaient le droit d'expropriation, moyennant indemnité à fixer par experts, des terres voisines des Moères et qui seraient nécessaires pour assurer le dessèchement. En outre leur était concédé le droit de se servir, pour l'écoulement des eaux des Moères, « de toutes les écluses, canaux, bouches de mer, qui sont et pourront être formés dans la Flandre », ainsi que l'autorisation d'amener, par les canaux et rivières navigables, sans rompre charge, tout ce qui pourrait être jugé nécessaire à la consommation, à la construction et au service des machines d'épuisement, tel que le charbon de terre. Deux foires franches par année et un marché par semaine pouvaient

être établis dans les Moères, pourvu qu'il n'y en ait point les mêmes jours à quatre lieues à la ronde.

Vandermey et ses associés obtenaient le droit d'aliéner les terres des Moères qui devenaient leur propriété, à toutes personnes, même étrangères, et tout acquéreur jouirait du droit de bourgeoisie.

Les concessionnaires et les habitants des Moères étaient exemptés, pour une durée de quarante années commençant à courir du 19 décembre 1779, de toutes les impositions qui pourraient être établies sur les terres voisines, soit à titre d'aides ordinaires, extraordinaires, ou autrement, ainsi que des droits des Quatre Membres de Flandres et des droits frappant les marchandises à leur sortie du pays, mais ces derniers seulement pour les fruits et les bestiaux qui croitraient et seraient élevés dans le pays des Moères. Toutefois, pour la subsistance des curé, vicaire et clercs, ainsi que pour la construction et l'entretien d'une église paroissiale, il devait être perçu annuellement quatre patards par mesure de terres labourables et deux patards par mesure de prairies ou pâturages.

Outre le dessèchement et la mise en culture des Moères dans le délai de six ans, Vandermey et ses associés s'obligeaient à acquitter, à la décharge du comte d'Hérouville et de ses co-propriétaires, le montant en principal et intérêts, actuels et futurs, des deux emprunts faits en Hollande de quatre cent mille et de deux cent mille florins, ainsi que des frais et dépens faits à l'occasion de ces emprunts. Cependant un délai de six ans leur était accordé, à

compter du jour de leur prise de possession des Moères, pour le remboursement de cette créance qui devait s'acquitter, jusqu'à extinction du principal et des intérêts à trois pour cent, par le prélèvement annuel de cinquante mille florins, pris sur les revenus des Moères.

En outre, Vandermey et ses associés s'engageaient à payer au comte d'Hérouville et à ses co-propriétaires, une somme de deux millions de livres, argent de France, en vingt années, à raison de cent mille livres tournois par an, mais sans intérêt ; pour la sûreté de cette créance, une hypothèque était mise au profit de d'Hérouville et de ses co-propriétaires, sur l'ensemble et les dépendances des terres des Moères. Sur cette somme de deux millions, les précédents concessionnaires s'obligeaient à acquitter les dettes de la communauté, qui restaient encore dues.

Pour favoriser l'entreprise du dessèchement, le Roi de France, Louis XVI, accordait d'une part à Vandermey et à ses associés une somme de cent vingt mille livres, payable dans le délai de six années, à raison de vingt mille livres par an, et d'autre part mettait le dessèchement, Vandermey, ses associés et les futurs habitants des Moères, sous la protection et sauve-garde royale ; en conséquence, tout acte contraire à la bonne réussite de l'entreprise, de même que toute dégradation aux travaux opérés, serait passible de dommages et intérêts et de la rigueur des Ordonnances : l'Intendant de Flandres

et ses subordonnés étaient chargés de la protection de l'entreprise et de la sauvegarde des travaux.

En outre, l'Intendant de Flandres avait mission de trancher, sauf appel au Conseil, toutes les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution et à raison de ladite concession ; et en cas d'appel, les jugements de l'Intendant de Flandres devaient être exécutés par provision, dans le cas où la conservation du dessèchement des Moères se trouverait être en danger ; cependant cette juridiction de l'Intendant ne pouvait empiéter sur le domaine de la loi des Moères.

Enfin, et pour conclure, les avantages, concédés par les Lettres patentes antérieures, étaient reconnus aux nouveaux concessionnaires, en tant qu'ils n'étaient pas contraires aux prescriptions des Lettres patentes de 1779.

Ces Lettres patentes du roi de France à Vandermey et à ses associés furent enregistrées au greffe de la Cour du Parlement de Flandres, le 18 février 1780.

En possession des Lettres patentes, qui leur faisaient concession des Moères situées en territoire français, Vandermey et ses associés s'adressèrent à l'impératrice d'Autriche, Marie-Thérèse, pour être substitués, dans la concession des Moères belges, à d'Hérouville et à ses co-propriétaires, qui en avaient fait la rétrocession par acte du 4 septembre 1779.

La Requête de Vandermey fut agréée, et les Lettres patentes de Marie-Thérèse, portant en sa

faveur concession des Moères de Belgique, datent du 11 mai 1780.

En vertu de ces Lettres patentes, les faveurs accordées à Vandermey étaient les suivantes.

Il obtenait d'abord la propriété de toutes les terres qui, dans l'intérieur du lac des Moères, appartenaient à la couronne d'Autriche, avant l'octroi qui en avait été fait à d'Hérouville, sauf les mille vingt-cinq mesures, cent quatre-vingt-onze verges, qui avaient été acquises par la compagnie de Nicolas Courtois, en échange de la petite Moëre. Pour celui-ci, les Lettres de concession qui lui restaient applicables étaient les Lettres patentes accordées à d'Hérouville en 1760. Puis Vandermey obtenait la jouissance pendant vingt années, à compter du 1^{er} octobre 1780, de toutes les terres situées dans l'intérieur du lac de la Grande Moëre et appartenant à des communautés ou particuliers, qui les auraient acquises avant la concession faite à d'Hérouville. A l'expiration de ces vingt années, les légitimes propriétaires rentreraient en possession de leurs biens, mais à condition de contribuer au remboursement et à l'entretien des machines du dessèchement, au prorata du nombre de leurs mesures de terres.

Puis les terres des Moères, devenues propriété de Vandermey, étaient érigées en Seigneurie indépendante, sous le nom de Seigneurie de Moerland, avec cinquante mesures de terres pour le gros du fief, relevant immédiatement de l'Impératrice d'Autriche, au relief ordinaire de dix livres parisis, et vingt sols

de chambellage, à chaque mutation, et moyennant une redevance annuelle de cinquante livres du prix de quarante gros, monnaie de Flandres.

Vandermey et ses associés obtenaient le droit de haute, moyenne et basse justice, et ce droit pouvait être exercé, dans les limites des terres des Moères en y comprenant le fossé et la digue du Ringslot, par des juges qui siègeraient dans la ville de Furnes, en attendant un établissement convenable sur le territoire de la seigneurie de Moerland, et qui seraient tenus de se conformer, dans leurs jugements, aux ordonnances, édits et coutumes observés dans ladite ville et châtellenie de Furnes.

Les concessionnaires obtenaient ensuite le droit d'exproprier, moyennant indemnité à fixer par arbitres, les propriétaires des terres qui, dans le voisinage des Moères, seraient nécessaires pour la réussite et la conservation du dessèchement. L'autorisation de relever la digue du Ringslot, dans la partie orientale des Moères, leur était en outre accordée, mais à condition qu'une communication libre fut maintenue avec la partie occidentale, et qu'un fossé fut établi, le long de cette digue du Ringslot, pour recevoir les eaux de la châtellenie de Furnes, et les écouler, sans obstacle, à la mer, par la partie française des Moères. Des foires et marchés, et vingt-cinq moulins à vent ou à eau, pouvaient être établis sur le territoire des Moères.

Vandermey et ses associés obtenaient le droit d'aliéner les terres des Moères, aussitôt le dessè-

chement reconnu, à toutes personnes, même étrangères, sauf au profit des mains-mortes, et tout acquéreur jouirait du droit de bourgeoisie, ou fraternité de loi.

Les concessionnaires et les futurs habitants des Moères étaient exemptés, pour une durée de quarante années, commençant à courir à l'expiration des six années dévolues au dessèchement, de toutes les impositions qui frapperaient les terres voisines, « soit à titre d'aide ordinaire, extraordinaire ou autrement, ainsi que des droits de thonlieux pour ce qui sera du crû desdites terres. » Toutefois pour la subsistance des curé, vicaire et clercs, ainsi que pour l'entretien d'une église paroissiale à construire, il devait être perçu par an quatre patards par mesure de terres labourables, et deux patards par mesure de prairies ou pâturages.

Quant aux terres adjacentes aux Moères, les Lettres patentes de Marie-Thérèse prévoyaient que Vandermey et ses associés n'auraient aucun droit sur elles, alors même qu'elles tireraient avantage du dessèchement.

Les obligations, acceptées par Vandermey en échange des avantages reçus, étaient les mêmes que celles qu'il avait consenties au moment des Lettres patentes de 1779. C'était le dessèchement et la mise en culture des terres des Moères dans le délai de six ans, à dater des présentes ; c'était l'obligation d'acquitter, à la décharge de d'Hérouville, les emprunts de quatre cent mille et de deux cent mille

florins, en principal, intérêts et frais, le premier paiement devant être effectué dans un terme de six années, et s'élever, ainsi que pour les paiements annuels suivants, au minimum de cinquante mille florins ; c'était enfin le versement d'une somme de deux millions au profit de d'Hérouville, somme qui devait être acquittée en vingt ans et sans intérêt et qui devait être employée, par les précédents concessionnaires, au paiement des dettes qui restaient encore dues.

Enfin, pour donner une marque de sa bienveillance vis à vis l'œuvre du dessèchement des Moères, l'Impératrice d'Autriche se réservait la connaissance des difficultés qui pourraient survenir à l'occasion du dessèchement ou de la propriété des terres, ces difficultés devant être tranchées par des commissaires spéciaux ; puis elle chargeait les Conseillers fiscaux de la Province de Flandres, et les officiers subalternes de tenir la main à l'observation exacte des prescriptions contenues dans ces Lettres patentes du 11 Mai 1780.

Il est à présumer que c'est grâce aux sollicitations du comte d'Hérouville et à l'appui dont il pouvait disposer à la Cour, que Vandermey et ses associés purent obtenir du Roi de France et de l'Impératrice d'Autriche la concession définitive des Moères françaises et belges, et c'est en témoignage de reconnaissance des démarches faites dans ce but par le comte d'Hérouville, que Vandermey et ses associés, par acte passé le 1^{er} septembre 1779 au nom de

Vandermey, et approuvé le 1^{er} juillet 1781 par les co-associés, firent un don de quatre-vingt mille livres en faveur de dame Julie-Catherine Duvrot, épouse séparée quant aux biens, du comte d'Hérouville.

Vandermey et ses associés n'étaient pas encore entrés en jouissance des Moères, que déjà ils étaient en butte aux réclamations et aux tracasseries de la Wateringue de Bergues et à des prétentions injustifiées de la part des receveurs d'impôts. En effet, Vandermey n'entra en jouissance de sa concession que le 1^{er} novembre 1781, et nous trouvons dans les documents provenant des archives de Bergues, en date de l'année 1780, un Mémoire adressé par le « Grand Bailly et Echevins de la Seigneurie du Château des Moères » à Monseigneur d'Esmangart, Intendant de Flandres et d'Artois, où nous lisons ceci :

« Le sieur Henri Vandermey et ses associés ne furent pas plutôt en possession des Moères, qu'ils se virent frustrés de l'intention bienfaisante du Monarque. Des réclamations des fermiers firent réduire presque à rien la faveur de l'exemption accordée aux habitans des Moères des droits de Quatre-Membres de Flandres, pendant le temps de quarante années. Des réclamations de la part du Corps municipal de la ville de Bergues eurent un effet plus funeste encore. Elles firent enlever des ponts construits, sous leurs yeux, sans aucun obstacle, sous prétexte de la liberté de la navigation

et commencèrent ainsi à traverser le succès de l'entreprise du dessèchement par des dépenses considérables, auxquelles les entrepreneurs se trouvèrent exposés par la nécessité de les reconstruire et de leur donner l'élargissement et l'élévation qu'il avait plu leur prescrire à Messieurs les Bourgmestre et Echevins de la ville et châtellenie de Bergues ; leurs plaintes outrées firent mettre des entraves à l'activité des machines établies pour l'évacuation des eaux, et, en prévenant ainsi l'effet du remède, rendirent le mal incurable. A peine ont-ils porté ce coup terrible au succès du dessèchement des Moères qu'ils en préparèrent un nouveau en voulant faire restreindre leur juridiction, dernier et faible privilège qui leur reste » (1).

En effet, en 1780, nous trouvons une requête adressée le 15 avril par les « Bourgmaitre, Eschevins et Ceurheers de la ville et chatelenie de Bergues Saint-Winnoc en Flandres », tendant à amener une restriction aux Lettres patentes de 1779, relativement aux articles 7 et 9 (2).

Les Magistrats de Bergues demandaient d'une part que la maison de justice des Moères, sise à Bergues, ne fut pas exemptée de la juridiction du Magistrat de Bergues, d'autre part que les terres, comprises en dehors de la limite naturelle du lac des Moères, mais situées à l'intérieur de la digue du Ringslot, entre cette digue et le contre-fossé,

(1) Archives de Bergues, DD. 24. Liasse de 19 pièces.

(2) Archives de Bergues. DD. 24.

ne fussent pas soumises à la loi des Moères, mais restassent sujettes de leurs anciennes juridictions, comme cela avait été décidé par l'article 3 des Lettres patentes, accordées à d'Hérouville, le 12 novembre 1758.

Nous avons vu cependant que les Lettres patentes de 1779 étaient parfaitement précises à l'égard de la juridiction de la Loi des Moères, dont les limites étaient la digue et le fossé du Ringslot, et l'article 7 était non moins explicite, lorsqu'il disait : « Et sera la maison, dans laquelle se tiendra la dite justice, privilégiée, pour y faire tous actes et exploits de justice, exempte de la juridiction dudit Bergues, icelle attribuée aux juges de la Seigneurie du château des Moères. »

Cette prétention des échevins de Bergues donna lieu à l'échange de nombreux mémoires et requêtes, tant de la part de Vandermey que de la part des Magistrats de Bergues, mais il ne semble pas qu'une modification fut apportée aux Lettres patentes de 1779, car nulle part nous n'avons pu trouver quelque document, établissant qu'un changement fut survenu dans les privilèges concédés en 1779 à la Seigneurie du Château des Moères.

En 1781, la maison de justice des Moères se trouve encore installée à Bergues, mais depuis d'Hérouville, elle a changé de local. Nous constatons en effet, dans le registre des plaids de 1781 (1), que les sieurs

(1) Archives de Dunkerque. Liste n° 133, 4^e division, paragraphe 3. Seigneuries diverses : 1^o Châtellenie de Bergues. Seigneurie du château des Moères.

Deherrypon et Gautier sont propriétaires d'une maison à Bergues, Marché au Lin, servant de « Maison de loi de la seigneurie du château des Moères », tenue en bail par le sieur Henri Vander-mey, avocat ès-cours de Hollande et concessionnaire des Moères, au prix de quatre cents livres tournois par an.

De fait, à cette époque, Vandermey et ses associés, confiants dans les Lettres patentes de 1779, s'étaient remis à l'œuvre du dessèchement. De nouveau les moulins tournaient et puisaient l'eau des Moères, qui se déversait dans le fossé du Ringslot et de là, par le canal des Moères, dans le canal de Bergues ; cependant la machine à feu avait été définitivement abandonnée comme trop coûteuse, et la voie directe d'écoulement par le Canal majeur était délaissée.

C'est surtout dans la partie septentrionale des Moères, ou du moins dans le Nord-Ouest, que la nouvelle Compagnie concessionnaire fit travailler ses machines d'épuisement. Nous lisons en effet dans un document, daté de novembre 1782, le passage suivant : « C'est dans la partie septentrionale, du moins dans le nord-ouest des Moères, que le nouveau système a fait établir des moulins à palette, vers lesquels on a dirigé les canaux intérieurs et qui sont destinés à élever et verser la majeure partie des eaux des Moères dans le Rynckslot de la partie du Nord qui n'a lui-même que deux débouchés ou canaux d'écoulement dont l'un est le Rynckslot lui-même, qui, prolongé par le Nord

de la petite Moëre, se décharge dans le canal de Wægenbrugge (1), l'autre est le Cattevaert ou Mullevaert (2), canal majeur de la Watteringue d'Oostover, destiné à décharger les eaux des paroisses de Ghyvelde, Uxem et Teteghem, et surtout de la partie qui se trouve du côté des Moëres, et qui, après un cours assez détourné de près d'une lieue et demie, s'écoule dans le même canal de Wægenbrugge. » (3)

Malheureusement pour les concessionnaires des Moëres et l'œuvre du dessèchement, des pluies abondantes occasionnèrent, en l'année 1782, des inondations dans la région, et accrurent le niveau des eaux des Moëres. Immédiatement, des réclamations s'élevèrent de la part de la Watteringue de Bergues, représentée par les Magistrats de la ville. Ceux-ci voulaient imposer une limite au déversement des eaux des Moëres dans le canal des Moëres, dont l'usage avait été maintenu à la Watteringue depuis la convention de 1623.

Dans les Archives de Bergues, nous trouvons une supplique du 14 novembre 1782 adressée par les « Magistrats de la ville et châtellenie de Bergues, chefs watergraves des trois Watteringues de leur châtellenie », à « Monseigneur de Calonne, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, maître des

(1) Ou nouvelle partie du canal des Moëres, construite par d'Hérouville, et passant à Wægenbrugge ou Pont-à-Charrettes.

(2) Ou canal des Chats.

(3) Archives de Bergues. DD. 24.

Requêtes ordinaire de son hôtel, Intendant des provinces de Flandres et d'Artois », où ceux-ci se plaignaient :

« Que les cessionnaires moderne des Moëres, au mépris des lois les mieux connues et des plaintes qui leur en ont été portées, donnent par une manœuvre continuelle de leurs moulins, sans aucun égard à l'état des eaux ni au danger des inondations une quantité d'eau si considérable que ni les canaux de ceinture, ni ceux d'écoulement dépendans de la Watteringue d'Oostover qui y communiquent, ne peuvent les contenir ; portées au delà du niveau des bords du Rynckslot, qui n'est pas digué du cotté extérieur vers la châtellenie de Bergues, elles se versent sur les terres voisines ; portées avec trop d'abondance et de continuité à l'entrée des canaux d'écoulement, qui ne peuvent les suer dans leur cours détourné et étendu, ni les décharger avec la même rapidité qu'ils les reçoivent, elles débordent et inondent une grande partie des paroisses de Ghyvelde, Uxem, Teteghem et Warhem, situées dans la châtellenie de Bergues et sous la Watteringue d'Oostover » (1).

Ils ajoutaient que la conséquence de telles inondations serait :

« 1° Que les pâturages ne produiront plus qu'une herbe dure, âcre et rebutante pour les bestiaux, qui ne pourront eux-mêmes y pâturer sans les dégrader, aussi longtemps que les terres y seront dans cet

(1) Archives de Bergues. DD. 24.

état d'imprégnation ; 2° Que les foins, qui forment la principale production de ces cantons, ne pourront que très difficilement acquérir le degré de maturité et de sécheresse convenable pour être fauchés et dépouillés ; qu'on sera même réduit à l'impossibilité de les enlever, parce que le sol en cet état doit rendre les prés à foins inaccessibles aux chariots et aux chevaux ; 3° Que les eaux, qui peuvent dans la saison des foins fournir des pluies ordinaires qui d'ailleurs n'incommoderaient point si les terres ne se trouvaient déjà jusqu'à leur surface pénétrées d'eau, doivent en couvrir incessamment la surface et y occasionner le plus souvent des inondations ; 4° Qu'à défaut de digue au côté extérieur du Rynckslot vers la châtellenie de Bergues, les eaux y étant continuellement fournies bord à bord avec les terres voisines, les vents lorsqu'ils s'élèvent avec quelque violence, de tout autre point que celui de l'Ouest, chassent et emportent les eaux sur les terres voisines » (1).

Comme conclusion, les Magistrats de Bergues demandaient : « Plaise à votre grandeur, vu la présente requête, ordonner que, par le sieur Lenglé de Morienecourt, Lieutenant-Colonel au Corps Royal du génie, Ingénieur en chef de la Ville de Bergues et chargé de la direction des eaux et des écluses, à l'intervention des cessionnaires des Moères et des suplians, il sera procédé à la vérification du point de hauteur à laquelle les eaux dans les canaux de la

(1) Archives de Bergues, DD. 24.

Wateringue d'Oostover, comme dans le canal de ceinture des Moères, peuvent occasionner ou menacer des inondations, pour ledit point être invariablement fixé par ledit sieur Lenglé, et les rapports en être établis partout où il sera trouvé convenir ; ordonner suivant ce, aux sieurs Vandermey et ses associés, cessionnaires des Moères, de proportionner le jeu et la manœuvre de leurs moulins et machines établis ou à établir, à l'état des eaux dans les canaux de la Wateringue d'Oostover et à la capacité de ces mêmes canaux ; leur faire en conséquence très expresses inhibitions et défenses d'élever et verser par lesdits moulins ou machines, aucunes eaux des Moères dans les canaux de ceinture communiquant à ceux de la Wateringue, lorsque les eaux se trouveront dans ceux-ci à la hauteur fixée et indiquée, leur enjoignant pareillement de cesser toute manœuvre et versement d'eau, lorsque les eaux seront parvenues audit point ; à peine de mille livres ou telle autre amende qu'il plaira à votre Grandeur de fixer, en cas de contravention, applicable par portions égales, aux tables des pauvres des paroisses de Ghyvelde, Uxem, Teteghem et Warhem, et de dommages et intérêts envers tous ceux qu'il appartiendra, à fixer par experts à dénommer par parties, sinon pour le défaillant, d'office par votre subdélégué au département de Bergues, qu'il plaira à votre Grandeur de commettre à cet effet. » (1).

L'Intendant de Flandres, M. de Calonne, pour

(1) Archives de Bergues, DD. 24.

conjurer sans délai les désastres de l'inondation, rendit le 19 décembre 1782 une ordonnance prescrivant certaines mesures pour faciliter dans les canaux l'écoulement des eaux, et ordonnant la suppression des batardeaux ; puis, le 28 mai 1783, il prit, concernant les Moères, une ordonnance provisoire ainsi conçue :

« Charles-Alexandre de Calonne, chevalier, comte d'Hannonville, baron d'Ornede, seigneur de Tillot, Dommartin et autres lieux, conseiller du Roi en tous ses conseils, maître des Requêtes ordinaire de son hôtel, Intendant de Justice, Police et Finances au département de Flandres et d'Artois.

» Etant informé que la manœuvre des moulins, établis pour le dessèchement des Moères a occasionné les crûes d'eaux extraordinaires qui submergent en peu de tems les terres qui avoisinent les paroisses de Warhem, Uxem, Ghyvelde et Teteghem, châtellenie de Bergues.

» Nous ordonnons par provision qu'il sera sursis à toutes manœuvres desdits moulins jusqu'à ce que par l'officier du génie commis à cet effet, il ait été procédé à la vérification du point de hauteur auquel les eaux peuvent occasionner des dégâts par les inondations, pour, ce point fixé et établi, être par tous définitivement statué ce qu'il appartiendra.

» Fait le 28 may 1783. Signé : DE CALONNE » (1).

Le 28 juin 1783, une commission composée des Echevins de la ville et châtellenie de Bergues, du

(1) Archives de Bergues. DD. 24.

Watergrave de la Wateringue d'Oostover, et du Watergrave de la Wateringue de Nord-over, après une inspection de l'état présent des Moères et de leur degré de dessèchement et de culture, adressa un rapport de sa visite à l'Intendant de Flandres.

Dans ce rapport, cette commission demandait « que, pour que les moulins, destinés à décharger le poldre de culture, puissent, autant que possible, remplir cet objet de leur destination, sans incommoder les terres adjacentes, il soit ordonné, toujours en attendant que le point de hauteur, dont il a été parlé, soit établi, et par provision, aux dits entrepreneurs des Moères, de ne faire ou laisser manœuvrer lesdits moulins, que lorsque les terres extérieures et adjacentes seront déchargées (1), et que les canaux présenteront assés de capacité pour en recevoir les eaux sans déborder. » (2)

Mais alors Vandermey proteste; et le 1^{er} juillet 1783, il adresse une supplique à « Monseigneur De Calonne, Intendant de Justice, Police et Finances en la généralité des Flandres et d'Artois », où il se plaint d'abord que l'ordonnance provisoire du 28 mai 1783 n'ait pas été rendue, après enquête contradictoire, puis il ajoute :

« Il est certain que si cette ordonnance doit être observée à la rigueur, les remontrances ne se trouveront pas seulement dans l'impossibilité de parachever ce dessèchement et de remplir l'engagement

(1) C'est-à-dire : débarrassées de leur culture.

(2) Archives de Bergues. DD. 24.

qu'ils ont à cet égard contracté avec l'Etat, mais encore de préserver les terres déjà desséchées de se submerger de nouveau, puisque la filtration continuelle et considérable au travers des digues, jointe à vingt-quatre heures de pluie un peu abondante, peut donner un pied d'eau sur ces terres, qui, n'ayant point d'écoulement naturel, ne tarderoient pas de se convertir encore une fois en lac ; tandis qu'en laissant travailler ces moulins sur les terres cultivées, en cas que des pluies copieuses viennent à les inonder, on pourroit du moins sauver la récolte et assurer le dessèchement de cette partie du lac des Moères, en attendant qu'il soit pris des mesures propres à effectuer le dessèchement du restant sans aucun danger pour les terres contigües aux Moères.

« D'un autre côté, la possibilité de nuire à leurs voisins ne devrait pas faire mettre des entraves à l'activité de ces moulins, non plus que la possibilité de les incendier doit faire interdire à ces voisins l'usage du feu, s'il est certain (ce que les remontrants ne se dissimulent pas) qu'ils doivent être les réparateurs des dégâts qu'ils puissent causer, comme ceux-ci seroient les victimes d'un crime qui les mèneroit au suplice. Quelques soient la supériorité et l'activité de ces moulins, il n'est pas moins certain qu'en les laissant librement travailler, ils ne pourroient submerger les terres voisines que parce que les canaux de Messieurs les Magistrats de la ville et chàtellenie de Bergues et surtout le Cattevaert (1),

(1) Canal des Chats.

qui forme le seul écoulement un peu considérable de cette partie la plus basse de la châtellenie de Bergues se trouve en ce moment pour ainsi dire comblé de vase. »

Comme suite à ces réclamations, Vandermey demandait à M. de Calonne « de permettre provisionnellement que les Moulins travaillent sur les terres desséchées, si des pluies copieuses venoient à les inonder et pour que cette restriction ne soit pas plus désavantageuse au dessèchement que de raison, deffendre aux propriétaires des terres contigües aux Moères de décharger leurs eaux dans le fossé de ceinture. » (1)

Cette supplique fut renvoyée, le 4 juillet 1783, par M. de Calonne à M. Dehau-Destaplande, subdélégué à Bergues, « pour examiner les Représentations des suplians et m'en rendre compte avec son avis. »

Les Magistrats de la ville et châtellenie de Bergues, consultés, adressèrent leurs observations à M. de Calonne, le 12 juillet 1783.

Ils demandaient que « le plus tôt possible, il soit établi un point de hauteur au dessus duquel les eaux, que fourniront les moulins des Moères, peuvent menacer une inondation, pour que la manœuvre en soit interdite, lorsque les eaux se trouveront à ce point, ou suspendue, lorsqu'elles y seront parvenues », car, disaient-ils : « Il est important sans doute dans l'ordre politique de favoriser le défrichement des Moères, de rendre, s'il est possible, à la

(1) Archives de Bergues, DD, 24.

culture des terres qui ne produisent rien ; mais peut-il l'être moins de conserver et maintenir une quantité très étendue de terres déjà en culture, qui l'ont toujours été, qui payent à l'État les tailles et impositions. »

Et alors, cédant aux objurgations de la Wateringue de Bergues, M. de Calonne rendit, le 18 juillet 1783, une Ordonnance ainsi conçue :

« Vu la présente Requête, les observations des Magistrats de la ville de Bergues, auxquelles ils ont joint un procès-verbal de visite du terrain des Moères, en date du 28 juin dernier et l'avis du S^r Destaplande, nôtre subdélégué en ladite ville, vu aussi Nos ordonnances des 19 Décembre 1782 et 28 May dernier. Tout considéré.

» Nous ordonnons qu'il sera établi le plus tôt qu'il sera possible un point de hauteur au-dessus duquel les eaux, que fourniront les moulins, seront retenues, et, en attendant que toute communication du poldre inculte et de la petite Moëre (1), avec le poldre de culture, sera et demeurera suspendue, ainsi que toutes Manœuvres des Moulins placés à l'extrémité septentrionale des Moères vers Ghyvelde, et que ceux-ci, destinés à agir sur le poldre de culture, ne pourront tourner que lorsque les terres extérieures et adjacentes, seront déchargées, à peine de tous dépens, dommages et intérêts. Ordonnons au surplus que, conformément à notre Ordonnance

(1) A cette époque, la petite Moëre était de nouveau recouverte par les eaux, et on en avait abandonné le dessèchement.

du 19 décembre 1782, qui sera exécutée, les suplians seront tenus d'enlever le bâtardeau et écluse (1) y mentionnée, dans la huitaine pour tout délai ; si non autorisons les Magistrats de Bergues à y mettre des ouvriers à leurs frais.

» Fait à Lille, le 18 juillet 1783.

» Signé : DE CALONNE. » (2)

En même temps qu'il rendait cette Ordonnance, le 18 juillet 1783, l'Intendant de Flandres chargeait le sieur Langlé de Moriencourt de procéder à la fixation du point, à partir duquel les moulins des Moères devraient s'arrêter de tourner ; et, le 22 août 1783, malgré de nouvelles protestations de Vandermey et de ses associés, une nouvelle Ordonnance de M. de Calonne venait donner pleine et entière satisfaction à la Wateringue de Bergues (3).

Par cette Ordonnance, l'Intendant de Flandres ordonnait « provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le Conseil, que les concessionnaires des Moères seraient tenus de se conformer, pour la décharge de leurs eaux, au niveau fixé par le procès-verbal, et leur défendait de faire travailler les moulins lorsque les eaux seront plus hautes » ; mais, en même temps, il réservait les droits de Vandermey et de ses associés.

N'ayant pu obtenir gain de cause près de l'Inten-

(1) Sur le Zeegracht, près du Pont à Charrettes ou Wægenbrugge.

(2) Archives de Bergues, DD., 24.

(3) Voir à la suite : Annexes.

dant de Flandres, Vandermey se retourna vers le Conseil du Roi, ainsi que l'y autorisait l'article 21 des Lettres patentes de 1779, et déclara que si l'Ordonnance de M. de Calonne devait subsister, le dessèchement des Moères deviendrait matériellement impossible.

Nulle part, il n'existe d'Arrêt du Conseil du Roi, qui ait fait triompher les réclamations de Vandermey et ait prononcé l'annulation des repères posés en vertu de l'ordonnance de l'Intendant de Flandres. Au contraire, ces repères furent établis, dès la fin d'août 1783, dans le Bernard-Slet.

Cependant nous reviendrons plus loin, dans une étude plus approfondie (1), sur cette question des repères, et nous verrons que, quoique posés, ils ne furent pas observés, et, quoique maintenus matériellement, l'autorité supérieure ne semble pas en avoir sanctionné l'existence.

A ce moment, en 1783, le 3 septembre, le traité de Versailles, qui mettait fin à la guerre de l'Indépendance américaine, fut pour Vandermey et les concessionnaires des Moères un son de cloche favorable, qui leur permettait d'espérer une compensation au jugement désastreux qui venait de mettre une entrave à leur œuvre du dessèchement. Par ce traité en effet, l'Angleterre consentait à l'abrogation de la défense de fortifier Dunkerque et de rétablir son port ; c'était pour Vandermey l'espoir que bientôt une communication directe pourrait conduire,

(1) Voir p. 365 et suivantes.

comme autrefois, les eaux des Moères dans le chenal de Dunkerque.

Aussi Vandermey s'empressa-t-il, dès 1784, d'adresser une demande au Roi, tendant à la reconstruction de l'aqueduc sous le canal de Furnes et de l'écluse de Cobergher, ainsi que l'approfondissement du canal nommé le Cromdyck. Mais immédiatement les Magistrats de Bergues, craignant soi-disant pour la prospérité de leur ville et le trafic de leur canal, mais au fond envieux de la situation indépendante des Moères, protestèrent et obtinrent, en date du 18 mai 1784, le rejet de la demande légitime des concessionnaires des Moères. (1)

Vandermey revint cependant à la charge, et le 20 septembre 1785, il obtint du Roi de France un Arrêt du Conseil d'État qui autorisait le creusement d'un canal et la construction d'un aqueduc, mettant en communication le canal des Moères avec les fossés des fortifications de Dunkerque pour conduire les eaux jusqu'à l'ancienne écluse de Cobergher, qui pouvait être rétablie, et de là dans le nouveau chenal du port de cette ville. C'était le sieur Jean-Baptiste de Sommain et ses associés qui recevaient l'entreprise des travaux.

Le canal fut creusé et s'appela de nouveau la Cunette; mais il est probable que des difficultés s'élevèrent avant l'achèvement des travaux, car nous verrons dans la suite que de nouvelles demandes furent adressées à l'autorité supérieure, quelques

(1) Archives de Bergues, DD. 24.

années plus tard, tendant à obtenir le rétablissement de l'écluse de Cobergher.

Cependant Vandermey avait continué l'œuvre du dessèchement des Moères, sans tenir compte des repères, et utilisant, en attendant, l'ancienne voie d'écoulement du canal de Bergues. Peu à peu, les habitants étaient revenus sur les terres asséchées, la vie journalière avait repris, quelques hameaux s'étaient formés, mais l'on était encore loin de la prospérité du dessèchement de Cobergher. Nous trouvons, dans le Registre des Plaids (1), un certain nombre de pièces prouvant que, conformément aux Lettres patentes de 1779, la justice s'exerçait dans les Moères d'une façon courante, notamment dans les années 1784 à 1790; et c'est dans l'un de ces registres que nous trouvons l'existence, dans l'étendue des Moères, de quelques hameaux, comme celui du Cæsterhof; on y mentionne, le 2 septembre 1785, relativement à une plainte de retrait sur un achat de terres, l'existence d'un sieur Antoine Cuvelier, laboureur et cabaretier, habitant le hameau du Cæsterhof. Enfin, en 1788, la petite Moère et la partie la plus occidentale de la grande Moère étaient cultivées.

En 1789, au moment où on reconstruisait le port de Dunkerque, la Compagnie Vandermey, concessionnaire des Moères, et la Compagnie Courtois,

(1) Archives de Dunkerque. Liste n° 133. 4^e division. Paragraphe 3. Seigneuries diverses : 1^o Châtellenie de Bergues. Seigneurie du Château des Moères.

ayant-cause et créancière du Comte d'Hérouville, adressèrent un Mémoire à « Monseigneur le Directeur général des finances, ministre d'État », pour lui demander le rétablissement de l'écluse de Cobergher. Ils invoquaient les raisons suivantes (1) :

« 1° Grâce à cette écluse, on mettrait en valeur environ trente mille mesures de terres à l'Est du canal de Bergues à Dunkerque, terres plus basses que toutes les terres de la chàtellenie de Bergues et de Bourbourg et qui autrefois avaient un écoulement séparé de celui de Bergues et qui se nommait l'écluse de la Moerevaert.

» 2° Par cette écluse, on prémunirait les chàtellenies de Bergues et de Bourbourg du danger d'une submersion générale dans le cas où il arriveroit le moindre accident à l'écluse de Bergues, parce que ces deux chàtellenies n'auroient plus aucun écoulement quelconque ;

» 3° Enfin, grâce à cette écluse, toutes les terres de la chàtellenie de Bergues, et en premier lieu les plus basses, seront à l'abri des inondations rendues fatales par suite du projet de livrer à la navigation maritime le canal de Bergues à Dunkerque, canal qui n'a jamais servi jusqu'ici qu'à recevoir les eaux du país pour être évacuées par l'écluse de Bergues au port de Dunkerque, puisque pour rendre ce projet possible, il faut toujours donner au canal 14 à 15 pieds d'eau à l'échelle de l'écluse. »

Enfin ces Compagnies concluaient que « dans le

(1) Archives de Bergues. DD. 24.

cas où le Roi ne jugeroit pas à propos de se charger de toute la dépense de ce rétablissement, qu'il plaise à Sa Majesté, pour le restant, ordonner que toutes les terres de la châtellenie de Bergues, les Moères comprises, ainsi que celles de la châtellenie de Bourbourg, qui profiteront de cet écoulement soient tenues et obligées d'y contribuer, soit en argent comptant, soit par une redevance ou contribution annuelle dont elles seront imposées, chacun au prorata de l'étendue des terres qui ont leur écoulement et essuyement par l'écluse de Bergues. »

Les Magistrats de Bergues ne pouvaient pas laisser passer cette nouvelle demande des Moères sans protester ; immédiatement ils adressèrent leurs observations à l'autorité supérieure. Ils dirent que l'écluse de Bergues suffisait à son rôle depuis déjà deux siècles, et qu'il n'y avait pas de raison de modifier en quoi que ce soit l'écoulement, surtout depuis que l'on avait donné vingt-six pieds de largeur à ladite écluse, et enfin que d'un autre côté c'était M. d'Hérouville qui, en 1761, avait appuyé de tout son pouvoir près de l'Intendant de Flandres, M. de Caumartin, pour obtenir cette libre navigation maritime sur le canal de Bergues à Dunkerque ; or M. d'Hérouville avait tout intérêt à ne pas nuire au dessèchement des Moères (1).

L'argument était en effet assez adroit, mais nous savons pourquoi le Comte d'Hérouville avait dû

(1) Archives de Bergues. DD, 24.

entre deux maux choisir le moindre, et préférer un dessèchement contrarié à un dessèchement impossible.

Malheureusement les préoccupations du Gouvernement étaient à l'époque d'un ordre beaucoup plus absorbant, et la requête des concessionnaires et propriétaires des Moères n'eut pas de suite.

En 1790, probablement parce que Vandermey s'était heurté à des exigences de fonctionnaires trop zélés, la question des repères fut de nouveau agitée. Nous trouvons en effet, dans les archives d'Hondschoote, une supplique adressée par Vandermey à « Messieurs de l'Assemblée nationale », dans laquelle il demandait l'annulation de l'arrêt de M. de Calonne Intendant de Flandres, en date du 22 août 1783, et aussi qu'il ne fut plus question de ces repères.

Voici comment s'exprime Vandermey :

« En conséquence, le sieur Vandermey et Compagnie osent espérer de la justice des augustes représentants de la nation française :

» 1° Cassation de l'ordonnance du sieur Intendant de Flandres, portant interdiction des moulins que les concessionnaires ont fait construire, permission de s'en servir désormais sans obstacles, ainsi que de ceux qu'ils feront construire encore, sauf aux propriétaires des terres adjacentes, à se pourvoir en justice contre les concessionnaires pour être indemnisés (s'il y a lieu), des dommages qu'il seroit prouvé que les opérations du dessèchement des Moères leur feroient souffrir effectivement.

» 2° Un dédommagement proportionné aux pertes immenses que la susdite interdiction du travail de leurs moulins et les suites, qui en ont résultées pour eux, leur ont fait essuyer.

» 3° Et comme, malgré ces dispositions, que demande la justice distributive, il ne serait guère possible aux concessionnaires de remplir toutes les conditions onéreuses auxquelles ils ont obtenu la concession de 1779, si en même temps, ils n'étoient remis dans la position où ils étoient alors, ils demandent très humblement que le décret à intervenir leur accorde un nouveau délai de six années, pour perfectionner le dessèchement; que, pendant ce délai, aucun des créanciers des Moères ne puisse les inquiéter, et que le terme de la jouissance des terres réclamables, qui leur a été accordée par leur première concession, et dont, par une force majeure, ils ont été empêchés d'avoir la moindre jouissance, ne commence pareillement à courir que de la date de la nouvelle concession, à moins que l'auguste Assemblée Nationale ne préfère de débarasser les concessionnaires de leur entreprise, en leur accordant les indemnités et les dédommagements qu'ils sont en droit de réclamer, ainsi que le remboursement des sommes qu'ils ont été dans le cas d'employer, sur la foi du traité fait avec le Roi, et qui ne saurait être regardé que comme obligatoire de part et d'autre » (1).

Cette Supplique était signée Le Roux, fondé de la procuration du Sieur Vandermey et C^{ie}. Reçue par

(1) Archives d'Hondschoote. DD. 17.

les membres de l'Assemblée Nationale, elle fut envoyée par eux au Comité d'agriculture et de commerce, qui prit la décision suivante :

« Le Comité, en adoptant les conclusions de M. le Rapporteur, a été d'avis de renvoyer ce Mémoire au Département du Nord, pour qu'ils soit fait droit à la demande des S^{rs} Vandermey et C^{ie}, conformément au Décret sur le Dessèchement des Marais, rendu par l'Assemblée nationale le 24 décembre 1790.

» (Signé) P. A. : HERWYN, Secrétaire » (1).

On consulta les communes intéressées, Uxem, Warhem, Ghyvelde, etc., et naturellement elles se montrèrent opposées à l'acceptation de la requête de Vandermey, puisque c'était sur leurs instances qu'avait été rendue l'Ordonnance de l'Intendant de Flandres. En conséquence, aucun décret ne fut pris, prononçant l'annulation de l'Ordonnance du 22 août 1783, et Vandermey et ses associés restèrent concessionnaires des Moères, sous l'empire des Lettres patentes de 1779.

Alors, Vandermey, découragé, résolut de se défaire de la concession des Moères et de passer la main à un autre plus heureux. Déjà, en 1787, il avait traité avec Pierre-Antoine Herwyn et son frère Philippe Herwyn, pour les dix-sept cents mesures qu'il possédait dans la Moère autrichienne. En 1793, c'est également aux frères Herwyn qu'il rétrocéda son entreprise du dessèchement pour toute la partie des Moères françaises.

(1) Archives d'Hondschoote. DD. 17.

Il y avait à ce moment environ deux mille mesures de terres en exploitation. Ainsi les frères Herwyn obtinrent la jouissance des terres, qui, en vertu des Lettres patentes de 1779, devaient devenir la propriété de Vandermey, et aussi la jouissance des terres qui étaient dévolues pour vingt ans en usufruit au concessionnaire, mais dont la nue-propriété était restée entre les mains des communautés ou particuliers.

Ce fut sous de malheureux auspices que les frères Herwyn prirent en mains la direction du dessèchement des Moères, car, cette même année, 1793, Dunkerque étant assiégée par les Anglais commandés par le duc d'York, on ouvrit de nouveau les écluses du bord de l'eau, et une nouvelle fois, la mer se précipita dans les terres. Les entrepreneurs des Moères avaient eu, sans doute, le soin de faire construire des batardeaux sur les canaux aboutissant aux Moères, afin d'éviter au pays les mêmes désastres que lors de l'inondation de 1646; mais malheureusement une digue d'enceinte se rompit sous la pression des eaux, et, tandis qu'un désastre semblable se produisait du côté des Moères belges, les eaux lâchées de Dunkerque et de Nieuport envahirent toute l'étendue du pays desséché et les Moères, de nouveau, disparurent sous l'inondation.

La guerre enfin se termina, et, sans tarder, on procéda à l'épuisement des eaux du pays. Le gouvernement accorda aux habitants des terres submergées des secours, dont la première portion fut

distribuée en assignats. Aux Moères, le nombre de réclamants fut de 131 habitants, qui se dirent lésés ; on leur attribua une indemnité de 86.659 francs.

Pendant la Révolution, le directeur des Moères, M. de la Personne, et son fils, furent guillotins. La petite Moère était complètement inondée, les fermes restaient abandonnées, et les habitants, minés par la maladie et la misère, fuyaient cette terre de désolation. Deux mille sept cent quatre-vingt-douze mesures demeuraient sous les eaux dans la Moère française, et quatre cent quatre-vingt-six dans la Moère belge (1).

Cet état d'abandon dura jusqu'en 1801. A ce moment, les frères Herwyn, qui avaient vu leurs efforts couronnés de succès dans le dessèchement des Moères belges, dont ils étaient locataires, chargèrent, le 10 avril 1801, de la direction des travaux du dessèchement des Moères françaises M. Jean-Louis De Buyser, demeurant à Dunkerque.

Celui-ci fut nommé directeur de l'Association des propriétaires des Moères, qui, depuis le terme de la jouissance de vingt ans, accordée sur leurs terres à Vandermey, puis aux frères Herwyn, et expirée en 1800, s'étaient réunis pour l'exploitation de leurs propriétés.

Voici ce qu'écrivait sur les Moères, à la requête du premier Consul, en l'an XII, le Préfet du Nord,

(1) M. MARTIN, Ingénieur. Rapport du 10 thermidor an V (29 juillet 1797).

M. Dieudonné, dans sa *Statistique du Département du Nord* (1) :

« On y récolte des roseaux en tems de gelée, les ouvriers ne pouvant les couper qu'à l'aide de la glace. Dans les années où il ne gèle point, les roseaux sont brûlés sur le lac, afin qu'ils puissent en croître l'année suivante. Les roseaux se vendent par bottes de soixante centimètres de circonférence. »

Ces roseaux, on les employait soit pour couvrir les maisons, soit comme moyen de chauffage, et, d'après la même statistique, nous voyons que les cent bottes de roseaux, servant à la couverture des maisons, valaient cinq francs, pris dans les Moères, tandis que ceux, destinés au chauffage, ne valaient que 1 fr. 25 les 100 bottes ; et la statistique ajoutait :

« Il en a été exploité :

» Pour couverture de maisons :

» En 1789..... 58.050 bottes.

» En l'an IX..... 72.500 —

» Pour chauffage :

» En 1789..... 174.150 bottes.

» En l'an IX..... 227.500 — »

On voit qu'à cette époque les dessèchements anciens n'existaient plus qu'à l'état de souvenir, et que les Moères étaient redevenues de véritables marais. Mais le nouveau directeur, M. Louis De Buyser, se mit résolument à l'œuvre. La digue du Ringslot fut réparée, les moulins recommencèrent à tourner,

(1) DIEUDONNÉ. *Statistique du Département du Nord*, 3 vol. Douai, Marlier, 1804.

l'eau reprit le chemin de la mer, et en peu d'années d'immenses étendues de terrains réapparurent au jour. La réalisation de cette œuvre fut due en grande partie à certaines mesures que prit le gouvernement, et qui vinrent fortement simplifier l'évacuation des eaux.

Ce fut d'abord la loi du 8 ventôse an XII (27 février 1804) qui ordonna la reconstruction de l'écluse de Cobergher à Dunkerque, et établit une cotisation extraordinaire sur toutes les terres des Wateringues et des Moères, qui devaient tirer avantage du rétablissement de cette écluse.

Ce fut surtout le décret du 28 pluviôse an XIII (17 février 1805), que le gouvernement rendit pour débarrasser, par des chasses, le port de Dunkerque des sables qui l'encombraient, et qui, par ces mesures, rendit d'immenses services au dessèchement de tout le pays. Ce décret :

1° Substitua au travail de reconstruction de l'écluse de Cobergher, la construction d'une écluse à porte de flots, au Pont rouge, à Dunkerque.

2° Mit à la disposition des ingénieurs l'écluse de Bergues et ses dépendances, pour le service des chasses.

3° Ordonna de faire un projet pour rétablir le canal de la Cunette, devant servir à l'écoulement direct des eaux du canal des Moères, et à l'écoulement supplémentaire des canaux de Bergues et de Furnes, moyennant la cotisation extraordinaire, établie par la loi du 8 Ventôse an XII, sur toutes les

terres sujettes à wateringues, à l'exception de celles dont les eaux s'écoulaient par Gravelines, et sur les grandes et petites Moères.

Plus tard, un décret du 29 novembre 1810 fixa la part contributive des Wateringues et des Moères à la somme globale de 1.200.000 francs, une fois payés, et, en compensation, les déchargea de tout entretien de ces canaux et écluse.

Les travaux prescrits par le décret du 28 Pluviôse an XIII commencèrent, dès l'année suivante, 1806 ; et au début de juillet, on commença à creuser le bassin ou grand sas octogonal des quatre Ecluses. En 1808, le canal de la Cunette était établi.

Ce n'est pas cependant sans de nouveaux malheurs pour les Moères que s'achevèrent les travaux du sas octogone.

En raison des travaux qui s'y effectuaient, l'on dut supprimer momentanément la voie d'écoulement des eaux des Moères par les fossés des fortifications de Dunkerque, que l'on avait entre temps restaurée plus ou moins, et il ne restait plus à ces eaux, pour s'écouler à la mer que l'écluse de Bergues. Cela fut cause que l'eau s'éleva dans le Ringslot à une hauteur qui dépassait celle des réservoirs des moulins, de sorte que ceux-ci ne purent plus fonctionner et les Moères restèrent inondées jusqu'à la fin du printemps de cette année, 1808 ; ce fut un véritable désastre, car cette année-là, la récolte fut presque nulle.

Des événements aussi préjudiciables se reprodui-

sirent encore en 1810 et 1811, par suite du recreusement du canal des Moères, et de nouveau il en résulta la perte presque totale de la récolte, pendant ces deux années.

Non seulement, le gouvernement du pays avait pris des mesures favorables au dessèchement du pays, et en particulier au dessèchement des Moères, mais encore les autorités locales secondèrent de tous leurs efforts l'œuvre de M. Louis De Buyser. C'est ainsi que le Conseil Général du Nord décida que pour l'imposition financière, les habitants des Moères jouiraient de la faveur accordée aux terres nouvellement défrichées, et que le montant de leurs taxes serait reporté sur toutes les communes de l'arrondissement.

Mais en 1814, une nouvelle inondation menaçait les Moères, lors de l'entrée des armées alliées en France. Heureusement, les frères Herwyn, propriétaires et locataires des Moères, furent prévenus en temps, par les commandants des places de Dunkerque et de Nieuport, que, le cas échéant, on ferait inonder le pays environnant, pour aider à la défense de ces places. Aussitôt M. Philippe Herwyn mit en œuvre toutes les hautes protections qui lui étaient acquises et obtint que, dans l'inondation à venir, on substitua l'eau douce à l'eau de mer. Dans ce but, il proposa de retenir dans les canaux les eaux qui, en ce moment, y étaient déjà très hautes par suite de la fonte des neiges, et de cette façon ces eaux, augmentées de celles de l'Yser, seraient

suffisantes, en cas de besoin, pour couvrir les deux places fortes. Grâce à ces précautions, on pouvait espérer éviter au pays les pertes qui étaient résultées des inondations faites par la mer dans les années précédentes.

Cette proposition fut agréée par l'autorité militaire; mais ce n'était pas encore suffisant pour la conservation des Moères. Sous la poussée formidable des eaux de l'inondation, il était à craindre que les digues qui entouraient les Moères ne puissent les garantir contre une invasion des eaux et une submersion totale. Philippe Herwyn obtint donc en même temps la permission de faire les travaux nécessaires pour la conservation des Moères, sans nuire à la défense des places fortes. Alors tout le monde se mit immédiatement à l'œuvre. Toute la population du pays, accourue à la voix de M. Louis De Buyser, travailla à exhausser les digues de ceintures et à construire de solides barrages sur tous les canaux aboutissant aux Moères.

Ces travaux eurent un plein succès, et l'on put voir pendant six mois, tout à l'entour des Moères, une inondation couvrant une superficie d'au moins soixante mille mesures de terres, tandis qu'elles-mêmes n'éprouvaient que l'inconvénient causé par l'inondation due aux eaux de pluie que les machines d'épuisement ne pouvaient évacuer, puisque de l'autre côté de la digue du Ringslot, les eaux extérieures se trouvaient de dix pieds plus élevées que le fond des Moères. La récolte de l'année fut cepen-

dant perdue, mais les Moères avaient échappé à la destruction totale dont elles étaient menacées.

Pendant que ces événements se passaient et que les frères Herwyn, aidés de M. Louis de Buyser, sauvaient la concession des Moères, le concessionnaire, Henri Vandermey, avait disparu. Il était mort, le 10 septembre 1809, président du tribunal de première instance d'Anvers, mais ayant complètement perdu sa fortune. Il devait même à la succession du comte d'Hérouville une somme de 1.200.000 francs, qui restaient dus sur les 2.000.000 que Vandermey, par l'accord du 4 septembre 1779, et les Lettres patentes du 19 décembre de la même année, s'était engagé à acquitter au profit du comte d'Hérouville et de ses associés.

Aussi sa succession fut-elle acceptée sous bénéfice d'inventaire, et bientôt, par jugement du tribunal d'Anvers, rendu le 28 octobre 1809, fut nommé curateur à cette succession M^e François-Joseph Houzelle, alors avoué au tribunal de cette ville, et ensuite avoué près le tribunal de première instance, séant à Charleroy, domicilié à Chimay.

La liquidation immobilière de la succession fut dévolue au tribunal civil de Dunkerque. On ordonna la mise en vente de la partie française de la grande Moère, et de la petite Moère, sans démembrement aucun et sans égard aux droits possibles des propriétaires particuliers, comme si tout cet ensemble avait fait partie de la propriété de Vandermey. A l'instant, le tribunal fut saisi

d'une masse innombrable d'actions en revendication, intentées par tous les propriétaires des terres dont Vandermey n'avait eu que la jouissance pendant vingt ans.

Par ailleurs, la comtesse de Chastenet-Puységur, fille et unique héritière du comte d'Hérouville, céda, le 11 juillet 1814, pour la somme de 100.000 fr., la créance hypothécaire qu'elle possédait sur les terres des Moères, appartenant à Vandermey, à Messieurs Charles-Louis Tupigny de Molineau, écuyer, valet de chambre de Sa Majesté le roi Louis XVIII, et Edme Quenedey, demeurant tous deux à Paris. De ce côté, ce fut encore de nouvelles poursuites intentées à la succession de Vandermey.

La procédure fut longue pour cette série de procès ; on alla en appel, puis en cassation ; enfin tous les droits furent réglés, et les terres attribuées à la succession bénéficiaire de Vandermey furent vendues à la barre du tribunal de Dunkerque dans les années 1822 et 1823.

Ainsi les Moères, presque complètement desséchées, étaient partagées entre un certain nombre de propriétaires, et c'est le résultat de cette union d'intérêts similaires que nous allons examiner dans la période qui suit.

Toutefois, avant d'aller plus loin, nous ferons remarquer que nous avons complètement laissé de côté la partie dite des Moères belges, et cela, bien que depuis les conquêtes de la première République et de l'Empire elles fussent devenues territoire

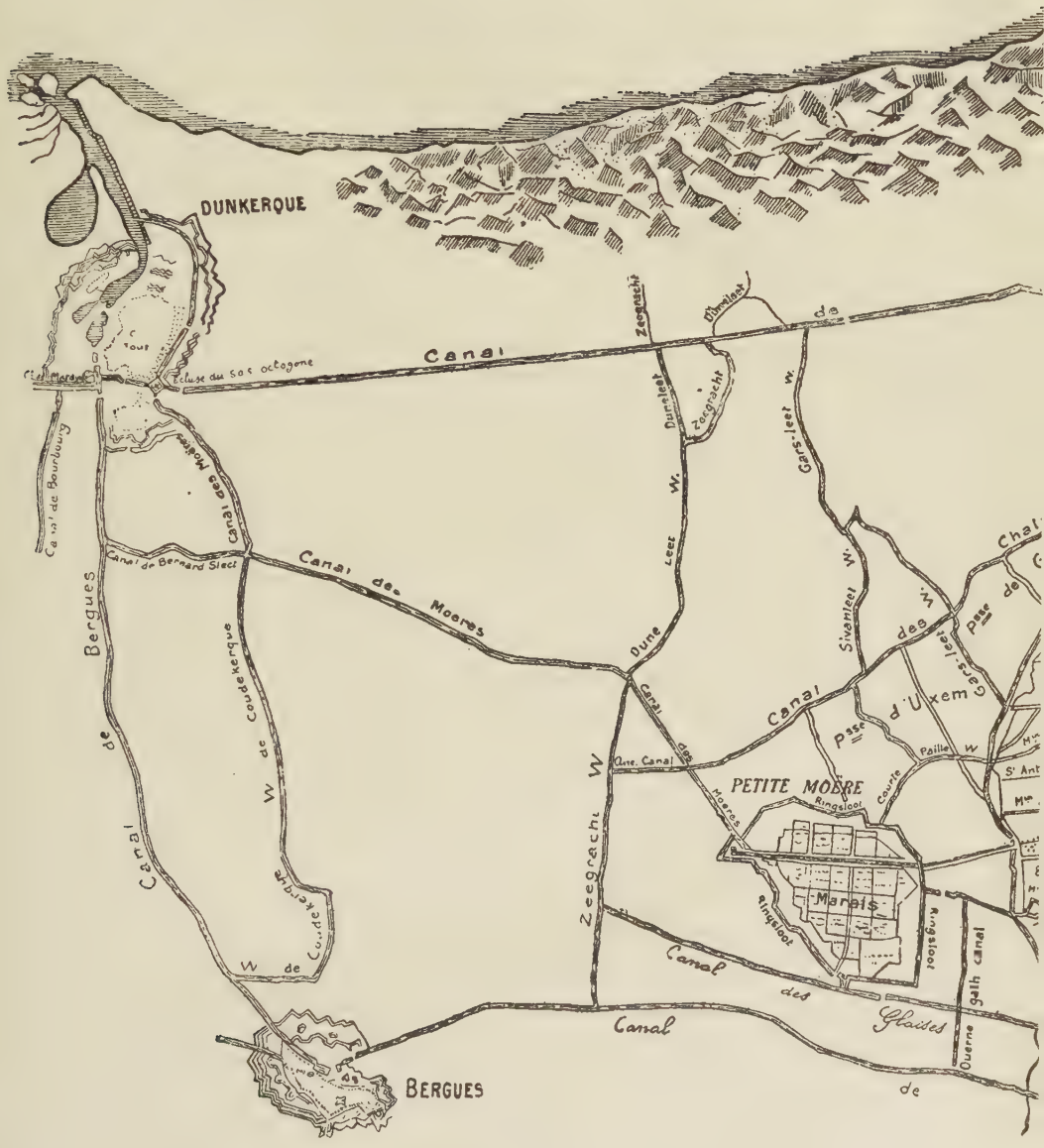
français. Mais nous avons voulu conserver un ensemble à cette partie séparée des Moères, et c'est cet ensemble que nous traiterons dans la suite de notre sujet.

CHAPITRE VII

LES MOËRES DEPUIS 1822 JUSQU'A NOS JOURS LEUR ÉTAT ACTUEL

Lorsque le bail des terres des Moères, accordé à la Société Herwyn, frères, eut pris fin, les anciens propriétaires et les nouveaux acquéreurs de la succession Vandermey formèrent, sous la direction de M. Louis De Buyser, une association, qui, le 6 février 1822, se vota le règlement d'administration de la grande Moëre française.

A cette époque, les terres des Moères n'étaient pas encore toutes complètement asséchées. Il existait, droits et à perte de vue, des chemins, des digues et des canaux qui partageaient le sol en un certain nombre de petites portions. Mais seules les bordures des routes, dans l'intérieur des Moères, étaient cultivées, le reste n'était ni pâtures, ni herbages, mais seulement champs de roseaux. Ces



en 1822



roseaux, on les arrachait au moyen de la charrue, puis, après les avoir coupés à ras de pied, on les brûlait. Alors, sur ces terres infertiles, on plantait du colza et, petit à petit, ces terres incultes se transformaient, à force de travail et de soins, en un sol productif.

En 1818, le Conseil général du Nord constatait que, dans les Moères françaises, il ne restait plus que huit ou neuf cents hectares sous les eaux, et que, pour déterminer les propriétaires à continuer leurs immenses travaux, il suffirait de leur accorder, pour la partie qui restait à défricher, une exemption d'impositions pendant vingt années.

Cependant un certain nombre d'habitants n'avaient pas tardé à venir prendre possession de ce sol, et il faut remonter quelques années en arrière pour voir les premières habitations apparaître dans les Moères. Une agglomération se forma et les registres de l'état civil nous montrent qu'en l'an I, il y avait déjà les débuts d'une commune. A cette époque, les actes de l'état civil étaient signés par un officier public. Il y en eut trois : Jean Pain, Jansoone et de Berdt. A partir du 16 Messidor an VIII, nous voyons un maire présider aux destinées de la commune des Moères. Le premier qui remplit ces fonctions fut Jean Boo, cultivateur, et le second fut M. Louis De Buyser, qui resta maire jusqu'en 1832. Quant au maire actuel, M. Mallengier, il exerce ses fonctions depuis 1858.

En 1822, les Moères comptaient 300 habitants ; en

1826, il y en avait 670, et en 1850, le nombre dépassait 1.000 habitants. Aujourd'hui, d'après le dernier recensement de 1906, la commune des Moères compte une population de 1.068 individus, répartis en 244 maisons. Quant au territoire de la commune, il s'étend sur une superficie de 1.933 hectares. Le village est situé dans le canton d'Hondschoote, à six kilomètres de cette ville et à quinze kilomètres de Dunkerque, chef-lieu d'arrondissement. La ducasse-kermesse y a lieu le quatrième dimanche de juillet et le deuxième dimanche de septembre.

L'église des Moères, construction simple et sans faste, fut reconstruite en 1827-1828 ; elle porte l'inscription *Reginæ cælorum*. Jusque-là le territoire, au point de vue religieux, était partagé entre Hondschoote et Ghyvelde.

C'est également en 1827 que la première maison, en briques, du village fut construite et occupée par M^{me} Mallengier, mère du maire actuel. C'est là que se trouve aujourd'hui la mairie avec une auberge occupée par les époux Potié-Lelieur.

Mais avant d'arriver à la brillante situation actuelle, il fallut passer par des périodes de travaux et aussi des périodes de dangers.

Tout d'abord, le dessèchement ne fut complètement réalisé que grâce à l'emploi de moulins à palettes et à vis d'Archimède, qui puisaient l'eau des Moères et la rejetaient dans le Ringslot et le canal des Moères. Ceci se fit sous la direction de M. Louis De Buyser, sous l'administration de

M. Deschodt, sous-préfet de Dunkerque, et le contrôle de M. Bosquillon de Genlis, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées.

En 1870-1871, pendant la guerre franco-allemande, on craignit que les armées allemandes, qui avaient envahi le Nord de la France, ne vinssent à remonter vers Dunkerque; et de nouveau, on parla de la possibilité d'inonder le pays pour la défense de la place de cette ville. Aussi, afin d'éviter dans la mesure du possible les désastres d'une inondation par l'eau de mer, les propriétaires des Moères s'empressèrent de faire exhausser la digue du Ringslot en y établissant une diguette pouvant empêcher l'introduction de ces eaux sur leurs propriétés. Fort heureusement, ces précautions furent inutiles, car les armées allemandes se replièrent vers le sud et l'inondation fut évitée au pays.

Et maintenant, comment se maintient ce dessèchement des Moères, et comment les eaux pluviales qui, en raison du niveau des Moères, devraient rester sur ces terres, sont-elles rejetées et conduites à la mer? C'est ce que nous allons examiner, en nous efforçant d'être aussi complet et aussi clair que possible.

Le terrain des Moères est divisé en un grand nombre de rectangles plus ou moins égaux, que l'on appelle cavel. Chaque cavel, qui comprend environ soixante-cinq mesures (1), est bordé de chemins et touche d'un côté quelconque à un petit

(1) Environ 28 hectares, 60 ares.

canal ; toutefois la distance entre chacun de ces petits canaux n'est pas régulière. Dans ces canaux aboutissent un certain nombre de fossés qui, toutes les cinq mesures au moins et quelquefois toutes les deux mesures et demie, coupent le cavel : ces fossés sont dits fossés de cavels. En outre, certains cultivateurs complètent ce système de dessèchement par une espèce de rigole transversale entre les fossés de cavels, de la largeur d'une bêche, et que le paysan creuse avec le soc de sa charrue.

Chaque cultivateur est tenu d'entretenir très régulièrement le bon état des rigoles, des fossés et surtout des canaux qui l'avoisinent et l'entourent ; en cas de négligence de sa part, l'administration du dessèchement fait d'office les travaux de curage aux dépens du cultivateur insouciant.

Dès lors, l'eau s'écoule dans les rigoles, de là dans les fossés, puis dans les canaux. Ceux-ci, communiquant et s'entre-croisant les uns les autres, amènent leurs eaux jusqu'à un canal plus large, dont le plafond a une largeur de trois mètres, les berges une hauteur de six mètres, et qui aboutit soit à un moulin, soit à la machine.

Mais avant de parler des machines d'épuisement, il est un canal qui doit attirer notre attention, et sur lequel nous devons nous arrêter un instant : c'est le contre-fossé ou le contre-Gracht.

Ce contre-fossé n'est en somme qu'un canal d'écoulement ordinaire, mais son emplacement coïncide exactement avec ce qui était autrefois les

bords du lac des Moëres, aussi est-ce le contre-fossé et non la digue du Ringslot, qui détermine la limite vraie du territoire des Moëres. Pour cette raison, le contre-fossé fait exactement le tour des Moëres tant françaises que belges ; en certains endroits, il n'est peut-être pas très visible, par exemple près des cavels numérotés 2 et 3, mais cependant c'est lui qu'il faut suivre pour trouver la limite exacte des Moëres. Et c'est ainsi que dans la partie septentrionale des Moëres, près du territoire belge, le contre-fossé quitte le voisinage du Ringslot et rentre vers le Sud pour remonter ensuite vers le Nord ; cette langue de terre assez importante, déterminée par le parcours du contre-fossé et que l'on appelle le Moerhof, n'est donc pas comprise dans le domaine des Moëres, et cela parce qu'autrefois ces terres, d'un niveau beaucoup plus élevé, n'étaient pas, comme les terres environnantes, submergées par les eaux. En sens inverse, le contre-fossé, par exemple près de Ghyvelde, franchit parfois la limite tracée par le Ringslot, décrit une boucle extérieure et revient ensuite à l'intérieur de la digue du Ringslot ; les terres comprises dans la boucle font alors partie du domaine des Moëres, et cela parce qu'autrefois, elles étaient recouvertes par les eaux, et que si aujourd'hui le canal du Ringslot les traverse, c'est que ce tracé était préférable au parcours que normalement il aurait dû suivre.

Mais revenons au chemin parcouru par les eaux du dessèchement. Ces eaux, amenées par les canaux

aux machines d'épuisement sont prises et rejetées de l'autre côté de la digue du Ringslot dans le canal du Ringslot.

Entre cette digue du Ringslot et le contre-fossé, il existe sur une étendue variant en largeur de cinquante à deux cents et trois cents mètres, des terres dont la situation est spéciale. Ces terres, que parfois on appelle terres adjacentes, ne font pas partie du domaine des Moères, car elles sont situées en dehors du contre-fossé ; elles sont donc restées, au point de vue territoire, comme lors de l'existence des lacs, partie intégrante des communes avoisinant les Moères, Ghyvelde, Uxem, Teteghem, Warhem et Hondskoote ; au point de vue du dessèchement, elles font partie de l'administration de l'ancienne Wateringue de Bergues, devenue la quatrième Section des Wateringues, et paient leurs cotisations aux Wateringues. Cette obligation résulte des Lettres patentes du 28 janvier 1620, où il est dit : « Les terres adjacentes aux Moères, et comprises au Ringslot, appartenantes aux personnes particulières et où les châtelainies de Furnes et de Bergues Saint Winoc sont en possession de lever annuellement telles particulières charges, demeureront chargées comme ci-devant. »

Et cependant, c'est l'administration des Moères qui est chargée du dessèchement de ces terres, dont le niveau n'est guère plus élevé que le niveau des terres des Moères ; leurs eaux s'écoulent dans le contre-fossé et sont rejetées, avec les eaux des

Moëres, dans le canal du Ringslot ; et jamais les propriétaires de ces terres ne participent aux dépenses occasionnées pour le dessèchement des Moëres.

Les machines qui servent à l'épuisement des eaux des Grandes Moëres françaises sont de deux sortes. Jusqu'en 1863, il n'existait que des moulins pour élever les eaux et les rejeter dans le canal du Ringslot. Ces moulins étaient au nombre de huit, dont deux à palettes, et six munis de vis d'Archimède. Les moulins à palettes, dont la suppression fut décidée en 1857, et exécutée en 1863, débitaient 44 mètres cubes d'eau à la minute. Aujourd'hui, il ne reste plus que cinq moulins à vis, le sixième ayant été également démoli en 1863. Ces moulins, qui s'appellent le Rhin, le Pô, le Danube, le Tage et le Gange, ont maintenant leurs bâtiments construits en briques, car le vent parfois violent finissait par effondrer ces bâtisses de bois : c'est ce qui se produisit par exemple, en 1880, pour le moulin le Rhin. Ces moulins sont naturellement mis en mouvement sous l'action du vent ; les ailes font tourner un arbre central qui, par des engrenages et une roue dentée, détermine la rotation d'une vis d'Archimède de grande dimension, qui prend l'eau dans le canal, l'élève et la rejette de l'autre côté du moulin dans un fossé plus élevé et très court qui immédiatement se jette dans le canal du Ringslot. Tous les organes intérieurs des moulins sont construits en bois. La vis a 12 à 15 pieds

de long, un diamètre de 4 à 5 pieds, et une inclinaison de 60 degrés.

A l'entrée des eaux dans le moulin, il existe une échelle graduée qui indique la hauteur de l'eau dans l'intérieur des Moères ; à la sortie du moulin, dans le petit fossé qui rejoint le Ringslot, une seconde échelle existe qui donne la hauteur pour les eaux extérieures et pour le Ringslot. Lorsque nous nous sommes trouvés dans les Moères, au mois de juillet 1906, alors que depuis longtemps il n'avait pas plu, les eaux dans l'intérieur des Moères étaient à la cote 0.12, et de l'autre côté des moulins, et dans le Ringslot, à marée basse, les eaux marquaient 1^m70. On voit donc que si à ce moment la digue du Ringslot était venue à se rompre, les eaux se précipitaient dans l'intérieur des terres et les recouvraient en un instant ; combien le désastre serait encore plus grand, si une telle catastrophe venait à se produire pendant que la mer monte et à l'époque des pluies d'automne.

En outre des moulins qui épuisent les eaux des Moères, il existe, depuis 1863, une machine à feu, munie d'une vis d'Archimède. Cette machine se trouve située au hameau de Krommenhouck, au lieu dit le « Coin tortu », à environ deux cents mètres du moulin le Rhin, et à une trentaine de mètres du Ringslot, très large en cet endroit. Comme pour les moulins, les eaux, amenées par un canal, sont élevées par la vis d'Archimède, dont le diamètre est sensiblement le même que dans les moulins,

puis rejetées de l'autre côté dans le fossé qui relie la machine au Ringslot. La vis d'Archimède est mise en mouvement par un moteur faisant cinquante chevaux et actionné par un générateur; son débit, en marche régulière, peut atteindre quarante mètres cubes d'eau à la minute. Cette machine est destinée à marcher, soit quand les moulins ne suffisent plus, soit lorsque, en l'absence de vent, les moulins ne peuvent tourner. D'ailleurs, on la fait marcher le plus rarement possible. C'est, qu'en effet, cette machine à vis présente de grands inconvénients.

Tout d'abord elle coûte très cher, car la dépense du combustible est énorme, en raison du poids trop lourd de la vis et du frottement sur les supports, qui absorbent une notable partie de l'énergie motrice.

Ensuite, l'extrémité inférieure de la vis plonge insuffisamment dans les eaux à élever et ne permet point d'en abaisser le niveau au-dessous d'une certaine cote.

Enfin, quand la vis tourne, si l'on ne se trouve pas au moment d'une grande crue, les eaux ne recouvrent qu'une faible partie de la vis, et le reste tourne dans le vide, en nécessitant néanmoins une dépense de force motrice : et de plus, pendant la montée des eaux, une forte perte se produit au détriment de la rapidité du travail.

Il serait à désirer, et c'est le vœu de tous les cultivateurs, sinon de tous les propriétaires, que, dans les Moères françaises, on supprimât les moulins et

on transformât la machine. Sans doute ces moulins ont rendu des services éminents au dessèchement du pays, et c'est grâce à eux que les Moères sont aujourd'hui une terre de prospérité, mais à l'heure actuelle, en raison de la culture intensive de cette région, il faut au maintien du dessèchement des garanties que ne peuvent donner les aléas des moulins, et il ne faut pas que le cultivateur des Moères soit tributaire du vent qui ne souffle pas.

La commission administrative des Moères a en partie compris ce vœu des cultivateurs, et, le 17 décembre 1904, sur la proposition de cette commission administrative, l'Assemblée générale des propriétaires des Moères nomma une Sous-commission auxiliaire et provisoire d'enquête, chargée d'examiner les moyens d'améliorer le système de dessèchement dans les Moères françaises. Les membres de cette sous-commission étaient MM. René Collette, Louis de Praneuf, Jules Vermersch et Jules Timmerman.

Les conclusions de leur rapport, communiqué aux propriétaires et cultivateurs des Moères, le 1^{er} septembre 1905, étaient les suivantes :

Ils proposaient la suppression radicale des moulins et la modification de la machine à feu. Au lieu et place du système de dessèchement existant, ils préconisaient l'installation de deux machines à pompe centrifuge, établies l'une au hameau du Cæsterhof, et l'autre, qui ne serait que la substitution d'une pompe centrifuge en remplacement de la vis

d'Archimède, à la machine de Krommenhouck. Dans ce projet, les membres de la sous-commission s'étaient inspirés du système de dessèchement pratiqué dans les Moères belges, qui donne des résultats remarquables, et dont nous parlerons plus tard.

Le coût approximatif d'une pompe centrifuge à vapeur, débitant de 80 à 100 mètres cubes d'eau à la minute, générateur compris, avait été évalué 25.000 francs, non compris les bâtiments, et 40.000 francs avec les bâtiments.

Voici quelles étaient les raisons invoquées par la sous-commission dans son projet de remplacement des moulins à vent et avec vis par des machines à pompe centrifuge :

Grâce à ces pompes, on dispose d'une force constante et de puissance égale que l'on peut faire varier au gré des besoins, tandis que pour les moulins, on ne peut les faire tourner que quand le vent souffle, et encore la vitesse du vent n'est utilisable qu'entre certaines limites.

Puis le moteur peut être mis en marche au moment que l'on juge convenable, et le débit nécessairement régulier pouvant être diminué à volonté permet, à l'approche des périodes pluvieuses, de maintenir dans les canaux et fossés, les eaux à un niveau tel qu'elles ne puissent s'y accumuler au moment des pluies et causer des inondations.

Enfin le rendement des pompes centrifuges oscille entre 50 et 60 %, tandis que celui des vis d'Archimède est presque toujours inférieur à 50 %.

Et comme dernier argument, les membres de la sous-commission assuraient, après enquête, que le coût du combustible nécessité par l'emploi de la vapeur ne serait pas supérieur aux frais d'entretien et de surveillance des moulins, nécessaires pour effectuer le même travail.

Sans doute, on pouvait objecter à ces propositions que les terres soumises aux Wateringues et proches des Moères seraient, plus encore qu'auparavant, en cas de réclamer contre le trop grand débit des eaux des Moères susceptibles de les inonder. Mais à cela, les membres de la sous-commission ont répondu que, bien loin que cette transformation soit préjudiciable aux terres de la 4^e section des Wateringues, ce serait au contraire le moyen d'empêcher leur submersion; le débordement des canaux est dû en effet à la masse d'eau considérable qu'y déversent en quelques heures, lors des grandes pluies et des tempêtes, les moulins dont on ne peut régler le débit, et qu'on ne saurait arrêter, sans provoquer aussitôt l'inondation des terres des Moères; il n'en est pas de même des machines, qui sont susceptibles de modération et qui, pouvant fonctionner en tout temps, peuvent, sitôt que les pluies commencent, puiser les eaux des Moères et les rejeter au fur et à mesure dans les canaux d'écoulement extérieurs.

Cependant ce projet n'ayant pas été approuvé par certains propriétaires des Moères, les membres de la sous-commission donnèrent leur démission dans les premiers jours d'avril 1906. A l'heure actuelle

ce sont les cinq moulins, aidés de la machine à feu à vis d'Archimède, qui continuent à assurer le dessèchement de la Grande Moëre française.

Quant à la petite Moëre, dont nous avons jusqu'ici évité de parler, elle fait partie, au point de vue territoire, de la commune de Warhem, et au point de vue dessèchement, elle est indépendante, car elle forme une seule propriété, entre les mains de M. Vanhousterive, après avoir appartenu à M. Bosquillon de Genlis et à ses héritiers. Une petite machine à feu, munie d'une vis d'Archimède, assure le dessèchement et rejette les eaux dans le Ringslot. Remarquons en passant que les terres de la petite Moëre sont plus basses encore que les terres de la grande Moëre.

Le canal du Ringslot reçoit donc aujourd'hui toutes les eaux du dessèchement des Moëres. Sa largeur est variable; assez étroite près des Moëres belges, où son plafond n'est que de trois mètres, il devient plus large dans les Moëres françaises, et notamment près de la machine à feu du Krommenhouck, où son plafond est de cinq mètres; ses berges ont une hauteur de sept à huit mètres. Outre les eaux des Moëres, le canal du Ringslot reçoit les eaux des terres situées sur son bord de l'autre côté des Moëres; ces terres sont dites « terres adjacentes » aux Moëres.

Elles appartiennent en général aux différentes communes sur le territoire desquelles elles sont situées; ce sont les communes de Ghyvelde, d'Uxem,

de Warhem, de Teteghem et d'Hondschoote. Elles sont inondées une bonne partie de l'hiver, ce qui était également leur sort quand les Moères formaient deux lacs. Et d'ailleurs elles auraient tort de s'en plaindre car, grâce à cette circonstance, elles sont irriguées et constituent l'été de très bonnes prairies, que les communes louent à bon compte. Le seul moyen pour éviter à ces terres adjacentes d'être inondées serait de construire, de l'autre côté du canal de Ringslot, et parallèlement à la digue de ceinture des Moères, une autre digue qui établirait une séparation entre ces terres adjacentes et le canal du Ringslot.

Introduites dans le Ringslot, les eaux des Moères s'écoulent par trois voies différentes. Tout d'abord par le Ringslot, elles contournent la petite Moère et aboutissent au canal des Moères qui, depuis d'Hérouville, prend sa source au Ringslot de la petite Moère ; puis, dans la partie septentrionale des Moères, les eaux s'écoulent du Ringslot dans le canal des Chats, qui rejoint le canal des Moères à l'endroit dit Pont à Charrettes ou Wægenbrugge ; et enfin dans le Sud des Moères, les eaux empruntent le canal des Glaises, se jettent dans le Zeegracht qui, partant du canal d'Hondschoote ou Basse-Colme, aboutit au canal des Moères, également près du Pont à Charrettes.

Le canal des Moères est donc la grande voie d'écoulement des eaux des Moères, nous savons d'ailleurs qu'il en fut toujours ainsi. Ce canal a un

parcours de 12.154 mètres ; sa largeur est de 10 à 12 mètres de berge à berge ; son plan d'eau est à la cote 1^m90 ; par conséquent son plafond est situé en dessous du niveau de la pleine mer, et cela est dû à la faible altitude des terres à dessécher.

La différence de niveau entre les terres que traverse le canal des Moères et le canal lui-même n'est que de 0^m30 à 0^m40 ; et comme en temps de crue, les eaux peuvent monter dans le canal de 1^m30, il en résulte que les terres voisines sont alors inondées pour une période assez longue, sur une vaste étendue qui peut aller jusqu'à 5 à 6.000 hectares, au grand préjudice de l'agriculture : c'est notamment le terrain bas de Coudekerque, dont les eaux s'écoulent dans le canal des Moères à Steendam, qui est le plus souvent victime de cette situation désastreuse.

C'est qu'en effet le canal des Moères ne reçoit pas seulement les eaux des Moères françaises, mais aussi les eaux des Moères belges, les eaux de la quatrième section des Wateringues, d'une superficie de 7.500 à 8.000 hectares, et enfin de Belgique, les eaux de toute la partie des Wateringues dites du Veurnambacht, connue sous le nom de Bewesterport, d'une superficie totale de 1.700 hectares et qui sont terres adjacentes aux Moères belges. On comprend donc comment cette masse énorme d'eau est capable en certaines occasions de déborder et de se répandre sur toutes les terres du parcours du canal des Moères.

Etant donné que le canal des Moères est un canal de dessèchement, il ne peut servir à la navigation : toutefois celle-ci est tolérée pour les besoins de l'agriculture, mais les eaux sont impropres à l'alimentation des hommes.

Pour parfaire au défaut d'écoulement naturel du canal des Moères et hâter la marche des eaux qui encombrant son lit, puisque parfois il y a là des centaines de mille mètres cubes qui l'inondent en quelques heures, il a été construit sur le parcours de ce canal, à l'endroit dit le pont de Steendam, dans les années 1878-1881 un barrage éclusé, des machines et des pompes centrifuges, destinées non pas à l'élévation des eaux proprement dite, mais à la manutention d'un volume énorme d'eau et à son transport dans la partie du canal des Moères entre l'usine de Steendam et le port de Dunkerque.

La force de la machine est de 447 chevaux ; son débit à 38 tours est de 280 mètres cubes à la minute ; aujourd'hui elle peut marcher à 42 tours et débite 320 mètres cubes à la minute, dans les moments de forte crue. Une écluse établie à l'usine et des portes de flot placées au débouché du canal font de cette partie un vaste réservoir qui peut, en surélevant le plan d'eau de 2 m. 50, contenir 120.000 mètres cubes et permet d'attendre que la mer soit assez basse pour en opérer l'écoulement. Quant au passage d'eau, il mesure 13 m. 50.

Grâce à cette disposition, le dessèchement des terres inondées peut se continuer, sans tenir compte

de la marée haute ou de la marée basse, et ainsi peut être assuré en tous temps (1).

Cette œuvre, éminemment utile, est due exclusivement à l'initiative et au concours de la 4^e section des Wateringues, et la dépense s'est élevée à la somme de 240.000 francs, dont 100.000 ont été payés sur les ressources ordinaires, en élevant la cotisation annuelle, en 1876, de 1 franc par hectare, et le surplus au moyen d'un emprunt.

Aujourd'hui le coût d'un mètre cube d'eau rejetée est de 0 fr. 0006; la consommation de charbon est de 0 k. 777 par heure et par cheval-vapeur. Une seule de ces pompes pèse 15.000 kilogr. sans les tuyaux.

A l'extrémité du canal des Moères, aux portes de Dunkerque, il existe ce que l'on appelle le sas octogone ou les quatre écluses. C'est un grand bassin octogonal, fermé de quatre côtés par quatre écluses. L'écluse du Sud met en communication le bassin avec le canal des Moères; l'écluse de l'Est met en communication le bassin avec le canal de Furnes; l'écluse du Nord, faisant vis-à-vis à l'écluse du Sud, met en communication le bassin avec la Cunette; l'écluse de l'Ouest, faisant pendant à l'écluse de l'Est, met en communication le bassin avec le canal de jonction, qui pénètre dans Dunkerque et va rejoindre les canaux de Bergues et de Bourbourg.

Lorsque la mer commence à descendre, l'écluse

(1) *Revue Industrielle*, numéro du 16 juin 1880.

des Moères et sa vis-à-vis l'écluse de la Cunette sont ouvertes, tandis que les deux autres écluses restent hermétiquement closes. Alors les eaux du dessèchement se précipitent dans le bassin et s'écoulent par un passage de huit mètres de large dans le canal de la Cunette.

Cette Cunette, située en dedans et le long des fortifications de l'Est de la place de Dunkerque, amène les eaux dans le chenal du port de Dunkerque. Mais ici une modification a été apportée par la force des événements. Autrefois il existait, comme débouché à la mer des eaux du canal des Moères, une écluse, dite l'écluse de la Cunette ; elle était d'un seul passage de dix mètres de largeur. Mais en 1872, cette écluse s'effondra et alors elle fut remplacée par l'écluse Magloire qui elle-même s'écroula en 1877. La raison de ces ruines tient à ce que l'administration détourna de sa destination les fonds versés par les Moères et les Wateringues, comme part contributive au rétablissement de la Cunette, et les employa aux besoins du port de Dunkerque, et aussi à l'abus des chasses d'eau que l'on employait pour dégager le port de Dunkerque des sables qui l'obstruaient.

Aujourd'hui on a fait faire un coude à la Cunette qui, à la porte de Rosendael, rejoint les fossés des fortifications de l'Est qui ont leur débouché à la mer, dans l'avant-port de Dunkerque, au bastion 28, où il y a une écluse.

Dans la Cunette, comme dans le canal des Moères

l'entrée et le séjour des bateaux ne doivent y être tolérés qu'avec une extrême réserve ; en tous cas, du mois de décembre au mois de mars, l'interdiction en doit être absolue, car c'est le moment où les eaux arrivent avec le plus d'abondance, rejetées des Moères et écoulées des Wateringues ; il faut que leur passage à la mer ne subisse aucune entrave.

En l'année 1879, par une loi du 31 juillet, il fut décidé qu'on établirait sous le canal de Furnes un syphon destiné, comme du temps du comte d'Hérouville, à transporter les eaux du canal des Moères dans la Cunette. C'est qu'en effet la largeur de l'écluse des Moères, dans le sas octogone, n'étant que de huit mètres, le passage des eaux ne peut être assez rapide, surtout qu'il est discontinu.

Vers 1882, le service maritime, constatant le mauvais écoulement à la mer des eaux de la 4^e Section des Wateringues et des Moères, proposa d'étendre l'enceinte des fortifications de Dunkerque, ce qui permettait la création de larges fossés destinés à remplacer ou à compléter la Cunette. Elle proposait aussi l'ouverture d'une nouvelle artère d'évacuation qui, de la petite Moère, se dirigerait du Pont à Charettes sur l'écluse du bastion 28, en passant par un syphon sous le canal de Furnes.

Aujourd'hui seulement, la loi du 31 juillet 1879 et la proposition du service maritime reçoivent, comme nous allons le voir, une solution qui a été pour nous l'objet d'une enquête.

Depuis le 19 juillet 1905, d'énormes travaux ont

été commencés à Dunkerque pour substituer à la Cunette les fossés des fortifications de l'Est agrandis, et en second lieu supprimer l'écluse du sas octogonal qui sera remplacé par un syphon sous le canal de Furnes.

La Cunette, qui passait entre la ville de Dunkerque et les remparts, était devenue un danger pour la salubrité publique. Les eaux qui, pendant la période d'été où les écoulements à la mer sont suspendus, croupissaient et se corrompaient, s'augmentaient encore de toutes les eaux sales déchargées par les égouts de la ville, et devenaient un foyer d'épidémie pour les casernes et l'arsenal, bâtis le long des bords de la Cunette. Alors on se souvint du projet Guillaumin, enfouis dans les cartons, et à l'heure actuelle des milliers d'ouvriers sont employés à donner aux eaux de dessèchement un parcours large, profond et qui, séparé de la ville par les remparts, n'offrira aucun danger pour la pureté de l'air.

Voici comment l'on procède pour la transformation des fossés des fortifications de l'Est de Dunkerque.

On partage l'étendue de ces fossés en un certain nombre de biefs, que l'on assèche au moyen de batardeaux, car dans ces fossés demeurerait en stagnation une eau croupissante, reposant sur un lit de 0^m50 à 0^m60 de vase. Ces fossés terminés auront un plafond de 14 mètres de large et parfois même de 16 mètres; ce sera parfait, puisque le canal des Moères n'a que 12 mètres, et les canaux des Glaises,

des Chats et le Zeegracht n'ont environ que 10 mètres à la surface de l'eau. Les bériges des fossés terminés auront de 7^m50 à 8 mètres de haut et seront consolidées par une maçonnerie sèche, dite « perré », dont la hauteur s'élèvera à 3^m25 au-dessus du plafond du fossé.

Ce sera alors dans ces fossés de l'Est que se fera l'écoulement des eaux des Moères, et la Cunette sera délaissée.

Le parcours des eaux du dessèchement sera alors le suivant :

Une cinquantaine de mètres avant d'arriver aux quatre écluses ou sas octogone, on établira sous le canal de Furnes (1) un syphon, espèce d'aqueduc, dans lequel passeront les eaux venues du canal des Moères. A cet endroit, le canal de Furnes coupe aujourd'hui les fossés des fortifications et deux énormes batardeaux empêchent toute communication entre ces fossés et le canal de Furnes. Plus ou moins perpendiculairement au canal de Furnes se trouve aujourd'hui également le canal des Moères qui débouche, comme le canal de Furnes, au sas octogone; or, ce canal des Moères coupe lui aussi actuellement les fossés des fortifications, et un batardeau en maintient la séparation. Il y a donc, entre le canal des Moères et le canal de Furnes, une

(1) Le canal de Dunkerque à Furnes fut construit par décret royal, en date du 13 août 1638, et l'achèvement de ce travail date de l'année 1642. — Le canal de Furnes a son plafond coté 2^m20; il vient d'être élargi de 2 mètres et approfondi en 1905 de 0^m50 à 0^m60.

portion du fossé des fortifications, dont la longueur est d'une centaine de mètres.

Ceci dit, pour amener les eaux du canal des Moères dans le syphon sous le canal de Furnes, on démolira le batardeau en maçonnerie, qui sépare le canal des Moères du fossé des fortifications à sa droite, on creusera et on élargira ce court parcours du fossé, et c'est à l'extrémité, contre le canal de Furnes, que les eaux se précipiteront dans le syphon, pour déboucher de l'autre côté dans les fossés de l'Est, après avoir franchi un énorme batardeau. Les eaux du dessèchement trouveront ainsi, comme réceptacle, un réservoir beaucoup plus considérable que la Cunette, d'autant que ces fossés de l'Est sont encore augmentés par trois courtines dont une très grande, qui seront d'un précieux appoint pour le dessèchement.

Au-dessus du syphon placé sous le canal de Furnes, on installera, pour remplacer le sas octogone, une écluse simple, qui permettra aux bateaux naviguant sur le canal du Furnes d'avoir un passage constant, ce qui est actuellement impossible avec le système des quatre écluses. La raison en est simple. Bien souvent, l'éclusier ne peut bassiner qu'une fois par jour, car il faut assurer l'écoulement des eaux des Moères. Quand la mer est haute, on tient fermées toutes les écluses, pouvant donner passage aux eaux de la mer, par conséquent l'écluse de la Cunette, et comme conséquence, l'écluse des Moères qui lui correspond ; on en profite alors pour

livrer passage et bassiner les bateaux venant du canal de jonction et allant vers le canal de Furnes, et ensuite ceux faisant le voyage contraire ; mais comme trois heures au plus après la pleine mer, la machine de Steendam se met à fonctionner et à envoyer d'énormes quantités d'eau, il faut que l'éclusier prenne ses mesures assez en temps pour mettre les eaux du canal de la Cunette au même niveau que celles du canal des Moères, afin de pouvoir, au moment où le flot des eaux de la machine de Steendam s'approchera, ouvrir l'écluse des Moères et l'écluse de la Cunette, afin d'activer l'écoulement et profiter de tout le temps disponible pour évacuer les eaux à la mer.

Si maintenant l'on se trouve à une époque où les eaux sont très hautes dans les Moères et où par conséquent les machines d'épuisement et les moulins fonctionnent sans discontinuer, il faut limiter exactement à la durée de la pleine mer la durée de fermeture des écluses d'écoulement, et c'est seulement pendant un temps très court que peuvent être bassinés les bateaux venant ou allant au canal de Furnes.

Lorsque les travaux seront terminés, on ne démolira évidemment ni le sas octogone, ni le canal de la Cunette ; on les conservera pour le cas où un accident surviendrait au syphon ou sur le parcours du fossé des fortifications ; même la Cunette pourra être agrandie et recreusée et servir ainsi de canal de navigation. Si le canal des Moères

et les treize canaux intérieurs qui coupent le sol des Moères, augmentés des rigoles secondaires, servent au dessèchement du pays, ils ont aussi une autre utilité de premier ordre, qui est l'irrigation des terres.

Le canal des Moères met à contribution la rivière de l'Aa, au moyen de prises d'eau dans la Basse-Colme, à laquelle il est réuni par le Zeegracht, et dont le plan d'eau est de 0^m84 plus élevé. Trois grandes vannes existent dans le Ringslot, au débouché de trois canaux intérieurs des Moères ; il y en a une à Ghyvelde, une autre près du moulin le Rhin, et la troisième au Cæsterhof, près du moulin le Gange.

En été, deux fois par semaine généralement, durant un intervalle de douze heures, un employé des travaux vient ouvrir ces trois vannes, et pendant ce temps, le conducteur de la 4^e section des Wateringues envoie de l'eau dans les Moères. Passé le délai de douze heures, on ferme les vannes ; au cas où on enfreindrait cette obligation, l'administration des Moères serait passible de poursuites de la part de la 4^e section des Wateringues : ce serait en effet priver cette section de l'eau dont elle a aussi besoin pour l'irrigation de ses terres.

Le 26 juin 1890, fut signée entre la France et la Belgique une convention internationale à l'effet de régler les questions relatives au dessèchement des Moères et des Wateringues franco-belges, ainsi qu'à l'amélioration des canaux de Furnes à Bergues ou Basse-Colme, et de Dunkerque à Furnes.

Après avoir déterminé les différentes hauteurs que devrait avoir l'étiage réglementaire dans ces divers canaux et dans le bief inférieur du canal de Furnes à Bergues, compris entre les écluses d'Houthem (Belgique) et les Trois Rois (France), la convention stipule, en ce qui concerne les Moères, que l'administration belge veillera à la manœuvre des éclusettes, sises en Belgique, dans ces canaux, de manière que ces canaux ne déchargent jamais leurs eaux de crue dans le Ringslot des Moères (1).

Le dessèchement pendant l'hiver, l'irrigation pendant l'été, ont fait de ces terres des Moères une contrée fertile. Aujourd'hui, le blé et l'avoine y sont les céréales les plus cultivées; on y voit aussi en grande abondance les betteraves de distillerie, très riches en alcool, ainsi que l'orge d'hiver, le seigle, les fèves, le colza, le trèfle et même le lin. On y rencontre aussi quelques bons pâturages, portant annuellement environ mille à onze cents têtes de bétail. Les terres des Moères sont, en général, argileuses et légères.

Depuis l'emploi général des engrais chimiques, et notamment des superphosphates, le rendement en grains de ces terres a été augmenté en moyenne d'un tiers. « Ce sont les engrais chimiques qui ont sauvé le pays », nous disait le maire des Moères, M. Mallengier.

Pour assainir cette région, on a fait des plantations de saules qui bordent encore aujourd'hui un grand

(1) SIREY 1893. *Lois annotées*, p. 555.

nombre de routes et forment limite de propriétés. Grâce à eux et à divers travaux d'assainissement, les fièvres dues aux exhalaisons des racines de roseaux, et qui autrefois désolaient le pays, ont depuis 35 ans complètement disparu. Cette amélioration de l'hygiène publique a fait disparaître en partie une mauvaise habitude, qui, avec la fièvre, minait les cultivateurs : ils absorbaient le matin un grand verre de genièvre dans le but de combattre la faiblesse due aux accès de fièvre. Aujourd'hui on vit, en général, assez vieux dans le pays, et l'on voit des cultivateurs ayant 87 et 88 ans occuper encore la ferme qu'ont bâtie leurs parents, aux premiers temps du dessèchement.

Une coutume assez particulière du début du dessèchement des Moères consistait à donner à un cultivateur des terres en location, à condition seulement qu'il bâtit une ferme sur ces terres, ferme qui resterait sa propriété ; et aujourd'hui encore, il arrive de voir une exploitation dont les terres appartiennent à un propriétaire et la ferme au cultivateur qui l'habite encore.

En général, la propriété dans les Moères reste, par habitude, indivisible, et on vend une ferme avec ses terres ; il est très rare d'en voir le morcellement.

Naturellement, la valeur des terres s'est considérablement accrue depuis le dessèchement. Avant 1828, la mesure, ou les quarante-quatre ares, était louée de 10 à 15 francs ; aujourd'hui, on loue la mesure en moyenne 35 francs, et on la vend, en

moyenne également, 1.200 francs ; et cependant, malgré cette hausse des prix, les cultivateurs ont une vie beaucoup plus facile et sont infiniment plus heureux.

Au point de vue de la flore du pays, nous avons vu qu'il y avait des saules ; on y trouve aussi un peu de peupliers, mais en somme les arbres ne réussissent pas dans cette région, car les racines ne tardent pas à franchir la mince couche végétale du sol, et ne trouvant plus que le sable, l'arbre meurt rapidement.

Au point de vue de la faune, les pâtures n'occupant qu'une moindre superficie dans les Moères, l'élevage y est moins en honneur qu'en Flandre. Quant aux animaux sauvages, lièvres, perdreaux, oiseaux de marais, ils y sont plus nombreux que partout ailleurs dans les environs.

De tout ce qui précède, nous pouvons conclure que les Moères sont essentiellement un pays agricole ; l'industrie n'y existe donc pas. Toutefois la Flandre manquerait à son renom de contrée universellement riche, si cette branche de l'activité humaine n'y était représentée de quelque manière. Ce sont les distilleries qui constituent la seule industrie du pays ; la principale est celle de M. René Collette, installée au centre même des Moères, à deux pas de la frontière belge ; et c'est un spectacle assez curieux que de voir, à l'approche de la fabrication, vers les mois d'Octobre et de Novembre, la flottille de barques en fer et à fond

plat, chargées de betteraves, circuler au travers des canaux qui sillonnent les Moères en tous sens.

Depuis 1905, un petit chemin de fer à voie étroite dessert le pays des Moères dans toute leur longueur, depuis Ghyvelde jusqu'à Hondskoote. Outre que c'est un grand bien-être pour les habitants, cette amélioration est une grande facilité accordée au transport des marchandises qui, des Moères, ont leur débouché soit à Dunkerque, soit à Bergues, comme la viande, le beurre et le fromage, ainsi que pour l'arrivée dans les Moères des betteraves, du charbon et des différents produits nécessaires à la vie.

En constatant cet état merveilleux des Moères, cette richesse véritable du pays, qu'il nous soit permis, en terminant, de formuler un souhait. Pourquoi ne pas parfaire cette œuvre déjà si belle du dessèchement, pourquoi ne pas suivre l'exemple des voisins des Moères belges, et remplacer les moulins de dessèchement par des machines d'épuisement, qui seraient, entre les mains des administrateurs, une arme efficace et toujours sûre pour la défense des terres contre les inondations pluviales ? On ne risquerait pas alors de voir se reproduire ce spectacle attristant de l'hiver 1905-1906, où les Moères belges étaient complètement à sec, alors que pendant trois jours les Moères françaises restaient couvertes d'eau parce que les moulins ne pouvaient marcher faute de vent. Sans nul doute, ce serait pour les cultivateurs un grand bienfait, car le résultat d'une

inondation, comme celle dont nous venons de parler, est pour eux la perte des engrais, qui sont délayés et entraînés par les eaux, et finalement c'est pour eux une perte estimée à trente pour cent de la récolte.

TROISIÈME PARTIE

L'ORGANISATION ACTUELLE DES MOËRES

CHAPITRE PREMIER

FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION DES MOËRES

Les Moères, au point de vue association du dessèchement, sont régies par un Règlement que se sont votés, le 6 février 1822, les propriétaires des terres de la Grande Moère française, réunis en association. Ce Règlement fut approuvé, le 9 mars 1822, par le Préfet du Nord, M. de Murat. Depuis lors, il a subi quelques modifications, apportées par la délibération de l'assemblée générale des propriétaires. Nous allons examiner ce Règlement, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, en l'étudiant au triple point de vue de l'administration, des travaux et de la comptabilité.

I. — Administration de la Grande Moère française.

Pour maintenir le dessèchement des Moères tel que nous venons de l'étudier, il a été nécessaire

d'organiser une administration, qui pourvoirait à l'entretien et aux divers travaux que nécessiterait le dessèchement. Tel est le but qu'a poursuivi le Règlement du 6 février 1822, en chargeant de l'administration de la Grande Moëre française les propriétaires eux-mêmes. C'est l'assemblée générale des propriétaires de la Grande Moëre, qui est seule chargée de l'administration et de la responsabilité du dessèchement des terres des Moëres, car dorénavant, nous appellerons de ce nom générique la Grande Moëre française, laissant de côté la partie située sur le territoire belge, ainsi que la petite Moëre.

Toutefois, comme il n'était pas possible que cette réunion de propriétaires s'occupât du détail de l'administration, c'est une commission administrative, choisie par les propriétaires eux-mêmes dans leur sein, qui est chargée de l'administration, de la surveillance et de l'exécution du dessèchement, sous le haut contrôle des membres de l'assemblée générale des propriétaires.

Nous avons donc à examiner, dans l'œuvre du dessèchement, le rôle des propriétaires et, en second lieu, le rôle de la commission administrative.

Nous avons vu que les propriétaires des Moëres, réunis en assemblée générale, étaient les souverains maîtres de l'œuvre du dessèchement. Mais il est naturel que plus un propriétaire a d'intérêts dans la société, plus il ait d'autorité au sein de l'assemblée. Aussi est-il décidé par l'article 9, que dans

l'assemblée générale n'auront voix délibérative que les propriétaires d'un minimum de 44 ares, c'est-à-dire d'une mesure de terre ; entre ce minimum et 110 hectares ou 250 mesures, le propriétaire n'aura qu'une voix dans les délibérations et nominations qui nécessitent un vote ; au-dessus de 110 hectares jusqu'à 220 ou 500 mesures, le propriétaire aura deux voix et ainsi de suite, 110 hectares ou 250 mesures donnant une voix supplémentaire.

Toutefois les propriétaires d'une terre dont la contenance est moindre que le minimum de 44 ares ou une mesure, pourront se réunir entre eux, et si, joignant leurs propriétés, ils forment ce minimum de 44 ares, ils auront droit à une voix pour la défense de leurs intérêts collectifs.

Les assemblées générales des propriétaires des Moères doivent se tenir deux fois par an, au mois de juillet et au mois de décembre, à la sous-préfecture de Dunkerque. Les décisions qui y sont prises doivent recueillir la majorité des suffrages ; en cas de partage exact des voix, c'est le Sous-Préfet de l'arrondissement de Dunkerque, qui préside en principe les assemblées générales, qui est chargé de départager les opinions.

Les propriétaires, réunis en assemblée générale, sont chargés d'une part de faire des nominations, nomination du Président et des membres de la Commission administrative, nomination des employés chargés de l'entretien du dessèchement, conducteur des travaux, garde des travaux et percepteur,

d'autre part de prendre des décisions, décisions concernant les travaux à exécuter chaque année, tant au point de vue de leur confection que du prix et des charges de leur adjudication, décisions surtout concernant le budget annuel nécessaire à l'entretien du dessèchement.

Toutes ces nominations et décisions doivent être soumises à l'homologation du Préfet, en y adjoignant les pièces qui y sont relatives, telles que les rôles de répartition et de cotisation et les projets des travaux.

On voit donc que l'entreprise et le maintien du dessèchement, considéré d'une façon large et au point de vue général, sont l'œuvre de l'assemblée générale des propriétaires. C'est à la Commission administrative qu'est imparti le rôle du détail de cette entreprise du dessèchement.

La commission administrative est, nous le savons, nommée par l'assemblée générale des propriétaires. Elle se compose de cinq membres, propriétaires dans les Moères, nommés pour cinq ans, l'un d'eux cessant ses fonctions chaque année mais pouvant être réélu.

Cette commission est présidée par un président choisi parmi ses membres et nommé annuellement par l'assemblée générale des propriétaires ; elle se réunit actuellement deux fois l'an, en mai et en octobre, à la mairie des Moères. Le président et les membres de la commission administrative exercent gratuitement leurs fonctions, mais ils peuvent

s'adjoindre un secrétaire, qui peut être rétribué sur les fonds communs de l'association.

Le rôle de la commission administrative consiste à établir le budget annuel et à répartir les cotisations entre les propriétés, à arrêter provisoirement les projets de travaux à exécuter chaque année et à en soumettre le rapport à l'assemblée générale des propriétaires, à passer les marchés, à surveiller les travaux, à procéder à la réception des ouvrages exécutés, à délivrer les certificats d'à compte et de solde définitif pour le paiement des ouvriers et des entrepreneurs, enfin à vérifier les comptes du percepteur.

A l'assemblée générale du mois de juillet, un rapport doit être présenté par la commission administrative pour rendre compte de son mandat, ainsi que de l'état des recettes et dépenses du percepteur faites pendant l'exercice de l'année précédente.

Enfin, en cas exceptionnel de la nomination d'un percepteur, la commission administrative est chargée de présenter trois candidats au vote de l'assemblée générale des propriétaires.

Quant au Président, son rôle spécial est de représenter la commission administrative vis-à-vis l'autorité supérieure, de convoquer les propriétaires en assemblées générales, et enfin de conserver toutes les pièces composant les archives de l'administration du dessèchement.

II. — Travaux du dessèchement.

Les travaux ordinaires et extraordinaires doivent être exécutés conformément aux projets adoptés par l'assemblée générale et approuvés par le Préfet.

Les travaux d'urgence, c'est-à-dire ceux qui tendent à empêcher l'inondation de la Moëre, peuvent être ordonnés par la commission administrative et exécutés immédiatement sans l'approbation du Préfet.

Les travaux sont mis en régie ou donnés à l'entreprise par marchés ou adjudications, conformément aux clauses et conditions fixées par l'assemblée générale des propriétaires; mais ni les propriétaires, ni les ouvriers à gages, ni les employés des travaux ne peuvent s'en rendre adjudicataires, sous peine de n'en être pas payés.

Pour conduire et surveiller ces travaux, deux employés sont nommés par l'assemblée générale des propriétaires, ce sont le conducteur des travaux et le garde des travaux.

Le conducteur spécial des travaux, pour être accepté, doit produire un certificat de capacité émanant de l'Ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, à Dunkerque. Il est chargé de rédiger, avant le 30 novembre de chaque année, les projets de travaux à exécuter pour la campagne suivante, avec les devis et détails estimatifs, de diriger ces travaux en cours d'exécution, de dresser, pour les

remettre à la commission administrative, les états de situation pour permettre à celle-ci, au fur et à mesure des travaux, de délivrer les certificats d'acompte et de solde, enfin de procéder avec la commission à la réception des ouvrages. Il est encore chargé de faire exécuter les travaux urgents, de surveiller les employés à gages de l'administration, et enfin de rendre à la commission administrative tous les services que celle-ci jugerait utile à la conservation du dessèchement. Il est d'ailleurs sous les ordres directs de la commission administrative. Enfin le conducteur des travaux a un rôle spécial : il est chargé de dresser procès-verbal constatant les délits et contraventions commis à l'encontre du dessèchement des Moères, et pour ce faire, il prête serment, conformément à la loi.

A côté de lui et sous ses ordres se trouve le garde des travaux, nommé également par l'assemblée générale des propriétaires et comme lui révocable par elle. Ce garde est chargé spécialement de la surveillance de tout ce qui est nécessaire au maintien du dessèchement, digues, canaux, fossés, ponts, machine, moulins, etc..., il s'occupe de l'entretien des voies d'écoulement, du curage des canaux, du bon fonctionnement des vannes, ainsi que de tous les moyens qui facilitent l'écoulement des eaux.

III. — Comptabilité.

Continuer l'œuvre du dessèchement, entretenir le canal et la digue du Ringslot, ainsi que les canaux, ponts, chemins des Moères, pourvoir aux besoins de la machine et des moulins, payer les employés et les ouvriers de l'administration, tout cela occasionne des dépenses que seuls les membres de l'association du dessèchement sont capables de solder.

Dans ce but, on a établi, sur les terres constituant l'ensemble des Moères, une cotisation annuelle destinée à acquitter les frais du maintien du dessèchement. Mais pour recueillir ces fonds spéciaux un employé était nécessaire à l'administration des Moères ; le Règlement de 1822 a donc prévu l'existence d'un percepteur affecté spécialement au recouvrement annuel de l'impôt du dessèchement, ainsi qu'au paiement de tous les travaux et de toutes les dépenses effectués dans les Moères.

Ce percepteur est nommé par l'assemblée générale des propriétaires, sur une liste de trois candidats que lui soumet la Commission administrative des Moères ; cette nomination d'ailleurs, comme toutes les décisions de l'Assemblée générale, doit recevoir l'approbation du Préfet du Nord. Le percepteur doit fournir un cautionnement de cinq mille francs en immeubles.

Sa mission consiste à former les rôles de cotisation et à en recouvrir le montant, ainsi que le font les

percepteurs de l'Etat, à payer les appointements des employés sur ordonnance de la commission administrative, à solder les mandats d'à-comptes ou définitifs délivrés aux entrepreneurs par la commission administrative, enfin à rendre compte à cette commission, avant le 20 juin de chaque année, de l'état des recettes et des dépenses.

Le percepteur est responsable vis-à-vis l'assemblée générale des propriétaires du recouvrement de la totalité du montant des rôles, sauf dans le cas d'insolvabilité manifeste du contribuable et quand toutes les poursuites auront été tentées.

Comme rémunération de sa fonction, le percepteur a droit à une remise de trois pour cent, qu'il ajoute au principal de chaque cote.

Lorsque les rôles de cotisation ont été dressés par le percepteur, ils sont soumis au vote de l'assemblée générale des propriétaires, et doivent ensuite, pour être rendus exécutoires, recevoir l'approbation du Préfet du Nord, mais ce n'est que comme application de la règle qui veut que toutes les décisions de l'assemblée générales soient revêtues du visa de la Préfecture.

Les comptes arrêtés du percepteur des Moëres ne sont pas soumis au contrôle du Conseil de préfecture (1), ni par conséquent à l'appel déferé en

(1) Le Conseil de préfecture est compétent, en matière de comptabilité, sauf appel à la Cour des Comptes, pour l'examen des comptes des villes et des communes dont le revenu n'excède pas 30.000 fr. Pour celles dont le revenu est supérieur, leurs comptes sont vérifiés en premier ressort par la Cour des Comptes.

matière de comptabilité à la Cour des Comptes. C'est qu'en effet les recettes et dépenses des Moères sont les recettes et dépenses d'une Association syndicale *sui generis*, et que le percepteur des Moères n'est pas un agent de l'Administration des finances, mais un receveur particulier.

Cependant, conformément à l'article 4 de la loi du 14 Floréal an XI et en vertu de l'article 20 du Règlement du 6 Février 1822, les contestations relatives à la confection et au recouvrement des rôles sont de la compétence du Conseil de préfecture, avec appel au Conseil d'Etat; il en est de même des contestations relatives à la confection et à l'entretien des travaux.

Le montant de la cotisation annuelle, perçue en vue du dessèchement, s'élève aujourd'hui à environ dix francs par hectare en moyenne, chiffre énorme, comme on peut le constater, étant donné que l'hectare dans les Moères se loue seulement dans les environs de soixante-dix francs. Aussi est-il une coutume universellement répandue parmi les propriétaires des Moères, qui impose au fermier le montant de la taxe du dessèchement.

L'ensemble de ces cotisations forme un total de 20.000 francs, qui, avec certains revenus particuliers de l'association du dessèchement s'élevant à environ 1.500 francs, suffisent à faire face aux dépenses ordinaires de l'année, qui se montent à la somme de 21.500 francs, en y comprenant non seulement les frais d'entretien, mais encore le paiement des ouvriers, employés et gardes.

Mais cet impôt du dessèchement, réparti entre les terres, ne pouvait pas, sans être injuste, être supporté également par toutes les terres et être uniquement proportionnel au nombre d'hectares possédés, il fallait tenir compte de la fertilité de la terre et de la nature du sol.

Jusqu'en 1865 on divisait les terres en cinq classes, et c'était l'œuvre de la Commission cadastrale. La première classe payait 16 francs par hectare, et comprenait les terres assez fortes ; la seconde classe payait 14 francs par hectare, et était composée de certaines terres argileuses, bonnes ; la troisième classe, constituée par certaines terres argileuses mais plus compactes, payait 12 francs l'hectare ; la quatrième classe payait 10 francs l'hectare, et comprenait les terres sablonneuses ; enfin la cinquième classe ne payait que 8 francs l'hectare, mais était constituée par des terres faites de sable de mer avec écailles.

Depuis 1865, on a adopté une autre base de répartition de l'impôt du dessèchement ; elle est encore la résultante du travail de la Commission cadastrale, mais aujourd'hui on proportionne la cotisation annuelle au revenu cadastral des propriétés non bâties.

A l'heure actuelle, les terres des Moères sont imposées à raison de 0 fr. 27967 par franc du revenu cadastral.

Telle est l'organisation actuelle de l'Association du dessèchement des Moères ; mais nous tenons à faire remarquer une nouvelle fois que l'Association

dite des Moères, malgré certaines ingérences bien spécifiées de l'autorité supérieure, n'en constitue pas moins une association de propriétaires libres de toute tutelle administrative, et pouvant gérer leur association au mieux de leurs intérêts.

Avant de terminer, remarquons que la loi du 8 avril 1898, sur le régime des eaux, n'est applicable ni aux canaux intérieurs des Moères, ni au Ringslot. Ces cours d'eau, que l'on peut ranger dans la catégorie des cours d'eau non navigables et non flottables, sont propriété de l'association du dessèchement, comme ayant été construits par les concessionnaires et les premiers co-propriétaires. Dès lors, l'article 3 de la loi du 8 avril 1898 ne s'applique pas ici et ne peut donner aux propriétaires riverains la propriété du lit de ces cours d'eau. Au cas où il y aurait lieu d'élargir l'un de ces canaux et si l'indemnité due au propriétaire exproprié donnent lieu à contestation, ce serait le Conseil de préfecture qui serait immédiatement compétent, conformément à l'article 20 du Règlement de 1822, et non le juge de paix du canton, ainsi qu'il est dit dans l'article 6 de la loi susdite. Quant à la conservation et à la police des canaux intérieurs des Moères, aussi bien que du Ringslot, ce n'est pas l'autorité administrative qui en est chargée, ainsi que le proclame l'article 8 de la loi, mais l'assemblée générale des propriétaires, représentée par la Commission administrative.

CHAPITRE II

NATURE JURIDIQUE DE L'ASSOCIATION DES MOËRES

Tout d'abord l'association des Moères ne peut pas être confondue avec une société, soit civile, soit commerciale. Ces sociétés ont pour caractéristique de « mettre quelque chose en commun », suivant les expressions mêmes de l'article 1832 du Code civil, « dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ». L'association des Moères, laisse chaque parcelle de terre entre les mains de son propriétaire, sans créer aucun fonds commun, et ses membres n'ont jamais en vue un gain à réaliser dans leur association, mais simplement de se conformer à la condition sous laquelle les Moères ont été concédées.

L'association des Moères n'est pas non plus un syndicat agricole et ne peut en conséquence être soumise à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

L'article 3 de la loi de 1884 est ainsi conçu : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour but l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Peut-on dire que les propriétaires des Moères exercent une profession agricole ou une profession similaire ou connexe à l'agriculture, ainsi que l'autorise la pratique depuis la circulaire ministérielle du 25 août 1884 ? Peut-on dire que ces propriétaires ont exclusivement pour but l'étude et la défense des intérêts agricoles ?

Tout d'abord faisons remarquer que l'association des Moères ne se compose que des seuls propriétaires. Or ces propriétaires, ce sont des hommes qui ont un terrain dans les Moères, terrain qu'ils veulent mettre à l'abri des inondations, bien plus pour le conserver en leur possession que pour le maintenir en état de culture ; et alors en quoi ce maintien de la conservation de ces terres intéresse-t-il le point de vue agricole ? Même le membre de l'association des Moères, qui élève sur son terrain une usine, une ferme, ne cesse pas d'être redevable de la cotisation du dessèchement pour toutes ses terres, aussi bien celles bâties que celles cultivées, et le propriétaire, qui transformerait tous ses terrains de culture en terrains bâtis, ferait toujours partie obligatoirement de l'association des Moères. Donc, le point de vue agricole n'est pas en jeu dans l'association des Moères ; les propriétaires, membres de l'association, ne pourront jamais être considérés comme exerçant

une profession touchant de près ou de loin à l'agriculture, et leur réunion ne pourra jamais être considérée comme « ayant pour but l'étude et la défense des intérêts agricoles » ; l'association des Moères n'est donc pas un syndicat.

Tout au contraire, les Moères sont une association syndicale.

M. Aucoc a défini les associations syndicales « les associations formées par les propriétaires intéressés à un travail d'utilité collective » (1). C'est bien le cas pour les Moères. C'est une association des propriétaires ayant leurs biens sur le territoire de l'ancien lac des Moères, et intéressés, tous tant qu'ils sont, au travail d'utilité collective, qui est le maintien du dessèchement.

Il existe trois types d'associations syndicales : l'association syndicale forcée, soumise aux lois du 14 floréal an XI, remplacée par la loi du 8 avril 1898, et du 16 septembre 1807, ainsi qu'à l'article 26 de la loi du 21 juin 1865, l'association syndicale libre et l'association syndicale autorisée, ces deux dernières, régies aujourd'hui par la loi du 21 juin 1865.

Examinons d'abord l'association des Moères et l'association syndicale forcée.

Le caractère distinctif de l'association syndicale forcée est de devoir son existence à la seule volonté des pouvoirs publics.

Lorsque l'autorité supérieure se trouve en pré-

(1) Aucoc. Tome II, 3^e édition, n^o 870.

sence de travaux dont la nature est prévue par des lois particulières, notamment la loi du 14 Floréal an XI et du 16 septembre 1807, elle décide qu'il y a lieu de les exécuter et déclare alors les propriétaires des terrains constitués en association syndicale, qui est l'association syndicale forcée.

Antérieurement au décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation, il fallait pour la constitution d'une association syndicale forcée un décret du Chef de l'État rendu, à peine de nullité, dans la forme des règlements d'administration publique, c'est-à-dire sur l'avis de l'assemblée générale du Conseil d'État (1).

Pour les Moères au contraire, l'association syndicale s'est formée librement par l'accord unanime des intéressés. Reportons-nous en effet vers l'année 1800, à l'époque où Vandermey, découragé et ruiné, avait abandonné le dessèchement des Moères, et où les frères Herwyn se remettaient à l'œuvre. A ce moment, les anciens propriétaires, évincés de leurs terres pendant les vingt années de jouissance accordées au concessionnaire, avaient repris possession de leurs terrains, et stimulés par l'ardeur de M. de Buyser, ils comprirent que pour mener à bien l'œuvre du dessèchement, il était de leur intérêt de se réunir et de procéder aux travaux en commun. Les premiers résultats ayant répondu à leur attente, ils résolurent de donner une base solide à leur association de fait, et pour cela, ils rédigèrent, en

(1) Conseil d'État, 23 février 1861, — D. 61-3-83.

1807, le règlement d'administration de leur association ; quant aux pouvoirs publics, ils ne furent appelés qu'à sanctionner ce règlement d'administration.

Il existe cependant un point commun entre les Moères et l'association syndicale forcée. Dans l'une comme dans l'autre association, il est impossible de concevoir à l'existence de l'association un terme dépendant de la volonté des intéressés. Etablie pour assurer l'exécution de certains travaux, il faudra toujours une association qui prendra les mesures pour assurer et maintenir ces travaux ; ainsi, dans les Moères, le danger permanent contre lequel il faudra toujours se défendre, ce sont les eaux pluviales ; les terrains des Moères, formant cuvette, recevront toujours les eaux des terres voisines, et toujours il faudra s'en défendre et accomplir ainsi l'obligation mise à la concession par Louis XVI.

L'association des Moères est-elle une association syndicale libre ?

L'association syndicale libre se forme sans l'intervention de l'Administration et reste toujours indépendante de l'Administration. Son mode de fonctionnement est déterminé par ses statuts, qui n'ont pas besoin de l'approbation préfectorale. Ses statuts prévoient et déterminent ses causes de dissolution et le mode de sa liquidation. Ses travaux ne sont pas assimilés aux travaux publics, et les contestations, auxquelles ils peuvent donner naissance, sont exclusivement de la compétence des tribunaux de droit commun.

Suivant M. Aucoc, le lien syndical dans l'association libre n'engendre que des obligations purement personnelles, ne grevant pas la propriété de l'associé. La cause de ce lien est son engagement et point une disposition quelconque de la loi ou un acte administratif. Si donc, ajoute le même auteur, en transmettant sa propriété, le membre de l'association ne prenait pas soin de stipuler qu'il transmet ses engagements envers l'association, le nouveau propriétaire ne serait pas lié, et, tout au contraire, le vendeur continuerait d'être soumis à l'obligation de participer aux charges de la Société (1).

Pour les Moères, au contraire, l'association des propriétaires est placée sous le contrôle de l'autorité administrative, qui a le droit de s'assurer si la condition de la concession est remplie, c'est-à-dire si le dessèchement est maintenu ; c'est à ce titre que l'autorité administrative est appelée à homologuer toutes les décisions de l'association syndicale des Moères.

Dans les Moères, le règlement d'administration de 1822, qui tient lieu d'acte d'association, n'envisage ni la question de dissolution, ni la question de liquidation, et la raison en est que l'obligation du dessèchement est perpétuelle, les eaux pluviales menaçant toujours d'inonder les terres.

Pour les Moères, aux termes de l'article 20 de leur règlement d'administration, nous l'avons vu, les travaux exécutés par l'association sont des tra-

(1) Aucoc, t. 2, n° 879.

vaux publics, et toutes difficultés relatives à ces travaux sont de la compétence du Conseil de préfecture.

Quant au lien syndical qui unit les propriétaires des Moères entre eux, il constitue une charge réelle suivant la propriété dans quelques mains qu'elle passe. Aux termes de l'acte de concession, le droit de propriété, accordé par les Lettres patentes de 1779, est limité par l'obligation d'assurer le dessèchement, et cette obligation est attachée à chaque parcelle des Moères, de telle sorte qu'un nouvel acquéreur ne reçoit la propriété que grevée de cette obligation, alors même qu'il ne l'aurait pas connue. Pas n'est besoin d'ailleurs d'une transcription de cette obligation : la propriété dans les Moères ne se conçoit pas sans cette obligation.

Nous venons de dire, opposant l'association des Moères aux associations syndicales libres, que, dans les Moères, le lien qui unissait les propriétaires entre eux était un lien réel, attaché à la terre et la suivant en quelques mains qu'elle passe, tandis qu'au contraire, dans les associations syndicales libres, le lien syndical engendrait des obligations personnelles. Toutefois, nous sommes obligés de reconnaître, en présence du décret du 9 mars 1894, article 2, que ce lien syndical est également réel dans toute association syndicale. Cet article 2 est, en effet, ainsi conçu : « Les obligations qui dérivent de la constitution de l'association syndicale sont attachées aux immeubles compris dans le périmètre,

et les suivent, en quelques mains qu'ils passent, jusqu'à la dissolution de l'association. »

Ce décret d'administration publique du 9 mars 1894 n'a-t-il pas empiété sur le pouvoir législatif ? C'est l'opinion de MM. Gain et Labori. En tous cas, en acceptant pour légal cet article 2, nous devons reconnaître que la dernière différence, signalée entre les Moères et l'association syndicale libre, n'existe plus.

L'association des Moères n'est-elle pas une association syndicale autorisée ?

Antérieurement à la loi du 21 juin 1865, le type des associations volontaires autorisées était déjà connu. Ces associations, nous dit M. Fuzier-Herman (1), supposaient toujours l'intervention ou tout au moins le patronage de l'autorité publique. On ne peut nier que ce fut le cas de l'association des Moères. Lorsque, d'abord en 1807, puis en 1822, le Préfet du Nord donnait son approbation au Règlement d'administration, que les propriétaires des Moères venaient de se voter, c'était bien une marque de patronage que l'association des Moères recevait de l'autorité publique ; et c'est encore une marque de patronage que la présidence des assemblées générales des propriétaires dévolue à M. le Sous-Préfet de Dunkerque.

De plus, autrefois, pour qu'il y eut association syndicale autorisée, il fallait l'accord unanime de

(1) *Répertoire du Droit français*, Tome V. Association syndicale : n° 44.

tous les associés. C'est qu'en effet, à cette époque, il n'existait pas de loi, comme depuis 1865, qui pût obliger la minorité à suivre l'avis de la majorité. Or, l'association des Moères s'est constituée, nous le savons, par l'accord unanime des intéressés, et les pouvoirs publics ne furent appelés qu'à approuver leur règlement d'administration. Ayant obtenu la sanction de l'autorité préfectorale, l'association des Moères peut réellement se dire autorisée.

Mais, remarquons-le, et c'est ce qui distinguera l'association des Moères de l'association syndicale autorisée ordinaire, il n'intervint aucun arrêté préfectoral formel autorisant l'association des Moères ; et cependant, autrefois, pour qu'une association syndicale fut autorisée, il devait être rendu, nous dit encore M. Fuzier-Herman, un arrêté préfectoral, rédigé suivant certaines formules déterminées par le Conseil d'État et le ministre des Travaux publics.

Enfin une différence essentielle entre l'association des Moères et l'association syndicale autorisée ordinaire, c'est que dans la première il n'y a jamais eu de commission spéciale. La loi du 16 septembre 1807 instituait, à côté du syndicat, une « commission spéciale » dont les attributions étaient les unes contentieuses et consistaient par exemple à prononcer sur les difficultés relatives au classement des terrains et à la répartition des dépenses, et les autres purement administratives, comme, par exemple, de donner son avis sur l'organisation du mode d'entretien des travaux de dessèchement.

Dans les Moères, il ne fut jamais question de « commission spéciale » : et ce fut toujours le Conseil de préfecture qui, en matière contentieuse, fut appelé à trancher toutes les contestations relatives au recouvrement des rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection ou à l'entretien des travaux.

Aujourd'hui d'ailleurs, depuis la loi de 1865, cette « commission spéciale », comme juridiction contentieuse, n'existe plus près d'aucune association syndicale ; cette loi l'a supprimée.

Il nous est donc permis de dire que, si l'association des Moères est une association syndicale autorisée, elle était, même avant la loi de 1865, « *sui generis* ».

Ce caractère particulier de l'association des Moères s'est encore accru depuis la loi du 21 juin 1865.

Cette loi a trait spécialement aux associations syndicales libres et aux associations syndicales autorisées ; elle a, pour ces dernières, édicté un certain nombre de règles qui ont été complétées par la loi du 22 décembre 1888 et par le règlement d'administration publique du 9 mars 1894. Or aucune de ces lois, qui constituent aujourd'hui le code des associations syndicales autorisées, ne s'applique à l'association des Moères.

Voyons-le brièvement.

L'article 16 de la loi de 1865 dit en son second alinéa : « Il est procédé à l'apurement des comptes de l'association selon les règles établies pour les

comptes des receveurs municipaux. » Or, pour les Moères, nous savons que les comptes du receveur ne sont pas soumis au contrôle du Conseil de préfecture ou de la Cour des Comptes.

L'article 22 de la loi de 1865, parlant des syndics, envisage le cas où l'assemblée générale, après deux convocations, n'aurait pas procédé à leur élection, et dans ce cas, il déclare que leur nomination appartiendra au préfet; et l'article 23 ajoute que, dans certains cas, le préfet aura toujours le droit de nommer un certain nombre de syndics. Dans les Moères, jamais il ne peut être question de la nomination par le préfet d'un membre de la commission administrative qui tient lieu du syndicat. De même, il n'existe pas de syndics suppléants.

Le président de l'association est nommé par l'assemblée générale, non par les syndics, contrairement à l'article 24 de la loi de 1865.

En outre, dans l'association syndicale autorisée ordinaire, c'est le syndicat qui, par exemple, vote le budget annuel, approuve les marchés et adjudications, et un certain nombre de ses délibérations sont définitives et exécutoires par elles-mêmes. Dans les Moères, la commission administrative n'a, comme autorité, que celle qu'elle détient de l'assemblée générale des propriétaires; cette dernière seule vote le budget et approuve les marchés et adjudications.

Enfin, les délibérations de la commission administrative ne sont jamais soumises au contrôle du Préfet.

Et cependant l'association des Moères jouit, comme association syndicale autorisée, d'un certain nombre de privilèges.

Tout d'abord elle est un établissement d'utilité publique. Sans doute, la doctrine et la jurisprudence ont varié sur la question de savoir si les associations syndicales constituaient des établissements publics ou simplement des établissements d'utilité publique. Nous n'entrerons pas dans cette discussion, et nous dirons de suite qu'à notre avis, l'association syndicale est un établissement d'utilité publique.

En effet, elle n'est pas créée pour la gestion d'un service public; elle ne se rattache ni à l'administration générale, ni à l'administration départementale, ni à l'administration communale; elle naît de l'initiative privée, s'administre elle-même et a en vue l'intérêt de ses membres, bien plus que l'intérêt général de la société; que si elle jouit cependant d'un certain nombre de privilèges que nous allons étudier, c'est uniquement en raison de l'utilité qu'elle présente pour le public. L'association des Moères, même autorisée, ne représente que des intérêts privés collectifs.

De ce caractère d'établissement d'utilité publique, découle pour les Moères la personnalité civile. En conséquence, elle pourra ester en justice, acquérir, vendre, échanger, transiger, emprunter et hypothéquer.

Ester en justice — l'association des Moères

pourra le faire par l'organe de sa Commission administrative devant les juridictions civiles et administratives, tant comme demanderesse que comme défenderesse, pourvu toutefois qu'elle y ait été autorisée par l'assemblée générale.

Mais les articles 69, 70 et 1039 du Code de procédure civile lui sont-ils applicables ?

Ces articles exigent, à peine de nullité, que les établissements publics soient assignés en leurs bureaux, dans le lieu où réside le siège de l'administration, et dans les autres lieux, en la personne et aux bureaux de leur préposé. Nous croyons que cette obligation est une des conséquences de la personnalité civile de l'association syndicale. Quant au visa, que prescrit l'article 1039, nous pensons, avec la jurisprudence (1), que cette formalité n'est pas nécessaire, cet article 1039 étant exceptionnel et édicté pour les seuls établissements publics.

Quel moyen d'exécution celui, qui a obtenu une condamnation contre les Moères, peut-il employer pour obtenir son paiement ?

Il ne peut être question pour lui de faire une saisie-arrêt entre les mains du receveur ou des débiteurs des Moères, puisque, aux termes des Lettres patentes, il est fait défense à toute personne de troubler Vandermey et ses associés, et par conséquent ses ayants-cause, dans l'exécution de leur entreprise. C'est au surplus le sentiment du Conseil

(1) Cassation, 1^{er} décembre 1886. D., 1887. 1. 183.

d'Etat, qui, dans un arrêt du 10 janvier 1890 (1), a déclaré qu'on ne peut opposer la compensation, art. 1289, Code civil, à des dettes dont le montant est recouvrable comme en matière de contributions directes.

Pour se faire payer, le créancier des Moères devra donc s'adresser au Préfet, à l'effet de faire porter au budget de l'association syndicale la somme nécessaire au paiement de sa créance. Il a toutefois le droit de faire inscrire sur les immeubles de l'association son hypothèque judiciaire, et cette inscription, qui ne constitue qu'un acte conservatoire, lui assurera un droit de préférence sur les tiers acquéreurs et autres créanciers.

Pouvoir d'acquérir, vendre et échanger. — Vandermeij, étant tenu d'assurer le dessèchement des Moères, a nécessairement reçu le droit d'acquérir, de vendre et d'échanger.

L'association des Moères pourra-t-elle acquérir à titre gratuit ? Notre avis est qu'il y a lieu d'adopter l'affirmative. Les Moères ont le droit d'acquérir, sans distinguer entre l'acquisition à titre gratuit et l'acquisition à titre onéreux ; dans les deux cas, c'est l'intérêt du dessèchement. Toutefois l'association des Moères, étant un établissement d'utilité publique, l'autorisation administrative, conformément à l'article 910 du Code civil, sera nécessaire. D'autre part, cette libéralité ne pourra être autorisée

(1) Journal *Le Droit*. du 22 janvier 1890.

que si elle a pour but de pourvoir au bon fonctionnement de l'association.

Les Moères devront faire transcrire les immeubles qu'elles auraient pu acquérir, et leurs actes sont soumis à l'enregistrement, comme tous ceux qui intéressent les particuliers.

Pouvoir de transiger. — La transaction n'étant qu'une forme d'aliénation, l'assemblée générale a donc le droit de consentir une transaction ; cette transaction, comme toute décision de cette assemblée, devra, aux termes du règlement de 1822, être approuvée par le Préfet.

Pouvoir d'emprunter et d'hypothéquer. — Toujours en vertu du même principe que l'association des Moères a reçu des Lettres patentes tout pouvoir pour remplir ses obligations, il faut reconnaître que dans la mesure où l'emprunt est destiné à lui donner les ressources nécessaires pour assurer le dessèchement, cet emprunt, et par conséquent l'hypothèque qui n'est qu'une garantie donnée au prêteur, lui sont permis.

Toutefois la délibération de l'assemblée générale qui donne à son président le pouvoir d'hypothéquer devra être dressée dans la forme authentique par un notaire, l'association des Moères ne conférant à son président qu'un mandat, et tout mandat ayant en vue une hypothèque devant être en la forme authentique (1).

L'association des Moères jouit encore, en tant

(1) Cassation, 15 nov. 1880. D. P., 1881.1.118.

qu'association syndicale autorisée, d'un autre privilège. Ce privilège consiste en ce que les travaux de l'association des Moères ont le caractère de travaux publics, c'est ce qui les distingue des établissements d'utilité publique.

L'article 20 du règlement de 1822 pose en effet comme règle que toutes les contestations relatives aux travaux des Moères sont de la compétence du Conseil de préfecture. Or, en vertu de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, le Conseil de préfecture seul est compétent pour trancher les contestations relatives aux travaux publics, il en résulte donc bien que les travaux exécutés par l'association des Moères ont le caractère de travaux publics.

La conséquence est qu'il faudra appliquer à ces travaux les règles générales régissant les travaux publics; par suite notamment, l'association des Moères jouit de certains privilèges, qui lui sont communs avec l'État, les départements et les communes, comme le droit d'occupation temporaire, de fouille, d'extraction de matériaux et d'expropriation (1). Ses travaux peuvent être exécutés en régie, à l'entreprise ou par concession.

Faisons observer toutefois que ces travaux, pour avoir le caractère de travaux publics, doivent avoir pour objet l'objet même de l'association, et s'il s'agit de travaux neufs ou de construction, de grosses réparations, le projet devra en avoir été soumis préalablement à l'approbation du Préfet, suivant la

(1) Aucoc, t. II, n° 911.

règle ordinaire ; quant aux travaux urgents et de simple entretien, la Commission administrative des Moères, nous l'avons vu, peut les faire exécuter sans autorisation.

Enfin, c'est encore en tant qu'association syndicale autorisée que l'association des Moères a droit à toutes les sommes qui lui sont nécessaires pour faire face aux dépenses qui lui incombent.

La Commission administrative, après que l'Assemblée générale a voté le budget, répartit entre tous les propriétaires le montant de la cotisation nécessaire aux travaux, le receveur des Moères établit et recouvre les rôles. Ce receveur suivra la même marche que celle indiquée pour le recouvrement des contributions directes. A chaque contribuable, il adressera donc tout d'abord un avertissement gratuit, puis à défaut de paiement, une sommation sans frais, et lorsque ces sommations n'ont pas été suivies de paiement dans la huitaine, commencent les mesures coercitives : délivrance d'une contrainte visée par le Préfet, commandement, saisie et vente. En fait, le receveur se rend dans la commune des Moères au jour par lui indiqué et chaque contribuable vient acquitter en ses mains la taxe par lui due.

Contrairement à l'article 62 du Règlement du 9 mars 1894, qui porte que « les taxes portées au rôle sont payables en une seule fois, sauf décision contraire du Préfet », le règlement des Moères de 1822 dispose, article 17, que « le percepteur est tenu

d'en (taxe) recouvrer le montant, mois par mois. »

L'association des Moères a, de plus, pour assurer le recouvrement de ces taxes un privilège sur les récoltes, fruits, loyers, fermages et revenus des immeubles faisant partie de l'association, et cela, en vertu du principe qui a assimilé les cotisations des associations syndicales aux contributions directes.

Il peut arriver que des réclamations soient élevées contre les taxes syndicales : ce seront, ou des demandes en décharge, lorsque le réclamant soutiendra que sa taxe est exagérée ou qu'il ne la doit pas, ou des demandes en modération ou remise basées sur des motifs particuliers, tels que mauvaises récoltes. Ces réclamations peuvent même n'avoir pour objet que de faire reporter une cote sur un autre contribuable qui aurait succédé au réclamant dans sa propriété. Le seul juge de toutes ces réclamations est le Conseil de préfecture du Nord.

La qualité essentielle de tout réclamant est d'être nominativement inscrit au rôle ; le fermier ne pourra donc pas réclamer pour son propriétaire, l'acquéreur pour son vendeur inscrit encore au rôle, mais un héritier a le droit de réclamer pour le défunt, et le tuteur pour ses pupilles mineurs.

Les demandes en décharge doivent être adressées sur timbre, si toutefois la cote excède 30 francs, au sous-préfet de Dunkerque ou au préfet du Nord, dans les trois mois de la publication du rôle ; que si, par hasard, cette publication n'était pas faite, le délai ne courrait qu'à partir du jour où le réclamant

aurait eu connaissance de son imposition. La commission administrative est consultée ; si elle accepte la réclamation, le Conseil de préfecture prononce la réduction ou la décharge, si au contraire la commission administrative a repoussé la demande, le réclamant en est averti et dix jours lui sont accordés pour faire parvenir ses observations. Lorsque l'affaire est en état, le Conseil de préfecture statue en audience publique, et le réclamant a le droit d'y faire entendre ses explications orales, s'il l'a préalablement demandé.

Deux mois à partir de la notification de l'arrêté du Conseil de préfecture sont accordés pour se pourvoir devant le Conseil d'Etat, près duquel, en cette matière, le ministère d'un avocat n'est pas obligatoire. La procédure, devant ces deux juridictions, se fait sans dépens, sauf s'il y a eu expertise.

Quant aux demandes en remise ou modération, à l'inverse de ce qui a lieu en matière de contributions directes, le Préfet n'a aucune qualité pour y accéder, attendu qu'il ne peut disposer à son gré d'une part quelconque des ressources de l'association des Moères. La demande en remise ou modération devra donc être portée devant l'assemblée générale qui, si elle y est favorable, fera reporter la cotisation, dont le demandeur aura été relevé, aux dépenses de l'année suivante.

Enfin les demandes en mutation de cote devront être adressées directement à la commission administrative. S'il n'y est pas fait droit, le réclamant

devra s'adresser au Conseil de préfecture, dans les trois mois de la publication des rôles, et dans ce cas, il sera nécessaire de mettre en cause la personne dont le nom doit désormais figurer au rôle.

La taxe est annuelle et elle est due nonobstant la vente de l'immeuble, qui serait effectuée dans le cours de l'année. Mais est-elle prescriptible et dans quel délai ? Il y a lieu de distinguer. Si l'association a obtenu un jugement contre le débiteur de la taxe, le délai de la prescription est de trente ans, comme en toutes matières ; si au contraire le receveur n'a pas intenté de poursuites ou les a abandonnées, la prescription sera acquise après trois années écoulées depuis la publication des rôles, comme en matière de contributions directes.

En résumé donc, l'association des Moères participe des avantages de l'association syndicale autorisée, mais n'en demeure pas moins *sui generis*, en raison de son antériorité aux lois du 16 septembre 1807 et du 21 juin 1865.

QUATRIÈME PARTIE

Les Associations de Dessèchement voisines des Moères

Les Moères belges — Les Wateringues

CHAPITRE PREMIER

LES MOËRES BELGES

C'est en 1714, au traité de Rastadt, que pour la première fois, la frontière passa au travers de la Grande Moëre et fit de ce sol ainsi partagé deux territoires différents. A cette époque, ainsi que nous l'avons vu dans l'étude des Moëres françaises, la Grande Moëre était redevenue un lac. Le sort de la partie autrichienne resta lié à celui de la partie française, jusqu'au moment où le comte d'Hérouville voulut reprendre l'œuvre du dessèchement ; et nous avons vu qu'en 1760, le 14 juillet, Marie-Thérèse, Impératrice d'Autriche, fit don à ce dernier de la partie des Moëres, située en territoire autrichien.

Au moment de cette concession, les Moëres belges ou autrichiennes comme l'on veut, comprenaient une surface de 1.201 hectares, 65 ares, 75-centiares, ou 2.731 mesures, 12 verges.

Le 8 juin 1771, le comte d'Hérouville et les co-pro-

priétaires cédèrent, par contrat du même jour, à la Compagnie française représentée par Nicolas Courtois, bourgeois de Paris, 441 hectares, 39 ares, 50 centiares, ou 1.025 mesures, 191 verges, de terres situées dans la partie des Moères belges, en échange de la Petite Moëre. Aussi, lorsqu'en 1779, d'Hérouville fit à l'Impératrice d'Autriche rétrocession des Moères belges, lui fut-il impossible de disposer de la partie vendue à Nicolas Courtois, et c'est pourquoi, en 1780, par les Lettres patentes du 11 mai, Marie-Thérèse d'Autriche ne donna à Vandermey que la concession des 1.700 mesures, rétrocédées par d'Hérouville.

Cette subdivision des Moères belges, qui date de l'année 1771, subsiste encore aujourd'hui ; aussi étudierons-nous dans deux paragraphes distincts, d'une part le domaine des Mille Mesures, d'autre part le domaine des 1.700 Mesures.

I. — Le domaine des Mille mesures.

Le domaine, dit des « Mille Mesures », qui comprend effectivement 1.025 mesures, 191 verges ou 441 hectares, 39 ares, 50 centiares, se trouve dans la partie la plus orientale de la Grande Moëre, vers Furnes.

Une digue, appelée Berme, allant du sud au nord, sépare ce domaine du domaine des 1.700 Mesures, qui touche à la frontière française ; toutefois dans la partie septentrionale des Moères, le domaine des

Mille Mesures s'arrête au « chemin des Moulins » ou « rue des Claires », qui lui sert de limite, sauf pour une toute petite emprise faite de l'autre côté de ce chemin des Moulins.

Cette digue de séparation entre le domaine des Mille Mesures et le domaine des 1.700 Mesures fut construite par la C^{ie} de Nicolas Courtois, dès qu'elle entra en possession de son domaine, par l'acte du 8 juin 1771. Ceci fait, la direction des travaux du dessèchement fut confiée à un nommé Everaert.

Celui-ci fit établir à grands frais deux moulins de son invention, mettant en mouvement des vis d'Archimède et destinés à épuiser les eaux. Mais l'effet produit par ces installations ne répondit pas au but cherché, et après un essai d'une dizaine d'années, on commença à douter du bon résultat de l'entreprise. Il fut décidé de donner la propriété en bail.

Le 23 Juin 1781, les frères Pierre-Antoine et Philippe-Jacques Herwyn se rendirent locataires du fief Courtois, pour une durée de douze années, moyennant le paiement annuel d'une somme de quatre mille francs pour chacune des quatre premières années, de huit mille francs pour chacune des quatre années suivantes, et de douze mille francs pour chacune des quatre dernières.

Immédiatement, ils se mirent à l'œuvre, reconstruisirent et consolidèrent les digues, établirent de nouvelles machines, améliorèrent le mécanisme des moulins qu'ils avaient trouvés installés. Leurs

opérations, conduites avec la plus grande intelligence et la plus grande énergie, furent bientôt couronnées d'un succès complet, et en quelques années cette partie des Moères se trouva couverte des plus belles récoltes.

Dans l'intervalle, les frères Herwyn, satisfaits des résultats, avaient obtenu la prorogation de leur bail du 23 Juin 1781.

Malheureusement survint l'année 1793, qui vit l'inondation des terres des Moères, et nous savons que les Moères belges furent, comme les Moères françaises, couvertes par les eaux lâchées de Nieuport, par ordre du gouverneur militaire de cette ville; la digue d'enceinte se rompit et amena l'anéantissement du fruit de tant de travaux.

Alors les frères Herwyn, désespérés, demandèrent la résiliation de leur bail, ce qui leur fut accordé, et le domaine des Mille Mesures ou fief Courtois resta dans l'abandon, au moins pendant quelques années.

En 1803, les frères Herwyn qui s'étaient consacrés, à cette époque, au dessèchement du domaine voisin des Dix-sept cents Mesures, voulurent reprendre le dessèchement du théâtre de leurs premiers travaux, et, le 30 germinal an XI (20 avril 1803), ils signèrent avec les co-propriétaires du fief Courtois un acte passé devant le notaire Silly à Paris, qui leur donnait pour le terme de douze années, à partir du 1^{er} vendémiaire an XI (23 septembre 1803) le bail du domaine des Mille Mesures. Ce bail était fait aux mêmes conditions que le bail du 23 juin 1781.

Pour se conformer aux prescriptions qui y étaient énoncées, une estimation fut faite, le 16 fructidor an XII (4 septembre 1804), par les sieurs Tauling et Lichtervelde, tous deux constructeurs de moulins, portant sur les trois moulins ou machines hydrauliques appelées l'Escaut, la Vilaine et la Lys, ainsi que sur les bâtiments ou constructions composant les fermes Sainte-Flore, Saint-Louis et Sainte-Julie, comme aussi sur les ponts et écluses, situés sur le domaine des Mille Mesures. L'estimation totale fut fixée à la somme de 6.320 livres tournois ou 65.501 fr. 43 centimes. C'était tout ce qui restait du précédent dessèchement, opéré jusqu'en 1793 par les frères Herwyn.

Par ce bail du 30 germinal an XI, il avait été décidé que les frères Herwyn construiraient une machine hydraulique, qui serait mue par des chevaux, pour suppléer au travail des moulins en cas d'absence du vent. Mais on ne donna pas suite à ce projet, car « sa construction fut reconnue impossible par les hommes de l'art (1). »

En 1816, le bail des frères Herwyn prit fin, et le 4 septembre de la même année, fut signé entre les locataires et les propriétaires des Mille Mesures un accord traitant de la question des reprises et des plus-values. Cet accord fut signé aux Moères par Antoine Doyen, agissant comme propriétaire et fondé de pouvoirs des co-propriétaires des Mille

(1) Accord entre les frères Herwyn et les propriétaires des Mille Mesures, 4 septembre 1816.

Mesures, et d'autre part, par les frères Herwyn.

On procéda, à ce moment, à une nouvelle estimation des objets qui, douze ans auparavant, avaient reçu une première estimation. Ce travail fut fait, le 28 août 1816, par les sieurs Tauling et Philippe Coulier, tous deux constructeurs de moulins. Cette estimation se monta à la somme de 72.695 fr. 69, en augmentation par conséquent de 7.194 fr. 26 sur celle faite douze ans auparavant ; cette majoration fut, en conséquence, comptée au bénéfice des frères Herwyn.

Nous voyons, dans cet accord du 4 septembre 1816, combien la gestion des frères Herwyn avait été profitable à la richesse du pays. Nous y lisons, en effet « que MM. Herwyn abandonneront les arbres montants et les arbres fruitiers plantés dans le jardin de la ferme Sainte-Flore, ainsi que les ouvrages d'art et d'agrément, consistant en pièces d'eau, parterre, jardin anglais, ponts, etc., au profit des propriétaires, etc. » Comme on était loin de l'époque où trois fermes et trois moulins abandonnés, derniers vestiges d'une période prospère, étaient de toutes parts entourés par les eaux !

Lorsque les frères Herwyn se furent retirés de l'exploitation du domaine des Mille Mesures et que leur association eut pris fin le 1^{er} octobre 1816, suivant un acte du 23 septembre de la même année, qui fixait les reprises de chacun des deux frères (1),

(1) Dans l'exploitation des Mille Mesures, Pierre-Antoine Herwyn avait fait un apport de 80.000 livres tournois, et

les terres furent louées à différentes personnes.

Cependant, par suite de successions, la propriété des Mille Mesures était devenue le bien d'un grand nombre de co-propriétaires, tous héritiers des membres de l'ancienne C^{ie} Courtois ; il fut décidé alors, pour éviter des complications, de mettre en vente le domaine des Mille Mesures.

L'adjudication eut lieu le 31 juillet 1817, pour la somme de 208.000 francs, au profit de la famille Lefebvre de Tournai. Le 3 novembre 1819, les Mille Mesures furent vendues à M. le comte du Maisniel pour la somme de 330.000 francs. Celui-ci y fit construire les fermes désignées sous le nom de Sainte-Marie et de Sainte-Anne, et fit établir la machine à vapeur, actionnant une roue à tympan, pour élever les eaux.

Le 2 octobre 1871, les Mille Mesures furent mises en vente publique par le ministère de M^e Vanbeveren, notaire à Bruxelles, et adjugées à M. Moissenet, pour la somme de 1.799.679 francs 59 centimes. Ces Mille Mesures restèrent peu entre les mains de leur nouveau propriétaire, car celui-ci, au moment où le paiement devait s'effectuer, les revendit à M. Auguste Titeca, de Bruxelles, pour la somme de 2.000.000, en tablant sur des bases de revenus excessifs,

Philippe-Jacques Herwyn, un apport de 40.000 livres tournois. A cette époque, Pierre-Antoine Herwyn avait été fait sénateur, comte de l'Empire, commandeur de la Légion d'honneur, et Philippe Herwyn était devenu baron, et avait été sous-préfet du 2^e arrondissement du département de la Lys, en résidence à Furnes.

évalués à 60 et 65 francs la mesure. Actuellement les Mille Mesures sont devenues la propriété de M. Andries, industriel à Tamise, par suite de son mariage avec Mademoiselle Elvina Titeca, fille de M. Auguste Titeca.

Si maintenant, connaissant l'histoire des Mille Mesures, nous examinons leur mode de dessèchement, nous verrons qu'il y existe les deux espèces de machines d'épuisement que nous connaissons dans les Moères françaises.

Il y a d'abord une machine à vapeur qui actionne une roue à tympans, dont les plans sont dus à M. Hector Collette; elle fut construite vers 1856.

On y trouve, en second lieu, un moulin à vent, qui met en mouvement une vis d'Archimède.

La roue à tympans peut épuiser 17 mètres cubes d'eau à la minute, tandis que la vis d'Archimède en épuise 23; mais ces deux modes de dessèchement ne peuvent fonctionner en même temps, car les eaux ne peuvent arriver assez vite au bassin d'épuisement, pour alimenter à la fois la roue et la vis d'Archimède.

A l'heure actuelle, il est question de supprimer et le moulin et la machine à tympans, qui est usée, et de les remplacer par une machine à vapeur, avec pompe centrifuge.

II. — Le domaine des Dix-sept-cents Mesures.

Le domaine des Dix-sept-cents Mesures comprend exactement 1.705 mesures, 114 verges ou 750 hec-

tares, 37 ares, 15 centiares de terres situées à l'intérieur du contre-fossé. Il est situé le long de la frontière française ; une digue le sépare des Moères françaises et se trouve sur l'emplacement de celle tracée autrefois par Cobergher pour établir la délimitation entre ses propriétés et celles des archiducs d'Autriche. Une autre digue, nous l'avons vu, maintient la séparation entre ce domaine et le domaine des Mille Mesures, vers l'Est.

Disons de suite que l'on appelle du nom spécial de « Moères blanches » la portion du domaine des Dix-sept-cents Mesures qui se trouve au Nord, située entre le contre-fossé et le chemin des Moulins. On suppose que ce nom vient de ce que dans cette partie, la plus basse, les eaux demeurèrent le plus longtemps, et par conséquent que ce fut la dernière partie desséchée, c'est-à-dire celle qui fut le plus longtemps improductive.

I. HISTORIQUE. — Le Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, ayant vu l'inanité de leurs efforts pour porter le dessèchement à sa perfection, rétrocédèrent le domaine des Dix-sept-cents Mesures, qu'ils tenaient en vertu des Lettres patentes du 14 juillet 1760, à l'impératrice d'Autriche, Marie-Thérèse, par acte passé le 4 septembre 1779, devant M^e Brichard et son collègue, notaires à Paris.

Celle-ci en fit don, par les Lettres patentes du 11 mai 1780, à Henri Vandermey et à ses associés, à charge de le dessécher dans le terme de six années.

Ce n'est qu'à la fin de 1781 que le nouveau con-

cessionnaire pensa aux installations à faire dans le domaine des Dix-sept-cents Mesures. Il fit alors accord avec un ouvrier hollandais, Henri Tauling, constructeur de moulins, qui vint s'établir aux Moères.

Malheureusement les difficultés qui, à cette époque, entravaient l'œuvre du dessèchement des Moères en France, eurent leur contre-coup dans le domaine des Dix-sept cents Mesures, puisque Vandermey était le concessionnaire sur les deux territoires.

Voyant alors la prospérité que, dans l'exploitation voisine des Mille Mesures, les frères Herwyn avaient obtenue, Vandermey et ses associés proposèrent à ces derniers de leur donner en bailles Dix-sept-cents Mesures. Cette proposition fut acceptée et le bail fut signé pour une durée de douze années, le 24 décembre 1787, devant M^e Coopman, notaire à Bruges.

Ce bail était fait, moyennant « le paiement, de la part des frères Herwyn, pour les six premières années, d'une somme de 30.000 livres tournois, c'est-à-dire 5.000 livres par an, et pour la jouissance des six dernières années, une pareille somme de 30.000 livres et au-dessus une nouvelle somme de 7.000 livres, laquelle ne pourra être exigée qu'à l'expiration du présent bail ».

Toutefois, par un acte sous seing privé fait à la même date, Vandermey et ses associés se réservaient la faculté de résilier ce bail, moyennant une indemnité de 40 louis d'or ou la jouissance gra-

tuite de ces terres pendant une année en faveur des locataires. En effet, à ce moment des pourparlers étaient engagés avec une Compagnie française pour la reprises des travaux du dessèchement; d'ailleurs ces pourparlers n'eurent aucune suite.

Ce bail, toutefois, ne comprenait pas encore la totalité du domaine des Dix-sept cents Mesures, et le restant de cette propriété ne fut donné en bail aux frères Herwyn, que le 16 mars 1789, par acte sous seing privé, passé à Gand.

Les frères Pierre-Antoine Herwyn et Philippe-Jacques Herwyn s'associèrent avec leur beau-frère, le sieur Marrannes, et le 22 avril 1792, ils signaient une convention avec le sieur De Cock, demeurant à Hondschoote, « qui s'engageait à fournir une somme de trente-six mille livres tournois, moyennant un quart dans le bénéfice comme dans la perte de l'entreprise ». Pierre-Antoine Herwyn avait, à cette époque, la gestion de l'entreprise des Dix-sept cents Mesures, avec la signature sociale « Herwyn frères et C^{ie} »; comme prix de sa surveillance, la Société lui allouait une somme de six cents livres par an à prendre sur le bénéfice annuel, et une autre somme de cent cinquante livres annuellement pour son commis.

Immédiatement les frères Herwyn se mirent à l'œuvre, et leur succès fut aussi complet que dans le domaine des Mille Mesures. Le 7 décembre 1790, Vandermeij et ses associés avaient signé en leur faveur une prolongation de leurs baux de 1787 et de

1789, devant M^e Maximilien-Laurent Vercamer, notaire royal de la ville d'Hondschoote. Cette prolongation portait sur une durée de six années « dont la première devait commencer à courir respectivement à l'expiration de la dernière du terme de chacun de ces deux baux, aux mêmes conditions qui y sont contenues », sauf quelques modifications, c'est ainsi que le prix principal fut fixé à la somme de neuf mil six cents livres tournois « pour chacune des six années qu'il devra durer ».

En 1793, tout le domaine des Dix-sept cents Mesures était livré à la culture, lorsque, au mois de novembre les eaux de l'inondation vinrent détruire l'œuvre si difficilement acquise.

A la suite de ces malheurs, les frères Herwyn réclamèrent près de Vandermey l'exemption du paiement du prix du bail, conformément aux stipulations de leur contrat de 1787. Par acte passé, le 10 février 1794, devant M^e Verhøegen, notaire à Anvers, cette exemption leur fut accordée non seulement pour l'année 1793, mais aussi pour les années 1794 et 1795, parce que, disait cette convention, « selon toutes les apparences, malgré toute leur industrie et malgré toutes les dépenses extraordinaires qu'ils seront obligés de faire pour mettre de nouveau les terres comprises dans leurs différents baux en état de culture, celles-ci ne seront d'aucun rapport pendant les deux années susdites. » Comme indemnité, les frères Herwyn obtenaient une prolongation de leur bail pour trois années.

Le 25 juillet 1795, un nouvel acte fut signé devant le même M^e Verhøgen, entre les mêmes parties, accordant une nouvelle exemption de payer le prix du bail pour les années 1796 et 1797, avec prolongation de deux nouvelles années de bail. Cette nouvelle faveur fut consentie aux frères Herwyn pour les dédommager des pertes énormes qu'ils avaient subies pendant la guerre par le pillage de leurs grains et de leur bétail, ainsi que par l'inondation des Moères par l'eau de mer, dont les effets néfastes duraient encore.

En 1798, à la suite de nouveaux désastres causés par la guerre, les frères Herwyn signifièrent aux propriétaires des Dix-sept-cents Mesures, c'est-à-dire à Vandermey et à ses associés, qu'ils préféraient sacrifier les sommes qu'ils avaient avancées pour le compte de ces propriétaires, quelque considérables qu'elles fussent, et renoncer à l'exploitation, plutôt que de s'exposer à une ruine certaine. Pour expliquer leur résolution, ils disaient « qu'ayant réussi à force de travaux et de nouvelles dépenses à débarasser les terres des Moères des eaux de la mer qui les ont couvertes, une triste et douloureuse expérience les a convaincus de l'effet pernicieux qu'a fait le séjour de ces mêmes eaux sur la fertilité de ce terrain, dont la plus grande partie est devenue et sera probablement, pendant plusieurs années encore, d'une stérilité désolante et presque invincible. »

Ils ajoutaient encore que par suite des pillages successifs, conséquence des guerres, « ils étaient

dans le cas de remonter à neuf toute leur exploitation, s'ils voulaient la continuer. »

Cependant les frères Herwyn offraient à l'association Vandermey de continuer les opérations de dessèchement dans le domaine des Dix-sept-cents Mesures, mais à condition que les propriétaires voulussent consentir à de nouveaux arrangements.

Ceux-ci, craignant de ne trouver personne qui eut les capitaux nécessaires pour mener à bien une exploitation de cette importance, ou qui, même en disposant de pareils capitaux, voulut se charger de cette entreprise par les temps troublés où l'on vivait, accordèrent aux frères Herwyn un nouveau bail de douze années à partir du 1^{er} vendémiaire an VII (23 septembre 1798). Ce bail était fait moyennant le paiement d'une somme de six mille livres tournois par an ; il fut passé devant M^e Jossaer, notaire à Bruges, le 22 vendémiaire an VII (13 octobre 1798). Outre les terres composant le domaine des Dix-sept-cents Mesures, ce nouveau bail accordait aux frères Herwyn la jouissance d'un certain nombre de terres situées entre le contre-fossé et le Ringslot, avoisinant cette partie des Moères ; de plus, du prix invariable de 6.000 livres tournois, les frères Herwyn pouvaient déduire les gages des meuniers employés sous leurs ordres, ceux du garde préposé à la conservation de leurs récoltes, et les salaires de l'inspecteur des travaux.

A cette époque, l'association des frères Herwyn et de leur beau-frère, le sieur Marrannes, avec le sieur

De Cock, devait être dissoute, car dans un arrangement particulier entre les frères Herwyn et le citoyen Marrannes, en date du 16 vendémiaire an X (7 octobre 1801), il n'est nullement question du sieur De Cock. A cette date, 16 vendémiaire an X, les trois associés procédèrent entre eux au partage du domaine des Dix-sept-cents Mesures, qui à ce moment comprenaient effectivement 1.744 mesures. Ce domaine fut divisé en deux grandes portions, l'une comprenant 584 mesures, 235 verges, resta part indivise de la société Herwyn frères et C^{ie}, l'autre fut subdivisée en trois corps de censes et partagée entre les trois associés : la ferme Saint-Thomas fut dévolue au sieur Marrannes, la ferme Saint-Henry au sieur Philippe Herwyn, et la ferme Sainte-Claire à Pierre-Antoine Herwyn. Les trois associés devenaient libres de gérer leur part respective, comme bon leur semblerait ; toutefois les deux frères Herwyn continuèrent à exploiter en commun.

Il faut croire que ce nouvel arrangement leur plut, car le 30 vendémiaire an XI (21 octobre 1802) ils le complétèrent en divisant encore en trois parts presque toutes les terres qui étaient restées indivises par l'arrangement du 16 vendémiaire an X, et deux ans après, les dernières terres qui restaient en commun furent partagées entre les trois associés suivant accord provisoire du 27 vendémiaire an XIII (18 octobre 1804), et suivant accord définitif du 18 octobre 1806.

En 1803, l'ainé des frères Herwyn, Philippe-

Jacques, ne pouvant plus continuer à s'occuper de la direction de cette importante exploitation, celle-ci fut confiée, le 23 octobre 1803, au constructeur de moulins, Henri Tauling, que les frères Herwyn avaient conservé comme ingénieur. Le domaine des Dix-sept-cents Mesures était en bonnes mains, car, grâce à lui, le dessèchement avait été mené rapidement, un sixième moulin avait été construit, et en l'an XII (1804), le Préfet du Nord, Dieudonné, pouvait écrire dans un rapport au premier Consul que « la totalité du terrain était desséchée », et que « la culture s'étendait de jour en jour dans cette partie des Moères ».

Henri Tauling mourut le 5 mars 1820 ; il fut alors remplacé, jusqu'à la fin du bail des frères Herwyn, par M. Louis De Buyser, demeurant à Dunkerque, et déjà chargé, depuis le 10 avril 1801, des travaux de dessèchement des Moères françaises.

En 1809, Henri Vandermey était mort à Anvers, complètement ruiné, et n'ayant pas acquitté au comte d'Hérouville ni à sa succession la créance hypothécaire due depuis les Lettres patentes de 1779 et de 1780, et qui se montait encore à la somme de 1.200.000 francs.

En 1808, cette créance était devenue la propriété de M^{me} la comtesse de Chastenet-Puységur, fille et unique héritière du comte d'Hérouville. Celle-ci la céda, le 11 juillet 1814, nous l'avons vu, pour la somme de 100.000 francs à MM. Charles-Louis Tupigny de Moligneau, écuyer, valet de chambre

de Sa Majesté le roi Louis XVIII, et Edme Quenedey, demeurant tous deux à Paris.

A la mort de Vandermey, ses héritiers renoncèrent à sa succession, et le tribunal civil d'Anvers nomma M^e Houzelle, avoué à Anvers, curateur de cette succession vacante.

Immédiatement les frères Herwyn réclamèrent le remboursement des avances qu'ils avaient faites pour le compte des propriétaires, c'est-à-dire de Vandermey, dans le domaine des Dix-sept-cents Mesures. Ces avances, ils les évaluaient, dans un acte passé le 21 août 1811, entre les frères Herwyn et la veuve et les héritiers de feu M. Norbert Marrannes, à la somme totale de 134.398 livres 8 deniers tournois, employés jusqu'à cette époque dans l'entreprise des 1.700 mesures. Cette somme se répartissait ainsi : 62.108 livres, 02 pour M. Marrannes ; 40.790 livres 06 pour les frères Herwyn en commun ; 10.000 livres pour Pierre-Antoine Herwyn spécialement ; et 21.500 livres pour les trois associés en commun.

Le tribunal civil d'Anvers, en date du 25 novembre 1811, condamna M^e Houzelle « en sa qualité de curateur à la succession vacante à payer à MM. Herwyn la somme de 164.289 francs 47 centimes pour avances par eux faites jusqu'au 1^{er} janvier dernier, dans les Moères dont s'agit, sans préjudice d'autres faites depuis et de liquidation à faire », et autorisa lesdits frères Herwyn « à continuer la jouissance desdites Moères jusqu'au remboursement de leurs dépenses. »

Le 23 juin 1817, le curateur Houzelle obtint, par jugement du tribunal d'Anvers, l'autorisation de mettre les 1.700 mesures en vente publique, et il rédigea un cahier des charges, dans lequel fut introduite la clause suivante : « En conformité de l'article 9 du bail du 22 Vendémiaire an VII, et du jugement du tribunal de 1^{re} instance d'Anvers du 25 novembre 1811, les adjudicataires seront tenus, avant de pouvoir entrer en jouissance des terres à eux adjugées, de rembourser préalablement aux frères Herwyn le montant de leurs avances pour dépenses faites et à faire, arrêtées par ledit jugement ».

MM. Tupigny et Quenedey, devenus créanciers hypothécaires à la place de la succession du Comte d'Hérouville, firent opposition à l'introduction de cette clause, mais ils furent déboutés. Ils insistèrent, et le jour fixé pour la vente, une ordonnance de référé du président du tribunal de Furnes ordonna le sursis provisoire de cette vente. En vertu d'un jugement du tribunal d'Anvers du 18 juillet 1822, confirmé par un arrêt de la Cour supérieure de Justice de Bruxelles, en date du 5 juillet 1823, MM. Tupigny et Quenedey obtinrent, en faveur de leur créance hypothécaire, la priorité sur la créance des frères Herwyn.

L'adjudication provisoire fut alors fixée au 16 octobre 1823, à Furnes, en présence du juge de paix du canton. Les frères Herwyn firent opposition et portèrent en cassation l'arrêt de la Cour de Justice du

5 juillet 1823 ; mais on passa outre, et l'adjudication provisoire eut lieu au jour dit ; quant à l'adjudication définitive, elle resta fixée au 30 octobre suivant.

Ce jour-là, une nouvelle opposition fut faite au nom du sieur Védaste Bondeweel d'Hondschoote, qui avait épousé la fille du constructeur Tauling, lequel avait une créance contre Vandermey. L'adjudication définitive fut donc remise, et les parties renvoyées en référé devant le président du tribunal de Furnes. Celui-ci, en audience du 4 novembre 1823, décida que c'était à tort qu'il avait été sursis à la vente, et celle-ci fut définitivement fixée au 21 juin 1824.

A cette date, les frères Herwyn, qui avaient continué l'exploitation des Dix-sept-cents Mesures, en vertu même du jugement d'Anvers du 25 novembre 1811, déclarèrent par exploit de l'huissier Bril, qu'ils n'abandonneraient pas le domaine des Dix-sept-cents Mesures, tant qu'ils n'aient touché la somme de 180.549 florins 87 deniers de Hollande, soit 312.580 francs 68 centimes, montant de la créance que leur devait Vandermey.

L'adjudication eut lieu cependant et le domaine des Dix-septs Mesures, augmenté des terres comprises entre le contre-fossé et le Ringslot, données en bail aux frères Herwyn, fut adjugé définitivement le 21 juin 1824, pour la somme de 171.000 florins de Hollande, outre les frais se montant à 9.419 florins, soit au total 381.839 francs 17 centimes, à M. Jacques-Michel Falampin de Fresnes,

avocat à Paris, gendre de M. Quenedey, le tout par procès-verbal d'adjudication tenu par M^e Verwaerde, notaire à Furnes.

Le produit de la vente fut versé à la caisse des dépôts et consignations, et le juge-commissaire de la succession Vandermey proposa de répartir le prix de vente entre l'avoué pour les frais des poursuites, le curateur de la succession Vandermey, M^e Houzelle et le restant aux créanciers hypothécaires.

Les frères Herwyn firent opposition contre ce projet de distribution du prix de la vente, car, à ce moment, aucune solution n'avait encore été rendue sur le pourvoi qu'ils avaient formé en cassation contre l'arrêt de la Cour du 5 juillet 1823, qui avait décidé que la créance Tupigny et Quenedey devaient primer celle des frères Herwyn.

Cette nouvelle opposition alla jusqu'en cassation, et la Cour, par un arrêt du 1^{er} mars 1825, ordonna aux parties de comparaître pour se concilier, si possible.

Après bien des pourparlers, tous les différends furent aplanis et cessèrent par voie de transaction, passée le 20 avril 1826.

La comtesse Herwyn, dont le mari était décédé en 1824, avait transigé comme tutrice de ses enfants ; quant à M. Philippe Herwyn, il reçut une somme de 41.000 francs.

En conséquence de cette transaction M. Falampin de Fresnes fut mis, en 1827, en libre jouissance du domaine des Dix-sept-cents Mesures.

A sa mort, survenue le 24 mai 1830, sa veuve Melisse Quenedey renonça à la communauté de biens qui avait existé entre elle et son mari, de sorte que le domaine des Dix-sept-cents Mesures devint la propriété de la succession de feu M. Falampin de Fresnes. Cette succession mit ce domaine en adjudication et le vendit, le 23 avril 1834, à M. le comte de Chastenet-Puységur, en vertu d'un acte passé devant M^e Cuvelier, notaire à Furnes, pour le prix principal de 482.000 francs.

Le comte Aimé-Jacques Ladislas de Chastenet-Puységur et son épouse, dame Pauline de Charrette firent, en vertu d'un acte passé devant M^e Robin, notaire à Tours, le 6 février 1844, le partage du domaine des Dix-sept-cents Mesures entre leurs six enfants. Ce sont ces six enfants du comte de Chastenet-Puységur qui, le 21 août 1845, adoptèrent le Règlement d'administration encore en vigueur dans le domaine des Dix-sept-cents Mesures, sauf quelques modifications apportées, le 9 juin 1879, par l'assemblée générale des propriétaires.

Peu à peu les enfants de Chastenet-Puységur vendirent leur lot, et c'est ainsi qu'en 1866, il ne restait plus que trois membres de la famille de Puységur propriétaires dans les Dix-sept-cents Mesures.

En 1871, le dernier lot entre les mains d'un de Puységur fut vendu par Armand de Puységur à M. Moissenet, qui ne tarda pas à le revendre à un prix d'ailleurs très élevé, sur la base de plus de

3.000 francs l'hectare, à un certain nombre d'acquéreurs.

Aujourd'hui, l'ensemble des acquisitions des terres de ce domaine des Dix-sept-cents Mesures lui donne une valeur totale d'achat, qui atteint 2.134.904 francs.

Sera-t-il besoin après cela de démontrer la prospérité très grande de cette région ? A l'heure actuelle, on compte dans le domaine des Dix-sept-cents Mesures, treize fermes qui sont : le Moerland (château), Saint-Armand, Sainte-Claire, Saint-Étienne, Saint-Léopold, Saint-Vincent, Saint-Henri, Saint-Thomas, l'Étoile du Nord, la Borne, Saint-Gonzalve, Saint-Philippe et Sainte-Apolline.

II. ADMINISTRATION DU DESSÈCHEMENT. — Nous avons vu que les six enfants du comte et de la comtesse de Chastenot-Puységur avaient, le 21 août 1845, adopté un règlement d'administration pour le domaine des Dix-sept-cents Mesures. Ce règlement était fait dans le but de maintenir et d'améliorer le dessèchement du domaine qui devenait leur propriété. Aussi, lorsque les membres de la famille de Puységur eurent disparu du nombre des propriétaires de ce domaine des Moères, ne fut-on obligé que de procéder à quelques modifications de détail, qui furent votées dans l'assemblée générale des propriétaires, le 9 juin 1879. C'est ce règlement, tel qu'il existe aujourd'hui, que nous allons étudier.

Tout d'abord ce règlement s'applique à tout le domaine des Dix-sept-cents Mesures qui, depuis le

bail du 22 vendémiaire an VII consenti par Vandermeij aux frères Herwyn, est augmenté d'un certain nombre de terres, comprises entre le contre-fossé et le Ringslot, et aussi d'autres terres également comprises entre le contre-fossé et le Ringslot appartenant à des propriétaires des Dix-sept cents Mesures et acquises sous ces conditions à la famille de Puységur. Pour s'en convaincre nous citerons la clause de l'un de ces actes d'acquisition, qui met dans cette situation spéciale les terres comprises entre le contre-fossé et le Ringslot, acquises de la famille de Puységur : « Ces terres font partie du domaine les 1.700 Mesures, en resteront dépendre et devront continuer à supporter leur part dans les frais de dessèchement, dans toute la rigueur du règlement de l'Administration d'icelui domaine. L'acquéreur sera subrogé purement et simplement aux droits du vendeur ».

Tout cet ensemble de terres forme aujourd'hui un total de 1.795 mesures 55 verges et demie, ou 789 hectares, 88 ares, 34 centiares.

Nous verrons plus loin que pour ces terres, comprises entre le contre-fossé et le Ringslot, leur situation spéciale entraîne pour elles des frais supplémentaires.

C'est l'assemblée des propriétaires des Dix-sept cents Mesures qui a la souveraine autorité dans le dessèchement du domaine ; ici pas de commission administrative.

Cette assemblée des propriétaires se réunit, de

rigueur, une fois l'an, au château du Moerland, le premier lundi de juin.

Pour prendre part au vote, il faut être propriétaire d'au moins un hectare dans les terres soumises au dessèchement, et le nombre de voix dont le propriétaire dispose correspond exactement au nombre d'hectares possédés. Toutefois les propriétaires de moins d'un hectare peuvent se réunir entre eux, et obtenir une voix s'ils représentent un hectare.

L'assemblée des propriétaires a à sa tête un Président et un Secrétaire nommés à la majorité des voix, pour une période de trois ans, et toujours rééligibles.

Le Président a voix prépondérante en cas de partage des voix ; il est chargé de convoquer l'assemblée des propriétaires, trois jours à l'avance, s'il y a lieu à une réunion extraordinaire. Cette réunion extraordinaire peut d'ailleurs être demandée par un groupe de propriétaires, possédant ensemble au moins le tiers des terres soumises au dessèchement.

L'assemblée des propriétaires est encore chargée de nommer un employé, dont le rôle est de surveiller tout ce qui a trait au dessèchement, d'examiner les travaux à faire ou en cours d'exécution, ainsi que de faire les recettes et solder les dépenses.

C'est encore à l'assemblée des propriétaires qu'appartient la nomination du garde et des ouvriers aux machines d'épuisement.

A côté de ce rôle de nominations, l'assemblée générale des propriétaires est appelée à arrêter, chaque année, le budget des recettes et dépenses de l'année suivante, en établissant les dépenses extraordinaires d'après les devis, marchés ou autres pièces qui y sont relatives.

Les recettes consistent uniquement dans une cotisation annuelle, proportionnée à la quantité des terres possédées, et que les propriétaires du domaine des 1.700 Mesures fixent chaque année comme étant nécessaire pour subvenir aux dépenses de l'année suivante.

La cotisation annuelle initiale se monte à 10 francs par hectare, mais aujourd'hui, et cela depuis quelques années, en raison des dépenses nécessitées par la construction de machines à pompes centrifuges, on a augmenté cette cotisation de 30 %.

Ces recettes sont destinées à faire face aux dépenses ordinaires et extraordinaires. Les dépenses ordinaires sont l'entretien des machines d'épuisement, des digues, des éclusettes, des ponts et aqueducs, du contre-fossé, des canaux et du Ringslot, tous objets demeurant en commun parmi les propriétaires des 1.700 Mesures ; c'est le traitement du garde, des ouvriers et du receveur surveillant. Quant aux dépenses extraordinaires, elles correspondent à certains travaux spéciaux.

Les recettes annuelles, qui s'élèvent habituellement, moyennant la cotisation nette de 10 francs, à 7.898 fr. 83 cent., s'élevaient au dernier exercice à

10.268 fr. 47 cent. Quant aux dépenses, l'exercice clôturé au 30 septembre 1905 accusait, comme dépenses ordinaires, 6.886 fr. 51 cent., et comme dépenses extraordinaires, 1.683 fr. 70 cent., ce qui formait un total de 8.570 fr. 21 cent., le surplus servant à éteindre l'emprunt contracté en vue des machines nouvelles.

Enfin, dans une convention spéciale, le règlement d'administration du domaine des 1.700 Mesures prévoit que tout nouveau propriétaire dans le domaine sera tenu de se conformer entièrement au règlement d'administration dont nous venons de parler.

En résumé, le domaine des 1.700 Mesures est géré par l'Association des propriétaires absolument indépendants et n'est jamais soumis à l'ingérence de l'autorité administrative. Ici il n'est pas question comme dans la Grande Moère française d'homologation, par le gouverneur de la province tenant lieu du préfet, des décisions de l'assemblée générale des propriétaires ; les taxes sont levées et perçues en dehors de toute approbation de l'autorité supérieure. Les travaux sont les travaux d'une société privée et sont laissés au libre arbitre des propriétaires. Les contestations, qui viendraient à s'élever soit vis-à-vis des taxes annuelles soit vis-à-vis des travaux, seraient justiciables des tribunaux de droit commun. Toute réclamation sur l'impôt du dessèchement doit être adressée au président de l'Association, qui en saisit l'assemblée

générale. Le règlement est formel : la majorité entraîne la minorité.

En un mot, l'Association des propriétaires des 1.700 Mesures est une société civile qui n'est pas soumise au contrôle des autorités administratives, et qui en possède tous les avantages : droit d'ester en justice, droit de vendre et d'acquérir, droit d'emprunter et d'hypothéquer.

Il existe cependant, sur le territoire du domaine des 1.700 Mesures, deux portions de terres, qui ne sont pas soumises au règlement d'administration du 21 août 1845. Ces deux portions sont la ferme Saint-Henry et l'enclave de Furnes.

Pour la ferme Saint-Henry, cela tient à ce que, au moment de la confection de ce règlement, cette ferme appartenait à un étranger, M. le Vicomte de Clerque-Wissocq, que les membres de la famille de Chastenet-Puységur ne voulurent pas admettre au sein de leurs délibérations.

Lui refusant le droit d'immixtion dans le dessèchement des 1.700 Mesures, ils ne pouvaient le contraindre à participer aux dépenses de ce dessèchement, c'est d'ailleurs ce que reconnaissait l'article 1^{er} de leur règlement d'administration. Depuis lors, cette situation s'est transmise avec les divers propriétaires de la ferme St-Henry, et aujourd'hui cette ferme a droit à être desséchée par l'administration des 1.700 Mesures, sans être tenue à la contribution du dessèchement, conséquence naturelle de sa non-représentation dans l'assemblée générale des propriétaires.

Quant à l'enclave de Furnes, située à peu près au centre du domaine des 1.700 Mesures, entre la ferme Galloo, la Borne et le Chemin noir conduisant à la ferme St-Gonzalve, elle ne fait pas partie non plus de l'administration des 1.700 Mesures. Cela vient de ce qu'à l'époque où la Grande Moëre était encore un lac, une petite île se trouvait isolée au milieu des eaux; c'était l'enclave de Furnes actuelle. Elle avait été rattachée au territoire de la ville de Furnes et aujourd'hui elle en fait encore partie. Lorsque le dessèchement de la Grande Moëre fut opéré, elle n'en tira aucun profit et voilà pourquoi elle ne paie actuellement aucune cotisation au domaine des 1.700 Mesures. Toutefois elle acquitte la redevance annuelle à la Wateringhe de Furnes.

A l'heure actuelle, on a supprimé dans le domaine des 1.700 Mesures tous les moulins à vent, munis de vis d'Archimède, qui demeuraient du précédent dessèchement.

En 1836, M. le comte de Chastenet-Puységur avait établi une machine à vapeur, munie d'une roue à palettes, destinée à faciliter le travail des moulins. Mais cette machine n'avait pas la force nécessaire pour élever l'eau à la hauteur voulue. C'est alors qu'il s'adressa à la Députation permanente du Conseil provincial pour obtenir l'autorisation de construire une nouvelle machine.

En 1846, un nouveau moulin fut établi. En 1850, les enfants de Puységur firent réparer la machine

de 1836, et remplacer la roue à palettes par une vis d'Archimède.

En 1866, le constructeur Carch, de Gand, fournit une nouvelle machine à la place de l'ancienne. En 1876, le même M. Carch installa un générateur à deux bouilleurs qui ont existé jusqu'en 1901. Enfin, depuis 1896, cette machine a été remplacée par une autre qui est munie d'une pompe centrifuge, et peut débiter 60 mètres cubes à la minute.

En outre de cette puissante machine, s'en trouve une seconde, moins forte, mais très suffisante pour les cas ordinaires, et qui fut construite en 1902. Celle-ci débite 35 mètres cubes à la minute, elle a coûté 13.000 francs et comprend une pompe centrifuge, une chaudière et un moteur ; elle est logée dans les bâtiments d'un ancien moulin, appelé la Seine, et se trouve à environ 30 mètres du Ringslot.

La plus forte des deux machines, celle de 60 mètres cubes, ne marche que rarement ; elle est appelée à fonctionner soit dans les grandes crues d'eau, soit dans le cas où un accident viendrait s'opposer à la marche de celle qui fait 30 mètres cubes ; mais l'une et l'autre sont toujours prêtes à être mises en action : la plus petite ne demandant que quarante minutes pour la mise en route.

Ce qui frappe dans ces machines à pompe centrifuge, c'est le faible espace qu'elles occupent, leur simplicité d'installation et la facilité de leur entretien, facteurs importants à considérer au point de vue économique ; les habitants du pays doivent la corvée du charbon.

L'emploi de ces machines a fait augmenter la valeur des terres et le rendement des récoltes dans de très notables proportions. Ainsi on cite le cas d'un propriétaire qui, il n'y a pas vingt ans, avait une créance de 31.000 francs sur ses fermiers et qui, aujourd'hui, a reçu ce qui lui était dû, et de plus perçoit depuis lors, très régulièrement, ses loyers annuels. Le propriétaire a entre les mains des terres très riches, le cultivateur travaille des terres très productives, les uns et les autres sont parfaitement heureux.

III. — Situation commune aux deux domaines des Moères belges.

Comme pour les Moères françaises, la limite des Moères belges est le contre-fossé et non le canal du Ringslot. Il existe donc également, entre ce contre-fossé et le Ringslot des terres qui participent au dessèchement effectué par les machines d'épuisement des deux domaines et ne versent cependant aucune indemnité à ces deux administrations. La raison est la même que celle qui provoque la même situation dans les Moères françaises. Les Lettres patentes du 28 janvier 1620 reçoivent ici également leur application, et c'est ainsi que 250 hectares de terres, dites parfois adjacentes aux Moères belges, paient annuellement le Watergeschot à la Wateringue de Furnes. Cette imposition, d'ailleurs, a été confirmée, après réclamation, par la Députation

permanente de la Flandre occidentale, le 22 décembre 1876. Il en est ainsi pour la partie belge du Moerfof, pour la ferme Carbon, pour les terres du bureau de bienfaisance d'Adinkerque et bien d'autres. Toutefois il est, parmi ces terres comprises entre le contre-fossé et le Ringslot, un certain nombre de terres dont la situation est particulière. Nous en avons déjà parlé ; ce sont les terres qui, administrativement, font partie du domaine des 1.700 Mesures.

Celles-ci paient d'abord le Watergeschot à la Wateringue de Furnes, mais d'un autre côté, elles paient également la cotisation annuelle au domaine des 1.700 Mesures. Il en est ainsi pour un certain nombre de terres, situées sur Houthem, il en est également ainsi pour d'autres terres situées du côté d'Adinkerque. Nous en savons la raison qui vient de la clause insérée dans les actes de vente de la famille de Puységur aux divers acquéreurs.

En vertu de conditions identiques des actes de vente, cette obligation de payer l'impôt de deux côtés frappe également les propriétaires faisant déjà partie du domaine des 1.700 Mesures, pour les propriétés qu'ils possèdent dans l'enclave de Furnes, dont nous avons vu la situation indépendante, alors que les propriétés isolées de cette enclave ne paient l'impôt qu'à la Wateringue de Furnes.

Toutes les eaux des Moères belges et des terres comprises entre le contre-fossé et le Ringslot s'écoulent dans ce canal du Ringslot, qui communique avec le Ringslot français. Mais ce canal de

dessèchement reçoit encore les eaux de 1.500 hectares de terres situées, en dehors du Ringslot, sur les communes d'Houthem et de Furnes, les eaux de l'enclave de Furnes, et enfin les eaux du territoire de la commune d'Adinkerque, au Nord, compris entre le Garzebekeveld (1), le Ringslot des Moères et la frontière française, terres qui toutes sont dites terres adjacentes aux Moères et paient le Watergeschot, en faveur de la Wateringue du Nord de Furnes.

En effet toutes les Lettres patentes, relatives à la cession des Moères, imposent aux concessionnaires du dessèchement de l'ancien lac l'obligation de garantir le libre écoulement des eaux de la châtellenie de Furnes et des terres voisines, et notamment d'entretenir à cet effet, le long de la digue du Ringslot, un fossé d'une largeur et d'une profondeur suffisantes pour assurer cet écoulement et la communication libre avec le fossé de la partie occidentale enclavée dans la châtellenie de Bergues.

C'est ainsi que, le 5 juillet 1762, le gouverneur des Pays-Bas autrichiens rendit un décret, par lequel il permettait, pour et au nom de Sa Majesté, d'établir le Ringslot moyennant certaines charges et conditions, notamment :

« Art. 1^{er}. — Que le travail sera dirigé de façon qu'il y aura une communication entre le Rynckslot qui doit être établi autour de la partie occidentale des Moères, enclavée dans la châtellenie de Bergues,

(1) On appelle ainsi une chaîne de dunes intérieures.

afin de procurer par ce moyen un avantage égal aux terres adjacentes du territoire de la châtellenie de Furnes, comme à celles de la châtellenie de Bergues, par un écoulement commun, à la suation de leurs eaux vers Dunkerque.

« Art. 5.— Que s'il arrive que l'excavation qu'il se propose de donner au fossé ne soit point proportionnée à la facilité qu'exige l'écoulement des eaux, ledit comte d'Hérouville sera responsable des dommages et intérêts qui en résulteront, et obligé de l'approfondir complètement à ses frais.

» Et finalement que l'entretien de ce fossé, sur le pied ci-dessus énoncé, sera pour toujours, du moins aussi longtemps que les Moères resteront desséchées, une charge privative du comte d'Hérouville, de ses hoirs ou ayant-cause (1). »

Il en est de même dans les Lettres patentes du 11 mai 1780 accordées par Marie-Thérèse à Vandermeij; l'article 20 déclare « qu'il sera fait et entretenu, le long dudit Ringslot, un fossé d'une largeur et profondeur suffisantes, pour donner un libre écoulement aux eaux de la châtellenie de Furnes et des terres voisines. »

De ces deux textes formels, il résulte que le Ringslot belge est bien une propriété des administrations de dessèchement des Moères belges, c'est-à-dire des propriétaires, ayant-cause de ceux qui l'ont construit; mais aussi, en vertu de ces

(1) Registre déposé à la Chambre échevinale de la ville et châtellenie de Furnes. Pages 141 et 142.

mêmes textes, ce Ringslot est spécialement affecté à l'écoulement des eaux des terres adjacentes de la chàtellenie de Furnes, de telle sorte que si les eaux des Moères belges ont le droit de s'écouler dans ce Ringslot, elles ne peuvent le faire que comme supplément des eaux des terres adjacentes, et par conséquent ne peuvent jamais constituer un obstacle à l'écoulement libre de ces eaux.

Et c'est parce qu'ici il y a des textes précis, qui ont déterminé les obligations des Moères belges vis-à-vis leurs terres adjacentes, que l'on a, à juste titre, imposé au déversement de leurs eaux une limite au-delà de laquelle ce déversement constituerait un danger pour les terres extérieures voisines du Ringslot. Il est stipulé à l'administration cadastrale à Bruges, que le Ringslot des Moères a, à l'extérieur, un droit de boue de 1^m50.

Avant d'aborder la question des repères, nous devons encore faire une remarque. Pour éviter que les eaux du Ringslot belge ne s'augmentent des eaux de débordement ne provenant pas seulement des terres adjacentes, on a construit, en 1824, sur la rive septentrionale du bief inférieur (1) du canal de Bergues à Furnes, une diguette longitudinale au canal. C'est qu'en effet le niveau des eaux de ce bief

(1) Le canal de Bergues à Furnes, ou Basse-Colme, comprend deux biefs. Le bief inférieur va depuis Bergues jusqu'à l'écluse d'Houthem ; son parcours sur le territoire belge est de 4.104 mètres. Le bief supérieur va depuis l'écluse d'Houthem jusqu'à Furnes, sur une longueur de 7.044 mètres.

est sujet à des fluctuations très brusques, qui amènent facilement des inondations. La raison en vient de ce que, sur sa rive méridionale, ce bief inférieur reçoit les eaux du Wallebeke et de l'Houtgracht, rivières qui descendent de terrains présentant des déclivités assez fortes.

Quant aux terres situées le long de la rive septentrionale du bief supérieur du même canal de Bergues à Furnes, appelées quelquefois Moères extérieures, elles écoulent toutes leurs eaux dans le Ringslot des Moères.

Maintenant que nous connaissons le régime du Ringslot, nous allons examiner la question des repères qui y sont installés. Cette question, comme dans les Moères françaises, agita de longues années les propriétaires du pays.

En l'année 1787, des pluies abondantes tombèrent pendant trois mois et le Ringslot en fut encombré, ce qui empêcha l'écoulement des eaux. Alors les paysans des terres adjacentes réclamèrent auprès de l'Empereur d'Autriche. A la suite de ces réclamations, furent rendus deux décrets, l'un du 23 novembre et l'autre du 6 décembre 1787, qui décidaient l'envoi d'experts pour vérifier le point de hauteur auquel les eaux ne pourraient monter sans occasionner des inondations. A la suite du procès-verbal rédigé par ces experts, un décret fut rendu le 15 février 1788, qui prescrivait aux propriétaires des Moères d'avoir à se conformer, pour la décharge de leurs eaux, aux niveaux fixés par le procès-

verbal des experts, sous peine « de tous dépens, dommages et intérêts envers les propriétaires ou locataires des terrains qui se trouveraient inondés par les crües d'eaux. »

Le 12 août 1788, un nouveau décret intervint pour rappeler celui du 15 février 1788 et prescrire les mesures à prendre pour mettre les terres adjacentes à l'abri des inondations.

Immédiatement les propriétaires et locataires des deux domaines des Moëres belges, Vandermey, la Société Courtois et les frères Herwyn, adressèrent une Requête à l'Empereur et Roi, le 29 août 1788, pour protester contre une pareille réglementation. Le 18 septembre suivant, l'Empereur d'Autriche, Joseph II, chargea le Conseiller de Mahieu de se rendre sur les lieux pour concilier les réclamations des deux parties.

Enfin les 15-19 décembre 1788, un décret fut rendu ordonnant la pose de jauges « pour fixer la hauteur des eaux dans le Ryncksloot » et aussi « pour déterminer la hauteur que les eaux pourraient ne pas avoir à dépasser dans l'intérieur des Moëres. »

Pour fixer la hauteur des eaux dans le Ringslot, une jauge fut placée à un pont près dudit Ringslot ; pour fixer la hauteur des eaux dans l'intérieur des terres, le décret ordonnait « de faire poser par des experts des jauges à chacun des moulins actuellement établis pour le dessèchement desdites Moëres. » Chacune de ces secondes jauges devait comprendre deux marques distinctives : « la première sera à un

pied (1) au-dessous des plus bas terrains labourés dans les Moères, et l'autre à six pouces (2) au-dessous des prairies les plus basses. »

Défense fut alors faite aux propriétaires et locataires des Moères de faire manœuvrer les moulins « depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} mars, lorsque les eaux, dans le Rynckslot, seront à la jauge posée à un pont près dudit Rynckslot, et que les eaux, dans les Moères, ne seraient pas montées à la jauge à poser à un pied en dessous que les plus bas terrains cultivés dans les susdites Moères », et également de faire manœuvrer les moulins « depuis le 1^{er} mars jusqu'au 1^{er} octobre, lorsque les eaux, dans le Rynckslot, parvenues au point de jauge posée au pont prédit, n'ont pas atteint la jauge à poser à six pouces en dessous des prairies les plus basses dans les Moères ». Toutefois, quelque soit la hauteur des eaux dans le Ringslot, le décret du 15 décembre 1788 autorisait la mise en marche des moulins, « lorsque les eaux dans les Moères seront parvenues aux jauges respectives à placer », jusqu'à ce qu'elles soient redevenues cinq ou six pouces plus basses, et aussi lorsque « les eaux des terres adjacentes, dans le Rynckslot, seront en dessous de la jauge, placée au pont sus-mentionné. »

Autrement dit, il fallait empêcher l'inondation des terres des Moères, et pour cela pendant l'hiver on

(1) Le pied équivalait à 0^m325 et valait 12 pouces.

(2) Le pouce équivalait à 0^m027 et valait 12 lignes.

Quant à la ligne, elle équivalait à 0^m002.

mettait à l'abri au moins les terres cultivées, et pendant l'été, toutes les terres y compris les prairies basses.

Ce décret de 1788 fut mis à exécution, non d'ailleurs sans protestation de la part notamment de la Compagnie Courtois. Les jauges furent posées aux endroits indiqués, mais ce ne fut que pour peu de temps. En effet, les Moères ayant été envahies par les troupes françaises en 1793, l'inondation recouvrit tout le pays, et les jauges disparurent, pour n'être rétablies que 50 ans plus tard.

Au début de l'année 1844, la Députation permanente du Conseil provincial de la Flandre occidentale, ayant été saisie d'une demande du sieur Cuvelier, au nom de M. le comte de Chastenet-Puységur, propriétaire des 1.700 Mesures, relative à l'établissement d'une machine à vapeur destinée à élever les eaux pour le dessèchement des Moères, prescrivit une enquête *de commodo et incommodo*. Cette enquête ayant démontré que diverses oppositions avaient été faites contre l'établissement de la machine à vapeur, en raison de l'inondation des terres en dehors de l'enceinte des Moères, la Députation permanente, avant d'autoriser l'établissement et la mise en usage de cette machine, prit, le 27 Juillet 1844, l'arrêté suivant :

« ART. 1^{er}. — La hauteur à laquelle les eaux pourront être élevées dans le canal de ceinture des Moères, dit Ringsloot, sera fixée par des repères ou jauges, qui seront placés et déterminés sur les

lieux mêmes, et dans chacune des communes intéressées, par les soins d'une commission spéciale, les propriétaires des Moères entendus ou dûment convoqués.

» Ces repères seront en pierre de taille ou de toute autre matière et dans la forme que la commission jugera le mieux convenir. Les frais auxquels la construction donnera lieu seront supportés par la commune que la chose concerne. »

Quant à la construction de la machine, l'arrêté disait :

« ART. 3. — D'après le résultat des opérations de la commission, il sera statué ultérieurement sur la demande d'établir une machine à vapeur, et sur les mesures qui pourraient encore être ordonnées en bonne administration, soit d'après le besoin des circonstances, soit dans l'intérêt de l'agriculture. »

Depuis lors, aucun nouvel arrêté de la Députation permanente n'est intervenu, autorisant la construction de la machine à vapeur dans les 1.700 Mesures, et cependant nous avons vu que le comte de Chastenet-Puységur avait fait établir, dès cette époque, une machine dans son domaine, et nous savons qu'à l'heure actuelle il y existe deux machines à vapeur.

Mais pour en revenir à la question des repères, le 11 novembre 1852, la Députation permanente prit un nouvel arrêté ordonnant l'établissement des repères provisoires, et prescrivant la continuation de l'enquête par la commission déjà nommée en 1844.

En 1853, la Députation permanente de la Flandre occidentale fut de nouveau saisie d'une demande, émanée celle-ci du comte Gustave Du Maisniel, propriétaire des Mille Mesures, demande qui tendait à l'établissement d'une machine à vapeur destinée à l'épuisement des eaux de la partie des Moères belges dont il était propriétaire.

Cette autorisation lui fut accordée le 18 février 1853.

« ART. 1^{er}. — Le comte Du Maisniel est autorisé provisoirement, sous les conditions ci-après, à établir, dans la commune de Furnes, une machine à vapeur de la force de douze chevaux, avec chaudière à vapeur d'une capacité de 5 mc. 050, destinée à fonctionner à une pression de 4 atmosphères. »

Mais on y mettait les conditions suivantes :

« ART. 5. — 1° Que le permissionnaire ne pourra déverser les eaux dans le Ringslot qu'aussi longtemps qu'elles n'auront pas atteint le repère fixé provisoirement à un point se trouvant à 0^m875 sous la tablette de l'écluse à vanne sur le ruisseau « Annekensvliet » à l'endroit où l'écluse évacue dans le Ringslot. Ce point correspond avec le joint entre la 2^e et la 3^e pierre de taille à l'angle du mur en aile sur la rive droite. Dès que les eaux ne se trouveront plus sous ce repère dans le Ringslot, tout déversement devra cesser.

» 2° Que la présente autorisation pourra être retirée du moment qu'il sera reconnu que la manœuvre de la machine cause un tort réel aux riverains. »

Les propriétaires des 1.700 Mesures avaient

protesté contre la fixation des repères qui les concernait, et en 1860, le Comte Gustave Du Maisniel protesta contre les deux arrêtés des 27 juillet 1844 et 18 février 1853, dans une brochure qu'il adressa à « MM. les présidents et membres du Conseil provincial et de la Députation permanente de la Flandre occidentale », où il alléguait que les réclamations des terres adjacentes aux Moères, qui se plaignaient d'être inondées, n'auraient pas raison d'exister si d'une part ces terres adjacentes n'encombraient pas le Ringslot de leurs propres eaux, notamment celles provenant des débordements du canal de Bergues à Furnes, au sas d'Houthem, et si d'autre part le lit du Ringslot français était aussi bien entretenu que le lit du Ringslot belge.

En réponse à ces réclamations, la Députation permanente prit, le 20 février 1861, un arrêté reconstituant la commission nommée par les arrêtés du 27 juillet 1844 et du 11 novembre 1852. Cette commission fit son enquête, et pendant ce temps, le Comte Gustave Du Maisniel adressa, le 5 janvier 1862, un nouveau Mémoire à « MM. les présidents et membres du Conseil provincial et de la Députation permanente de la Flandre occidentale ; à MM. les président et membres composant la commission d'enquête, instituée par cette même députation. » Dans ce Mémoire, le Comte Du Maisniel déclarait « qu'il consentait volontairement à permettre, dans l'intérieur de sa propriété, la pose des repères indi-

qués par l'article 3 du décret du 19 décembre 1788, de sorte que lorsque les eaux intérieures des Moères atteindront ces points de repères, les moulins et la machine à vapeur auront liberté d'action pleine et entière jusqu'à ce que les eaux soient ramenées à la hauteur desdits points de repère, c'est-à-dire à un pied au-dessous des plus basses terres labourées, et à 6 pouces au-dessous des plus basses prairies, à la condition expresse :

» 1° Que ces mêmes points de repères seront aussi établis dans l'intérieur des Dix-sept-cents Mesures contiguës.

» Etc....»

Enfin, le 17 octobre 1862, la Députation permanente du Conseil provincial rendit son arrêt ainsi conçu :

« ART. 2. — L'arrêté du 18 février 1853 est maintenu dans l'état actuel des choses.

» Statuant par dispositions générales, la Députation permanente décide :

» Les propriétaires des Moères belges ne pourront, dans l'état actuel des choses, déverser les eaux dans le Ringslot qu'aussi longtemps qu'elles n'auront pas atteint un point se trouvant à 0^m875 sous la tablette de l'écluse à vanne sur le ruisseau « Annekensleed », à l'endroit où l'écluse évacue dans le Ringslot, ce point correspondant avec le joint entre la 2^{me} et la 3^{me} pierre de taille à l'angle du mur en aile sur la rive droite. Dès que les eaux ne se trouveront plus sous ce repère dans le Ringslot, tout déversement devra cesser. »

La Députation permanente s'appuyait, dans ses considérants, sur les Lettres d'octroi de Marie-Thérèse du 11 mai 1780, qui portaient que « l'on ne pourrait porter aucun préjudice à des tiers, ni empêcher aucunement la suation des eaux de la chàtellenie de Furnes et des terres voisines, mais au contraire obligation de leur donner un libre écoulement. »

Ces repères furent donc établis. Au début de l'année 1881, M. Moissenet, propriétaire des Mille Mesures, adressa une Requête à la Députation permanente tendant, entr'autres choses, à la révision des décisions antérieures de ce collège et relatives au repère établi dans le Ringslot. Cette Députation permanente décida, le 15 Mars 1881, sur les conclusions conformes de M. l'Ingénieur en chef, directeur des Ponts et Chaussées, et de l'Administration de la Wateringue du Nord de Furnes, qu'il n'y avait pas lieu de réviser la réglementation actuelle.

Depuis lors ces repères sont respectés, autant que faire se peut, et, en cas d'inondation, les administrations des Moères belges paieraient des dommages et intérêts à ceux qui en auraient souffert, préférant ce moindre mal à la destruction de leurs récoltes.

Si le mode de dessèchement des Moères belges est sensiblement le même que le mode de dessèchement pratiqué dans les Moères françaises, comme ces dernières, les deux domaines des Mille Mesures et des Dix-sept-cents Mesures profitent, pendant

les périodes de sécheresse, des bienfaits de l'irrigation. Ici, comme dans les Moères françaises, des vannes, ouvertes à certains moments, qui sont les mêmes qu'en France, laissent pénétrer dans les divers canaux l'eau, qu'envoie la 4^{me} Section des Wateringues françaises, et qui provient de la rivière de l'Aa. Ainsi, dans le domaine des 1.700 Mesures, il existe quatre vannes de prise d'eau, dont deux sur le Ringslot nord et deux sur le Ringslot sud.

De même qu'en France, il existe, en Belgique, un village du nom de Moères, c'est Moères-lez-Furnes. Ce village n'est pas une agglomération, son territoire est le territoire même des Moères belges desséchées ; il ne comprend qu'une maison commune et pas d'église paroissiale. Sa population est, d'après le dernier recensement, de 299 habitants.

Sous le premier Empire, les Moères belges avaient fait partie du département de la Lys ; en 1814, elles furent retirées à la France et aujourd'hui elles sont un des plus riches petits coins de l'heureuse Belgique.

CHAPITRE II

LES WATERINGUES

Le mot Wateringue, qui signifie proprement « eaux qui courent », désigne tout d'abord un ensemble de terres conquises sur la mer, et qui se trouvent situées dans la partie septentrionale des départements du Nord et du Pas-de-Calais; on a étendu ensuite ce nom aux ouvrages de dessèchement qui y ont été accomplis et aux administrations qui les gèrent.

Il existe le long des côtes de la mer du Nord de grandes plaines dont le sol se trouve à un niveau inférieur à celui des hautes marées. Ces plaines formaient autrefois de vastes bassins, inondés par les eaux de la mer à chaque marée haute, et recevant les eaux des terres plus élevées qu'elles entourent.

En se retirant à marée basse, ces eaux s'étaient creusé à la longue, outre les nombreux ruisseaux

qui sillonnent le pays, un certain nombre de grandes artères, comme l'Aa, l'Yser et en Belgique « le grand Bèwendyk », qui se perd à l'Ouest de Nieuport dans le bras de mer formé par l'Yser, rivières qui maintenaient l'inondation dans tout le pays.

Dès les temps les plus reculés, les souverains, aussi bien en Belgique qu'en France, avaient fait exécuter des travaux pour soustraire ces bassins à l'influence des marées et en livrer les terres à la culture. Ces terres conquises sur la mer, appelées quelquefois polders, ce sont les pays wateringués.

Nous ne parlerons pour le moment que des Wateringues françaises, nous réservant de donner dans un paragraphe spécial quelques renseignements sur la Wateringue de Furnes.

Les Wateringues du Nord et du Pas-de-Calais sont bornées au Nord et à l'Ouest par la mer du Nord, depuis Sangatte jusqu'à la frontière belge, à l'Est par la frontière belge, au Sud par les collines de l'Artois, le chemin de Loo et les hauteurs qui séparent les bassins de l'Aa et de l'Yser.

A l'exception de quelques coteaux, le sol y est à un niveau inférieur de 0^m50 à 0^m70 cent. à celui des hautes mers de vives eaux, ce qui, à ces époques, amènerait une inondation générale de tout le pays.

La superficie des pays wateringués est, dans le département du Nord, de 38.880 hectares, et dans le département du Pas-de-Calais de 42.300 hectares.

Contre l'invasion de la mer, il existe une ligne de défenses formée de dunes naturelles reliées entre

elles par des dunes artificielles, et interrompue seulement par l'entrée des ports.

Ces ouvrages construits le long de la mer sont les suivants.

Tout d'abord, à l'Ouest de Calais, des courants violents s'opposent au colmatage (1) et au relèvement des plages, ils attaquent les côtes là où elles ne sont pas formées par des roches dures, comme la falaise de craie du cap Blanc-Nez, près de Sangatte. Entre les falaises du Blanc-Nez et Calais le littoral est menacé, et c'est en arrière de cette partie que se trouvent les terres les plus basses du département du Pas-de-Calais ; aussi a-t-on renforcé les défenses naturelles par une triple ligne de défenses artificielles, qui sont :

1° Les digues de Sangatte et Mouron. La première, de vingt mètres d'épaisseur moyenne, barre l'embouchure de l'ancien port de Sangatte ensablé ; la seconde est parallèle aux dunes là où celles-ci sont insuffisamment épaisses. De plus à côté de la principale digue de Sangatte, il y a encore d'autres digues de Sangatte qui complètent le système, en réunissant les précédentes ;

2° Les digues Camyn et Royale ;

3° La route nationale n° 1 qui forme chaussée au-dessus de la plaine.

C'est derrière cette triple ligne, que s'étendent,

(1) Colmater : exhausser et fertiliser artificiellement les terrains bas ou stériles, au moyen de dépôts vaseux.

jusqu'à St-Omer, les terres submersibles par haute mer.

Ensuite, à l'Est de Calais, le littoral est bordé de dunes à relief élevé et profondes, qui font que les ruptures sont moins à craindre. De ce côté, on trouve la laisse de haute mer, qui tend à s'éloigner du rivage, en même temps que les flots apportent des sables qui favorisent le colmatage des plages.

Nous ne voulons cependant pas traiter de toutes les Wateringues, ce serait un travail trop long et absolument en dehors de notre sujet principal, qui a été l'étude des Moères. Toutefois un aperçu, assez général d'ailleurs, des Wateringues du département du Nord, nous semble assez utile pour connaître la voisine des Moères, qui fut parfois sa rivale.

Nous allons donc étudier cette portion du territoire de l'arrondissement de Dunkerque, dont le dessèchement est opéré et entretenu par de nombreux canaux qui traversent ces terres en tous sens et qui sont appelés watergands; nous verrons également que ces mêmes canaux servent pendant l'été à l'irrigation de ces terrains au moyen des eaux fraîches fournies par la rivière de l'Aa.

La limite des Wateringues du Nord est à l'ouest la rivière de l'Aa, au nord les dunes, à l'est la frontière belge, au sud le canal de la Colme et le chemin de Loo.

L'entretien des canaux, digues, écluses, barrages, ponts, aqueducs, passerelles, et généralement tous les faucardements et les curements, est confié à une

administration locale dite Wateringue, dont les attributions s'étendent indistinctement à tout ce qui peut contribuer à l'amélioration du territoire wateringué.

Les Wateringues, dans l'arrondissement de Dunkerque, sont divisées aujourd'hui en quatre sections, ayant chacune une administration distincte et indépendante.

La première section a pour limites la rivière de l'Aa, le canal de Bourbourg et la mer jusqu'à Dunkerque ; sa superficie est de 9.298 hectares.

La deuxième section a comme limites la rivière de l'Aa, le canal de Bourbourg, le canal de Bergues à Dunkerque et la Haute-Colme ; sa superficie s'étend sur 10.189 hectares.

La troisième section est comprise entre le canal de la Colme, l'Aa, la route nationale de Paris à Dunkerque et la limite des terres hautes au sud de la Haute-Colme ; elle comprend en un mot tout le territoire situé à droite de la Colme. Sa superficie couvre 8.509 hectares.

Enfin la quatrième section a pour limites le canal de Bergues à Dunkerque, la mer, la frontière belge et le chemin de Loo, mais elle appartient à une cuvette dont fait également partie la Wateringue de Furnes, et qui alors a pour limite à l'Est la chaussée d'Ypres à Furnes et de Furnes à la Panne. La superficie de la quatrième section est de 10.884 hectares.

Il y a dans les quatre sections cinq villes : Dun-

kerque, Bergues, Gravelines, Bourbourg et Hondchoote.

Comme canaux navigables, il y a l'Aa, la Haute-Colme, la Basse-Colme, le Becque d'Hondschoote, le canal de Bourbourg, le canal de Furnes et le canal de Bergues.

Toutes les eaux du dessèchement des Wateringues s'écoulent par des watergands et aboutissent à la mer du Nord soit par Dunkerque, soit par Gravelines. Deux fois par jour, ces eaux sont évacuées à l'heure de la basse mer par des écluses alternativement ouvertes et fermées à chaque marée.

Les ouvrages de Dunkerque doivent écouler les eaux des deuxième, troisième et quatrième section et une partie de celles de la première section. Cette obligation résulte d'abord de ce qu'il est nécessaire que les eaux soient envoyées dans un chenal profond, et qu'il soit possible de le maintenir constamment en cet état. On ne pourrait les écouler par un canal direct partant, par exemple, du point le plus bas d'une section et se dirigeant normalement à la plage par la ligne la plus courte. Le sable encombrerait toujours le débouché et empêcherait tout écoulement naturel, à moins que l'on ne créât de toutes pièces un chenal spécial, entretenu par des dragages permanents et contenu entre des jetées. Cette obligation résulte encore de ce que l'inondation du pays étant un des moyens de défense de la place de Dunkerque, le génie militaire n'autoriserait pas la création de débouchés spéciaux, qui ne

seraient pas compris dans les ouvrages mêmes de la place.

Ce sont les fossés des fortifications de Dunkerque qui sont la voie d'écoulement adoptée pour amener aux ouvrages maritimes les eaux de dessèchement des Wateringues. La forme de ces fossés ne se prête pas parfaitement à cet usage à cause des nombreux coudes qu'elle dessine et qui nuisent à l'écoulement. Quoi qu'il en soit, les eaux de la 1^{re}, de la 2^{me} et de la 3^{me} Section arrivent dans les fossés de l'Ouest par le canal de Bergues, le canal de Bourbourg et le canal de Mardyck ; les eaux de la 4^e Section suivent le canal des Moères et la Cunette, qui, pour quelques temps encore, rejoint à la porte de Rosendael les fossés de l'Est, pour aboutir à l'écluse du bastion 28.

L'écoulement par Dunkerque est à peu près suffisant pour les trois premières Sections. On peut lui reprocher cependant de se faire principalement au moyen des canaux de navigation. Il en résulte que le service des bateaux est arrêté, lorsque les tirages sont nécessaires : c'est là un grand inconvénient non seulement pour la navigation, mais aussi pour le dessèchement.

L'écoulement des eaux de la 4^{me} Section est au contraire très mal assuré, parce que toutes les eaux doivent passer par l'écluse du sas octogonal, qui n'a que huit mètres de largeur, dimension qui n'est en rapport ni avec le pertuis de Steendam, d'où elles proviennent, ni avec l'écluse du bastion 28, à

laquelle elles aboutissent. Mais nous savons que très prochainement ce parcours défectueux sera remplacé par un passage sous le canal de Furnes, qui sera ininterrompu et s'augmentera des réservoirs des fossés de l'Est agrandis.

Gravelines est, comme Dunkerque, un point obligé d'écoulement pour les eaux d'une partie de la 1^{re} Section des Wateringues du Nord, ainsi que pour les eaux des Wateringues du Pas-de-Calais. C'est que cette place commande, elle aussi, une zone d'inondation, et l'on y trouve également un chenal naturellement entretenu jusqu'à la mer.

Ces canaux, ou watergands, qui servent au dessèchement du pays, servent aussi à son irrigation. Les pentes en étant presque insensibles, les eaux, quand on ferme les écluses, remontent dans les terres par les rigoles d'où elles étaient descendues. Chaque degré des hydromètres des canaux correspond à une surface connue, et les nombreuses éclusettes, dont sont pourvues les rigoles, permettent de donner à chaque champ le degré d'humidité convenable à sa culture.

En été, l'Aa, qui sépare le département du Nord de celui du Pas-de-Calais, alimente d'eau douce toute cette région.

C'est à l'influence de l'administration des Wateringues qu'il faut attribuer le bon état des canaux de l'arrondissement de Dunkerque. Cette région contribue pour moitié dans la dépense des ouvrages publics et laisse à l'Etat la propriété entière

des canaux exécutés et des péages perçus. Le Gouvernement est donc intéressé à ordonner les canaux que demande l'administration des Wateringues.

Puisque nous connaissons maintenant le but poursuivi par l'administration des Wateringues, il nous a semblé intéressant de parcourir leur histoire, pour en arriver ainsi à l'étude de leur mode d'administration actuel.

I. — Histoire des Wateringues

Avant les endiguements, qui arrêtaient les flots de la mer, il n'y avait dans toute la région du Nord de la France actuelle que quelques collines, comme celles de Bergues St-Winoc, Looberghe, Watten, Saint-Momelin, Sithiu et autres qui, par leur élévation, se trouvaient à l'abri de l'inondation. Le limon, entraîné par les eaux du pays, le sable charrié par les eaux de la mer, le changement de direction des courants soumis à l'influence des vents et des obstacles qui surgissaient naturellement, toutes ces causes contribuaient à former de nouveaux atterrissements que les premières digues mettaient à l'abri des eaux. Sans aucun doute, les premiers travaux laissaient à désirer; les propriétaires travaillaient isolément et, en se rejetant mutuellement les eaux ou en mettant obstacle à leur écoulement, ils se portaient réciproquement préjudice. Pour obvier à ces graves inconvénients, les comtes de Flandres créèrent une administration spé-

ciala qui prit sous sa direction les canaux de dessèchement, la formation et l'établissement des digues; c'est là la première origine des Wateringues.

On ignore, dans les Wateringues, quand furent entrepris les travaux du dessèchement; toutefois, en l'an 1100, nous trouvons déjà des chartes qui donnent à l'abbaye de Bourbourg des « terræ novæ », entre Watten et Bourbourg, obtenues au moyen d'endiguement (1). En 1169, des titres nous apprennent qu'à cette date une donation de 748 hectares était faite aux chanoines d'Aire, et que le dessèchement en était tenté au moyen d'un canal, aujourd'hui la Colme (2). Ce territoire était compris entre Watten, Bergues et Bourbourg. Une charte de 1172 nous apprend qu'un certain Gauthier de Courtrai avait fait dessécher à ses frais et convertir en terres labourables un fief de 300 mesures, situé entre Watten et Bourbourg, que le comte de Flandres, Philippe d'Alsace, lui racheta vers cette date (3).

Nous avons vu dans l'étude géologique (4), que, dans les archives provinciales de Gand, on trouve un diplôme de 1239 où il est question de l'association formée pour le maintien de la digue appelée

(1) C. de LAROIÈRE. Étude sur le Sinus Itius. *Annales du Comité flamand de France*, t. X.

(2) V. DERODE. *Histoire de Dunkerque*, p. 33.

(3) MIRÆUS, t. I, p. 188 (il en donne le texte). Cité par Warnkoenig : *Histoire de la Flandre jusqu'en l'an 1305*, t. II; traduite de l'allemand par Gheldolf. 1836.

(4) Voir p. 65.

Yevendyck, et l'administration des canaux et des écluses ; dans ce diplôme, cette association est désignée sous le nom de *Vetus Hevina*. Or, fait remarquer M. Gheldolf, traducteur de M. Warnkœnig, le mot *Hevina* présente une grande analogie avec le mot *Eveninghe*, que l'on employait souvent pour *Wateringhe*.

D'ailleurs, dès l'année 1270, nous trouvons des ordonnances des Comtes sur ces *Wateringues*. Un cartulaire du village de *Capryke* nous offre une collection d'ordonnances de ce genre, de 1271 à 1303, transcrites d'ailleurs fort défectueusement. C'est ainsi que nous voyons que les aqueducs et écluses des territoires de *Bouchante*, *Lembeke*, *Capryke* et *Eecloo* étaient une charge du fonds dont tous les propriétaires étaient constitués en association, connue sous le nom de « *Wateringhe* » (1).

La comtesse Marguerite avait nommé en 1270 un chevalier, *Philippe de Poele*, et un de ses clercs, *Jean du Mont-Saint-Eloi*, pour visiter les « *Wateringhes* » à *Capryke*, *Eecloo*, et dans les *Quatre-Métiers*. Plus tard un officier, connu sous le nom de « *watergrave en mœrmeester* », fut chargé de ces fonctions. *L'Espinoy* en cite un dès l'année 1298. Ces « *watergrave en mœrmeester* » avaient l'inspection des chemins, rivières et canaux, et la surveillance de la chasse des oiseaux aquatiques ; ils « *baillaient en arrentements* » les bruyères, terres vagues et moères du comte, fixaient et percevaient

(1) WARNKOENIG. *Histoire de la Flandre jusqu'en 1305*, t. II.

les droits dus pour l'extraction des tourbes, etc... Plus tard, leurs attributions furent partagées avec le Dyckgrave général pour la Flandre et le Brabant, en vertu de l'instruction du 11 mai 1554 (1).

C'est surtout grâce aux abbayes de Bénédictins et aux ordres religieux, que d'immenses étendues de marais furent rendues productives, le fait nous en est certifié par de nombreux diplômes.

En 1577, sous les comtes de Flandres, toute la contrée des Wateringues était déjà divisée en sections, contenant chacune les lieux qui avaient un intérêt commun à un même dessèchement, ou qui, soumises aux mêmes causes d'inondation, pouvaient être assainies par un écoulement commun vers Dunkerque et Gravelines.

Ces sections et subdivisions étaient délimitées sur des cartes dressées *ad hoc* ; elles avaient leur administration particulière dont la direction était confiée aux magistrats des châtellenies et à un Watergrave, inspecteur du service, nommé annuellement par les principaux tenanciers et magistrats pour la construction et l'entretien des digues, écluses, ponts, canaux, etc. (2)

Pendant les XVII^e et XVIII^e siècles, outre le creusement de nombreux fossés ou watergands, les

(1) Der den Placcaetboek van Vlaenderen. WARNKOENIG. *Histoire de la Flandre jusqu'à l'année 1305*. Traduction de l'allemand par Gheldolf, t. II. 1836, Bruxelles. M. Hayez.

(2) ROGUET, chef de bataillon au 14^e Léger. *Notice sur le dessèchement du bassin de l'Aa*. Paris, 1834.

Wateringues opérèrent deux améliorations considérables (1). Le 8 juillet 1670, l'administration des Wateringues de Bourbourg, dont les eaux n'avaient d'écoulement que par le havre de Gravelines, obtint l'autorisation de faire déverser une partie des eaux dans le port de Dunkerque par le canal de Bourbourg. En 1749, grâce à un système d'écluses, on partagea plus également, entre l'Aa et le canal de Bourbourg, les eaux de la châtellenie, amélioration qui supprima les inondations (2).

A l'époque de la Révolution, l'administration des Wateringues du département du Nord était divisée en deux arrondissements : celui de la châtellenie de Bourbourg et celui de la châtellenie de Bergues.

Le premier se subdivisait en deux commissions spéciales, l'une pour l'entretien des canaux, ponts et écluses, l'autre pour l'entretien des digues. L'arrondissement de Bergues se subdivisait en trois cantons, qui avaient chacun une administration distincte (3).

Chaque administration des Wateringues était composée d'un certain nombre de membres du Magistrat de Bergues ou de Bourbourg, auxquels s'adjoignaient quelques grands propriétaires, que l'on appelait Grands Membres. Elle nommait dans son district un Watergave, chargé de l'inspection et de l'exécution des travaux. La taxe imposée sur les

(1) Archives départ. du Nord. Liasses 3 et 44.

(2) Règlement du 8 avril 1750. Archives départ. Registre 4.

(3) Archives de Dunkerque, 5^{me} division, 297.

terres était plus ou moins forte. Cette taxe était non seulement différente dans le ressort de chaque Wateringue, suivant les dépenses jugées nécessaires, mais elle différait encore dans certaines, suivant que les terres imposées étaient hautes ou basses (1).

L'ensemble de l'entretien des chemins, rivières, canaux, ponts et écluses, était placé sous la haute surveillance du corps du génie et de l'administration des Ponts-et-Chaussées.

Dans le cahier des doléances du Tiers-État de la Flandre maritime, assemblé à Bailleul, en exécution de la Lettre du Roi du 19 février 1789, nous trouvons exprimé le vœu suivant :

« 1° Que la Flandre maritime ait une administration provinciale distincte et séparée, et à l'instar de celle du Dauphiné, qui soit chargée... de la direction et entretien des grands Chemins, Rivières, grands Canaux, Ecluses et Ponts, sans que ni le Corps royal du génie, ni l'administration des Ponts-et-Chaussées puissent s'en mêler ;

» 2° Que la direction et entretien des chemins particuliers et des petits canaux, qui s'écoulent dans les grands, soit confié à une administration particulière, composée des Députés des différents villages, et que les charges de cette administration soient supportées par toutes les terres du district. »

(1) Voir la critique des administrations des Wateringues de Bourbourg et de Bergues, p. 48 et 100 de l'« Extrait des comptes des anciennes administrations de la Flandre maritime ».

Telle fut, jusqu'à la Révolution, l'administration des travaux de dessèchement, dont dépendait la culture de près de 40.000 hectares de terres (1).

Quoi qu'il en soit, voici comment dans un Rapport adressé au Conseil des Cinq-Cents, le 7 Fructidor an V (24 Août 1797), M. André Taranget (du Nord), au nom d'une commission spéciale « sur les canaux de dessèchemens, dits wateringhes, situés dans le ci-devant district de Bergues, département du Nord », nous parle des Wateringues, et nous raconte leur histoire depuis 1789 jusqu'en 1797.

« Le territoire du bassin de Bergues est un vaste bassin, placé au dessous du niveau de la mer, et d'un côté dominé par des hauteurs, dont il serait condamné à recevoir les eaux et les fontes des neiges, si l'art, rival de la nature et vainqueur ici des dispositions primitives, n'avait rassemblé contre elle tout ce que le génie peut inventer. Canaux, écluses, digues, ponts, tout s'est réuni, tout a été combiné pour imposer des bornes et des lois aux débordements et aux irruptions des flots. Les eaux, captives, ou savamment dirigées, sont, depuis des siècles, obligées de marcher sur la ligne tracée par la main des hommes, et ces chefs-d'œuvre de l'industrie nous ont fait oublier les travaux de l'ancienne Egypte, disposant ainsi, en faveur des campagnes, du fleuve obligé de les fertiliser.

» Dans l'ancien régime, le besoin de veiller per-

(1) A. DE SAINT-LÉGER. *La Flandre maritime et Dunkerque sous la domination française.*

pétuellement à l'intégrité des travaux, faits dans les Wateringues, avait fait établir des administrations partielles et locales, divisées selon le territoire et surtout selon les dépendances des divers écoulements. Ces administrations étaient composées de hauts tenanciers ou de leurs représentants ; la direction active et la surveillance en étaient confiées à des corporations politiques, chargées de l'administration générale, telles que les magistrats des châtellemies de Bergues, Bourbourg et Dunkerque. Mais ce qu'il faut remarquer, tous ces détails administratifs étaient étrangers à l'administration générale, et rentraient sous une gestion et une comptabilité absolument distinctes. Quant aux fonds destinés à alimenter ces travaux, il parut juste d'appeler à l'entretien ceux qui, chaque jour, en profitaient et qui par conséquent étaient les plus intéressés à leur conservation. Les propriétaires compris dans les divisions territoriales, dont on avait déterminé les limites, se soumirent à des taxes proportionnelles à l'importance des travaux de localité. Le produit de ces taxes était versé dans une caisse particulière, confiée à un agent, nommé watergrave, tout à la fois agent et comptable de l'administration qui l'avait choisi.

» Mais, en 1789, avec le nouvel ordre administratif qui supprima les anciennes corporations, le watergrave, qui en était l'agent comptable, disparut. Cependant il était nécessaire de s'occuper des mesures à prendre ; aussi un arrêté du 7 décembre

1790 chercha à concilier les formes antiques avec les nouvelles institutions. Les Wateringues furent confiées aux municipalités, sous la surveillance de l'administration du district ; le mode d'imposition territoriale fut conservé. Mais, alors qu'à Bergues on s'empressait d'acquitter une charge, qui d'ailleurs n'était pas nouvelle et était urgente, dans la châtellenie de Bourbourg, les fermiers se refusèrent de payer, à la décharge des propriétaires, et bien que cette clause fut inscrite dans leurs baux. La perception fut arrêtée et les fonds manquèrent.

» Le 28 février 1793, l'administration du Nord, par un nouvel arrêté, supprima ce nouveau mode d'administration. Elle considéra les Wateringues, sans distinction, comme faisant partie du domaine public et par conséquent comme devant être entretenues par les fonds destinés aux grandes routes et aux canaux de navigation.

» L'on peut se demander ici si les canaux particuliers d'écoulement, les fossés de dérivation et toutes les mains d'œuvre qu'ils exigent ressortissaient bien de l'intérêt général. D'ailleurs ce fut en nationalisant ainsi des objets dont la nature était si distincte, que les Wateringues furent négligées puis oubliées, jusqu'au jour où intervint une défense expresse du ministre de consacrer, sous aucun prétexte, les deniers consacrés à la réparation des grandes routes à l'entretien des canaux des Wateringues.

» Bientôt mille réclamations s'élevèrent, venant

tant des municipalités que des propriétaires ; aussi l'administration du Nord rapporta l'arrêté du 28 février 1793, et le 26 prairial an V (14 juin 1797) elle rétablit l'ancienne administration des Wateringues, modifiée cependant d'après l'organisation naturelle des corps administratifs, c'est-à-dire qu'elle fit supporter par les administrés les frais nécessaires à l'entretien des canaux, à la condition que ces frais seront déduits du produit des terres sujettes à l'inondation, pour en opérer le dégrèvement. »

L'administration du Nord sollicita alors du Corps législatif l'autorisation d'asseoir, par une imposition locale sur les terres, le montant des dépenses nécessaires à leur entretien ; et c'est précisément cette demande qui motiva le rapport de M. Taranget au Conseil des Cinq-Cents, dans lequel il se montra favorable à la requête de l'administration du Nord.

Ces changements successifs dans l'administration des Wateringues furent désastreux pour la région, et ces malheurs s'augmentèrent encore de ce qu'en 1793 tout le pays avait été recouvert par les eaux de la mer sur l'ordre des commandants militaires, qui ouvrirent les écluses de Dunkerque, de Gravelines et de Nieuport.

Grâce à ces deux causes d'un ordre différent, ce fut la ruine des propriétaires des Wateringues ; les canaux se comblèrent, les ponts et écluses disparurent, les récoltes étaient anéanties. La population réduite à la mendicité diminuait, les terres étaient

sans valeur (1). « Si, comme le fait remarquer M. J. Cordier, ingénieur en chef, dans son ouvrage intitulé « De la navigation intérieure du Nord », au lieu des eaux de la mer, on avait employé les eaux de l'Aa, l'inondation eut été aussi forte et on eut épargné à l'arrondissement une perte de dix millions. » D'ailleurs, d'après l'avis des propriétaires de la région, l'inondation de 1793, suivie de celle qui eut lieu en 1814, laissa certainement des traces jusqu'en 1860.

Mais on ne pouvait laisser les terres des Wateringues dans cet état de stérilité prolongée; il fallait lutter. On sentit alors la nécessité de rétablir l'ancienne administration locale et indépendante des Wateringues; l'administration, confiée au département, n'avait pas donné de bons résultats. Alors, en 1802, Napoléon I^{er}, après s'être fait expliquer l'ancienne organisation qui régissait autrefois les Wateringues, rendit le décret du 14 Floréal an XI (3 mai 1802). Le système des quatre sections était définitivement adopté. Chacune de ces sections avait son administration propre et sa caisse particulière; la direction en était donnée à un syndic salarié, rééligible tous les ans par l'assemblée des propriétaires à cent mesures de terre (2) et des commissaires des communes. Puis survint le décret du 12 Juillet 1806, portant réorganisation des Wateringues, décret qui fut l'origine de la loi du

(1) Exposé du Décret du 8 septembre 1806.

(2) 44 hectares.

16 Septembre 1807 sur le dessèchement des marais.

De 1824 à 1878, le pays a été inondé sept fois par les crues d'eaux, survenues à la suite de la fonte des neiges ou de pluies ininterrompues. Aujourd'hui les terres des Wateringues, de l'état de prés où elles étaient autrefois, ont été converties, grâce aux travaux de dessèchement vus plus haut, en terres à labour qui portent des récoltes abondantes et forment le riche pays des Flandres.

En terminant, nous citerons l'opinion d'Elisée Reclus, qui, dans sa Géographie, estimait que ces travaux d'assèchement et de mise en culture des terres inondées représentaient une somme d'efforts bien plus considérable que le creusement des ports, et ceci dû uniquement aux initiatives et aux efforts privés.

II. — Administration des Wateringues.

Les Wateringues, après l'abandon de la période révolutionnaire, ont été reconstituées par un arrêté préfectoral du 8 Floréal an IX (27 avril 1800), qui instituait une commission nommée par le préfet et chargée de toutes les fonctions attribuées aux propriétaires intéressés, par la loi du 4 Pluviôse an VI.

Avec le décret du 14 Floréal an XI (3 Mai 1802) furent instituées les quatre sections des Wateringues qui redevenaient indépendantes de l'administration du département.

Puis survinrent un décret du 12 juillet 1806, un

arrêté du 29 mai 1824, une ordonnance du 26 mai 1833 et enfin un décret du 29 janvier 1852, modifié par celui du 17 décembre 1890, seulement en ce qui concerne le mode de nomination de la Commission ; c'est cet ensemble de textes qui régissent l'organisation actuelle des Wateringues.

Avant d'examiner le mode d'administration des Wateringues, il nous faut savoir les raisons pour lesquelles le Règlement organique des Wateringues, institué par décret de Louis-Napoléon le 29 janvier 1852, fut modifié par un nouveau décret en date du 17 décembre 1890.

C'est à la suite d'un grand nombre de réclamations, tendant à obtenir la révision du décret organique du 29 janvier 1852, que, d'abord en 1882, puis en 1887, MM. les Ingénieurs des Ponts et Chaussées furent chargés de rédiger un projet d'acte constitutif d'association syndicale pour chaque section des Wateringues. Par un arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1887, M. le Préfet du Nord institua une commission spéciale à l'effet de donner son avis sur ce projet du service hydraulique. Cette commission arrêta un projet de décret qui, le 26 juillet 1888, fut soumis aux quatre commissions administratives des Wateringues. Celles-ci se déclarèrent incompétentes pour discuter le projet de réforme du décret de 1852, puisque leur mission consistait précisément à administrer en conformité des statuts de ce décret. M. le Ministre de l'Agriculture décida cependant que le travail de la commission spéciale

devait être pris en considération, et il autorisa le Préfet du Nord, à la date du 12 avril 1889, à le soumettre à l'enquête dans toutes les communes intéressées.

Cette enquête, prescrite par arrêté du 10 mai 1889, fut ouverte du 27 mai au 17 juin dans toutes les mairies des communes sises dans le périmètre des Wateringues ; en outre un conseiller d'arrondissement fut désigné pour recevoir les observations qui seraient faites pour ou contre le projet. Sur 79 dépositions exprimées, il n'y en eut que deux favorables au projet de la commission spéciale ; dans 27 communes, il n'y eut aucune déposition.

De leur côté, un certain nombre d'administrateurs des Wateringues rédigèrent un projet de modifications au décret de 1852. Ce projet était fait dans l'esprit de la loi de 1865 sur les associations syndicales ; il réunit 975 suffrages de propriétaires, possédant 18.227 hectares.

C'est ce projet, soumis à une contre-enquête, qui est devenu le décret du 17 décembre 1890.

Nous allons examiner maintenant le mode d'administration des sections des Wateringues, tel qu'il a été organisé par le décret du 29 janvier 1852, modifié par celui du 17 décembre 1890.

I. ASSEMBLÉE DES PROPRIÉTAIRES. — L'assemblée générale des propriétaires, possédant dans la section un minimum de 4 hectares, est chargée, sur la convocation du Préfet, qui fixera toujours un Dimanche, d'élire une Commission administrative,

composée de neuf membres, propriétaires dans la section.

Chaque propriétaire, dans une section, possède une voix pour un minimum de 4 hectares jusqu'à 12 hectares ; il dispose ensuite d'une voix supplémentaire par chaque part de 8 hectares ou chaque fraction de 8 hectares ; mais aucun propriétaire dans une section ne peut avoir plus de dix voix. Quant aux propriétaires, qui ont moins de 4 hectares, ils sont autorisés à se réunir pour se faire représenter par un ou plusieurs d'entr'eux, en nombre égal au nombre de fois qu'ils ont le minimum de 4 hectares. Enfin les électeurs peuvent se faire représenter par des mandataires propriétaires ou locataires dans la section ; les femmes sont représentées par leur procureur fondé ou leur mari, les mineurs par leur tuteur, les hospices par leurs administrateurs, les communes par leur maire.

Avant le décret du 17 Décembre 1890, il n'existait pas d'assemblée générale des propriétaires de la section. En vertu du décret du 12 Juillet 1806, le nombre des propriétaires électeurs des commissions administratives des sections était fixé à trente ; l'ordonnance royale du 26 Mai 1833 porta ce nombre à quarante, et le décret du 29 Janvier 1852 l'avait fixé à quatre-vingt. En admettant à voter tous les propriétaires, possédant au moins 4 hectares, le décret du 17 Décembre 1890 ne fait que reproduire les dispositions de la loi du 21 Juin 1865. C'est en effet cette loi qui déclare que la possession de 4 hec-

tares constitue le minimum d'intérêt qui doit être déterminé par l'acte d'association. C'est la loi de 1865 qui dispose également que les propriétaires de parcelles, ayant une superficie inférieure au minimum ci-dessus fixé, pourront se réunir pour se faire représenter à l'assemblée générale par un ou plusieurs d'entre eux, en nombre égal de fois que le minimum d'intérêt se trouve compris dans leurs propriétés réunies.

II. COMMISSION ADMINISTRATIVE. — Les membres de la commission administrative, au nombre de neuf, sont élus pour neuf ans, ils sont renouvelables par tiers tous les trois ans, et indéfiniment rééligibles. Ils doivent être propriétaires dans la section et réunir, pour être élus au premier tour de scrutin, la majorité absolue des voix représentées dans l'assemblée générale des propriétaires.

La Commission administrative a un rôle similaire de celui de l'assemblée générale des propriétaires dans la grande Moère française. Elle est chargée de faire des nominations et de prendre des résolutions.

Elle nomme d'abord son président, son vice-président et un secrétaire ; elle désigne ensuite les éclusiers, les garde-vannes, les cantonniers et autres agents secondaires ; elle choisit dans son sein tels de ses membres chargés plus spécialement de la surveillance et des intérêts de telle partie de la section. Enfin elle propose au Préfet une liste double de noms sur laquelle il nommera, s'il y a lieu, les conducteurs spéciaux et percepteurs.

En tant que résolutions à prendre, elle répartit entre les communes de la section et dans la proportion de l'intérêt de chacune d'elles, le montant de la cotisation nécessaire à l'entretien des travaux ; cette répartition doit se faire avant le mois de novembre de chaque année. Puis elle examine, modifie ou approuve, sous le contrôle de l'Administration supérieure, les projets des travaux à exécuter chaque année, et passe les marchés ou adjudications. Enfin elle vérifie les comptes du percepteur, dans les quatre premiers mois de l'année.

Comme rôle accessoire, la Commission administrative est appelée à donner son avis sur toutes les questions relatives aux intérêts de la section, quand elle a été consultée par le Préfet.

La Commission administrative se réunit obligatoirement deux fois par an, sur la convocation de son Président. Toutefois celui-ci peut la convoquer extraordinairement, après en avoir averti le Sous-Préfet de l'arrondissement.

Pour délibérer valablement, la Commission administrative doit comprendre un minimum de quatre membres. Au cas où ce nombre ne serait pas atteint la réunion serait remise, une nouvelle convocation serait adressée aux membres de la Commission administrative, mentionnant le but de la réunion ; les décisions prises dans cette nouvelle réunion, tenue dans un délai de dix jours, seraient valables, quelque soit le nombre des membres présents.

Toute délibération de la Commission administra-

tive ne peut être exécutée, qu'après avoir reçu l'approbation du Préfet, sauf dans les décisions à prendre, concernant les travaux d'urgence et qui requerraient célérité. Pour celles-ci, le Préfet doit en être avisé dans un délai de trois jours, et alors il lui serait possible de suspendre les travaux commencés.

A la tête de la Commission administrative, se trouve le Président. Son rôle spécial est de faire exécuter les délibérations de la Commission administrative, de donner les ordres aux agents de l'Administration, de diriger le service dans l'intervalle des réunions, et de délivrer les mandats pour l'acquittement des dépenses, autorisées par le Préfet, mandats qui doivent mentionner l'autorisation en vertu de laquelle les dépenses ont été faites.

Le Président est en outre chargé de conserver les archives de la section.

III. TRAVAUX. — Dans chaque section, un conducteur spécial est chargé de diriger les travaux.

Pour être conducteur, il faut satisfaire à un examen public, passé à Dunkerque, devant une commission présidée par le Sous-Préfet et composée d'un ou de plusieurs commissaires de la section intéressée, ainsi que de l'Ingénieur du service hydraulique du département.

Le conducteur doit se consacrer spécialement aux intérêts de sa section; il ne peut être intéressé, à quelque titre que ce soit, à aucune entreprise de travaux publics ou particuliers dans l'arrondissement de Dunkerque.

Son rôle consiste à rédiger, pour sa section, les projets de travaux à exécuter, à diriger les travaux adjugés, à exécuter les travaux d'urgence ordonnés par le Président de la section, à délivrer des certificats d'à-comptes pour le paiement des ouvriers et des entrepreneurs ; enfin à assister l'Ingénieur du service hydraulique dans sa vérification des travaux, et à signer avec lui les procès-verbaux de réception. Il est chargé en outre de constater par des procès-verbaux les contraventions aux lois et règlements administratifs, en matière de voirie, de dessèchement ou d'irrigation.

Les projets de travaux, dressés par le conducteur spécial, doivent être communiqués avec les devis et détails estimatifs, avant le 1^{er} janvier de chaque année, à l'Ingénieur du service hydraulique qui donnera son avis et transmettra le tout à l'Ingénieur en chef de ce service, pour être approuvé par le Préfet.

IV. COMPTABILITÉ. — Pour entretenir les travaux de dessèchement, il est nécessaire d'établir un budget spécial, qui imposera les propriétaires des terres soumises à Wateringues. Ce budget est dressé annuellement par la Commission administrative ; il doit être approuvé par le Préfet, dans la première quinzaine de novembre, pour devenir exécutoire.

Un percepteur spécial, nommé par le Préfet, sur une liste double de candidats présentés par la Commission administrative, est chargé du recouvrement des rôles de cotisation.

Ce percepteur doit fournir un cautionnement en

immeubles égal au dixième du montant des rôles. Son indemnité consiste en une remise proportionnelle au montant des rôles, dont la quotité est réglée par le Préfet, sur la proposition de la Commission de la Section.

Le rôle du percepteur consiste à préparer les rôles de cotisation et à en relever le montant dans un délai de dix mois. Il consiste aussi à acquitter les dépenses du dessèchement sur les mandats délivrés par le président de la Commission administrative. Tout mandat ayant pour but le paiement pour solde des travaux doit être accompagné d'un certificat de réception définitive, visé par l'Ingénieur du service hydraulique.

Le percepteur doit tenir les livres de comptabilité prescrits pour la gestion des Receveurs municipaux ; il doit aussi arrêter ses comptes au 31 mars. Enfin, sur la réquisition du Préfet, un Inspecteur des Finances peut être commis pour visiter la comptabilité et la caisse du percepteur.

Les comptes du percepteur, dans chaque section, sont soumis à la vérification du Conseil de préfecture, sauf appel à la Cour des Comptes, si le revenu de la section ne s'élève pas au-delà de 30.000 francs. Mais comme, pour certaines des Sections, comme la 4^e, le montant des cotisations dépasse notablement ce chiffre, c'est la Cour des Comptes qui est chargée en premier ressort de l'apurement des comptes de ces sections de Wateringues.

V. ASSEMBLÉE DE SECTIONS. — Les Wateringues

du département du Nord sont, depuis les premières années du XIX^e siècle, nous l'avons vu, divisées en quatre sections indépendantes. Toutefois, comme il pourrait y avoir un intérêt commun à réunir ensemble les membres composant chacune de ces sections, le décret du 29 Janvier 1852 a prévu la possibilité d'une Assemblée générale des membres des quatre Sections des Wateringues.

Cependant cette réunion générale n'est possible que, quand le Préfet juge utile de la provoquer d'office, ou sur la demande de l'une des sections, mais avec l'autorisation du Préfet.

En cas d'assemblée générale des sections, c'est le Président le plus âgé de l'une d'elles qui prend la présidence de la réunion.

VI. TRIBUNAL COMPÉTENT. — Toutes les contestations relatives au recouvrement des cotisations, aux réclamations des contribuables, à l'exécution des travaux, sont de la compétence du Conseil de préfecture, avec recours au Conseil d'Etat, conformément à l'article 4 de la Loi du 14 Floréal an XI. —

Par tout ce qui précède, on voit que les Wateringues constituent une association syndicale forcée, soumise au régime de la loi du 16 septembre 1807, modifiée par la loi du 21 juin 1865, article 26.

Ce sont en effet les pouvoirs publics qui ont réuni les propriétaires de la région en quatre sections. On voit à la tête de chacune de ces sections un syndicat ou commission administrative dont les membres ont la direction presque exclusive de l'entreprise du des-

sèchement: ce sont eux qui nomment le Président de la section, qui votent le budget, passent les marchés ou adjudications. Assimilée aux établissements d'utilité publique, chacune des sections des Wateringues a la personnalité civile et ses conséquences: pouvoir d'ester en justice par les membres de la Commission administrative, pouvoir d'acquérir, de vendre, échanger, transiger, emprunter et hypothéquer, mais toujours sous réserve de l'approbation des pouvoirs publics.

Leurs travaux sont assimilés aux travaux publics, et toutes les contestations qui y sont relatives sont de la compétence du Conseil de préfecture, sauf appel, dans un délai de deux mois, au Conseil d'État.

Enfin, de même que les Moères, les Wateringues ont le droit de percevoir des taxes sur les propriétaires compris dans la section, et les règles, dont nous avons parlé à l'occasion des Moères, sont également suivies dans les quatre sections des Wateringues.

Maintenant que nous connaissons le mode d'administration des Wateringues, il nous est facile d'établir en quelques mots les différences qui les distinguent du régime de la Grande Moère française.

Dans les Moères, l'assemblée générale des propriétaires est tout: dans les Wateringues, il en est à peine question, et c'est la Commission administrative qui détient tous les pouvoirs.

L'ingérence de l'autorité préfectorale et des Ingé-

nieurs du service hydraulique est constante dans les Wateringues. Dans les Moères au contraire, l'ingénieur du département n'est pas appelé à donner son avis sur les travaux du dessèchement ni même à vérifier ces travaux.

Les comptes du percepteur des Moères ne sont pas soumis à la vérification de l'autorité supérieure, qui n'a qu'à approuver les projets de budgets ; nous venons de voir qu'au contraire, dans les Wateringues, le Conseil de préfecture et la Cour des Comptes sont compétents pour l'apurement des comptes du percepteur.

La raison de ces différences vient de ce que l'association des Moères constitue une association syndicale autorisée *sui generis*, sous le régime de la loi du 4 pluviôse an VI, tempérée par le règlement d'administration du 6 février 1822, tandis que les Wateringues sont une association syndicale forcée, sous l'empire de la loi du 16 septembre 1807, et placée sous la haute surveillance de l'Administration supérieure.

A l'heure actuelle, le montant de la cotisation annuelle du dessèchement se prélève sur l'hectare ; il est de 4 francs dans la 2^{me} section, de 3 fr. 50 dans la 4^{me} section, de 4 fr. 20 et de 5 francs dans les deux autres. Il est question aujourd'hui de faire payer aux terres la cotisation annuelle, non plus sur l'hectare, mais d'après une division en classes, qui serait déterminée par l'intérêt plus ou moins grand que les terres retirent du dessèchement.

Vis-à-vis la 4^{me} Section des Wateringues, il est une remarque que nous devons faire, et que nous avons rencontrée dans l'étude des Moères.

Les terres situées sur le territoire des Wateringues ne paient leur cotisation annuelle à l'administration du dessèchement de leur Section, que parce qu'elles sont desséchées par elle. Dans la 4^{me} Section, cette règle générale n'est pas vraie, car il y a des terres qui ne sont nullement desséchées par l'administration de la Wateringue, et qui cependant paient annuellement leur cotisation à la 4^{me} Section. Ces terres, ce sont les terres comprises entre le contre-fossé des Moères et le Ringslot et desséchées par l'administration des Moères dans les canaux des Moères. Et cette situation bizarre, contraire à l'équité, et toute au profit de la 4^{me} Section des Wateringues, existe également en Belgique en faveur de la Wateringue de Furnes.

C'est en vertu des Lettres patentes du 28 Janvier 1620, qui complétaient et expliquaient les Lettres patentes du 22 avril 1619, que ces terres comprises entre le contre-fossé et le Ringslot des Moères sont assujetties, aujourd'hui encore, à payer annuellement, en faveur des Wateringues, la cotisation du Watergeschot.

APPENDICE

LA WATERINGUE DE FURNES

Lorsque, vers les VII^{me}, VIII^{me} et IX^{me} siècles, les souverains des Flandres faisaient exécuter, en France, des travaux pour soustraire les terres à l'influence des marées et les livrer à la culture, en Belgique on construisait une écluse sur chacune des deux grandes artères qui, non loin de Furnes, venaient se déverser à la mer ; sur l'Yser, l'écluse fut construite à l'endroit dit « Nieuwendamme », et sur le Grand Beverdyck, à l'endroit où il débouche dans l'Yser. Ces écluses d'ailleurs servaient en même temps à la navigation.

Aujourd'hui l'écluse de « Nieuwendamme » existe encore, mais depuis la rectification du lit de l'Yser faite en 1643, elle ne sert plus qu'à l'écoulement des eaux ; il en est de même de l'écluse du Beverdyck, dite écluse de l'Ouest, qui porte aujourd'hui le nom d'ancienne écluse de Furnes.

On ne se contenta pas néanmoins de l'établissement de ces deux écluses, et pour mettre le pays à l'abri des débordements de l'Yser, on éleva aux endroits nécessaires, sur la rive gauche de cette rivière, une digue dite « Digue de Furnes-Ambacht ». Pour couvrir les frais d'établissement de ces divers ouvrages, il fut établi sur les terres livrées ainsi à la culture, un impôt dit « Ovyne » ou « Watergeschot ».

A l'origine, l'entretien de ces ouvrages était confié aux échevins ou baillis des communes intéressées. Ces baillis portaient le nom de « Watergraaf », et ils avaient sous leurs ordres des agents désignés sous le nom de « Dyckgraven » et chargés spécialement de la visite journalière des ouvrages d'art et des digues.

La compétence de ces « Watergraven » se bornait à la surveillance et à l'entretien des ouvrages existants. Pour l'établissement des travaux nouveaux, ils devaient demander l'avis et le concours des propriétaires ; mais tout cela se faisait sans vue d'ensemble et n'était propre qu'à engendrer des contestations et des difficultés. De plus les coutumes de chaque commune différaient quant aux conditions suivant lesquelles les propriétaires devaient intervenir.

Dans le courant du XII^e siècle, une abbaye ayant été construite dans les dunes, non loin de la ville de Furnes, les moines demandèrent au souverain la faveur d'être exemptés de payer l'impôt du Water-

geschot pour les terres qu'ils possédaient dans la châteltenie de Furnes et soumises à cet impôt. Ces terres avaient alors une contenance de 1.516 mesures ou 662 hectares, 49 ares, 20 centiares.

En 1183, le comte de Flandre, Philippe d'Alsace, leur accorda cette faveur, à condition toutefois « que l'abbaye susdite devait prendre à sa charge l'entretien des écluses et des digues, pour autant que les dégâts, qui y survenaient, pussent être réparés en une journée, les dégâts plus importants restant à la charge de la généralité ».

L'administration de ces derniers travaux reçut le nom de Wateringue et fut confiée à l'abbé-prieur de l'abbaye des dunes, à celui de l'abbaye de Saint-Nicolas établie en la ville de Furnes, au prévôt du couvent de Loo et à celui de l'abbaye d'Eversam.

Le prieur de l'Abbaye des Dunes prit le titre de « Watergraaf », et il était le premier en rang parmi les administrateurs de la Wateringue. Il avait le droit de désigner un des religieux de son couvent comme receveur de l'impôt du Watergeschot, et de nommer les éclusiers. Tous les ans, vers les Pâques closes, le receveur devait faire deux copies du compte des recettes et dépenses de l'année précédente. L'une de ces copies était remise aux administrateurs de la Wateringue, et l'autre aux Magistrats de la ville et châteltenie de Furnes, qui étaient investis de la haute surveillance sur tout ce qui concernait la Wateringue.

Le taux du Watergeschot était fixé annuellement

d'après l'importance des travaux à exécuter pendant l'année courante. Il était ordinairement de deux à trois escalins par mesure de terre, soit 3 fr. 50 par hectare.

En l'an 1600, les bâtiments de l'abbaye des Dunes se trouvant en mauvais état et en même temps menacés d'être ensevelis sous les sables amenés par le vent, il fut décidé d'en construire une nouvelle en dehors des dunes, et pour se procurer les fonds nécessaires à cette reconstruction, le Prieur vendit quelques biens appartenant à la Communauté, et il céda aux Magistrats de la ville de Furnes le droit que lui et ses successeurs avaient au titre de « Watergraaf », pour la somme de 1.600 florins. En outre, il céda le droit de nommer les préposés à la manœuvre des écluses, moyennant paiement d'une rente annuelle de cinquante florins, remboursable au denier seize, mais il réservait pour lui et ses successeurs le droit de rester le premier en rang parmi les administrateurs de la Wateringue.

Cette association fut désignée sous le nom de Wateringue du Nord de Furnes, non pas que toutes les terres de sa circonscription soient situées au nord de cette ville, mais parce que l'écoulement des eaux, au moins pour la plus grande partie, s'y fait directement vers la mer, c'est-à-dire vers le Nord. C'est cette Wateringue qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours, et qui, à l'heure actuelle, est régie par un arrêté royal du 24 janvier 1891, qui supprima tous les règlements antérieurs.

L'impôt du dessèchement dans la Wateringue de Furnes est aujourd'hui de 1 fr. 85 par hectare; il est payé également par les terres comprises entre le contre-fossé et le Ringslot des Moères, qui se dessèchent par les machines d'épuisement des deux domaines des Moères belges : nous en avons vu plus haut la raison.

CHAPITRE III

RIVALITÉ DES MOËRES ET DES WATERINGUES

C'est en raison de leur situation que les Moères, nous l'avons déjà vu, ont été fréquemment en butte aux protestations de la 4^{me} Section des Wateringues. Les Moères sont en effet enclavées dans la 4^{me} Section, et elles ont un sol beaucoup plus bas que celui qui les environne. Or les Moères, qui auparavant étaient les fonds servants des Wateringues, sont devenues artificiellement, c'est-à-dire de main d'homme, les fonds dominants des Wateringues.

Cette situation nouvelle leur a été donnée par les différentes Lettres de concession, et en dernier lieu par les Lettres patentes du 19 Décembre 1779, qui donnent aux Moères l'autorisation de se servir des canaux existant sur le territoire des Wateringues pour écouler leurs eaux à la mer.

Mais cette autorisation, donnée d'une façon générale, est devenue pour les Moères une source de

querelles de la part de la 4^{me} Section des Wateringues, querelles qui se sont accentuées depuis ces vingt dernières années.

Vers le milieu du XIX^{me} siècle, l'un des conducteurs de la 4^{me} Section des Wateringues, M. Durand, s'exprimait ainsi : « C'est une calamité qu'un terrain bas puisse, au moyen de machines de grande puissance, inonder un terrain plus élevé; c'est le contraire de ce qui est prescrit par le code, car, d'après la loi, c'est une nécessité résultant de la nature que les fonds inférieurs soient assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent. On ne parviendra à éviter les inondations que, quand on aura obtenu de faire placer sur les digues qui entourent les Moères françaises et belges des repères en forme de déversoirs, dont la hauteur sera réglée de manière à ce que les moulins soient dans l'obligation de cesser de fonctionner du moment où les terres commenceront à s'inonder. »

C'est cette question des repères que nous allons étudier, et ensuite nous verrons un autre dissentiment qui existe, à l'état latent, entre la 4^{me} Section des Wateringues et l'administration de la grande Moère française, et relative au Canal des Moères.

I. — La question des repères.

Nous avons vu qu'en 1783, et nous n'y reviendrons que pour mémoire, l'administration de la Wateringue de Bergues obtint de l'Intendant de

Flandres, M. de Calonne, l'ordonnance du 22 août 1783, qui ordonnait aux concessionnaires des Moères de se conformer, pour la décharge de leurs eaux, au niveau fixé par des experts, et leur défendait de faire travailler les moulins, lorsque les eaux seraient plus hautes.

Cette ordonnance donna lieu de la part du concessionnaire des Moères, Vandermey, à un recours au Conseil du Roi, ainsi que le lui permettaient les Lettres patentes de 1779.

Il est probable que le Roi désavoua son Intendant. Sans doute, il n'existe aucun arrêt d'annulation de l'ordonnance, émanant du Conseil du Roi, mais le Conseil n'avait pas à rendre d'arrêt, il n'avait qu'à rappeler l'Intendant aux règles édictées par l'article 24 des Lettres patentes de 1779, qui faisait « très expresse inhibition et défense à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de troubler ni inquiéter ledit sieur Vandermey et ses associés dans l'exécution de leur entreprise... ni autrement attenter à la conservation du dessèchement. »

Il semble certain que le Conseil du Roi donna à l'Intendant des ordres en ce sens, puisque l'Intendant lui-même, dans des lettres des 15 et 29 janvier 1784, adressées à M. Dajot, directeur des fortifications, et à M. de Ségur, exprime nettement la recommandation de ne pas nuire au progrès du dessèchement des Moères. Par ces lettres, l'Intendant charge le directeur des fortifications « d'exa-

miner un projet d'étude d'écoulement des eaux à la mer ou d'indiquer tel autre parti qui pourrait être convenable pour éviter l'inconvénient des inondations dans les terres voisines des Moères, sans nuire au progrès du dessèchement de celles-ci. »

Il semble bien résulter de là que les repères qui, de l'aveu même des Wateringues, étaient nécessaires mais suffisants pour empêcher l'inondation de leurs terres et qu'elles avaient placés, en fait ont été considérés comme n'existant pas, par suite d'une décision supérieure. Pourquoi, s'il n'en était pas ainsi, chercher un autre moyen d'éviter ces inondations, évidemment déplorables ?

Au surplus, les faits démontrent que, dès 1784, l'ordonnance de M. de Calonne ne fut pas observée, puisque l'on trouve les procès-verbaux de nombreux constats d'infraction à l'ordonnance, fait par le zélé subdélégué de l'Intendant à Bergues, du 8 au 23 mars 1784 notamment, procès-verbaux qui ne reçurent aucune sanction, chose inexplicable si l'ordonnance avait été ratifiée en haut lieu.

Sans doute les Wateringues accusent les Moères de s'être adressées en 1791, à l'Assemblée nationale pour demander la suppression des repères. Donc ces repères existaient encore, dit la 4^{me} section, et même ils furent maintenus, après enquête faite auprès des intéressés du district de Bergues.

C'est vrai : en 1791, les repères existaient encore, mais matériellement seulement, car, l'ordonnance de l'intendant n'ayant pas été ratifiée,

ces repères, quoique établis, n'avaient aucune utilité pratique et devaient rester ignorés ; et si, en 1791, Vandermey s'adressait à l'Assemblée Nationale pour demander leur suppression, c'est probablement que des fonctionnaires trop zélés cherchaient, comme en 1784, à faire observer ces repères inutiles, hypnotisés qu'ils étaient par ces marques demeurées méconnues, en vertu d'une décision postérieure, et poussés probablement aussi par les membres du Magistrat de Bergues.

Quant à l'enquête faite auprès des intéressés du district de Bergues, elle ne prouve rien, puisque c'était à leur demande que l'ordonnance de 1783 avait été rendue, et ils ne pouvaient que confirmer leur précédente requête.

En 1793, les Moères furent inondées, la Révolution et l'Empire passèrent, il ne fut plus question de repères.

En 1817, il y eut de nouvelles difficultés entre la 4^{me} section, ancienne Wateringue de Bergues, et les Moères, au sujet de l'entretien des canaux. Le Préfet du Nord trancha le litige en mettant à la charge des Moères le curement et l'entretien du Ringslot, et à la charge de la 4^{me} section, le curement et l'entretien de tous les canaux et watergands.

En 1834, la question des repères reparait au jour : les Wateringues se plaignent que les Moères les inondent. Les Moères répondent en s'appuyant sur l'article 15 des Lettres patentes de 1779, qui dit : « Permet, Sa Majesté, au dit sieur Vandermey et

ses associés ou ayant-cause, de se servir, pour l'écoulement des eaux desdites Moères, de toutes les écluses, canaux, bouches de mer, qui sont et pourront être formés dans la Flandre ; comme aussi..... ; et ce, nonobstant tous privilèges contraires auxquels Sa Majesté a dérogé et déroge expressément..... »

Le Préfet du Nord consulté, déclare qu'on ne peut régler le différend que par un principe d'équité.

Alors les Moères accusent de l'inondation le défaut de curement des canaux extérieurs, situés dans le domaine des Wateringues, et concluent à une participation commune dans le recreusement du canal des Moères. Le 9 Juin 1835, intervient une convention entre les délégués des Moères et les délégués de la 4^{me} Section, sous la présidence du Sous-préfet de Dunkerque, qui fixe la contribution des Moères à un cinquième dans la dépense des travaux de recreusement du canal des Moères.

En 1863, eut lieu la construction de la machine à vapeur dans la Grande Moère française, machine qui remplaçait deux moulins à palettes et un moulin à vis, devenus défectueux. De nouvelles protestations s'élevèrent dans la 4^{me} Section, notamment en 1866, et le Président de l'administration des Moères promit de ne plus faire fonctionner simultanément moulins et machine. Cela marcha bien jusqu'en 1878.

A cette époque, la 4^{me} Section se plaignit au Préfet du Nord, demandant formellement que les Moères arrêtent leurs appareils, dès que les terres des

Wateringues seraient menacés d'inondation : c'était à la date du 28 Décembre 1878.

M. l'ingénieur Boulanger, au reçu de cette plainte, conclut, le 12 avril 1880, à une réunion des deux Commissions administratives, auxquelles il proposa, en vue d'une conciliation, un questionnaire posant nettement la question des repères. Les Moères ne voulurent pas admettre cet arbitrage, et les Wateringues s'adressèrent alors au Conseil général du Nord, qui, sur la proposition de MM. Clacys et Trystram, propriétaires d'ailleurs dans la 4^{me} Section, émit un vœu tendant à ce que les manœuvres d'eaux soient réglementées.

L'Administration supérieure répondit « qu'elle n'avait aucun pouvoir pour prescrire la réglementation réclamée par la 4^{me} Section. »

A l'automne de 1880, le pays fut complètement inondé par des pluies abondantes. Dans les Moères, la machine et les moulins furent mis en marche pour sauver le pays du désastre ; la 4^{me} Section protesta immédiatement.

Le 28 novembre 1880, une Commission fut nommée par le Préfet du Nord à l'effet de rechercher les causes d'inondation et les moyens d'y remédier. Cette Commission se réunit à la sous-préfecture de Dunkerque, le 28 décembre 1880 ; on y souleva la question des Moères et des repères. Le Préfet du Nord, M. Paul Cambon, consulté, renvoya la 4^{me} Section devant les tribunaux pour y faire statuer sur leurs prétentions et droits respectifs.

En 1881, MM. les Ingénieurs, consultés par les Wateringues, déclarèrent que le différend entre les Moères et la 4^{me} Section était du ressort des tribunaux ordinaires.

Le 8 avril 1889, le Président de la 4^{me} Section des Wateringues assigna les Moères devant le tribunal civil de Dunkerque pour le 18 du même mois. C'était toujours la question des inondations qui était en jeu. On plaida. Les Moères se prévalaient de leur droit d'usage absolu sur les canaux des Wateringues, en vertu des Lettres patentes de 1779 et les Lettres de concession antérieures. Le 23 janvier 1890, le Tribunal, statuant au fond, fit pleinement droit aux conclusions de la 4^e section, en proclamant la nécessité d'établir des repères.

Les Moères se pourvurent devant la Cour de Douai qui, conformément à leurs conclusions, déclara, par arrêt du 5 janvier 1891, l'autorité judiciaire incompétente. Le jugement du Tribunal de Dunkerque était ainsi annulé.

Les Wateringues alors soumirent le litige au Conseil de préfecture du Nord qui, conformément aux conclusions des Moères, se déclara aussi incompétent en raison de ce que lui « Conseil de préfecture est, aussi bien que le Tribunal civil, une juridiction et que le litige en cause n'est pas de la compétence d'une juridiction, mais ne peut donner lieu qu'à une interprétation faite par l'Administration elle-même, comme étant la conséquence d'un acte émané de l'autorité souveraine ». Le Conseil d'État,

ayant confirmé ce jugement, il y avait conflit négatif de juridiction.

Il fallut aller devant le Tribunal des Conflits qui, le 17 juin 1899, déclara souverainement l'autorité judiciaire compétente pour connaître ce litige. Le Tribunal des Conflits jugeait que le différend, portant sur l'étendue des droits que les deux associations tenaient des Lettres patentes du 19 décembre 1779, rentrait par sa nature dans la compétence de l'autorité judiciaire, et en conséquence, il renvoya les parties devant la Cour de Douai, réservant toutefois à l'autorité administrative le droit d'interpréter, le cas échéant, les Lettres patentes et l'ordonnance de l'Intendant (1).

L'affaire revint devant la Cour de Douai, qui, le 12 février 1901, statua définitivement sur le fond du litige. Voici cet arrêt :

« La Cour,

» Statuant sur le renvoi à elle fait par le jugement du Tribunal des Conflits, en date du 17 juin 1899, et sur l'appel interjeté par la Commission administrative des Moères du jugement du Tribunal civil de Dunkerque, en date du 23 janvier 1890 ; Dit :

» Que les Lettres patentes de 1779 ont concédé aux Moères le droit de se servir des écluses, canaux, bouches de mer, mais sans porter préjudice aux tiers ; En conséquence,

» Fait défense aux Moères, sous peine de dommages-intérêts, d'élever les eaux au-delà de la

(1) Gazette du Palais, 10 mai 1906.

hauteur où elles inonderaient les Wateringues et causeraient préjudice aux propriétés voisines ;

» Dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner le rétablissement des repères placés en 1783, soit parce qu'ils ont disparu, soit qu'ils ne peuvent plus servir de cote d'inondation ;

» Dit que les tribunaux sont incompétents pour procéder à un règlement d'eau entre deux associations de dessèchement ;

» Donne acte aux Wateringues de leurs réserves, notamment de réclamer aux Moères telle part que de droit, dans les sommes que la 4^{me} section aurait dépensées pour prévenir les inondations.

» A plus et avant prétendre, déclare les deux parties non-recevables, etc... »

Donc, sur la question des repères, la Cour de Douai infirmait le jugement en 1^{re} instance du tribunal de Dunkerque.

En conséquence de l'arrêt de Douai, une enquête de vingt jours, dans les communes intéressées, sur le projet de règlement d'eau, fut ordonnée par le Préfet du Nord, le 26 Juin 1901, et eut lieu du 5 au 26 Juillet suivant. Ainsi qu'il était probable, les propriétaires des Wateringues insistèrent pour la fixation des repères, tandis que ceux des Moères s'y opposaient.

Dans un rapport, en date du 3 Octobre 1902, MM. les Ingénieurs du Département exposèrent longuement les difficultés et les frais qu'occasionnerait la fixation des repères et les litiges auxquels

ces repères donneraient lieu dans l'avenir ; au contraire, ils manifestaient une vive préférence pour un arrangement entre les deux associations, et, comme conclusion, ils proposaient un projet d'arrangement. En cas de rejet de ce projet par les intéressés, ils consentaient à poser les repères. Ce projet d'arrangement consistait en ceci : « Les Moères s'engageaient à verser annuellement 1.500 francs à la 4^{me} Section, qui s'engageait de son côté, à forfait, à évacuer toutes les eaux des Moères ; de plus la 4^{me} Section se chargeait de l'entretien du Ringslot. »

Au début de 1903, une réunion contradictoire eut lieu, entre les Moères et la 4^{me} Section des Wateringues. Y étaient présents : M. Roche, agent-voyer à Hondschoote, M. Fornet, conducteur des Moères, M. Fauconnier, garde de la 4^{me} Section des Wateringues. Dans cette réunion, on proposa d'établir comme limitation à l'exercice de la servitude, qu'ont les Moères sur les canaux de la 4^{me} Section, autrement dit, comme hauteur d'eau à respecter par les Moères, conformément à l'arrêt de Douai, les différentes hauteurs constatées le 10 Janvier 1903, et qui étaient : à l'échelle de la machine : 1^m785 ; à l'échelle du moulin le Tage : 1^m800 ; à l'échelle du moulin le Rhin : 1^m810 ; à l'échelle du moulin le Danube : 1^m890 ; à l'échelle du moulin le Gange : 2^m045 ; et à 1^m51 en contre-bas du repère du moulin Le Pô.

Mais les Wateringues ne voulurent pas admettre ces repères ; elles réclamaient des Moères pour ne

pas exiger l'observance de repères quelconques, la redevance de 1.500 fr., conforme au projet des Ingénieurs, et en plus, une redevance par annuités, destinée à faire face à un total de 16.000 fr. environ, dans le but de couvrir une partie des dépenses faites par la 4^{me} Section pour se garantir contre les inondations, ainsi que pour la construction de la machine de Steendam. Cette seconde prétention de la 4^{me} Section répondait aux réserves reconnues aux Wateringues par l'arrêt de la Cour de Douai.

Les Moères ne voulurent pas consentir à ces versements; les Wateringues ne voulant pas reconnaître les repères proposés, la Commission administrative de la 4^{me} Section se pourvut en cassation contre l'arrêt de Douai, et notamment contre la disposition de cet arrêt relative à l'incompétence des tribunaux pour procéder au « règlement d'eau ».

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 9 avril 1906, donna gain de cause à la 4^{me} Section et cassa l'arrêt de la Cour de Douai, par les attendus suivants :

« La Cour :

» Vu l'article 13 du titre II de la loi des 16-24 août 1790 ;

» Attendu que s'il appartient exclusivement à l'autorité administrative d'ordonner, dans un intérêt général, les travaux nécessaires au libre écoulement des eaux, au dessèchement des marais, à l'irrigation ou à l'assainissement des terres, l'autorité judiciaire est compétente dans les litiges d'ordre privé relatifs à des canaux ou à des cours d'eau pour prescrire,

dans l'intérêt exclusif des parties, les mesures propres à sauvegarder les droits reconnus à leur profit, à la condition, toutefois, de ne pas statuer par disposition générale et de respecter les règlements régulièrement pris par l'Administration ;

» Attendu que, devant la Cour de Douai, la 4^e section des Wateringues, en prévision du cas où il serait impossible de rétablir les anciens repères, avait conclu subsidiairement à la nomination d'experts avec mission de déterminer le point au-dessus duquel le déversement des eaux des Moères dans les canaux de décharge provoquerait l'inondation de ses terres, et demandait la pose de nouveaux repères à ce niveau ; qu'il n'était point allégué que la mesure ainsi réclamée contrevint à aucun règlement administratif ; qu'elle ne tendait ni à la modification de travaux publics, ni à une répartition générale des eaux de la contrée ; qu'elle avait uniquement pour but de permettre au syndicat des Wateringues de relever, dans son intérêt privé, les abus que la partie adverse pourrait commettre dans l'exercice de son droit d'utiliser les canaux, et de se faire allouer une somme fixe de dommages-intérêts pour chaque contravention ainsi constatée ; que la Cour de Douai, après avoir décidé ainsi qu'il a été dit plus haut que l'association des Moères n'avait, en vertu des Lettres patentes de 1779, qu'un droit d'usage limité sur les canaux, et lui avoir fait défense, sous peine de dommages-intérêts, d'élever ses eaux au-delà de la hauteur où elles inonderaient les Wateringues, a néan-

moins refusé d'ordonner la mesure sollicitée qui constituait cependant la sanction nécessaire de sa décision, sous le prétexte qu'il s'agirait d'un règlement d'eau présentant un intérêt général et rentrant dès lors dans les attributions exclusives de l'Administration; qu'en statuant ainsi, elle a méconnu sa propre compétence et violé, par fausse application, le texte de loi sus-énoncé ;

» Casse...» (1).

L'affaire a été renvoyée devant la Cour d'Amiens, qui n'a pas eu encore à se prononcer, les parties étant, à l'heure actuelle, en voie d'arrangement.

Voici exposée, le plus impartialement du monde, la querelle qui, depuis un siècle, maintient la rivalité entre les Moères et la 4^{me} section des Wateringues. Ne serait-il pas à souhaiter que ces deux administrations qui, voisines, poursuivent un but identique, vinssent à un complet accord. Pour cela que faudrait-il ? Un peu de bonne volonté de part et d'autre, et quelques concessions mutuelles. Il est évident que les Moères ne peuvent avoir la prétention d'être libres d'inonder de leurs eaux les terres des Wateringues ; ce serait contraire à l'équité, et contraire aussi, sinon à un texte formel, du moins à l'esprit de justice qui a présidé à la concession des Moères. Il est certain que les souverains, qui ont fait don des Moères soit à Cobergher, soit à d'Hérouville, soit à Vandermey, n'ont pas voulu que cette concession et ce dessè-

(1) *Gazette du Palais*. — 10 mai 1906.

chement de 3.000 hectares devinssent la ruine de plus de 10.000 hectares, qui sont les terres des Wateringues. Ces terres, enlevées aux inondations de la mer, devenues productives à force de travaux, ne pouvaient pas du jour au lendemain, de part la seule volonté du Roi, redevenir terres incultes qu'elles étaient autrefois ; l'autorité royale ne pouvait pas le vouloir et ne l'a pas voulu.

De leur côté, les Wateringues doivent tenir compte de la situation difficile et dépendante des Moères ; elles doivent s'incliner devant la bienveillance qu'a montrée à leur égard l'autorité souveraine, et de même qu'elles trouvent inadmissible d'être inondées sans limite par les eaux des Moères, de même elles ne peuvent prétendre arrêter les machines d'épuisement, lorsque l'existence même des Moères est en jeu. Il ne faut pas oublier que la situation spéciale des Moères ferait que, si on n'enlevait pas les eaux, celles-ci demeureraient sur les terres des Moères, tandis que dans les Wateringues, si, par accident, lors des grandes crues d'eaux, il arrive que les terres proches des canaux de dessèchement des Moères viennent à être inondées, ces eaux ne tardent pas à s'écouler naturellement dans le lit qui est leur voie d'accès à la mer. Par conséquent le fait de l'inondation est moins désastreux pour ces dernières terres que pour les terres des Moères : entre deux maux, il faut choisir le moindre.

Si donc les Moères consentaient à verser annuel-

lement, entre les mains de la 4^{me} Section, une redevance que l'on peut évaluer à la somme de 1.500 francs, indiquée par les Ingénieurs, et qui serait à la fois leur part dans l'entretien des canaux de dessèchement et l'indemnité due pour les cas possibles d'inondation, il semble que la 4^{me} Section devrait en retour laisser les Moères libres dans l'usage de leurs machines d'épuisement, machines qu'elles ne font d'ailleurs marcher que quand la nécessité les y pousse. Ainsi cet accord ferme arrêterait les querelles, et ce serait pour le plus grand bien des deux administrations.

Quant aux terres adjacentes aux Moères, il y aurait un moyen bien simple pour elles d'éviter d'être inondées par le débordement du canal du Ringslot ; ce serait de faire ce qu'ont fait autrefois pour les Moères les différents concessionnaires : construire parallèlement à la digue du Ringslot sur la bordure de ces terres, une petite digue qui encaisserait ainsi le lit du Ringslot et faciliterait de cette façon l'écoulement des eaux à la mer.

II. — Le canal des Moères.

Avant de parler de ce qui, dans la question du canal des Moères, est une cause de division entre la 4^{me} Section et l'administration des Moères, il nous semble intéressant de parcourir l'histoire de ce canal depuis le jour où Cobergher l'utilisa pour le dessèchement, jusqu'à l'époque actuelle.

C'est vers 1622, que, pour la première fois, les eaux des Moères s'écoulèrent dans le canal de la Mour ; un petit embranchement avait réuni ce canal à la petite Moëre. Le canal de la Mour, ou Moervaert, plus connu aujourd'hui sous le nom de Zeegracht, arrivait au Pont-à-Charrettes, là il tournait vers l'Ouest et arrivait à l'endroit dit pont de Steendam ; à ce moment les eaux du dessèchement bifurquaient vers le Nord, en empruntant le canal de Coudekerque, et parvenaient ainsi à l'enceinte de Dunkerque. C'est tout cet ensemble, et notamment la partie comprise entre la petite Moëre et Dunkerque, que nous appelons aujourd'hui le Canal des Moères.

Ce canal de Cobergher pénétrait dans Dunkerque ; un batardeau en maçonnerie empêchait les eaux de s'écouler dans les fossés, au moment du passage à travers les remparts. Il longeait la rue St-Bernard actuelle, passait derrière l'hôtel des Douanes (partie de la rivière qui existe encore) jusqu'au petit pont, traversait les places du Palais-de-Justice, de l'Abondance et Jeanne-d'Arc, jusqu'à l'arrière-port ; c'était sur la place Jeanne-d'Arc que se trouvait l'écluse de Cobergher.

Mais toutes les eaux du dessèchement ne s'écoulaient pas par cette voie ; une partie empruntait à l'entrée dans Dunkerque le canal de la Panne qui, à cette époque, rencontrait le canal des Moères, et n'a été comblé qu'en 1808.

En 1638, le canal de la Panne cesse de constituer une des branches du canal des Moères, car il

devient le prolongement du canal de Furnes, nouvellement construit.

Avec les inondations de 1646 et la ruine du dessèchement des Moères, le canal des Moères cessa d'exister en tant qu'utile au dessèchement; même les travaux qu'y avait exécutés Cobergher, et notamment l'écluse qui portait son nom, furent en partie démolis sous l'action violente des eaux déchainées.

Lorsque, en 1713, le traité d'Utrecht obligea Louis XIV, au profit de l'Angleterre, à démolir le port et à raser les fortifications maritimes de Dunkerque, ce fut en même temps la ruine du canal des Moères, dont le débouché à la mer était ainsi supprimé, et peu à peu le lit du canal se remplit de sable.

Louis XIV projeta de substituer Mardyck à Dunkerque, et dans ce but, il donna ordre au commandant de la place de Dunkerque de creuser un canal très profond qui aboutirait à deux larges écluses dans le port de Mardyck.

Le canal de dessèchement possible pour les Moères, et dont les nouveaux concessionnaires, la marquise de Maisons et le marquis de Canillac, projetaient de se servir, quittait alors le canal des Moères à Steendam, empruntait le Bernard-Sleet, le canal de Bergues, prenait l'ancien fossé des fortifications, devenu de nos jours le Quai au Bois, et aboutissait au canal de Mardyck, où les eaux des Moères pouvaient trouver une issue vers la mer.

Mais nous savons que cette nouvelle voie d'écou-

lement resta inutilisée, et que la concession de 1716 n'eut aucune suite.

En 1717, on combla la partie du canal des Moères qui était ensablée, de la place d'Abondance à l'arrière-port ; toutefois, on ne ferma la partie occupée aujourd'hui par la place du Palais-de-Justice que plus tard, à la fin de la Restauration.

Les Moères restèrent ainsi sous les eaux jusqu'au moment où le comte d'Hérouville reprit en mains l'œuvre du dessèchement.

Nous avons vu que, vers la fin de 1751, le comte d'Hérouville obtint du roi la création d'un canal qui conduirait directement à la mer les eaux du canal des Moères, sans passer par le Bernard-Sleet et le canal de Bergues ; ce fut la première Cunette, et les travaux en furent commencés en avril 1753. A cette époque, la Cunette passait à l'est de Dunkerque par les terrains libres au sud de la rue de Soubise, et le canal des Moères s'y déversait, vers l'extrémité sud de la rue de la Ferronnerie, par un aqueduc à deux passages pratiqué sous le canal de Furnes. Les eaux des Moères se déchargeaient dans le chenal de Dunkerque, par une écluse à deux passages et à vannes, que l'on ouvrait à marée basse.

Malheureusement le traité de Paris, qui, en 1763, vint mettre fin à la Guerre de Sept ans, imposa à la France la démolition des fortifications de Dunkerque ; en vertu de cette clause, l'écluse et le canal de la Cunette durent être supprimés.

Alors le comte d'Hérouville songea à se servir de la seule voie d'écoulement qui lui restait, c'est-à-dire le Bernard-Sleet au pont de Steendam, et le canal de Bergues. Mais pour pouvoir utiliser ce nouveau parcours, il fut obligé de creuser un nouveau canal, d'un plan d'eau plus élevé, allant de la petite Moëre au Pont-à-Charrettes ; ce canal avait un avantage sur l'ancien parcours : il supprimait de nombreuses courbes et il évitait les terrains sablonneux, élevés, qui par leurs éboulements nuisaient au dessèchement.

En 1785, le roi de France, Louis XVI, rendit un décret qui autorisait le creusement d'un canal mettant directement en communication le canal des Moères avec les fossés des fortifications de Dunkerque, pour conduire les eaux jusqu'à l'écluse Vauban et de là dans le nouveau chenal du port de cette ville. Cette seconde Cunette ne fut pas achevée, et la voie d'écoulement des eaux des Moères emprunta le canal de Bergues jusqu'au jour où le décret du 28 Pluviôse an XIII (17 Février 1805) autorisa l'exécution du canal de la Cunette, de l'écluse du même nom et de l'écluse du sas octogonal.

En Juillet 1806, on commença à creuser le grand sas octogonal des Quatre-Ecluses, et, en 1808, le canal de la Cunette était établi.

En 1872, la Cunette s'effondra dans sa partie antérieure, c'est-à-dire du côté de la mer, et en 1877, l'écluse Magloire, qui était l'un des débouchés à la mer, s'effondra également.

C'est depuis lors que l'on a relié la Cunette aux fossés des fortifications, dits les fossés de l'Est, près de la porte de Rosendael, et aujourd'hui les eaux des Moères s'écoulent à la mer par l'écluse du bastion 28.

Nous savons qu'à l'heure actuelle des travaux sont entrepris et permettent d'entrevoir pour un avenir prochain le jour où les eaux du canal des Moères s'écouleront par un syphon sous le canal de Furnes, dans les fossés de l'Est agrandis, qui remplaceront la Cunette.

Maintenant que, brièvement, nous avons parcouru l'histoire du canal des Moères, examinons quel est l'objet de la discussion, relative à ce canal, entre les Moères et la 4^{me} Section des Wateringues.

La querelle vient de ce que ces deux administrations revendiquent la propriété du canal des Moères.

Les Wateringues disent que ce canal est antérieur à l'existence des Moères et que des documents officiels leur en attribuent la propriété (1). D'ailleurs, ce sont les Wateringues qui ont toujours entretenu ce canal et c'est à elles qu'appartient le droit de pêche. Les Wateringues disent encore que les propriétaires des Moères ont reconnu eux-mêmes que le canal de ce nom était propriété des Wateringues, puisque l'un des principaux, propriétaire de la petite Moère, M. Bosquillon de Genlis, ingénieur en chef du département du Nord, dans un travail en date du

(1) Mémoire adressé au Conseil de Préfecture du Nord. 15 décembre 1891.

1^{er} février 1826, fait en collaboration avec son collègue, M. Cordier, attribuait à la 4^{me} Section la propriété du canal des Moères.

Les Moères répondent que ce canal est au contraire leur propriété depuis le premier dessèchement opéré par Cobergher, car c'est lui qui l'a creusé, en 1620, pour conduire directement à la mer les eaux des Moères, eaux qui aboutissaient à l'écluse dans l'arrière-port de Dunkerque, écluse qui également était la propriété de Cobergher et portait son nom.

Quant à nous, nous répondrons tout d'abord que pour une certaine partie du canal des Moères, il ne semble pas possible qu'un conflit s'élève entre la 4^e section et les Moères. Cette partie, c'est celle comprise entre les Moères et le Pont-à-Charrettes, qui fut construite en 1763 par le comte d'Hérouville après le traité de Paris.

D'ailleurs nous en trouvons la preuve officielle dans l'acte du concordat du 30 août 1796 et jours suivants, où l'on lit ce qui suit :

« Art. 1^{er}. — 1^o... ; 2^o... ; 3^o... les 258 mesures ou environ des terres adjacentes aux Moères, appartenantes au seigneur comte d'Hérouville et consistant : a) en 14 mesures ou environ formant le canal neuf qui va du Pont-à-Chariot à la petite Moère, acquise en partie du sieur Vaestkem, y compris deux digues et deux contre-fossés ; b) en 5 à 6 mesures formant le canal d'entre les deux Moères avec deux digues et deux contre-fossés ; c) en 9 à 10 mesures formant en partie les canaux Clytgatvaert

et du Groenecat, avec deux digues et contre-fossés ;

» 4° En seront et demeureront à compter du 1^{er} septembre 1763, à l'avenir à perpétuité, en propriété indivise et administration commune entre tous les propriétaires actuels, leurs successeurs et ayant-cause ; et en conséquence les parties ont, chacune à leur égard, consenti que lesdits partages des 18 octobre 1766, 30 janvier 1767, et autres y relatifs, soient et demeurent nuls, comme non faits ni avenus, ainsi que tous autres actes qui se trouveraient avoir pour objet la division et jouissance particulière des parts de chacun dans le total. » (1)

Il résulte donc de ce titre que le canal, qui a remplacé l'ancien canal des Moères, depuis les Moères jusqu'au Pont-à-Charrettes, appartenait au comte d'Hérouville, qu'il en avait acheté le fossé dans lequel il avait été creusé, et qu'en vertu de ce concordat, il appartenait indivisément à tous les propriétaires des Moères.

Ce n'est donc que pour la partie du canal des Moères qui va du Pont-à-Charrettes à l'enceinte de Dunkerque, que la discussion peut, avec quelques raisons, s'élever entre la 4^{me} section et les Moères.

Vis-à-vis cette partie du canal des Moères, nous dirons d'abord que son nom est une probabilité en faveur de la propriété des Moères. A cela les Wateringues répondent qu'il existait autrefois, parsemées dans toute cette région, une quantité de petites Moères. Cela est vrai, mais ce qui est non moins

(1) Collection particulière.

vrai, c'est que le canal des Moères ne porte son nom, que depuis le premier dessèchement, opéré par Cobergher : autrefois c'était le canal de la Mour, ou le Zeegracht (1).

C'était d'ailleurs autrefois une croyance universellement répandue dans la région que le canal des Moères était la propriété du concessionnaire des Moères. Nous lisons, en effet, dans un manuscrit intitulé : « Essai de la description historique de la ville et châtellenie de Bergues, en forme d'annales, par Legros, 1770 », le passage suivant : « En 1620, le baron (Cobergher) fit creuser un canal profond depuis la Moëre jusqu'à Dunkerque, afin de faire descendre les eaux dans la mer. Ce canal existe encore et traverse les paroisses d'Uxem, Teteghem, et se jette dans le port de Dunkerque. »

Si c'était le concessionnaire des Moères qui l'avait fait creuser, ce canal lui appartenait donc.

C'était également l'opinion des Ingénieurs, qui se réunirent dans une conférence internationale relative aux Moères et Wateringues, le 16 Octobre 1874. Nous lisons en effet dans le procès-verbal de cette conférence, le passage suivant : « Cette section (la 4^{me} Section) n'a été admise à profiter pour son dessèchement que très postérieurement à la concession des Moères, du canal de ce nom créé par les concessionnaires et à leurs frais, et dont la jouissance, aussi bien que celle du Ringslot est

(1) Archives de Bergues. — Plan peint à l'huile. 1641.

assurée sans réserve aucune à ses créateurs, par les Lettres patentes de la concession, qui défendent à qui que ce soit de porter aucune entrave au dessèchement de l'ancien lac; les terres basses de cette 4^{me} Section sont donc contraintes de subir l'inondation, sans pouvoir en arrêter le développement ou y porter remède, tant que les écoulements à la mer ne sont pas suffisants pour les dominer. »

Mais prenons les Lettres d'octroi de 1619 et l'article concernant le Moervaert; il est ainsi conçu : « Lesquels entrepreneurs pourront se servir de la Moervaert et la faire raprofondir et eslargir pour faire essuyer une partie des eaux desdites Moères. »

Dans les Lettres patentes de 1779, l'article 15 s'exprime ainsi : « Permet, Sa Majesté, audit sieur Vandermey et ses associés ou ayant-cause, de se servir, pour l'écoulement des eaux desdites Moères, de toutes les écluses, canaux, bouchés de mer, qui sont et pourront être formés dans la Flandre ».

Le 24 mai 1623, une convention fut passée entre les entrepreneurs du dessèchement des Moères et les Magistrats de la chàtellenie de Bergues. Par cette convention, les entrepreneurs s'obligent à recevoir les eaux de Ghyvelde, Uxem, Zuytcoote, Lef-frinckoucke, Teteghem, et les autres eaux de la chàtellenie, dans les canaux Mullevaert, Slepe et Mocervaert, avec stipulation expresse que ces canaux ne seraient jamais obligés de recevoir les eaux de l'Hout-Gracht (canal d'Hondschoote), ni celles des terres au sud et à l'ouest du Ringslot. Cette conven-

tion fut agréée et ratifiée par l'autorité supérieure dans les Lettres patentes du 21 juillet 1623.

De l'ensemble de ces textes, il semble résulter que, depuis la première concession, les Moères sont devenues *propriétaire exclusif de l'usage du canal des Moères*, et que c'est ainsi qu'elles ont pu aliéner une partie de ce droit exclusif d'usage au profit des communes de Ghyvelde, Uxem, Zuytcoote, Leffrinckoucke, Teteghem, etc.

Quant aux Wateringues, elles entretenaient autrefois ce canal, avant l'existence des Moères desséchées, comme elles entretenaient tous leurs watergands ; en 1619, l'usage de ce canal leur a été retiré pour être consacré au dessèchement des Moères, et aujourd'hui la 4^{me} Section continue à entretenir ce canal des Moères comme compensation à l'usage qui lui en a été rendu par la convention de 1623. Quant au droit de pêche, propriété des Wateringues, c'est le dernier vestige de l'antique droit d'usage des Wateringues sur le Moervaert, puisque en 1619, les Moères n'ont acquis que le droit exclusif d'usage et non la propriété du canal des Moères.

En résumé, le canal des Moères actuel est, à notre avis, une « res nullius ». Les Moères ont sur lui un droit d'usage absolu et exclusif depuis les Lettres d'octroi de 1619 et en raison des travaux exécutés par Cobergher et ses successeurs. Les Wateringues n'ont au contraire qu'une simple, mais définitive, tolérance d'usage, consentie par les Moères, à perpétuité, depuis la convention et les

Lettres patentes de 1623, et cette tolérance d'usage des Wateringues tempère le droit exclusif d'usage qui appartient aux Moères.

Quant aux eaux des Moères d'Hondschoote, elles s'écoulent depuis 1859 dans les watergands, qui passent, par syphons, sous le canal d'Hondschoote, et s'écoulent ensuite dans le canal des Glaises et le Ringslot, pour arriver enfin dans le canal des Moères. Cette nouvelle addition aux eaux du canal des Moères, contraire à la convention de 1623, a soulevé des protestations de la part de l'administration des Moères, mais la 4^e section a répondu que les Moères avaient tort de se plaindre, car aux canaux d'écoulement des eaux des Moères d'Hondschoote, il existe des éclusettes avec repère, et la vanne des watergands n'est levée que lorsque les eaux, dans le canal des Moères, ne dépassent pas un certain niveau. Dès lors ces eaux des Moères d'Hondschoote ne peuvent nuire, disent les Wateringues, au déversement des eaux des Moères.

CONCLUSION

Nous connaissons maintenant les Moères, nous savons leur existence précaire, les difficultés qu'elles ont dû soutenir. Il ne nous reste plus qu'à admirer cette conquête que la patience et le labeur de l'homme obtinrent sur les éléments, qui ne pouvaient abandonner leur domaine.

Aussi, lorsque l'on voit les résultats obtenus, est-on en droit de dire que c'est aussi bien dans l'intérêt général que dans l'intérêt privé de chacun des propriétaires du pays des Moères que ceux-ci défendent l'existence de leur régime spécial.

Les conséquences immédiates d'un régime nouveau seraient de les dépouiller des droits qu'ils ont toujours exercés, de créer des formalités nombreuses et des lenteurs préjudiciables. Ce serait aussi substituer à leurs résolutions appuyées sur une longue expérience et empreintes d'un esprit de suite indispensable au succès, les innovations dangereuses et les essais imprudents qui trop souvent séduisent des ingénieurs que rien n'attache

d'une façon profonde à l'association, qui peuvent être à tout instant changés et n'ont dans l'entreprise aucun intérêt direct et personnel.

Le meilleur vœu, que l'on puisse, en terminant, adresser aux associations des Mères françaises et belges, c'est de se perpétuer longtemps encore, sans changement, en s'inspirant toujours des progrès de la science et des besoins de l'agriculture.

ANNEXES

LETTRES D'OCTROI

22 AVRIL 1619

Concession des Moères par les Archiducs

Traité et accord faict avec Roland Gérard, marchand, demeurant à Dunquerque, commi procureur de messire Louys de Beauclercq, conseiller du Roi très chrétien, Président et Juge général de Calais et pays reconquiz et aultres assœnz, pour l'essuiement des Moères de Flandres, et terres adjacentes, moiennant les trois cinquiesmes et cinquante mesures desdictes moères et terres au prouffict de leurs altèzes, avec plusieurs privilèges et exemptions accordez aux entrepreneurs, la haulte justice de leur part, le vent et eaux pour moulins, un jour de marché par sepmaine et deux frances foires en l'an. — .

Albert et Isabelle-Clara Eugénia, Infante d'Espagne, par la grâce de Dieu archiducqz d'Austrice, ducqz de Bourgoingne, de Lothier, de Brabant, et, contes de Habsbourg, de Flandres, d'Arthois, et, à tous ceulx, qui ces présentes verront, Salut. Comme à la poursuyte de nos chiers et féaulx les officiers fiscaulx de nostre provincial en Flandres, les moères de West-Flandres, ayant par sentence de nostre dit conseil du..... (1), esté déclaré purgez, contre tous ceux qui y

(1) En blanc dans le registre.

pourroyent prétendre droict, et qui estoient demeurez défailans d'exhiber leurs tiltres et ce après trois ajournements et deffaultz ; et que depuis ayons ordonné que tous ceulx qui prétendent droict entre les confins désignez par nos très chiers et féaulx, les chiefz, trésorier général et commis de noz domaines et finances, auroient à exhiber leurs tiltres entre les mains des greffiers de noz villes de Bergues-St-Winocq et de Furnes, et que passé deux ans ayons fait dresser diverses conditions sur lesquelles nous entendrons donner à essayer les dictes moères et terres adjacentes, et fait publier les dictes conditions tant audict pays de Flandres qu'ès contez d'Hollande et Zélande, afin que tous ceulx ayant envie d'entreprendre l'essuyement des dictes moères et terres adjacentes eussent à se trouver en nostre ville de Bruxelles pour entendre plus particulièrement desdicts de nos finances les conditions sur lesquelles nous estions d'intention de les donner à essayer.

Mais comme personne ne s'estoit lors présenté, nous ayans, passé quelque temps, trouvé convenir de réitérer encore ladicte publication par aultre affixion de billetz, joindant lesdictes conditions et carte figurative desdites moères et prins jour de la criée sur le neufiesme du mois d'avril courant au collège de nos dictes finances, de manière, qu'ayans, lesdits de noz domaines et finances ce en suyvant, esté en communication à diverses fois avecq plusieurs personnes et oy leurs offres, ilz auroient procédé si avant, qu'estans pour ce assemblez en la chambre de nos dictes finances, le vingt deuxiesme jour dudit mois, pour la laissée et délivrance au plus offrant dudit essuyement, en présence de tous ceulx qui prétendoient l'entreprendre ; icelle laissée et délivrance seroit demeurée, à la chandelle ardente, à Roland-Gérard, marchand, demeurant à Duncquerque ayant procure de Messire Loys de Beauclercq, Conseiller du Roi très chrestien, Président et Juge général de Calais et pays reconquiz, soy faisant et portant fort pour les seigneurs de Froyennes, d'Asneau et leurs associez, passée par devant maistres Jacques et Pierre Colin, notaires

royaulx establiz audict Calais et pays susdit le vingt-deuxiesme du mois d'avril dernier. Et ce pour trois cinquiesmes et cinquante mesures desdites moères et terres adjacentes, à nostre prouffit et sur les articles et conditions ensuyvantes :

ART. I

Premièrement, que nous entendons comprendre dessous lesdictes terres les grande et petites moères et les terres adjacentes ausdictes moères suyvant la carte en dressée et signée par ledit Roland Gérard dont sera délivré ung double ausdictz entrepreneurs.

ART. II

Les entrepreneurs desdicts essayemens seront tenuz d'emprendre à leur charge, et pour y parvenir, faire tous les disques, fossez, rincksloten, canaux, et en somme les mettre en tel estat qu'on puisse s'en servir pour terres labourables ou pasturages, sans estre tenus de suyvre aultre trace que celles qu'eulx mesmes trouveront convenables comme aussi ilz se pourront servir de toutes telles machines qu'ilz trouveront convenir. Nonobstant quelconque privilège particulier, au contraire. Le tout à leurs frais et despenz, et ce en dedans le terme de deux ans, à compter doiz le jour de St-Jacques prochain.

ART. III

Bien entendu que s'ils rencontrent quelque eaue vive ou sablon bouillant, qu'il ne seroit faisable de les seicher ou bien avecq certain et inevitable dommaige, lesdicts entrepreneurs passeront en seichant le reste.

ART. IV

En récompense desquelz frais, leur avons octroyé, cédé et transporté, octroyons, cédonz et transportons par cestes, les restantes mesures desdictes moères et terres adjacentes à nous appartenantes, oultre et par dessus lesdicts trois cinquiesmes et cinquante mesures.

ART. V

Lesquelles terres, après que le dicage sera faict, seront mises en portions dictz cavels, formées par les entrepreneurs, si esgaulx en valeur que sera possible, dont le choix demeurera à nous.

ART. VI

Les aultres propriétaires des terres adjacentes comprises audict dicage seront tenuz d'entrer en mesme accord et prière de nous, sy ce n'est qu'ilz ayment mieulx contribuer au dicage dont l'obtention leur demeurera. Auquel cas ilz debvront contribuer aux fraiz dudict dicaige avecq lesdicts entrepreneurs selon que de gré à gré ou par intervention de commissaires ou arbitres neutraulx, leurs dictes terres seront taxées y debvoir contribuer.

ART. VII

S'il fault achapter d'aulcuns particuliers quelques terres au dehors desdictes limites pour faire le rinckgracht ou fossez, ou pour boucher aultrement les advenues des eaux, les propriétaires seront tenuz de les laisser à tel pris d'icelles seront estimées par commissaires ou arbitres neutraulx, et tout ce que lesdicts commissaires auront appointé, jugé ou estimé, soit de gré à gré, ou ordonné par advis des experts, tiendra et fera exécuté par provision, nonobstant opposition ou appellation faicte ou à faire au contraire. Sans que le refus d'accepter le pris taxé desdicts héritaiges, ou acquiescer ausdictes ordonnances, puisse empescher ou retarder l'ouvrage en commencée. Moyennant prompt payement du pris ou consignation des deniers taxéz au refus desdictz propriétaires, selon et ainsy qu'aura esté et pourra estre ordonné par iceulx commissaires.

ART. VIII

Lesdictz fossez et marges d'icelles terres achaptées demeureront plainement au prouffit des achapteurs, tant au regard des pêcherics que des pasturaiges et aultrement en propriété,

sans pouvoir faire passer icelles, ou l'approprier à aultre usage que de les faire faucher affin qu'elles puissent estre de durée, et l'entretien moindre.

ART. IX

Que les terres voisines et habouttantes tant haultes que basses qui seront méliorées par cest asseichement et dicaige, nommement celles du Moerhoff, tant au regard de la descharge de leurs eaues que de la commodité des pasturages et aultres bénéfices que icelles en recepvront, seront aussi tenuz et obligez de contribuer aux despens de cest ouvrage « gemect » ou « femets felyche », par forme de dyckvellinge, « wateringhe », et prorata de leurs méliorations et bénéfices ; et ce de gré à gré, ou selon le taux que s'en fera par gens neutraux en ce entenduz à députer par lesdits commissaires.

ART. X

Les entrepreneurs ne seront tenuz de laisser ou dresser aulcun canal par lesdictes moères ny aux terres emprinses en ce traicté pour servir à la navigation, ny admettre ou suer aucunes eaues estranges, si eulx-mesmes ne le trouvent convenable.

ART. XI

Advenant que lesdicts entrepreneurs, associez, héritiers ou ayans-cause facent relargir ou raprofondir aulcuns canaulx que cy devant ayant servy au publicq : iceulx pourront prétendre des provinces ou villes, en tirant prouffit, émolument et commodité, le payement des ouvrages extraordinaires par eulx faits, à mesure qu'ils se pourront ressentir desdicts prouffictz ; et ne se pouvans accorder de gré à gré, iceulx prouffictz seront tausez par commissaires qui seront commis à ce.

ART. XII

Lesquels entrepreneurs pourront se servir de la Moervaert, et la faire raprofondir et eslargir pour faire essayer une

partie des eaues desdites moères, si bon leur semble, nonobstant opposition quelconque, et les villes et villages circonvoisins qui en recepvront du profit et commodité seront tenuz d'y contribuer, soit de gré à gré ou par intervention des commissaires.

ART. XIII

Il sera aussi permis auxdicts entrepreneurs de se servir de l'escluse de la Moerevaert, près de la porte de Dunquercque, la faisant mectre si bas qu'il conviendra ou bien en faire battir une ou deux aultres suffisantes, pour les mectre entre celles de Bergues et la Moervaert en tel aultre lieu qu'ilz trouveront plus commode, pour par icelle descharger leurs eaux tout droict au hâvre de Dunquercque, par dehors la ville, pour n'en dommager les édifices en dedaus, auquel cas ilz se pourront servir de tous les matériaux de ladicte escluse pour s'en servir à la nouvelle.

ART. XIV

Qu'après lesdits dessèchement et dicage faicts, tous les ouvrages intérieurs, comme chemins, ponts, fossez ou conduictz d'eau particuliers, item « schen de grachts » et aultres petitz canaulx pour esconduire les eaues de pluyes, jusques dans le grand rinchgracht et aultres ouvrages nécessaires pour la culture, soit de labour ou pasturage, se feront pour la première fois à communs despens de nous et desdicts entrepreneurs à raison et proportion de la part que chascun de nous aura auxdictes terres partagées ; et après la première année, lesdicts ouvrages estans une foiz achevez, chasque propriétaire sera tenu d'entretenir lesdicts chemins et fossez du long de ses terres.

ART. XV

Après que ledict partage susdict sera fait, la réparation et entretien nécessaire des ponts, escluses, conduits d'eau, vulgo « barins loten », dicques et tous aultres ouvrages généraulx et extérieurs demeureront aux despens et à la charge des

entrepreneurs pour le terme de trois ans, et après seront à la charge commune et à proportion des terres qui seront contribuables ; sy les propriétaires demeurent en faulte de payer leur part aux contributions ou geschotes desdicts ouvrages, tant généraulx que particuliers, seront après les termes des proclamations cy-après à désigner, exécutables et vendables pour le deffault.

ART. XVI

Lesdits entrepreneurs, après le dicage achevé, pourront vendre les terres à eulx partagées à qui bon leur semblera, sans pour ce debvoir obtenir nouveau octroy particulier ny payer aucuns droictz de lotz et ventes encores que, comme étrangers ilz y fassent soumis, et ce, durant le terme de six ans.

ART. XVII

Seront aussi lesdictes terres à eulx partagées franchises et exemptes de tout droict de confiscation de la propriété, fruitz et jouyssance pour le terme de vingt ans.

ART. XVIII

Ensemble avons accordé et accordons par cestre la seigneurie haulte, moyenne et basse de la part que tombera auxdits entrepreneurs.

ART. XIX

Aussy le vent pour les moulins et l'eau sur ladicte part desdicts entrepreneurs, ung jour de marché tous les sepmaines tel que se trouvera pouvoir faire sans intéresser les voisins, et deux foires franchises en l'an.

ART. XX

Ceulx qui viendront audict dicage seront francqz et exemptz de toutes debtes civiles six mois après la perfection du dicage et seront exemptz et francqz du payement des impostz et acises durant ledict dicage.

ART. XXI

En oultre que leur sera donné passage pour avoir accès ausdictes moères et pour poser et dresser leurs engins en payant le dommage au dire des commissaires pour ce à députer.

ART. XXII

Que durant ledict essayement personne n'y pourra faire brasserie ou tenir taverne sans consentement desdicts entrepreneurs.

ART. XXIII

Aussi leur accordons exemptions de tous impostz durant ledict dicage et après le dicage aux inhabitans pour aultres dix-huit ans, sauf les hostellains, vendans vin ou bière à débit, lesquelz seront tenuz de payer les impositions qui se mettront sus; pour les ayder, aussy exemptions des thonlieux et licences de ce qui sera du cru desdicts poldres.

ART. XXIV

Pour l'entretien du curé et l'église, les terres desdicts entrepreneurs, dix années après la première moisson, debvront contribuer, en lieu de disme, la cinquantesme jarbe.

Scavoir faisons, que nous, le tout considéré, avons ratiffié, approuvé, agréé et émologué, ratiffions, approuvons, agréons et émologuons par ces présentes, le traicté et accord susdict aux réservations et conditions y reprises, pour en joyr par ledict Roeland Gérard, au nom qu'il est porté et déclaré cy dessus. Et pour faire valoir et sortir cestuy présent traicté, accord, cession et transport, son plain et entier effect, avons promis et promettons, par cestes, en parolles de Prince, de l'entretenir et faire valoir aux conditions y reprises sans y contrevenir directement ou indirectement en aucune manière et de garantir ledict Roeland Gérard, au nom que dessus, leurs hoirs, successeurs ou ayans cause, envers et contre tous, de tous troubles et empeschemens, au contraire. Et à cest

effect avons renonché et renonçons par ces dictes présentes, nous, noz hoirs et successeurs contes et contesses de Flandres, à tous droictz impériaulz, royaulx et aultres que Princes pourroient prétendre paur invalider cestuy présent traicté, accord, cession et transport, mesme au droit disant générale renonciation non valeur si l'espéciale ne précède. Le tout sans fraude ou malengin. A charge qu'il sera tenu auparavant povoir joyr de l'effect de cesdictes présentes, de faire vérifier icelles au conseil de nos dictes finances et enregistrer en notre Chambre des Comptes de Lille, à la conservation de nos droictz et haulteurs. Si donnons en mandement à nos très chiers et féaulx les chief, présidens et gens de noz privé et grand conseilz, président et gens de nostre Chambre des Comptes à Lille et à tous aultres nōz justiciers et officiers quelz-conques que de ceste, nostre présente aggréacion dudict traicté et accord, selon et en la forme et manière que dict est, ilz facent, souffrent et laissent ledict Roeland Gérard, au nom que dessus, plainement et paisiblement joyr et user ; cessons tous contredictz et empeschemens au contraire. Car ainsy nous plaist-il. Nonobstant, que par les ordonnances cy devant faictes sur la conduyte de nosdicts domaines et finances, soit entre aultres deffendu et interdit d'accorder et faire telles et semblables cessions et transportz les peines et astrictions contenues esdictes ordonnances et les sermentz, faictz sur l'observation d'icelles. Ce que ne voulons au cas présent aulcunement préjudicié audict Roeland Gérard, au nom que dessus, ny à leurs successeurs, ains les en avons relevé et relevons par ces dictes présentes, et par icelle deschargé, lesdictz de noz finances et de noz comptes à Lille et à tous aultres noz justiciers et officiers ausquels ce regardera, des sermens par eulx respectivement faictz sur l'entretienement et observation des ordonnances susdictes, icelles demeurans en toutes autres choses en leur force et vigueur ; nonobstant quelz-conques ordonnances, restrictions, mandemens ou deffences faictes ou à faire, à ce contraire. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours,

nous avons fait mettre notre sée à ces présentes, saul en aultres choses nostre droict et l'autrui en toutes.

Donné en nostre ville de Bruxelles le vingt-deuxiesme jour du mois d'avril, l'an de grâce mille six cens dix-neuf. Paraphe Ma. V^t et en bas estoit ; Par les Archiducz le sieur de Marles, chief : Baltazar de Robiano, trésorier-général ; Jehan d'Ennetières ; Paul de Croonendaele ; messire Christophe van Etten, chevalier ; Franchois de Kinschot, commis des finances et aultres présens, et soubsigné : Verreycken. Et sur ledit d'ors estoit encoires : Les chiefs, trésorier général et commis des domaines et finances des Archiducqz, consentent et accordent, en tant que en eulx est, que le contenu au blancq de cestes soit furny et accomply, tout ainsy et en la mesme forme et manière que Léurs Altèzes le veulent et mandent estre faict par iceluy. Faict à Bruxelles, au bureau desdictes finances soulz les seingz manuels desdicts Chief, trésorier général et commis, le dixiesme jour de juing seize cens dix-neuf et soubsignez : A de Noyelle, Marles, B. de Robiano, P. de Croonendael ; et embas dudict d'ors estoit encoires : Ces lettres, du consentement du Président et gens des Comptes des Archiducqz à Lille, sont enregistrées au registre des Chartres y tenu, commençant en mars XVI^e dix-neuf, folio LXXXV verso, le XXVII^e de juillet XVI^e dix-neuf, par Moy A. Guilleman.

(Archives départementales du Nord-Chambre
des Comptes de Lille, art. B. 1650,55 c.
Registre des Chartres, folio 75, verso).

LETTRES-PATENTES

8 AOUT 1622

Au sujet du Desséchement des Moères, et accordant 350 Mesures en plus à Cobergher

Philippe, par la grâce de Dieu, roy de Castille, de Léon, d'Arragon, etc., etc... A tous ceux, qui ces présentes verront, Salut.

Comme pour assoupir les difficultés, qui de la part des Entrepreneurs du desséchement des Moères, aux quartiers de nos villes de Bergues St-Winoc, et de Furnes, ont été mûes, à cause que par leur contract sur ce fait, en date du vingt-deuxième jour d'Avril mil six-cent dix neuf, leur avoit été promis, qu'ils ne seroient tenus de recevoir aucunes eaux étrangères, ce que néanmoins ne leur pouvoit être entretenu, ni accompli, parce que nécessairement les eaux d'aucuns villages de nos Châteleniès, tant de Bergues, que de Furnes, y devoient prendre leur essuiement et cours naturel, par où le desséchement desdites Moères ne se pouvoit faire, sinon par des Moulins, en fouissant un canal d'une lieue ou environ, et approfondissant et élargissant celui, dit Molen-Vaert, aussi de longueur d'environ d'une lieue, jusqu'à vingt pieds de largeur au fond, le dessus à l'avenant, qui causeroit de très grands frais, qui n'eussent été nécessaires, si suivant leur contract, lesdites eaux étrangères n'eussent dû passer par les Limites, et compréhension desdites Moères : après plusieurs communi-

cations sur ces eûes et tenues, même les dernières en la présence de notre cher et féal Cousin, le Marquis de Balbases, Chevalier de notre Ordre, de nos Conseils d'État, et de Guerre, notre Capitaine général au Palatinat, etc... Lesdits Entrepreneurs comparans par notre bien amé Wenceslaus Cobergher, Architecte général de notre très chère et très amée bonne Tante, Madame Isabelle-Clara-Eugenia, par la grâce de Dieu, Infante d'Espagne, etc., et surintendant des Monts de Piété de nos Pays d'en-bas, qui s'est fait, et fait fort pour sès associés, et a promis de le faire agréer et avouer, d'une part; et nos très chers et féaux, les Chefs, Trésorier général, et Commis de nos Domaines et Finances, du gré et aveu de notre dite Dame et Tante, d'autre part; se sont, par le moyen et interposition de notre dit Cousin, le Marquis de Balbases, accordés et appointés, en la forme et manière suivante; à sçavoir, qu'au lieu que par ledit contract avoit été conditionné, que desdites Moères Grande et Petite, Nous aurions cinquante Mesures en préciput, et en tout le surplus les trois parts, dont les cinq font le tout, et lesdits Entrepreneurs les deux parts, iceux Entrepreneurs, en considération des choses ci-devant représentées, auront ésdites Moères les Parts et Portions ci-après déclarées; à sçavoir, premièrement, en préciput et avant-part, ladite Petite Moère entière, contenant trois-cent une Mesures, cent-quarante huit Verges, tant pour y recevoir les eaux, qui par moulins seront tirées et enlevées de ladite Grande Moère, qu'autrement, et avec déclaration, que quand ores l'on trouveroit ci-après, qu'audit effet il n'étoit besoin de si grand nombre de Mesures, icelles néanmoins demeureront au profit seul et unique desdits Entrepreneurs, sans que Nous y aurons aucune part; bien entendu, que, si ladite Petite Moère, étoit ci-après trouvée excéder ladite quantité de trois-cent une Mesures, cent-quarante huit Verges, le surplus appartiendra à Nous et auxdits Entrepreneurs, moitié par moitié; et si elle n'arrivoit à ladite quantité, Nous suppléerons d'ailleurs auxdits Entrepreneurs ce qui en défaudra; et en ladite Grande Moère, et en

celle de Wael, et Terres adjacentes, que l'on sçait dès maintenant, ou que l'on sçaura ci-après être appartenantes à Nous, lesdits Entrepreneurs auront la moitié contre Nous, et encore en notre dite moitié trois cent cinquante Mesures, pour de tout être respectivement fait, selon et ainsi qu'est dit par ledit premier contract; et moyennant ce, lesdits Entrepreneurs prendront à leur seule charge, frais et dépens, l'essuiement et écoulement de toutes les eaux étrangères, qui des Châtelenies de Bergues et de Furnes devront prendre leur cours naturel par lesdites Moères et Limites d'icelles, contenues au Rinck-Sloot, y fait par lesdits Entrepreneurs, sans que pour et à raison de ce, ils puissent plus rien prétendre ni demander à notre charge, sauf néanmoins, que lesdits de Furnes et Bergues et autres Particuliers, à qui ce pourra toucher, seront tenus de nettoyer leurs Canaux et Ruisseaux, abordans aux dites Moères, sur le pied ancien, et particulièrement lesdits de Bergues, celui, dit Molen-Vaert, jusqu'à son ancien fond et largeur, et ce durant l'été prochain, et celui, dit Bernaerts-lédeken, le plutôt que faire se pourra; et si en ce ils étoient défailans, l'on ordonnera à nos Fiscaux de Flandres de les y faire contraindre par toutes voyes dûes et raisonnables: d'avantage, lesdits de nos Finances auront à tenir la main, qu'en notre Conseil privé soit au plutôt dépêché ordonnance, par laquelle soit interdit à toutes personnes, de quelque qualité qu'elles soient, de troubler ou empêcher par voye de fait lesdits Entrepreneurs au parachèvement de tous les ouvrages, auxquels ils sont tenus et obligés, à peine de refondre tous dépens, dommages et intérêts en résultans, et en outre de punition arbitraire, selon l'exigence du cas, avec commandement à nos Officiers fiscaux de Flandres, de faire à ces fins tous devoirs nécessaires et diligences possibles, et de se joindre à cet effet en cause avec iceux Entrepreneurs, laquelle adjonction lesdits de nos Finances entendent se devoir faire à nos frais et dépens, et non desdits Entrepreneurs, et en conformité de ce, écriront aux dits Fiscaux; et comme lesdits

Entrepreneurs n'ont pas pû achever leurs ouvrages en dedans le tems, pour ce limité, par l'Article deux de leur dit contract, de notre part leur a été accordé prolongation dudit tems, jusqu'à la fin de l'an mil six-cent vingt quatre; et au lieu que, par l'article quinze du même contract, tous les ouvrages y mentionnés, devoient demeurer à leur charge, frais et dépens, pour le terme de trois ans, après que le partage dont il y est parlé, auroit été fait, Nous avons consenti, que tous lesdits ouvrages jà faits, et aussi ceux à faire, même les moulins et autres ci-dessus mentionnés, et généralement tous ouvrages, que lesdits Entrepreneurs devront faire pour l'essuiement desdites Moères, ne demeureront à leur charge, frais et dépens, que le temps de deux Hyvers, immédiatement suivans ledit partage, prenant chacun Hyver, depuis le commencement de Novembre, jusqu'au dernier Avril ensuivant, Ambedeux inclus; et étant lesdits deux Hyvers passés, lesdits ouvrages seront à la charge commune, à proportion des Terres qui seront à ce contribuables; et au regard desdites Moères et Terres adjacentes à icelles, à Nous appartenantes, sera suivi ledit premier contract avec ce qui a été accordé ci-dessus; et si avant, qu'aux terres desdites Moères, couvertes d'eau ou inondées, quelqu'un voulut prétendre quelque Droit, Nous garantirons lesdits Entrepreneurs, et par nos Fiscaux ferons entreprendre leurs Causes et Procès, à notre charge et dépens, qui pourroient pour ce être contre eux intentés. Quant aux Terres adjacentes aux dites Moères, qui ne Nous appartiennent, ains à autres Propriétaires, notre intention et volonté est, que l'on se règle selon le contenu de l'article six dudit contract premier; et si lesdits Entrepreneurs prétendent insister en ce qu'ils ont ci-devant soutenu, qu'en la taxation jà faite desdites Terres adjacentes, n'auroit été observé le pied dudit Article six, ils se pourront adresser au Président et Gens de notre Conseil en Flandres, pour ouïs nosdits Fiscaux et lesdits Propriétaires, y être ordonné, selon et ainsi qu'en bonne justice se devra faire; et s'ils veulent persister en ladite

axation, ou absolument, ou par provision, sera écrit auxdits Fiscaux du Conseil en Flandres, qu'ils se joignent en cause avec eux, pour en procurer l'exécution avec toute brièveté possible; et pour assoupir promptement les difficultés, qui pourroient fondre entre lesdits Entrepreneurs et lesdits de Bergues et Furnes, ou autres, touchant l'ouverture et fermeture de leurs Ecluses respectivement, lesquelles lesdits Entrepreneurs maintiennent se devoir tenir ouvertes pour y couler les eaux, trois jours auparavant qu'ils seront obligés de secourir lesdits de Bergues et de Furnes, lesdits de nos Finances procureront, que de notre part soit commis et autorisé un personnage neutral, résident en notre ville de Dunkerque, lequel donnera ordre, que toutes fois et quantes, que besoin sera, les Ecluses, tant desdits de Bergues, de Furnes, et autres, que desdits Entrepreneurs, seront ouvertes, et fermées respectivement, si à tems, que l'une ni l'autre des parties n'en reçoive dommage ni intérêt, même point lesdits Entrepreneurs, qui ont leurs Héritages en lieux beaucoup plus bas; et ce qui sera par lui quant à ce ordonné, sortira son plein et entier effet, non-obstant opposition, ou appellation quelconque, et sans préjudice d'icelle; et quant au surplus du contenu audit contract du vingt-deux Avril mil six cent dix-neuf, l'on se réglera selon les conditions y reprises, sans y faire aucun changement; et en particulier sera observé ce qu'en l'Article huit d'icelui est dit des Fossés et Marges des Terres, que lesdits Entrepreneurs ont acheté, et pourroient encore acheter, pour faire les ouvrages, auxquels ils se sont soumis, tant par ledit premier contract, que par le présent; sera aussi ledit contract suivi en ce qui touche la Navigation, qui se prenoit ci-devant au travers desdites Moères, laquelle lesdits Entrepreneurs ne seront tenus de souffrir ni permettre contre leur volonté, ains aura icelle son Cours par un canal appelé le Hout-Gracht, suivant ce qui a été avisé ès résolutions, prises au mois de May dernier par les Commissaires à ce députés de Bergues et de Furnes, lesquelles choses ont, ainsi que dit est

ci-dessus, été traitées et accordées entre les parties, et pour corroboration de ce présent Traité et Accord, ont lesdits de nos Finances et lesdits Entrepreneurs signé icelui en notre Ville de Bruxelles, le huitième jour d'Août mil six cent vingt deux, à intention que Lettres-Patentes de confirmation en fussent dépêchées, en tel cas pertinentes :

Sçavoir faisons, que Nous, le tout considéré, avons, par la délibération de notre dite Dame et Tante, ratifié, approuvé, agréé et homologué ; ratifions, approuvons, agréons et homologuons, par ces Présentes, le Traité et Accord susdit, aux réservations et conditions y reprises, pour en jouir par lesdits Entrepreneurs, selon qu'il est porté et déclaré ci-dessus ; et pour faire valoir et sortir celui présent Traité, Accord, Cession, et Transport, son plein et entier effet, avons promis et promettons par Cettes, en Parole de Roy, de l'entretenir et faire valoir aux conditions y reprises, sans y contrevenir directement ou indirectement en aucune manière, et de garantir lesdits Entrepreneurs, leurs hoirs, successeurs, ou ayant-cause, envers et contre tous, de tous troubles et empêchemens au contraire ; et à cet effet, avons renoncé, et renonçons par cesdites Présentes, pour Nous, nos hoirs et successeurs, Comtes et Comtesses de Flandres, à tous Droits Impériaux, Royaux, ou autres, que Princes ou Rois pourroient prétendre pour invalider celui présent Traité, Accord, Cession et Transport ; même au Droit, disant, Générale Renonciation non valoir, si l'espéciale ne précède, le tout sans fraude ou malengien ; à charge que lesdits Entrepreneurs, auparavant pouvoir jouir de l'effet de cesdites Présentes, seront tenus de présenter icelles, tant au Conseil de nosdites Finances, qu'en notre Chambre des Comptes à Lille, pour y être respectivement enregistrées et entérinées à la conservation de nos Droits et Hauteurs.

Si donnons en Mandement à nos très chers et féaux, les Chef, Présidens, et Gens de nos privé et grand Conseils, Président et Gens de notre Conseil en Flandres, auxdits de nos

Finances, Président et Gens de nos Comptes à Lille, et à tous nos autres Officiers et Justiciers quelconques, que de cette notre présente Agréation dudit Traité et Accord, selon et en la forme et manière, que dit est, ils fassent, souffrent et laissent lesdits Entrepreneurs, leurs hoirs, successeurs, ou ayant-cause, pleinement et paisiblement jouir et user, cessant tous contredits et empêchemens au contraire ; car ainsi Nous plaît-il, non-obstant que par les Ordonnances, ci-devant faites sur la conduite de nosdits Domaines et Finances, soit entre autres défendu et interdit d'accorder et faire telles et semblables Cessions et Transports, les peines et restrictions contenues ès-dites Ordonnances, et les sermens faits sur l'observation d'icelles, ce que ne voulons au cas présent, aucunement préjudicier auxdits Entrepreneurs, ni à leurs successeurs, ains les en avons relevé, et relevons par cesdites Présentes, et par icelles déchargé lesdits de nos Finances, et tous autres nos Justiciers et Officiers, auxquels ce regardera, des sermens par eux respectivement faits sur l'entretienement et observation des Ordonnances susdites, icelles demeurant en toutes autres choses en leur force et vigueur, non-obstant aussi quelconques autres ordonnances, restrictions, mandemens, ou défenses, faites où à faire à ce contraires ; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes, sauf en autres choses notre Droit, et l'autrui en toutes. Donnée en notre ville de Bruxelles, le huit d'Août, l'an de grâce mil six cent vingt-deux, et de nos Règnes, le deuxième.

Paraphé Ma. vidit ; par le Roy, Madame l'Infante, le sieur de Coupigny, Chef ; François de Kinschot, Trésorier général ; Jean van de Wouvere, Messire Jean Kesseleer, Chevalier, Charles de Hertoghe, Commis des Finances, et autres présens,

(Signé) : VERREYKEN.

Et étoit scellé avec le grand Sceau de Sa Majesté, y pendant en double queue de parchemin, en cire vermeille. Sur le dos

étoit écrit : les Chef, Trésorier général et Commis des Finances du Roy, consentent et accordent en tant qu'en eux est, que le contenu ci-dessus soit fourni et accompli, par ainsi et en la manière et forme, que Sa Majesté le veut et mande être fait. Fait à Bruxelles au Bureau desdites Finances, sous les seings manuels desdits Chef, Trésorier général, et Commis, le six Septembre mil six cent vingt deux. Signé : C. Dongnies, François de Kinschot, J. Van de Wouvere, C. de Hertoghe. En bas étoit encore écrit : Ces Lettres, du consentement des Président et Gens des Comptes de Sa Majesté à Lille, sont enregistrées au Registre des Chartes y tenu, commençant au mois d'août mil six cent vingt-un, folio 169 et suivans, le cinq d'Octobre 1622, par moi :

(Signé) : SINIEN.

LETTRES-PATENTES

JUIN 1669

Concession des Moères en faveur de Colbert et Louvois

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir, Salut.

Avons reçu plusieurs plaintes de la part de nos sujets des villes et châtellenies de Dunkerque, Bergues et Furnes, du préjudice qu'ils reçoivent en leurs santés, à cause des brouillards et mauvaises vapeurs, qui se lèvent au lac de la Grande et Petite Moëre audit pays, particulièrement dans la fin de l'automne, d'où procède une infinité de maladies très dangereuses qui dépeuplent beaucoup leur pays, tant à cause de la mortalité qui s'en suit, que parce que plusieurs personnes qui faisaient leur séjour ordinaire dans ledit pays, l'abandonnent, ne voulant pas demeurer dans un si mauvais air ; et désirant remédier à un inconvénient de cette conséquence, nous avons résolu pour cette fin de faire dessécher ledit lac, et parce que nous avons considéré que l'ordre que nous pourrions donner pour cet effet à ceux qui sont propriétaires des terres où est ledit lac, ne s'exécuterait jamais à cause des différents intérêts et de plusieurs autres difficultés, qui se rencontrent ordinairement à ces sortes d'ouvrages, mais principalement par le défaut de trouver comptant les grandes sommes de deniers

qu'il est nécessaire d'employer pour un travail si considérable, chaque particulier ne voulant pas avancer les siens, et qu'il est néanmoins très important au bien de nos sujets desdits pays de faire dessécher ledit lac, il nous aurait été fait plusieurs propositions sur ce sujet, entre lesquelles nous n'en avons pas trouvé de meilleures ni plus avantageuses à nos sujets dudit pays, ni qui peut s'exécuter plus promptement que celle qui nous a été faite par nos aimés et féaux Conseillers en nos Conseils d'Etat et de nos Commandements, les sieurs Colbert et marquis de Louvois, d'entreprendre à leurs dépens le dessèchement dudit lac, pourvu qu'il nous plait, afin de leur donner moyen de se rembourser des frais et avances qu'ils seront obligés de faire pour ce travail, de leur accorder le don en propriété des terres qui nous pourront appartenir dans ledit lac de la grande et petite Moères après le dessèchement d'icelles, et la jouissance des autres terres, appartenant à des particuliers, durant vingt-cinq années consécutives du jour dudit dessèchement.

Faisons sçavoir que, par ces causes et autres, à ce Nous mouvons, après avoir sur ce pris l'avis de notre Conseil, Nous avons auxdits sieurs Colbert et marquis de Louvois, permis et permettons par ces présentes signées de notre main, de faire faire le dessèchement des terres qui sont présentement inondées sur ledit lac de la Grande et Petite Moëre, et leur avons, pour cet effet, donné le temps de deux années prochaines 1670 et 1671 ; qu'en cas qu'ils réussissent dans cette entreprise et que ledit dessèchement soit parachevé dans la fin de ladite année 1671, Nous, en considération des grands frais qu'il leur aura convenu faire pour ledit dessèchement, leur avons accordé et fait don, accordons et faisons don à perpétuité par ces dites présentes, non seulement de toutes les terres qui nous pourront appartenir tant dans l'étendue dudit lac de la Grande et Petite Moëre et des environs qui sont entièrement hors de valeur ou qui sont en quelque manière endommagés par lesdites Moères, mais aussi des canaux et waeterganks qui

auront été ou seront faits pour ledit dessèchement et entretienement d'icelui, pour en jouir, et user pour eux et leurs héritiers ou ayant-cause, pleinement, paisiblement et perpétuellement, sans en pouvoir être dépossédés par qui que ce soit, pour quelque cause, occasion et sous quelque prétexte que ce puisse être, comme aussi nous avons accordé auxdits Sieurs Colbert et de Louvois, la jouissance durant le temps de vingt-cinq années à compter de celle de 1671 que ledit dessèchement devra être achevé, de toutes les terres qui sont inondées par ledit lac, ou mises entièrement hors de valeur par icelui, et de celles qui pour être voisines desdites Moères en sont aussi endommagées, lesquelles terres se trouveront appartenir aux particuliers qui, auparavant ladite inondation, en étaient propriétaires, et ce, à qui que ce soit que lesdites terres appartiennent, nommément à des ecclésiastiques, en payant néanmoins par lesdits Sieurs Colbert et de Louvois auxdits propriétaires, pendant vingt-cinq années et les deux prochaines, la valeur du revenu qu'elles leur rapportent présentement en l'état auquel elles sont, et afin d'éviter toutes contestations qui pourraient survenir pour raison de ce, lorsque lesdits Sieurs Colbert et de Louvois auront fait faire l'écoulement des eaux dudit lac, Nous voulons qu'il soit incessamment fait une descente et visite par les bailli et bourgmestre de notre ville de Dunkerque, de l'état où se trouve présentement le pays inondé, qu'il soit par eux planté des Bornes, tant aux environs des terres qui sont noyées ou mises par les eaux entièrement hors de valeur, qu'autour de toutes celles qui sont endommagées par lesdites eaux, lesquelles sont encore en quelque valeur, et doivent recevoir du bénéfice dudit dessèchement, et qu'en même temps, il soit aussi par eux fait une estimation de ce que chacune mesure de terre de celles appartenantes à des particuliers peut valoir de revenu, en l'état qu'elles sont présentement, pour en être le prix payé, comme dit est, par lesdits Sieurs Colbert et de Louvois aux propriétaires desdites terres, à la fin de chacune desdites

vingt-sept années, durant lesquelles Nous avons déchargé et déchargeons lesdits Sieurs Colbert et de Louvois et ceux qui habiteront lesdites terres tant des impositions qui seront régaliées sur les châtellenies dont elles se trouvent être dépendantes, que des droits qui seront par Nous imposés sur les marchandises entrant et sortant dudit pays, et ce seulement pour les fruits et bestiaux qui croîtront et se nourriront dans lesdits pays défrichés.

Ci donnons en mandement, à nos aimés et féaux les Gens tenant notre Conseil souverain de Tournai, etc.....

Donné à St Germain en Laye au mois de Juin 1669.

(Signé) : LOUIS.

LETTRES-PATENTES

23 FÉVRIER 1716

Concession des Moères en faveur de la Marquise de Maisons et du Marquis de Canillac

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous présents et à venir, Salut.

Les Rois, nos prédécesseurs, ayant toujours regardé le produit et le revenu des terres comme le bien le plus sûr et le plus essentiel de l'Etat, et ayant donné dans tous les temps une attention non seulement à favoriser la culture de celles qui se trouveraient naturellement propres au labourage ou à la pâture et nourriture des bestiaux, mais encore à en augmenter la quantité en excitant leurs sujets à faire défricher ou dessécher celles qui, longtemps négligées par des empêchements naturels, pouvaient cependant devenir fertiles avec le secours de l'art et du travail. Nous estimons ne pouvoir plus utilement employer nos premiers soins qu'à suivre cet objet dans toute son étendue ; et Nous nous sommes déterminés à exécuter volontiers la proposition qui nous a été faite de la part de notre très chère et bien-aimée Dame Marie-Charlotte Roque de Varangeville, veuve de notre ami et féal Claude de Longueil, marquis de Maisons, président à mortier en notre cour de Parlement de Paris, et de celle de notre très cher et bien-aimé

Philippe de Beaufort de Montboisier, marquis de Canillac, un des Conseillers de notre Conseil servant dans la Commission députée pour les affaires étrangères, de faire travailler au dessèchement des marais et lacs, vulgairement appelés la grande et la petite Moëre, situés dans la partie qui nous appartient au comté de Flandres. Nous avons été informés que les terres couvertes par les eaux de ces deux lacs, ayant été desséchées en conséquence d'un traité et octroi des archiducs Albert et Isabelle du 22 Avril 1619 et des Lettres-Patentes de Philippe IV, roi d'Espagne, du 8 août 1622, elles auraient été partagées en 1627 entre ledit Roi et les particuliers qui avaient entrepris le dessèchement et possédées par eux ou leurs ayans-cause, en qualité de propriétaires, jusques en l'année 1644, qu'elles furent de nouveau mises sous l'eau à l'occasion de la guerre. Nous sçavons que, depuis ladite année, les propriétaires desdites terres ont négligé de faire travailler à leur dessèchement et que les feux sieurs Colbert et de Louvois, auxquels le Roi, notre très honoré seigneur et bisaïeul de glorieuse mémoire, avait fait don desdites terres par ses Lettres-patentes du mois de juin 1669, enregistrées au Conseil souverain séant pour lors à Tournai, le 5^{me} de juillet de la même année, à condition d'en faire faire le dessèchement dans le courant des années 1670 et 1671, auraient laissé passer lesdites années et tout le temps qui s'est écoulé depuis, sans y faire travailler, en sorte que lesdites terres étant entièrement abandonnées et dans le même état qu'elles étaient lors du traité et de l'octroy des archiducs, nous nous sommes portés d'autant plus volontiers à prendre de nouvelles mesures pour les remettre en valeur, qu'outre l'utilité qui reviendra à notre pays de Flandres par la culture et le produit desdites terres, leur dessèchement fera encore cesser les maladies que les exhalaisons desdits lacs causent chaque année dans tous les lieux circonvoisins.

Par toutes ces considérations, nous avons résolu de faire don à ladite Dame Marquise de Maisons et audit sieur Marquis de Canillac de la propriété de celles qui nous appartiennent

dans les Moères, et de plusieurs années de jouissance de toutes les autres dont ils procureront le desséchement, pour les dédommager des frais et dépenses, considérables, qu'ils seront obligés de faire pour y parvenir, le tout aux charges, conditions, redevances et autres clauses cy-après spécifiées.

A ces causes et autres, à ce Nous mouvans de l'avis de notre très cher Oncle le duc d'Orléans, Régent, de notre très cher et très aimé Oncle le duc du Maine, de notre très cher et très aimé Cousin le duc de Bourbon, de notre très cher et très aimé Oncle le comte de Toulouse et autres, Pairs de France, Grands et notables Personnages de notre Royaume, et de Notre certaine Science, pleine Puissance et Autorité royale, Nous avons par le présent Édit perpétuel et irrévocable, dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et Nous plaît :

ART. I

Que les Lettres-patentes accordées aux feus sieurs Colbert et de Louvois au mois de juin 1669, et tous autres dons et octrois antérieurs, demeureront annulés et révoqués comme Nous les annulons et révoquons, en tant que besoin est ou serait, par ces présentes, sans que les héritiers ou ayant-cause desdits sieurs Colbert et de Louvois, ou autres précédens donataires puissent prétendre aucun droit sur lesdites terres inondées, dont nous les avons déclarés et déclarons déchus.

ART. II

Et voulant pourvoir à ce que lesdites terres soient de nouveau desséchées dans un temps préfix, Nous avons donné, cédé et transporté, donnons, cédon et transportons dès à présent et à toujours à ladite Marquise de Maisons et audit sieur Marquis de Canillac, la propriété de toutes les terres qui nous appartiennent dans l'étendue desdits lacs de la Grande et Petite Moère pour en jouir, user et disposer, par ladite Dame Marquise de Maisons et ledit sieur Marquis de Canillac,

leurs héritiers ou ayans-cause, à perpétuité, chacun pour la part et portion qui sera cy-après spécifiée sans en pouvoir être dépossédés par qui que ce soit, pour quelque cause, occasion et sous quelque prétexte que ce puisse être, à condition de faire achever ledit dessèchement à leurs dépens et sans aucune répétition contre Nous, dans le terme de six années à compter du jour que le chenal du canal de Mardycx sera suffisamment approfondi.

ART. III

Lesdites terres seront et demeureront érigées, comme dès à présent nous les érigeons, en faveur desdits donataires, en Seigneurie, avec haute, moyenne et basse justice, et autres prééminences et prérogatives en dépendantes sous le nom de Seigneurie du château des Moères, laquelle Seigneurie, avec cinquante mesures de terre pour le gros du fief, lesdits donataires tiendront relevant immédiatement de Nous, à foy et hommage, qui nous sera rendu au Bureau de nos Finances à Lille au relief ordinaire de dix livres parisis et vingt sols parisis de chambellage à chaque mutation, sans que lesdits donataires, leurs héritiers ou ayans-cause puissent être tenus des droits du dixième ou autres en cas de vente, échange ou transport, dont nous les avons relevés et exemptés, relevons et exemptons conformément aux Lettres-Patentes de Philippe IV, roi d'Espagne, des 17 Septembre 1627 et 12 Avril 1628, accordées aux anciens entrepreneurs du dessèchement des Moères, à condition de nous payer par lesdits donataires, leurs hoirs ou ayans-cause, la somme de cent florins pour chacun à titre de reconnaissance, de laquelle somme il sera fait recette dans les états de nos Domaines de Flandres.

ART. IV

A l'égard des terres excédentes le nombre des cinquante mesures, dont nous voulons que le gros dudit fief soit et demeure composé, nous avons permis et permettons auxdits

donataires de les donner en un ou plusieurs arrière-fiefs, à cens ou en franc-aleux, suivant les usages du pays et d'en disposer soit par vente ou autrement, en tout ou en partie, ainsi qu'ils le jugeront à propos.

ART. V

A l'égard des terres inondées et couvertes par les eaux dans l'étendue desdites Moères ou dépendantes de la châtellenie de Bergues, dont la propriété appartient à des communautés ou particuliers et qui ne peuvent être remises en valeur que par ledit dessèchement, nous voulons et ordonnons pareillement, pour indemniser lesdits donataires des dépenses auxquelles ils seront obligés, qu'ils aient la jouissance pleine et entière desdites terres pendant le temps de vingt-cinq années, à compter du jour que le dessèchement sera achevé avec tous les droits honorifiques et utiles en dépendants ; après lesquels temps, lesdits propriétaires rentreront en jouissance desdites terres en rapportant leurs titres de propriété ; voulons et entendons que celles qui ne seront point réclamées, ou dont la propriété ne sera pas valablement justifiée, soient et demeurent en propriété perpétuelle auxdits donataires ; pendant lesquelles vingt-cinq années de jouissance les donataires seront tenus de tous les entretiens et ledit temps expiré, chaque propriétaire sera obligé de contribuer aux frais desdits entretiens et réparations suivant l'usage observé dans la châtellenie de Bergues.

ART. VI

Nous voulons en outre et ordonnons que lesdits donataires jouissent pareillement pendant huit années consécutives des terres adjacentes auxdites Moères, exposées à l'inondation et dans le cas d'en être endommagées, lesquelles se trouveront situées dans le pays de notre domination et dans l'étendue des limites qui seront fixées et désignées par le procès-verbal et plan figuratif qui en seront dressés par nos ordres, et ce, en

considération de l'amélioration qu'elles recevront dudit dessèchement.

ART. VII

Voulons pareillement et ordonnons que lesdits donataires ne puissent être troublés dans les puissances à eux cy-dessus accordées par aucun propriétaire ou créancier en vertu de quelque titre que ce puisse être, soit par douaire, substitution, hypothèques ou autres, pendant le temps desdites jouissances, sauf à eux à se pourvoir à l'expiration dudit temps, ainsi qu'ils aviseront, les charges cependant demeurant sur le fond.

ART. VIII

Quant aux fiefs et seigneuries de St-Antoine, de Groenland, de Cobergher et autres, situées dans l'étendue desdites Moères et cy-devant tenues de la Chambre légale de Flandres, ou autres cours féodales, voulons et ordonnons qu'elles soient mouvantes à l'avenir desdits seigneurie et fief du château des Moères, aux mêmes charges, et ainsi qu'elles l'étaient, de la Chambre légale ou autres cours, de laquelle mouvance nous avons fait et faisons don à perpétuité auxdits donataires, leurs hoirs ou ayans-cause, pour la tenir de nous, en un seul et même fief dominant du château des Moères, auquel nous avons annexé et annexons ladite mouvance.

ART. IX

Et comme il est important de pourvoir à ce que la justice soit administrée à ceux qui habiteront lesdites terres, lorsqu'elles auront été desséchées, nous avons aussi accordé et accordons à perpétuité auxdits donataires, leurs hoirs ou ayans-cause, les droits de haute, moyenne et basse justice dans l'étendue de toutes les terres que nous leur avons données en propriété et qui doivent composer lesdits fief et seigneurie du château des Moères avec pouvoir de nommer, pourvoir et commettre un Grand Bailli, un Lieutenant dudit

Bailli, une Cour féodale et plain Banc de sept échevins et autres officiers nécessaires pour l'exercice de ladite justice, laquelle nous voulons aussi être exercée par lesdits officiers sur toutes les autres terres et seigneuries desdites Moères, généralement quelconques, pendant ledit temps seulement de vingt-cinq années de jouissance cy-dessus accordé, à l'exemption toutefois des susdites terres adjacentes qui se trouveront dans les juridictions des châtellenies de Furnes, Bergues et autres Seigneuries.

ART. X

Voulons que lesdits juges ainsi établis connaissent en première instance de toutes actions réelles, personnelles et mixtes sur le même pied et ainsi qu'il est pratiqué par les autres magistrats, cours féodales et lois dudit pays de Flandres et qu'ils soient tenus de suivre et se conformer dans leurs jugements à nos ordonnances, aus us et coutumes de notre ville et châtellenie de Bergues et aux placards y observés, l'appel desdits jugements ressortissant nuëment en notre Cour de Parlements de Flandres, à laquelle nous en avons attribué toute cour et juridiction, icelle interdite à tous nos autres Juges, lesquelles coutumes de notre dite ville et châtellenie, ensemble celle de la Cour féodale dudit Bergues, en ce qui concernera les fiefs, voulons être suivies et observées comme la loi municipale desdites Moères, tant au fait des successions, dispositions qu'à autres matières.

ART. XI

Et pour faciliter de plus en plus l'entreprise dudit dessèchement, nous avons exempté et exemptons lesdits donataires ou ayans-cause, et ceux qui habiteront lesdites terres, tant des impositions qui seront faites en exécution de nos ordres, soit à titre d'aide ordinaire, extraordinaire ou autrement sur les terres voisines, que des droits établis par les Quatre-Membres de Flandres, présentement réunis à notre Domaine,

pendant le temps de vingt-cinq années à l'instar des exemptions cy-devant accordées par les Archiducs aux habitants des Moëres par lesdites lettres d'octroi sus-mentionnées, et celles du 20 Janvier 1620 données en explication, et conformément aux privilèges accordés pour les marais et poldres desséchés audit pays de Flandres.

ART. XII

Voulons et entendons que toutes les terres des Moëres fassent un territoire séparé, ainsi que Merville, Poperingue, Werwicq, et autres territoires indépendants d'aucune châtellenie, lequel territoire sera contribuable après ledit temps de vingt-cinq ans, à la décharge de ladite châtellenie de Bergues pour la part et portion qui sera réglée sans que toutefois ledit territoire soit alors dépendant de ladite châtellenie.

ART. XIII

La cure et l'église paroissiale, qui sera construite dans l'étendue de ladite Seigneurie du château des Moëres, sera du patronage dudit sieur Marquis de Canillac et ses successeurs. Voulons que pour la subsistance du curé, vicaire et clerc, ensemble pour l'entretien de l'église, il soit imposé au lieu des dixmes usitées audit pays de Flandres, dont nous avons exempté et exemptons à perpétuité les habitants desdites Moëres, quatre patards par mesure de terre labourable, et deux patards par mesure de prairies ou pâturages, et ce, sur toutes les terres généralement quelconques desdites Moëres, sans distinction de situation ou seigneurie, conformément à la délibération des anciens habitants desdites Moëres, approuvée et autorisée par le Conseil des Finances de Bruxelles, le 18 Janvier 1642.

ART. XIV

Nous permettons aussi à nosdits donataires et ayant-cause d'établir sur les canaux qui seront creusés dans le pays desséché telle navigation qu'ils jugeront à propos, comme

aussi d'y établir des foires et marchés, pourvu qu'il n'y en ait point les mêmes jours à quatre lieues à la ronde.

ART. XV

Les susdits donataires pourront se servir de telles machines qu'ils trouveront convenables audit dessèchement, nonobstant les privilèges particuliers qui pourraient avoir été accordés aux inventeurs desdites machines.

ART. XVI

Nous ordonnons encore, en conformité des octrois des Archiducs que si les donataires, leurs hoirs ou ayans-cause, sont obligés d'acheter quelques terres hors de l'étendue de leur concession soit des particuliers, soit des communautés, ecclésiastiques ou séculiers, pour parvenir audit dessèchement et même à la conservation des terres desséchées, les propriétaires seront tenus de les vendre au prix qu'elles seraient estimées par le commissaire qui sera par nous délégué (si les parties ne peuvent en convenir, et, sur ce, s'accorder de gré à gré), sans que le refus d'acquiescer au paiement dudit commissaire puisse retarder les ouvrages nécessaires, lesquels nous voulons être faits immédiatement, après la consignation des sommes auxquelles la valeur desdites terres aura été réglée.

ART. XVII

Les donataires ne seront contraints de recevoir dans l'étendue desdites Moères, les eaux étrangères qui n'ont pas actuellement leur coulement dans la Moère, et s'il arrive qu'ils fassent élargir et approfondir aucuns canaux, ils pourront prétendre des communautés et villes qui tireront du bénéfice de leurs dépenses, une contribution proportionnelle à l'utilité, laquelle sera arbitrée en cas de difficulté par ledit commissaire délégué.

ART. XVII

Nous voulons aussi et entendons que les donataires et leurs ayans-cause puissent user librement et sans empêchement du droit de se servir pour l'écoulement des eaux desdites Moères, de toutes les écluses, canaux et bouches de mer qui sont dans l'étendue de notre dit pays de Flandres.

ART. XIX

Et pour donner moyen auxdits donataires de faire terminer sommairement les contestations et discussions qui pourraient se former sur l'exécution des présentes, nous avons commis et commettons l'Intendant et Commissaire par nous départi en notre Province de Flandres, pour connaître, juger et décider toutes lesdites contestations, sauf l'appel en notre Conseil, dont nous avons interdit la connaissance à toutes nos autres Cours et Juges.

ART. XX

Voulons qu'aussitôt que les inondations desdites Moères, qui sont à présent considérablement augmentées par la démolition et comblement des écluses de Dunkerque, seront réduites et renfermées dans leur étendue ordinaire, il soit fait à la requête desdits donataires, leurs officiers ou préposés, en présence des parties intéressées ou elles dûment appelées, par ledit Commissaire départi, ou celui qui sera par lui à cet effet subdélégué, conjointement avec notre Ingénieur en chef de la ville de Bergues, une descente et visite de l'état où se trouveront pour lors les terres inondées, qu'il soit, en leur présence, planté des Bornes tant aux environs d'icelles que des terres adjacentes mentionnées en l'article VI des présentes et qu'il soit de tout dressé par eux procès-verbal et une carte figurative, dans lesquels seront énoncées et marquées séparément et distinctement les terres desdites Moères et les adjacentes, desquels procès-verbal et carte figurative, il sera remis une expédition au greffe de notre Conseil.

ART. XXI

Conformément à ce qui a été convenu entre les susdits donataires, Nous voulons et ordonnons que les frais et dépenses nécessaires pour parvenir audit dessèchement et le bénéfice qui en pourra résulter, tant dans la propriété que dans la jouissance des terres cy-dessus mentionnées seront supportés et partagés, à raison de six fois dans vingt, par ladite Dame Marquise de Maisons, et les quatorze fois restant par ledit sieur Marquis de Canillac.

ART. XXII

Voulons au surplus et ordonnons que les octrois et autres Lettres-patentes des archiducs et rois d'Espagne, concernant l'ancien dessèchement des Moères, soient exécutés en faveur desdits donataires, leurs hoirs ou ayant-cause, dans tous les points et articles où elles ne se trouveront pas contraires à ces présentes.

Cy donnons en mandement à nos aimés et féaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de Flandres et aux Présidents et Trésoriers généraux de France, aux Bureaux de nos Finances à Lille et autres qu'il appartiendra, chacun en droit soi, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et registrer, et du contenu en icelles, faire jouir et user pleinement et paisiblement ladite Dame Marquise de Maisons, et ledit sieur Marquis de Canillac, leurs hoirs, successeurs et ayant-cause, à perpétuité, sans faire ni souffrir qu'il y soit contrevenu, fait et donné aucun trouble et empêchement, nonobstant tous édits, lettres et autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, et d'autant que d'icelles, ladite Dame Marquise de Maisons et ledit sieur Marquis de Canillac, leurs successeurs et ayant-cause, pourraient avoir besoin en divers lieux, voulons qu'aux copies dûment collationnées par l'un de nos aimés et féaux Conseillers Secrétaires, il soit ajouté foi comme à leur propre original, car tel est notre plaisir, et,

afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces dites présentes.

Donné à Paris, le vingt-troisième jour de Février, l'an de grâce mil sept cent seize, et de notre Règne, le premier.

(Signé) : Louis.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT

1^{er} FÉVRIER 1746

Concession des Moères en faveur de d'Hérouville

Sur la requête, présentée au Roy en son Conseil, par Antoine de Ricouart, comte d'Hérouville de Claye, Maréchal des Camps et Armées de Sa Majesté, et Chevalier de l'Ordre Militaire de St-Louis, contenant, que dans l'étendue de la Châtellenie de Bergues, et sur les confins de celle de Furnes, il se trouve deux lacs, appelés les Grande et Petite Moères, qu'il seroit possible de dessécher, en y employant beaucoup de frais et de soins; que les Terres couvertes par les eaux de ces deux Lacs, ayant été desséchées en conséquence d'un Traité et Octroi des Archiducs Albert et Isabelle, du 22 Avril 1619, et des Lettres-Patentes de Philippe IV, roy d'Espagne, du 8 Août 1622, elles furent partagées en 1627, entre le Roy et les Particuliers, qui en avoient entrepris le Dessèchement, et ils en ont joui jusqu'en 1646, qu'elles furent de nouveau mises sous l'eau, à l'occasion de la Guerre; que les sieurs Colbert et de Louvois obtinrent le Don de ces Moères, par Lettres-patentes du mois de Juin 1669, à condition de faire le Dessèchement dans le courant des années 1670 et 1671; Ce qu'ayant négligé de faire, la Dame Marquise de Maisons, et le sieur Marquis de Canillac auroient aussi obtenu le Don de ces mêmes Terres, par Lettres-patentes

du 23 Février 1716, à la charge entre autres, d'en faire achever le Dessèchement dans le terme de six années, à compter du jour, que le Chenal du Canal de Mardyck seroit suffisamment approfondi; mais que le sieur Marquis de Canillac et ladite Dame de Maisons ont négligé, depuis 1716, de profiter de la Grâce, que le Roy leur avoit faite, quoique le Canal de Mardyck fut achevé de creuser dès le commencement de l'année 1717, et le Radier de l'Ecluse posé d'environ quatre pieds plus bas, que la Laisse de basse-mer en vive eau, ce qui faisoit plus de profondeur, qu'il n'en falloit, pour exécuter le Dessèchement desdites Moères; et que la Grâce accordée à ladite Dame Marquise de Maisons et au sieur Marquis de Canillac étoit devenue caducque, faute par eux d'en avoir profité dans le délai de six années, porté par lesdites Lettres-patentes: au moyen de quoi, Sa Majesté est aujourd'hui en état de disposer desdites Moères, ainsi qu'Elle le jugera à propos: Requéroit à ces causes le Suppliant, qu'il plût à Sa Majesté, en révoquant les Lettres, précédemment accordées aux feux sieurs de Louvois et Colbert au mois de Juin 1669, et celles accordées au sieur Marquis de Canillac, et à la Dame de Maisons, qui seront déclarées de nul effet, et devenues caduques, faute de l'exécution d'icelles, dans les tems prescrits, et sur les offres faites par le Suppliant, de faire faire et achever le Dessèchement de la Grande et Petite Moères, dans le terme de six années, à compter du jour de l'enregistrement des Lettres, qui seront expédiées sur l'Arrêt, qui interviendra, lui faire Concession perpétuelle pour lui, ses hoirs et ayant-cause, à titre de Fief et d'Arrentement, ledit Fief, titré de Marquisat, avec tous droits de haute, moyenne et basse Justice, ladite Justice ressortissant nuement au Parlement de Flandres, de toutes les terres actuellement couvertes d'eau, et qui forment les deux Lacs, appelés Grande et Petite Moères, à la charge de tenir ledit Marquisat en Fief de Sa Majesté, à cause de son Domaine de Bergues, lui en rendre foi et hommage, aveu et dénombrement, et lui en payer les Droits, ainsi

qu'il est porté par la Coutume; et en outre, à la charge d'une Rente et Redevance annuelle de Cent florins, payable au Domaine de Bergues, avec faculté néanmoins au Suppliant et ses représentans, d'aliéner à tel prix, clauses et conditions, que bon lui semblera, à titre de Fief ou d'Accensement, tous les fonds desdites Moères, à la réserve seulement de cinquante Mesures, qui formeront le Domaine utile dudit Marquisat, y demeureront inséparablement unies et ne pourront être aliénées séparément dudit Marquisat; sans que pour raison des aliénations, qui seroient faites desdites Terres et autres, que lesdites cinquante Mesures, à titre de Fief ou de Roture, avec retenue de la Directe au profit dudit Marquisat, Sa Majesté, ni ses Officiers, puissent prétendre aucuns Droits, ni que les Terres fussent revenues dans la Directe immédiate de Sa Majesté.

Requérant en outre, que pour faciliter au suppliant les moyens de faire faire ledit Dessèchement, et de peupler lesdits Fonds d'habitans pour les cultiver, il plaise à Sa Majesté, déclarer tous lesdits Fonds, ensemble ceux qui viendront habiter dans l'étendue desdites Moères, exempts de toutes impositions réelles, personnelles et mixtes, pendant le tems et espace de vingt-cinq années, à compter du jour de l'Enregistrement des Lettres, qui seront expédiées sur l'Arrêt, qui interviendra, sans préjudice néanmoins des Droits des Quatre Membres de Flandres, qui seront payés à la manière accoutumée par les habitans de Moères. Ordonner pareillement, que s'il vient par la suite à être établi des Eglises paroissiales dans l'étendue desdites Moères, le Suppliant y aura tous droits de Patronage, et en conséquence le Droit de présenter aux Cures, et que les Curés et autres Ministres, préposés à la desserte desdites Eglises, seront tenus de se contenter pour tous Droits de Dixme, du quarantième des Fruits-Décimables, qui se recueilleront dans l'étendue de leurs dites Paroisses : Ordonner, que les Terres adjacentes auxdites Moères, exposées à l'inondation, et qui en souffrent du dommage, seront estimées

par Experts, convenus entre les Propriétaires desdites Terres et le Suppliant, ou nommés d'office, et qu'après le Dessèchement, il en sera fait une nouvelle estimation dans la même forme, et que les Propriétaires seront tenus de payer au Suppliant la somme dont leurs héritages seront améliorés, si mieux ils n'aiment en céder la propriété audit Suppliant, à la charge par lui de leur rembourser comptant, et en un seul paiement, le montant de la première estimation ; ce qu'ils seront tenus d'opter dans quinzaine du jour de la sommation, qui lui en aura été faite après la seconde estimation, faute de quoi, ils en demeureront déchus, et l'option déferée au Suppliant ; comme aussi, en cas que le Suppliant et ses représentants, soient obligés d'acheter quelques Terres hors de l'étendue de leur Concession, soit des Particuliers, soit des Communautés, Ecclésiastiques ou Séculières, qui soient nécessaires pour parvenir audit Dessèchement ou à la conservation des Terres desséchées, les Propriétaires seront tenus de les lui vendre aux prix, qu'elles seront estimées de gré à gré, si faire se peut, si non, par Experts ; que le Suppliant ne sera contraint de recevoir dans l'étendue desdites Moères les Eaux étrangères, qui n'ont pas actuellement leur écoulement dans la Moëre.

Que le Suppliant et ses ayant-cause pourront user librement et sans empêchement du Droit de se servir pour l'écoulement des Eaux desdites Moères, de toutes les Ecluses, Canaux et Bouches de mer, qui sont dans l'étendue du Pays de Flandres ; qu'il sera permis au Suppliant et à ses ayant-cause, d'établir sur les Canaux, qui seront creusés dans les Pays desséchés, telle Navigation, qu'ils jugeront à propos ; comme aussi, d'y établir des Foires et Marchés, pourvu qu'il n'y en ait pas les mêmes jours à quatre lieues à la ronde ; et que les Octrois et autres Lettres-patentes des Archiducs et Rois d'Espagne, concernant l'ancien Dessèchement des Moères, seront exécutés en faveur du Suppliant, ses hoirs, et ayant-cause, dans tous les Points et Articles, où ils ne se trouveront pas contraires à

l'Arrêt qui interviendra ; et ordonner que pour l'exécution d'icelui, toutes Lettres nécessaires seront expédiées.

Vù ladite Requête et les Lettres de Concession y énoncées : Oûi le rapport du sieur de Machault, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des Finances ; Le Roy étant en son Conseil, a déclaré et déclare les Lettres de Concession des Grande et Petite Moères, précédemment accordées aux feux Sieurs Colbert et de Louvois, au mois de Juin 1669, ensemble celles accordées au sieur Marquis de Canillac, et à la Dame de Maisons, caduques et de nul effet, faute par lesdits Concessionnaires d'avoir usé du bénéfice de ladite Concession, dans les tems prescrits par icelle. Fait Sa Majesté Concession au Suppliant, à perpétuité pour lui, ses hoirs, successeurs et ayant-cause, à titre de Fief d'Arrentement, de toutes les Terres actuellement couvertes d'eau, appartenantes à Sa Majesté, et qui forment les deux Lacs, appelés Grande et Petite Moères, pour les tenir en Fief de Sa Majesté, à cause de son Domaine de Bergues, sous la redevance annuelle de Cent florins de Rente, payable audit Domaine de Bergues, et à la charge par le Suppliant, de faire et parachever le Dessèchement desdits Lacs dans six années, à compter du jour de l'Enregistrement des Lettres-patentes, qui seront expédiées sur ladite Concession.

Ordonne, Sa Majesté, qu'avant que ledit sieur d'Hérouville puisse faire aucuns Ouvrages pour ledit Dessèchement, il sera par celui ou ceux, qui seront commis par le Sieur Intendant et Commissaire départi en Flandres, dressé un Plan figuratif desdites Moères, et des Terrains adjacens et inondés, ensemble de ceux sur lesquels il faudra travailler, pour parvenir audit Dessèchement, et ensuite dressé des Devis et Estimations desdits Ouvrages à faire ; comme aussi, que la Requête sera communiquée aux Châtellenies de Bergues et de Furnes, aux Propriétaires des Terres adjacentes inondées, et à tous ceux, que ledit sieur Intendant et Commissaire départi jugera avoir quelques intérêts opposés, pour être par lui dressé Procès-

verbal des dres, réquisitions, et contestations des Parties, et pour le tout envoyé au Conseil avec son avis, être ensuite statué par Sa Majesté, ainsi qu'il appartiendra.

Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le premier Février mil sept cent quarante-six.

(Signé) : D'ARGENSON.

LETTRES-PATENTES

12 NOVEMBRE 1758

Concession des Moères en faveur de d'Hérouville

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre : à nos amés et féaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement de Flandres, les Présidens, Trésoriers de France et Généraux de nos Finances à Lille, et autres nos Officiers et Justiciers, qu'il appartiendra, Salut.

Notre cher et bien amé Antoine de Ricouart, Comte d'Hérouville de Claye, Lieutenant général de nos Armées, et Inspecteur général de notre Infanterie, Nous a fait remontrer que, par un Arrêt de notre Conseil, du 1^{er} Février 1746, rendu sur sa Requête, Nous lui avons fait concession à perpétuité, pour lui, ses hoirs, successeurs et ayant-cause, à titre de Fief d'Arrentement, de toutes les terres couvertes d'eau, à Nous appartenantes, et qui forment les deux Lacs, appelés Grande et Petite Moères, pour les tenir en Fief de Nous, à cause de Notre Domaine de Bergues, sous la redevance annuelle de cent florins de rente, payable audit Domaine de Bergues, et à la charge par lui de faire et parachever le Dessèchement desdits Lacs dans six années, à compter du jour de l'enregistrement des Lettres-Patentes, qui seroient expédiées sur ladite Concession ; comme aussi, que Nous avons ordonné par le même

Arrêt, qu'avant que ledit sieur Comte d'Hérouville pût faire aucuns ouvrages pour ledit Dessèchement, il seroit par celui ou ceux, qui seroient commis par le Sieur Intendant et Commissaire départi en Flandres, dressé un plan figuratif desdites Moères, et des Terrains adjacens et inondés, ensemble de ceux, sur lesquels il faudroit travailler pour arriver audit Dessèchement, et ensuite dresser des Devis et Estimations desdits ouvrages à faire ; comme aussi, que la Requête dudit sieur Comte d'Hérouville, inséré audit Arrêt, seroit communiqué aux Châtellenies de Bergues et de Furnes, aux propriétaires des Terres adjacentes inondées, et à tous ceux, que ledit sieur Intendant et Commissaire départi jugeroit avoir quelques intérêts opposés, pour être par lui dressé Procès-verbal des dires, réquisitions, et contestations des parties, pour le tout envoyer au Conseil avec son avis, être ensuite statué par Nous, ainsi qu'il appartiendrait : que toutes les opérations ordonnées par cet arrêt ayant été faites, et les plans, procès-verbaux, et autres pièces, ayant été envoyés en notre Conseil, avec l'avis du sieur Intendant et Commissaire départi, Nous avons statué sur les demandes dudit sieur Comte d'Hérouville, par un Arrêt de notre dit Conseil, du 10 Octobre dernier, pour l'exécution duquel nous avons ordonné que toutes Lettres nécessaires seroient expédiées ; lesquelles Lettres, ledit sieur Comte d'Hérouville nous a fait supplier de lui accorder. A ces causes, de l'avis de notre Conseil, qui a vu ledit Arrêt du 10 Octobre dernier ci-attaché, sous le contre-scel de notre Chancellerie, Nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité Royale, conformément audit Arrêt ordonné, et par ces Présentes, signées de Notre main, ordonnons ce qui suit :

ART. I

Ledit sieur Comte d'Hérouville sera et demeurera subrogé à la Concession, faite par Lettres-patentes du 23 Février 1716 à la Dame Marquise de Maisons, et au Sieur Marquis de Canillac, de la propriété de toutes les Terres, à nous appartenantes dans

l'étendue des Laes, vulgairement appellés la Grande et la Petite Moëre, scitués dans la partie, qui Nous appartient au Comté de Flandres, pour en jouir et disposer par lui. ses héritiers, et ayant-cause, à perpétuité, sans en pouvoir être dépossédé par qui que ce soit, pour quelque cause, occasion, et sous quelque prétexte que ce puisse être, à condition d'en faire le Dessèchement à ses frais, et sans aucune répétition contre nous, dans le terme de six années, à compter du jour de l'enregistrement des Présentes.

ART. II

Les Terres desdites Moëres seront et demeureront érigées, comme Nous les avons érigées et érigeons par ces Présentes, en faveur dudit sieur Comte d'Hérouville, comme elles l'ont été par lesdites Lettres de 1716, en faveur de ladite Dame de Maisons et dudit Sieur de Canillac, avec haute, moyenne et basse justice, ressortissante nuement en notre Parlement de Flandres, et autres prérogatives et prééminences en dépendantes, sous le nom de la Seigneurie du château des Moëres, laquelle Seigneurie avec cinquante mesures de terres pour le gros du Fief, ledit sieur Comte d'Hérouville tiendra relevant immédiatement de Nous, à cause de Notre Domaine de Bergues, à foi et hommage, qui sera rendu au Bureau des Finances à Lille, aux privilèges, clauses, charges et conditions, portées en l'article III desdites Lettres-patentes de 1716 ; Voulons que la redevance de Cent florins, qui y est stipulée en faveur du Domaine, soit payée à compter du jour de l'enregistrement des Présentes.

ART. III

Pour l'administration de ladite Justice, le sieur Comte d'Hérouville, ses hoirs et ayant-cause, pourront, conformément à l'article IX des Lettres-Patentes du 23 Février 1716, nommer et commettre un grand Bailli, une Cour féodale à plein banc de sept ou neuf échevins, et autres officiers, nécessaires pour l'exercice de ladite Justice, dont les profits appartiendront

audit sieur Comte d'Hérouville, ses hoirs et ayant-cause, laquelle justice Nous voulons être exercée par lesdits Officiers sur toutes les autres terres et Seigneuries desdites Moères généralement quelconques, à l'exception toute-fois des Terres adjacentes, qui se trouveront être des juridictions des Châtelainies de Furnes, Bergues et autres Seigneuries.

ART. IV

Permettons aussi audit Sieur Comte d'Hérouville, et à ses représentans, conformément à l'article IV desdites Lettres-patentes de 1716, d'aliéner à toutes Personnes, même aux Etrangers, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, à tel prix, clauses et conditions, que bon lui semblera, à titre de Fief, Roture ou d'Accensement, avec retenue de mouvance directe, envers ledit Château des Moères, à la réserve seulement de cinquante mesures, qui formeront le gros du Fief de ladite Seigneurie ; Permettons en outre audit sieur Comte d'Hérouville, et à ses représentans de vendre les Fonds desdites Moères, au profit de toutes Communautés séculières ou régulières, et autres Gens de main-morte, lesquels, pour les premières acquisitions seulement, seront exempts des Droits d'Amortissement, dérogeant à cet effet à notre Edit du mois d'Août 1749.

ART. V

Voulons que les Etrangers, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, qui seront appelés pour travailler au Dessèchement desdites Moères, jouissent de l'exemption du Droit d'aubaine, pendant tout le tems, que dureront les travaux ; comme aussi, que ceux, qui acquèreront partie des Terrains desséchés, et qui y fixeront leur domicile, jouissent pareillement de l'exemption du Droit d'aubaine.

ART. VI

Ordonnons que l'ordonnance dudit sieur de Caumartin,

Commissaire départi en Flandres, du 15 Juillet 1757, sera exécuté selon la forme et teneur, et conformément à icelle, le procès-verbal, dressé par le sieur de Monge, Ingénieur en chef à Bergues, et le sieur Béhaghel, subdélégué, commis par ordonnance du sieur de Beaumont, lors Commissaire départi en Flandres, du 19 Octobre 1754, ledit procès-verbal commencé le 5 août 1755, et clos le 28 Février 1756, et celui par eux dressé, commencé le 25 Mai 1756, et clos le 10 Janvier 1757, ensemble les Bornes mentionnées auxdits Procès-verbaux ; et le Plan figuratif avec la Légende, qui y est relative, serviront de fixation des Limites, tant des Terres, qui constituent l'intérieur desdits deux Lacs, que de Celles adjacentes, exposées aux inondations ; à l'effet de quoi, lesdits procès-verbaux, le plan et la légende d'icelui, ensemble les Lettres-Patentes du 23 Février 1716, ont été annexés à la minute dudit Arrêt.

ART. VII

Ordonnons en conséquence, que, conformément à l'article V des Lettres-patentes du 23 Février 1716, ledit sieur Comte d'Hérouville jouira pleinement et paisiblement, pendant le cours de vingt-cinq années, à compter du jour, que le Dessèchement sera achevé, de toutes les Terres inondées, et couvertes par les eaux dans l'étendue desdits deux Lacs, dont la propriété appartient à des Communautés ou Particuliers, suivant que lesdites Terres se trouvent limitées et désignées par les Bornes plantées, énoncées et déclarées auxdits procès-verbaux, plan et légende.

ART. VIII

Voulons pareillement que, conformément à l'article VI des Lettres-patentes de 1716, le sieur Comte d'Hérouville jouisse aussi pendant huit années consécutives, à compter du jour que le Dessèchement sera achevé, de toutes les Terres adjacentes auxdites Moères, situées dans l'étendue de notre Domination, et qui se trouvent désignées par les Procès-

verbaux, Plan figuratif et la Légende ci-dessus; et à cet effet ordonnons, que tous les Baux desdites Terres soient regardés comme expirés et nuls, à compter du jour du Dessèchement desdites Terres, et qu'en outre toutes lesdites Terres, qui étant actuellement en nature de Prez, Pâtures, ou Pâturages, ne sont pas sujettes à la Dixme, en demeurent exemptes pendant lesdites huit années de jouissance, quand même pendant ledit tems elles seroient converties en Terres laboureables, et si à l'expiration desdites huit années, il se trouvoit, que la propriété desdites Terres adjacentes, ou partie d'icelles, ne fut point justifiée par Titres ou Possession suffisante, permettons audit sieur comte d'Hérouville de s'y maintenir, et d'en conserver la jouissance, à condition par lui d'acquiter les Impositions et autres Charges, dont lesdites Terres se trouveront tenues.

ART. IX

Les Propriétaires des Terres des Moères, qui voudront y rentrer à l'expiration des vingt-cinq années de jouissance accordées audit sieur comte d'Hérouville, seront tenus de prendre les Ecluses, Machines à feu, Moulins, Pompes, et généralement toutes autres Machines servant au Dessèchement ou à l'Essuiement journalier desdites Terres, ensemble les Bâtimens, Ponts, Plantis et autres améliorations qui y auront été faites, et comme elles se trouveront alors existantes, pour le prix, qui sera fixé par Experts convenus ou nommés d'office; lequel Prix sera payé par lesdits Propriétaires, avant de se mettre en possession desdites Terres; et où les Terres, dépendantes d'une même cense, appartiendraient à différens Propriétaires, chacun d'eux sera tenu de contribuer auxdits remboursemens et entretiens, au prorata du nombre de mesures de Terre qui lui appartiendra.

ART. X

Et pour faciliter de plus en plus l'entreprise dudit Dessèchement, voulons, que le sieur Comte d'Hérouville, ses ayant-

cause, et ceux, qui habiteront lesdites Moères, y jouissent pendant quarante années des Exemptions et Privilèges portés en l'article XI desdites Lettres-patentes de 1716..

ART. XI ET DERNIER

Ordonnons, conformément à l'article XXII desdites Lettres-patentes du 23 Février 1716, que ledit sieur Comte d'Hérouville, et ses représentans, jouissent en outre de tous les Droits, Franchises, Exemptions, Privilèges et Prérogatives, accordés par lesdites Lettres de Dons, Octrois, et autres Actes, aux anciens Concessionnaires desdites Moères, notamment par les Lettres-patentes du mois de Juin 1669, en ce qu'ils ne sont pas contraires à ceux exprimés en ces Présentes. Si Nous Mandons, que ces Présentes vous fassiez registrer et de leur contenu jouir et user ledit sieur Comte d'Hérouville, ses hoirs, successeurs et ayant-cause, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires. Car tel est notre plaisir.

Donné à Versailles le douzième jour de Novembre, l'an de de grâce mil sept cent cinquante huit, et, de notre Règne, le quarante-quatrième.

(Signé): Louis

Et plus bas, Par le Roy, le Maréchal duc de Belle-Isle. Et scellé du grand Sceau en Cire jaune.

LETTRES-PATENTES

14 JUILLET 1760

Concession des Moères belges en faveur de d'Hérouville

Marie-Thérèse, par la grâce de Dieu, impératrice des Romains, reine d'Allemagne, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, etc..., archiduchesse d'Autriche, duchesse de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Mantoue, de Parme, de Plaisance, de Wirtemberg, de la haute et basse Silésie, etc..., princesse de Souabe et de Transylvanie, Marquise du St-Empire Romain, de Bourgovie, de Moravie, de la haute et basse Lusace, comtesse de Habsbourg, de Flandres, d'Artois, de Tyrol, de Hainaut, de Namur, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, et de Gradisca, Landgrave d'Alsace, Dame de la Marche d'Esclavonie, du Port-Mahon, de Salins et de Malines, duchesse de Lorraine et de Bar, grande duchesse de Toscane : à tous ceux que ces présentes verront, Salut.

Nous avons reçu l'humble supplication et requête du Comte d'Hérouville de Claye, lieutenant général des armées du Roi très chrétien, contenant qu'ayant obtenu de Sa Majesté très chrétienne l'octroi pour dessécher les lacs des Moères situés sous sa domination, il Nous suppliait de lui faire dépêcher un pareil octroi pour la partie des Moères situées sous notre

domination, et attendu les grands frais qu'il a déjà faits, et qu'il devra encore faire pour parvenir audit dessèchement, de lui accorder aussi les articles suivants :

ART. I

Que notre bon plaisir serait de lui donner, céder et transporter dès à présent, et à toujours, la propriété de toutes les terres qui nous appartiennent, dans les lacs des Moères situées et enclavées dans notre châtellenie de Furnes, pour en jouir, user et disposer, par lui, ses héritiers ou ayant-cause, sans pouvoir en être dépossédé par qui que ce soit, pour quelque cause, occasion ou sous quelque prétexte que ce puisse être, à condition de faire, par ledit comte d'Hérouville, le dessèchement desdits lacs à ses frais et sans aucune répétition contre nous, et ce dans le terme de quatre années sur le pied que nous lui ferons prescrire.

ART. II

Que lesdites terres seront et demeureront érigées en sa faveur en Seigneurie, avec haute, moyenne et basse justice, avec ce qui en dépend, sous le nom de la Seigneurie du Moerland, laquelle seigneurie avec cinquante mesures de terre pour le gros du fief, ledit comte d'Hérouville tiendrait relevant de nous et de notre Chambre légale, à foi et hommage, sous la redevance annuelle de cinquante livres du prix de quarante gros, monnaie de Flandres, la livre payable à notre Recette générale de notre pays rétrocedé et au relief ordinaire de dix livres parisis de Chambellage, à chaque mutation, sans que ledit Comte, ses héritiers ou aiant cause puissent être tenus des droits du dixième ou autres en cas de vente, échange ou transport.

ART. III

Qu'à l'égard des terres inondées et couvertes par les eaux dans l'étendue des Moères, dont la propriété appartient à des

communautés ou particuliers, il Nous plaise ordonner, pour indemniser ledit Comte d'Hérouville des dépenses auxquelles il sera obligé, qu'il aura la jouissance pleine et entière desdites terres, pendant le temps de vingt-cinq années à compter du jour que le dessèchement sera achevé, avec tous les droits en dépendans ; qu'en conséquence, il ne pourra être troublé dans ladite jouissance par aucuns des propriétaires ou créanciers en vertu de quelque titre que ce puisse être, sauf à eux à se pourvoir à l'expiration des vingt-cinq années, ainsi qu'ils le trouveront convenir.

ART. IV

Que les propriétaires des terres des Moères qui voudront y rentrer à l'expiration desdites vingt-cinq années de jouissance, seront tenus de contribuer au remboursement et à l'entretien des machines servant et nécessaires à l'essuiement journalier des Moères, dont la répartition sera faite sur toutes les terres desdites Moères, afin que chaque propriétaire ne soit tenu de payer qu'au prorata de ses occupations, qu'ils seront aussi tenus de prendre et rembourser audit Comte le prix des bâtimens qui seront jugés nécessaires à l'exploitation de leurs terres, comme ils le trouveront alors existant.

ART. V

Qu'afin que la justice soit administrée à ceux qui habiteront lesdites terres, il sera permis audit Comte de nommer, pourvoir et commettre un bailli, un lieutenant bailli, une cour féodale à plein banc de sept échevins et autres officiers nécessaires pour l'exercice de ladite justice, laquelle sera exercée par lesdits officiers sur toutes les terres des Moères qui se trouvent sous notre domination.

ART. VI

Que lesdits juges ainsi établis seront tenus de suivre et de se conformer dans leurs jugemens à nos ordonnances et édits, et aux coutumes de la ville et châtellenie de Furnes, lesquelles

coutumes, ensemble celles de la Cour Féodale dudit Furnes, en ce qui concerne les fiefs, seront suivis, observés comme la loi municipale dans toute l'étendue de ladite justice, tant au fait des successions qu'ès autres matières.

ART. VII

Que ledit Comte d'Hérouville ou ses ayant-cause, et ceux qui habiteront lesdites Moères, seront exempts tant des impositions qui seront faites en exécution de nos ordres, soit à titre d'aides ordinaires, extraordinaires ou autrement sur les terres voisines, que des droits établis par les États de Flandres, pendant le terme de quarante années, ensemble de thonlieux pour tout ce qui sera du crû desdites terres, à l'instar des exemptions ci-devant accordées par les Archi-ducs aux habitants des Moères, par l'article XXIII de l'octroi du 22 Avril 1619, et par les Lettres-Patentes du 28 Janvier 1620.

ART. VIII

Que lesdites terres feront un territoire séparé et indépendant d'aucune Châtellenie, lequel territoire sera contribuable, après lesdites quarante années d'exemption, avec ladite châtellenie de Furnes, sans que toutefois ledit territoire sera alors dépendant de ladite châtellenie.

ART. IX

La permission d'établir dans ledit territoire des foires et marchés, pourvu qu'il n'y en ait pas le même jour à quatre lieues à la ronde.

ART. X

Le droit d'établir des moulins pour épuiser les eaux.

ART. XI

Que, pour la subsistance des curé, vicaires et clercs, ensemble pour l'entretien de l'église qui sera construite dans

l'étendue des Moères, il sera imposé au lieu des dixmes usitées audit pays de Flandre, dont les habitans desdites terres seront exemptés à perpétuité, quatre patars par mesure de terre labourable, et deux patars par mesure de prairie ou pâturage, conformément à la délibération des anciens habitans des Moères, approuvée et autorisée par le Conseil des Finances établi à Bruxelles, le 17 Janvier 1642.

ART XII

Qu'après le dessèchement, il sera permis audit Comte d'Hérouville et à ses représentans d'aliéner les terres qui leur appartiendront à toutes personnes, même aux étrangers faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, et à tel prix, clauses et conditions que bon leur semblera, à la réserve toutefois de cinquante mesures qui formeront le gros du fief de ladite seigneurie.

ART. XIII

Qu'il sera ordonné que si le concessionnaire, ses héritiers ou ayant-cause, sont obligés d'acheter quelques terres hors de l'étendue de leur concession, soit des particuliers, soit des communautés pour parvenir au dessèchement et même à la conservation des terres desséchées, les propriétaires seront tenus de les leur vendre au prix qu'elles seront estimées par arbitres ou commissaires qui seront délégués par Nous, si les parties ne peuvent en convenir, sans que le refus d'acquiescer au jugement desdits arbitres ou commissaires puisse retarder les ouvrages nécessaires, lesquels pourront être faits immédiatement après la consignation des sommes auxquelles la valeur desdites terres aura été réglée.

ART. XIV

Qu'il sera permis au concessionnaire de refaire et de relever l'ancien Ringslot ou digue de ceinture, sur le pied que cela a été fait lors de l'ancien dessèchement.

ART. XV

Que la consistance et l'étendue des Moères, relativement au territoire de la Châtellenie de Furnes, sera constatée authentiquement et fixée par Nous.

ART. XVI

Que s'il survenait des discussions sur l'exécution des ouvrages, relatifs au dessèchement ou sur la propriété des terres, notre bon plaisir soit de nous en réserver la connaissance, ou de déclarer qu'il sera nommé des commissaires pour en décider.

Et ledit Comte d'Hérouville, nous ayant très humblement supplié, de lui dépêcher pour tout ce que dessus, nos Lettres-Patentes en forme, savoir faisons, qu'inclinant favorablement à ladite supplication et demande, nous avons de notre certaine Science et propre mouvement, par avis de nos très chers et féaux les Trésorier Général, Conseillers et Commis de nos Domaines et Finances, à la délibération de notre très cher et féal cousin Charles, comte du St Empire Romain, etc....., conseiller d'Etat intime actuel et ministre plénipotentiaire pour le gouvernement général de nos Pais-Bas, en absence de notre très cher et très aimé beau-frère, et cousin, Charles Alexandre, duc de Lorraine et de Bar, etc....., gouverneur et capitaine général de nos Pais-Bas, permis et permettons par les présentes audit Comte d'Hérouville de faire travailler au dessèchement des Moères, situées sous notre domination et lui accordons de plus les faveurs et avantages suivans, savoir :

ART. I

Nous donnons, cédon et transportons audit Comte d'Hérouville dès à présent et à toujours la propriété de toutes les terres qui nous appartiennent dans le lac des Moères situées et enclavées dans notre Châtellenie de Furnes, pour en jouir, user et disposer par lui, ses héritiers, ou ayant-cause, sans qu'il

pourra en être dépossédé par qui que ce soit, pour quelque cause, occasion, ou sous quelque prétexte que ce puisse être, à condition que le dessèchement desdits lacs se fera à ses frais, et sans aucune répétition contre nous, et ce, dans le terme de quatre années, sur le pied que nous trouverons convenir de lui prescrire, et sans obligation de notre part à aucune garantie, en cas que quelqu'un voulût lui disputer la propriété desdites terres, mais sera le suppliant tenu de soutenir à ses risques, frais et périls, les procès qui pourraient s'élever sur ladite propriété.

ART. II

Permettons que lesdites terres soient et demeurent érigées en sa faveur en Seigneurie, avec haute, moyenne et basse justice et ce qui en dépend, sous le nom de la Seigneurie de Moerland, à charge de tenir ladite seigneurie avec cinquante mesures de terre pour le gros du fief, relevant de nous et de notre Chambre légale de Flandres, à foi et hommage, de payer annuellement à notre Recette générale du pays rétrocedé la somme de cinquante livres du prix de quarante gros, monnaie de Flandres, la livre à titre de reconnaissance, et au relief ordinaire de dix livres parisis et vingt sols de chambellage à chaque mutation, sans que lui ou ses héritiers et ayant-cause soient tenus au droit du dixième ou autres, en cas de vente, échange ou transport.

ART. III

Notre intention est que, pour indemniser le comte d'Hérouville des dépenses auxquelles il sera obligé, il ait pendant le terme de vingt-cinq ans à compter du jour que le dessèchement sera achevé, la jouissance pleine et entière des terres inondées et couvertes par les eaux dans l'étendue des Moères dont la propriété appartient à des communautés et particuliers avec tous les droits en dépendans, voulons en conséquence, qu'il ne puisse être troublé dans ladite jouissance par aucun propriétaire ou créanciers en vertu de quelque titre que ce

soit, sauf à eux à se pourvoir à l'expiration desdites vingt-cinq années, ainsi qu'ils le trouveront convenir.

ART. IV

Déclarons aussi que les propriétaires des terres des Moères qui voudront y rentrer à l'expiration desdites vingt-cinq années seront tenus de contribuer au remboursement et à l'entretien des machines servant et nécessaires à l'essuiement journalier desdites terres des Moères, dont la répartition sera faite sur toutes les terres desdites Moères, afin que chaque propriétaire ne soit tenu qu'au prorata de ses occupations, qu'ils seront aussi tenus de prendre et rembourser audit Comte d'Hérouville ou ayant-cause, le prix des bâtimens qui seront jugés nécessaires à l'exploitation de leur terres, comme ils seront alors existant.

ART. V

Permettons également que pour l'administration de la justice sur les terres des Moères qui se trouvent sous notre domination, il nomme et commette un bailli, un lieutenant bailli, une Cour féodale à plain banc de sept échevins et autres officiers nécessaires pour l'exercice de ladite justice.

ART. VI

Bien entendu que lesdits juges ainsi établis seront tenus de suivre, de se conformer dans leurs jugemens aux ordonnances et édits émanés et à émaner de notre part et aux coutumes de notre ville et châtellenie de Furnes, lesquelles coutumes, comme aussi celles de la Cour Féodale dudit Furnes, en ce qui concerne les fiefs, seront suivies et conservées comme la loi municipale, dans toute l'étendue de ladite justice, tant au fait des successions qu'ès autres matières.

ART. VII

Déclarons que ledit Comte d'Hérouville, ses ayant-cause, et ceux qui habiteront lesdites terres seront pendant le terme de

quarante années, à commencer du jour que le dessèchement sera achevé, exempts de toutes impositions qui seront faites en exécution de nos ordres, ou de notre part, soit à titre d'aide ordinaire, ou extraordinaire, ou autrement sur les terres voisines, ainsi que de nos droits de thonlieu pour tout ce qui sera du crû desdites terres.

ART. VIII

Consentons que lesdites terres après le dessèchement cessent d'être dépendantes d'aucune de nos châtellenies, bien entendu cependant qu'après lesdites quarante années d'exemption, ce même territoire sera contribuable avec notre châtellenie de Furnes, sans que ledit territoire soit alors dépendant de ladite châtellenie.

ART. IX

Comme aussi qu'il pourra établir dans ledit territoire des foires et marchés, pourvu qu'il n'y en ait point les mêmes jours à quatre lieues à la ronde.

ART. X

Accordons audit Comte d'Hérouville, ses hoirs, successeurs et ayant-cause, la permission d'ériger sur le terrain de ladite Moëre jusques à vingt cinq moulins à vent.

ART. XI

Permettons aussi que pour la subsistance des curé, vicaires et clercs, ainsi que pour l'entretien de l'église, qui sera construite dans l'étendue des Moëres, au lieu de dixmes dont nous exemptons les habitans desdites terres à perpétuité, il soit imposé chaque année quatre patars par mesure de terre labourable et deux patars par mesure de prairie, ou pâturage.

ART. XII

Nous consentons pareillement qu'après le dessèchement, ledit Comte d'Hérouville et ses représentants pourront aliéner

les terres, qui leur appartiendront, à toutes personnes, même aux étrangers, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, à tel titre, prix, clauses et conditions que bon leur semblera, à la réserve de cinquante mesures qui formeront le gros du fief de ladite Seigneurie, et bien entendu aussi que cette permission d'aliéner ne pourra pas avoir lieu à l'égard des main-mortes.

ART. XIII

Au cas que, pour parvenir au dessèchement, et même à la conservation des terres desséchées, ledit Comte, ses héritiers ou ayant-cause soient obligés d'acheter quelques terres hors de l'étendue de celles que nous lui cédon, soit des particuliers ou des communautés, nous voulons que les propriétaires les leur vendent au prix qu'elles seront estimées par des arbitres ou commissaires à dénommer par nous, si les parties ne peuvent en convenir de gré à gré, sans que le refus d'acquiescer au jugement desdits arbitres ou commissaires puisse retarder les ouvrages nécessaires, lesquels pourront se faire immédiatement après la consignation des sommes auxquelles la valeur desdites terres aura été réglée.

ART. XIV

Déclarons en outre qu'il sera permis audit Comte de refaire et relever l'ancien Ringslot, ou digue de ceinture, sur la partie orientale enclavée dans notre châtellenie de Furnes, de façon cependant qu'il aura une communication à celui à construire sur la partie occidentale enclavée dans la châtellenie de Bergues, afin de procurer par ce moyen un avantage égal aux terres adjacentes du territoire de la châtellenie de Furnes, comme à celles de la châtellenie de Bergues, par un écoulement commun à la suation de leurs eaux vers Dunkerque.

ART. XV

Nous déclarons au reste que nous ferons faire incessamment

les dispositions nécessaires pour constater et fixer la consistance et l'étendue des Moères relativement à notre châtellenie de Furnes.

ART. XVI

Finalement, nous déclarons que nous nous réservons la connaissance des discussions qui pourraient survenir sur l'exécution des ouvrages relatifs au dessèchement ou sur la propriété des Moères, et qu'il sera nommé des commissaires pour en décider sous notre agrégation.

Nous nous réservons néanmoins sur toutes les terres, mentionnées dans les présentes le droit de souveraineté et de régle et de tout ce qui en dépend, et les avons écliés et séparés, écliés et séparons, par ces présentes, des autres parties de nos domaines, quant à la propriété, pour en laisser jouir ledit Comte d'Hérouville, ses hoirs, successeurs et ayant-cause, en propriété absolue, comme dit est, et afin que cette cession, aux clauses et conditions ci-dessus, soit de plus de force et de valeur et qu'elle puisse sortir son plein et entier effet, nous avons promis en parole d'Impératrice et Reine, et promettons par ces présentes, pour Nous, nos hoirs et successeurs, inviolablement les garder et entretenir, et par tous nos officiers et autres, qu'il appartiendra, les faire garder, maintenir et observer, et qu'ils n'iront ni directement ni indirectement, ni ne souffriront que qui que ce soit aille au contraire, sous quelque prétexte que ce puisse être ; autorisons en outre, par ces présentes, nos Conseillers fiscaux eu notre province de Flandres de se déshériter en notre nom et de notre part desdites terres qui nous appartiennent dans les lacs des Moères, situées et enclavées dans notre châtellenie de Furnes, et d'en hériter ledit Comte d'Hérouville.

Si donnons en mandement, à nos très chers et féaux, les Chef, Président et Gens de nos privé et grand Conseil, à ceux de notre Conseil des Finances, président et gens de notre Conseil en Flandres ; à ceux de notre Chambre des comptes,

et à tous les autres nos justiciers, officiers et sujets, à qui ce regardera, que de la cession et transport desdites terres, aux charges et conditions selon et en la forme et manière que dit est, ils fassent, souffrent et laissent ledit Comte d'Hérouville, ses hoirs, héritiers, successeurs ou ayant-cause pleinement et paisiblement jouir et user, sans leur faire, mettre ou donner, ni souffrir leur être fait, mis ou donné, aucun trouble ou empêchement au contraire, en procédant par lesdits de nos Finances et de nos Comptes à la vérification et entérinement de cesdites présentes, selon leur forme et teneur sans contre-dit, ni difficulté, nonobstant que par les ordonnances cy-devant faites sur la conduite de nos Domaines et Finances, soit entre autres interdit et défendu de vendre ou aliéner telles et semblables parties de nos biens, héritages, domaines et finances, ce que ne voulons aucunement préjudicier audit Comte d'Hérouville, ses hoirs, successeurs ou ayant-cause, ainsi les avons relevés et relevons par ces dites présentes et par icelles, déchargé lesdits de nos Finances et de nos Comptes et tous autres qu'il appartiendra des sermens par eux prêtés sur l'entretènement et observance desdites ordonnances, demeurant icelles néanmoins en tous autres autres points et articles, en leur pleine force et vigueur, nonobstant aussi quelconques nos ordonnances, restrictions, mandemens et défenses à ce contraires, car ainsi nous plait-il, en témoignage de ce que nous avons fait mettre notre grand scel à ces présentes, données en notre ville de Bruxelles, le quatorzième jour du mois de Juillet, l'an de grâce 1760, et de nos règnes, le 20^{me}.

Paraphe : Vc : Vt.

ARRÊT DU CONSEIL

9 DÉCEMBRE 1777

Relatif aux Moères

Sur la requête présentée au Roi en son Conseil par Antoine de Ricouart, comte d'Hérouville, Lieutenant Général des Armées de Sa Majesté, Inspecteur Général de son Infanterie, Gouverneur du fort Barreoud, Concessionnaire des lacs des Grande et Petite Moëre et les Co-propriétaires des Seigneurie et Terres des Moères réunis entr'eux en Communauté indivise, par acte des 3, 31 Août et 16 Septembre 1769, contenant que les anciens Souverains des Pays-Bas avaient, de tout temps, fait leurs efforts pour procurer le dessèchement des deux Lacs nommés La Grande et petite Moëre scituées entre les châtellenies de Dunkerque, Furnes et Bergues St-Winox, autant pour étendre la culture du paÿs sur un terrain vaste et fertile que pour établir la salubrité de l'air infecté par les exhalaisons des lacs, et que ces Princes avoient eu la satisfaction de voir ce dessèchement exécuté au commencement du dernier siècle et devenir très florissant, lorsqu'un évènement militaire le fit périr en l'année mil six cent quarante quatre, que les Rois, prédécesseurs de Sa Majesté, ayant succédé aux Comtes de Flandres, n'ont pas eu moins à cœur, de reprendre ce projet dont l'exécution pouvoit seule faire cesser les maladies épidémiques causées et entretenues par les exhalaisons des eaux croupissantes des lacs, lesquels dégénéroient souvent en contagion épidémique, faisoient désertir le pays et détruisoient

les garnisons des places voisines. Que ces motifs avoient engagé le roi Louis XIV à faire en l'année seize cent soixante neuf la concession des deux Lacs aux sieurs Colbert et de Louvois, et le feu roi à la renouveler en mil sept cent seize en faveur de La Marquise de Maisons et du Marquis de Canillac avec plusieurs privilèges et encouragemens ; mais que les guerres que la France avoit eu à soutenir au tems de la concession faite aux Sieurs Colbert et de Louvois et qui continuèrent jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, n'avoient pas permis à ces deux ministres de s'occuper de cette entreprise, et que, quant à la Marquise de Maison et au Marquis de Canillac, ils avoient reconnu l'impossibilité d'effectuer et d'entretenir ce dessèchement tant qu'on seroit privé du secours de l'écluse dite de la Moëre construite anciennement dans l'arrière-port de Dunkerque pour donner un écoulement direct aux eaux des Lacs et comprise dans la démolition de toutes les Bouches de mer stipulée par le traité d'Utrecht et qu'on avoit tenté de suppléer par l'approfondissement du chenal de Mardyck, et qu'après cette conviction, ils n'avoient pas fait usage de leur concession et l'avoient laissé devenir caduque. Que le feu roi Louis XV, désirant écarter les obstacles qui empêchoient l'exécution d'une entreprise aussi intéressante à l'État, avoit résolu de faire construire deux aqueducs sous le canal de Furnes, à travers desquels le Canal de la Moëre se joignoit à La Cunette nouvellement construite en même tems à cet effet, laquelle ayant une écluse placée à son embouchure dans l'avant-port de Dunkerque, fournissoit aux eaux des Moères un écoulement libre à la mer, et indépendant des autres eaux du pays. Que, quoique l'exécution de ces ouvrages n'ait été entièrement achevée qu'en mil sept cent cinquante six, le Comte d'Hérouville en ayant conçu le projet et la résolution, il avoit offert d'entreprendre à ses frais le dessèchement des Lacs et qu'il obtint, dès l'année mil sept cent quarante six, un arrêt du Conseil tendant à faire faire toutes les opérations préliminaires, nécessaires pour mettre le Roÿ en état de disposer

des lacs avec connoissance de cause et de statuer sur les droits respectifs du cessionnaire et des particuliers ou communautés qui prétendoient des propriétés dans les terrains desséchés ; qu'en l'année mil sept cent cinquante huit, les opérations étant consommées avec toutes les parties intéressées, le Comte d'Hérouville obtint un nouvel Arrêt du Conseil revêtu de Lettres Patentes, par lequel le Roi en déclarant caduques les concessions cy-devant faites aux Sieurs Colbert et de Louvois, Marquise de Maison et Marquis de Canillac, il subrogea le Comte d'Hérouville aux conditions et avec les dons, privilèges et exemptions qui y sont portées, et à la charge de faire le dessèchement des lacs dans six ans ; qu'immédiatement après cette concession, le Comte d'Hérouville entama les travaux et qu'à l'aide de l'écoulement que procuroit la Cunette, il avoit parfaitement desséché la petite Moëre, découvert la plus grande partie du terrain de la grande Moëre et mis fort bas les eaux qui y restoient, lorsqu'en mil sept cent soixante trois, le roi fit combler la Cunette et démolir l'écluse en exécution du traité de paix qui venoit d'être conclu ; que par la suppression de ce débouché, les eaux des Moëres n'ayant plus qu'un écoulement commun par l'écluse de Bergues avec toutes les eaux du pays, supérieures de beaucoup à celles des Moëres, ou s'est vu obligé d'élever celles-ci à une hauteur excessive pour les verser par dessus leur Rincksloot ou digue de ceinture et d'établir à grands frais un grand nombre de machines hydroliques très coûteuses, tant pour la construction que pour l'entretien, et de faire pour cet objet et pour plusieurs autres de même nature des dépenses excessives qui n'avoit pas dû entrer dans le plan de cette entreprise ; que le Comte d'Hérouville et ses aïants causes avoient été contraints par ces Raisons de recourir à des emprunts considérables, lesquels avoient donné lieu à des contestations multipliées qui avoient encore aggravé le mal en retardant les travaux nécessaires, de sorte que le dessèchement qui avoit paru en mil sept cent soixante six porté à sa perfection et qui donnoit à cette époque les plus grandes

espérances, étoit retombé dans un état de dépérissement qui a fait craindre plus d'une fois une nouvelle submersion ; que jusqu'ici l'État en retire seul l'avantage du rétablissement de la salubrité de l'air, mais que les intéressés n'en ont pas encore retiré le moindre bénéfice, quoiqu'ils y aient employés des sommes immenses, et plusieurs la majeure partie de leur fortune ; que les choses en sont venues au point que le Comte d'Hérouville, tant en son nom qu'en celui de tous les intéressés, aïant droit de lui, a fait à Sa Majesté la rétrocession des lacs des Moères par un acte authentique déposé à la loi des Moères.

Auquel acte les suplians ont adhéré par délibération prise entre eux le vingt Janvier mil sept cent soixante seize, et qui a été mis sous les yeux de Sa Majesté, qu'à l'apui de cet acte de rétrocession les suplians ont fourni successivement plusieurs mémoires et pièces pour justifier le dommage inestimable que leur a causé la suppression de ladite Cunette tant par l'augmentation énorme des dépenses qu'elle a rendu nécessaires que par la perte des fruits qu'ils auroient dû recueillir depuis mil sept cent soixante six et qui auroit fait un objet de plus de trois millions ; qu'ils ont remontré à Sa Majesté qu'ils ne pouvoient pas sans injustice supporter seuls la dépense d'un sacrifice qu'on avoit cru devoir faire à la nation par des considérations d'Etat, et qu'il étoit de toute justice de les en indemniser. Que Sa Majesté ne s'étoit pas encore expliquée légalement sur cette rétrocession ; que cependant les suplians aïant cru ne pas devoir continuer d'administrer les Moères qui se trouvent dans une espèce d'abandon, le mal y empire tous les jours, et les dégradations de toutes espèces y augmentent, et qu'il est à craindre que faute d'un prompt remède, il n'y survienne quelque accident irréparable, qui ruine sans retour le désèchement, que d'un autre côté cet état de suppression et d'incertitude a enhardy un grand nombre de particuliers, qui ne sont pas même créanciers de la Communauté des Copropriétaires, à faire une multitude de procès dont ils poussent les poursuites à une violence extrême jusqu'à presser

la démolition des Machines servants à l'épuisement des eaux avec une telle complication de procédure qu'elles formeront bientôt elles seules un objet immense de dépenses, en quoi ils paroissent même encouragés par les bruits qu'on répand dans le Pays que Sa Majesté ne prend point d'intérêt au sort de cette entreprise et ne lui accorde aucune Protection ; que dans ces circonstances extrêmes la justice due aux Suplians, et l'attention que mérite la conservation d'une entreprise qui interesse aussi essentiellement l'Etat, surtout par le rapport qu'elle a avec la conservation des habitans de la Flandre maritime et des garnisons qui en gardent les places, rendent également pressants que Sa Majesté veuille bien accorder de prompts secours pour prévenir la ruine instante du desséchement ; que dans le cas même où Sa Majesté ne se trouveroit pas suffisamment éclairée pour statuer définitivement sur la rétrocession des Suplians, il étoit instant qu'elle fit provisoirement et sans retard quelques dispositions nécessaires pour assurer la conservation de leur entreprise et du terrain précieux qu'elle a procuré, que les loys et placards du paÿs sur le fait de Wateringue pouvoient ouvrir des moÿens de pourvoir aux besoins les plus urgents du desséchement ; qu'il étoit très intéressant que Sa Majesté voulut bien se faire rendre compte au plutôt de l'état des lieux, ainsi que de la situation respective des Suplians et de leurs débiteurs des Moères : qu'en se conformant à l'esprit des concessions, on mit un frein aux vexations et aux chicanes monstrueuses par lesquelles on s'efforce de ruiner cette entreprise en ramenant toutes les instances devant un juge d'attribution commis pour les vider sommairement, et sans frais ; qu'il étoit surtout nécessaire de faire veiller particulièrement à la conservation des digues non seulement celle du Rincksloot qui forme la ceinture des deux anciens lacs desséchés, mais encore de celle que le Comte d'Hérouville a été obligé de faire construire sur le bord septentrional du canal de Dhondischote, et qui sont de la plus grande importance pour le maintien du desséchement ;

enfin qu'outre les différentes exemptions de toutes espèces que le feu Roy a, à l'exemple des Souverains ses prédécesseurs, accordé en faveur du dessèchement, il est essentiel pour le bien de la chose que Sa Majesté fasse jouir en ce moment les Moères de celle des droits sur le charbon de terre destiné à alimenter les machines à feu, qu'il est manifeste qu'on a entendu comprendre dans les autres exemptions d'une nécessité moins directe quoique plus onéreuse à l'Etat, de laquelle même les Moères ont joui longtems en vertu d'ordres particuliers du Ministre des Finances, mais auxquels le Fermier a cru pouvoir se soustraire depuis quelques années, sous prétexte qu'ils étaient momentanés et que l'exemption ne se trouvoit pas exprimée assez littéralement dans les concessions; que ce sont là les seuls moyens d'éviter la perte absolue de tous les travaux et de toutes les dépenses qui ont été faites jusqu'à présent. Requéroient à ces causes les Suplians :

Qu'il plût à Sa Majesté en attendant que l'on eut proposé de statuer définitivement sur la rétrocession que les Suplians lui ont faite des dites Moères et sur la fixation des indemnités qui leur sont dûs, résultants des obstacles que les opérations politiques ont apporté à l'exécution du dessèchement, des dépenses excessives et extraordinaires qui en ont été la suite et de la perte totale des fruits des terres pendant plus de dix années, ordonner par provision pour la conservation de la chose et sans aucunement, préjudicier aux droits des Suplians, auquel effet il faut toutes réserves; que les Placards et réglemens des souverains des Pais-Bas sur le fait des Wateringues, ensemble les édits et ordonnances concernant l'écoulement des eaux seront exécutés selon leur forme et teneur; qu'en conséquence, et vu l'état actuel de l'entreprise dudit dessèchement, il sera incessamment pourvu par le sieur Intendant et commissaire départi en Flandres à la nomination d'un Dyckgrave, qui sera chargé de l'administration de la Wateringue des dites Moères conjointement et sous l'autorité de la loy de

la Seigneurie du Château des Moères conformément aux réglemens établis; que par le dit Dyckgrave assisté des Commissaires de la loy et du député qui y aura été commis par le Sieur Intendant, il sera procédé à la visite exacte des Moères, à l'effet de dresser un état et procès-verbal des réparations à faire aux digues, canaux, ponts, écluses, machines et moulins servant à l'épuisement des eaux, et de faire un devis estimatif de la dépense des dites réparations; que, d'après ledit devis, il sera de l'autorité dudit Sieur Intendant et par devant la loy des Moères fait un emprunt des sommes nécessaires pour l'exécution des dites réparations, lequel emprunt sera hypothéqué sur toutes les terres des Moères indistinctement avec préférence et privilège sur toutes hypothèques antérieures et dont l'intérêt sera prélevé annuellement sur la taxe des terres comprises en dedans la digue de ceinture du Rincksloot, qui sera faite par la loy des Moères; enjoindre aux Hoffmans des Paroisses, aux Magistrats de la ville de Bergues St Vinoc et tous autres qu'il appartiendra, de veiller et de tenir la main, chacun en droit soi, à ce qu'il ne soit faite aucune dégradation aux digues, tant à celles du Rincksloot, qu'à celles construites par les Suplians sur le bord septentrional du canal de Hondtscholt et à ce que les eaux versées en dehors des Moères par les machines aient toujours un écoulement libre sans qu'il y soit apporté pour quelque cause que ce puisse être aucun obstacle ni empêchemens; que de l'ordonnance du même Sieur Intendant, il sera pareillement dressé un état de la situation respective des Suplians et de leurs débiteurs et créanciers légitimes; que pour cet effet tous créanciers des co-propriétaires des Seigneuries et terres des Moères seront tenus de remettre audit sieur Intendant dans le délai d'un mois, à compter de la notification de l'arrêt qui interviendra, les états de leur créance avec les Pièces justificatives d'icelle, pour être lesdits états et pièces justificatives communiquées aux Suplians, à l'effet par eux de faire telles observations et réquisitions qu'il appar-

tiendra, desquelles représentations de titres, observations, dires et réquisitions, il sera dressé procès-verbal par ledit Sieur Intendant, commissaire départi, ou celui qui sera par lui subdélégué et ensuite procédé par ledit sieur Intendant à la fixation et liquidation des dettes des dites terres et Seigneuries des Moères, sinon et à faute par les sieurs créanciers de représenter leurs titres dans ledit délai et y celui passé par l'arrêt à intervenir et sans qu'il en soit besoin d'autres, les déclarer déchus de toutes créances sur les Moères : que, de l'ordonnance dudit Sieur Intendant, il sera pareillement dressé un état de la situation respective des Suplians et des directeurs de l'emprunt fait en Hollande en exécution de l'arrêt du Conseil du vingt-deux Octobre mil sept cent soixante-et-onze. et des Receveurs généraux et particuliers, établis soit par les Suplians, soit par la loy des Moères et tous autres ; Que pour cet effet lesdits directeurs et receveurs seront tenus de remettre audit Sieur Intendant, dans le même délai d'un mois, leur bordereau de comptes avec les pièces justificatives d'iceux pour être également lesdits Comptes et pièces justificatives communiquées aux Suplians à l'effet par eux de fournir tels débats et de faire telles observations, dires et réquisitions qu'il conviendra, et du tout pareillement dresser procès-verbal par ledit Sieur Intendant, ou par celui qui sera par lui subdélégué, et de suite procéder à l'appurement desdits Comptes à peine de tous dommages et intérêts résultans des retards ; ordonner en outre que les exemptions accordées en faveur du dessèchement des Moères seront maintenues selon qu'elles sont portées aux concessions, et en interprétant en tant que de besoin lesdites concessions, déclarer que Sa Majesté entend que dans lesdites exemptions soient comprises celles des droits d'entrée et autres sur les charbons de terre, nécessaires pour alimenter la machine à feu destinée à l'épuisement des eaux des Moères et au service des forges ; ordonner en conséquence que les officiers de la Wateringue pourront faire entrer exempt de tous droits soit par Dunkerque ou ailleurs six mille Razières

de Charbons de terre par an, mesure de Dunkerque, et les faire amener en droiture soit par leurs bateaux et autrement sans être obligé de rompre charge, les décharger et recharger sur d'autres bateaux sous le prétexte de privilège de Batteliers ou autres, auxquels Sa Majesté voudra déroger expressément et faire deffenses d'y avoir égard ; ordonner que les dispositions desdits Arrêts et Lettres-patentes, par lesquels la connoissance des contestations nées au sujet du dessèchement des Moères a été attribué au commissaire départi pour les vider sommairement et notamment l'article dix-neuf des Lettres-patentes du vingt-trois Février mil sept cent seize, seront exécutés selon leur forme et teneur, en conséquence vû l'état où se trouve l'entreprise du dessèchement, il Plaise à Sa Majesté évoquer à elle et à son Conseil toutes les contestations nées ou à naître concernant les Moères, circonstances et dépendances, soit qu'elles regardent le sieur Comte d'Hérouville, comme entrepreneur originaire ou la Communauté des Co-propriétaires étant à ses droits, en quelques tribunaux qu'elles soient pendantes, et en quelqu'état qu'elles soient, et icelle renvoyer par devant le Sieur Intendant et Commissaire départi en Flandres, pour être jugé par lui en première instance, sauf l'appel au Conseil, y attribuer à cet égard toutes cours, juridictions, connoissances et icelle interdire à toutes cours et autres Juges, nonobstant toutes coutumes, privilèges, arrêts et déclarations à ce contraires, auxquels Sa Majesté voudra bien, en tant que de besoin seroit, déroger en ce qui pourroit préjudicier à l'exécution de la disposition qui sera prononcée à cet égard, et ce jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, sans néanmoins suspendre l'exercice de la juridiction de la loy du Château des Moères, dans les autres cas ordinaires, qui ne concerneront point les Moères, entre ses justiciables, tant au civil qu'au criminel dont elle continuera de connoître sauf l'appel au parlement de Flandres, ainsi qu'il a été précédemment réglé. Finalement ordonner que l'arrêt à intervenir sera exécuté nonobstant toutes oppositions ou empêchemens quel-

conques et que sur icelui toutes Lettres-patentes nécessaires, si besoin est, seront expédiées.

Vu ladite Requête, signée Isnard de Bonneuil, avocat des Suplians, ensemble les Lettres-patentes du mois de Juin mil six cent soixante-neuf, portant don desdites Moères en faveur des Sieurs Colbert et de Louvois, celles du vingt-trois Février mil sept cent seize, portant révocation du don fait aux Sieurs Colbert et de Louvois desdites Moères et donation d'icelle en faveur de la dame Marquise de Maison et du Sieur Marquis de Canillac, l'arrêt du Conseil du premier Février mil sept cent quarante six, par lequel Sa Majesté, en déclarant les lettres de concessions desdites Moères précédemment accordées aux Sieurs Colbert et De Louvois, ensemble celles accordées à la dame Marquise de Maison et au Sieur Marquis de Canillac, caduques et de nul effet, a fait don des Moères en faveur du Sieur Comte d'Hérouville, l'un des Suplians ; l'arrêt du Conseil du dix Octobre mil sept cent cinquante huit et les Lettres-patentes expédiées sur icelui le douze Novembre suivant, portant subrogation au profit dudit Sieur Comte d'Hérouville aux concessions précédemment faites desdites Moères, l'arrêt du Conseil du dix-sept Mars mil sept cent soixante-sept et les Lettres-patentes expédiées sur icelui le trente du même mois, portant confirmation au profit du Sieur Comte d'Hérouville de la concession desdites Moères et fixation des époques où doivent commencer les jouissances et les exemptions à lui accordées, l'arrêt du Conseil du vingt-deux Octobre mil sept cent soixante et onze, qui permet aux Suplians de faire un emprunt chez l'étranger, la sentence de la loy des Moères du vingt-sept Septembre mil sept cent soixante quinze et la Copie de l'arrêt du Parlement de Douay du sept Février mil sept cent soixante seize, par lequel, sans s'arrêter à la sentence cy-dessus, les Suplians ont été condamnés au paiement provisionnel des Cours, et interrêts, dont il s'agissoit au procès, échus le seize Décembre mil sept cent soixante-quatorze, et seize Juin mil sept cent soixante et quinze, et depuis lesdites

époques, en donnant par le Sieur Vandermey, bonne et suffisante caution, et par lequel il auroit été ordonné aux parties de ne pas instruire la Cause au principal, par devant le Conseiller Rapporteur, auquel effet Gabriel Bourcaud seroit mis en cause à la diligence du Sieur Vendermey, et autres pièces produites et jointes.

Où le rapport du Sieur Moreau Debeaumont, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil Royal des Finances, Le Roi en son Conseil, ayant aucunement égard à la Requête, a ordonné et ordonne ce qui suit :

ART. I

Les Placards et règlements faits sur les Wateringues par les Souverains des Pays-Bas, ensemble les édits et ordonnances concernant l'écoulement des eaux seront exécutées selon leur forme et teneur, en conséquence et vû l'état actuel du dessèchement des Moères, a autorisé et autorise Sa Majesté, la communauté des Co-propriétaires desdites Moères à nommer un Dyckgrave pour, conjointement et sous l'autorité de la loy de la Seigneurie du Château des Moères, avoir l'administration de la Wateringue, conformément aux règlements établis.

ART. II

Incontinent après la nomination et la réception du Dyckgrave il sera par ledit Dyckgrave, assisté des commissaires de la loy des Moères, et en présence de telle personne que le Sieur Intendant et Commissaire départi en Flandres jugera à propos de commettre, procédé à la visite exacte desdites Moères, à l'effet de constater l'état des réparations à faire aux digues, canaux, ponts, écluses, machines et moulins servants au dessèchement des Moères, et dressé un devis estimatif de la dépense desdites réparations, pour ensuite être procédé à la confection desdites réparations.

ART. III

Pour fournir au paiement desdites réparations, permet Sa

Majesté à la communauté desdits co-propriétaires des Moëres d'ouvrir un emprunt jusqu'à concurrence du montant dudit devis estimatif seulement ; les autorise Sa Majesté à donner auxdits prêteurs, pour sûreté dudit emprunt et attendu son objet, une hypothèque primitive et privilégiée à tous autres créanciers des Moëres, et générale et spéciale sur toutes les terres des Moëres et sur les machines, bâtimens, fruits, bestiaux et bien-meubles, les interrêts duquel emprunt seront prélevés annuellement sur la taxe qui en sera faite par la loy des Moëres, au marc la livre, des terres comprises en dedans la digue de ceinture du Rincksloot.

ART. IV

Enjoint Sa Majesté aux Hoffmans des paroisses, aux magistrats de la ville de Bergues St-Winnoc et tous autres qu'il appartiendra de veiller et de tenir la main, chacun en droit soi, à ce qu'il ne soit fait aucunes dégradations aux digues, tant à celles du Rincksloot qu'à celles construites sur le bord septentrional du canal de Honschootte, et à ce que les eaux versées au dehors des Moëres par les machines aient toujours un écoulement libre sans qu'il y soit apporté, pour quelque cause que ce puisse être, aucun obstacle ni empêchement.

ART. V

Continueront de jouir lesdits co-propriétaires des Moëres pendant le délai qui reste à expirer de toutes les exemptions à eux accordées en faveur du désechement des Moëres et notamment des droits d'entrées et autres établis sur les charbons de terre, laquelle exemption de droits sur les charbons de terre n'aura néanmoins lieu à l'avenir que pour six mille Razières par an, mesure de Dunkerque, que les officiers de la Wateringue pourront faire amener en droiture par leurs Baateaux ou autrement sans être obligé de rompre charge, nonobstant tous privilèges contraires auxquels Sa Majesté a dérogé et déroge expressément, à la charge néanmoins par lesdits

co-propriétaires des Moères d'acquitter les droits, si aucuns étoient encourus aux Batteliers qui auroient droit d'exiger de rompre charge.

ART. VI

Seront tenus les créanciers de la communauté des co-propriétaires des Moères, de remettre audit Sieur Intendant et Commissaire départi en Flandres, dans le délai de trois mois à compter du jour de la notification qui sera fait du présent arrêt les états de leurs créances avec les pièces justificatives d'icelles pour être lesdits états et pièces justificatives communiquées auxdits co-propriétaires des Moères à l'effet par eux de faire telles observations, dires et réquisitions qu'ils jugeront convenables, desquels représentations des titres, observations, dires et réquisitions, il sera dressé procès-verbal par ledit Sieur Intendant et Commissaire départi, ou celui qui sera par lui subdélégué, et ensuite procédé par ledit sieur Intendant à la fixation et liquidation des dettes desdites terres et Seigneuries des Moères, sinon et à faute par lesdits créanciers de représenter leurs titres dans ledit délai et icelui passé, les déclare Sa Majesté dès à présent en vertu du présent arrêt et sans qu'il en soit besoin d'autres déchus de toutes créances sur lesdites terres et seigneuries des Moères.

ART. VII

Seront pareillement tenus tous receveurs généraux ou particuliers, établis soit par la Communauté desdits co-propriétaires des Moères, soit par la loy des Moères et autres débiteurs de remettre dans le même délai de trois mois audit Sieur Intendant et Commissaire départi, leurs bordereaux de comptes avec les pièces justificatives d'iceux pour être lesdits comptes et pièces justificatives communiqués auxdits co-propriétaires des Moères à l'effet par eux de fournir tels débats, de faire telles observations, dires et réquisitions, qu'ils jugeront convenables, et du tout dressé procès-verbal par ledit sieur Intendant ou par celui par lui subdélégué, pour ensuite

être procédé par ledit Sieur Intendant à l'appurement des comptes des dits directeurs et receveurs et le reliquat d'iceux être distribué aux créanciers des Moères, sinon et à faute par lesdits directeurs et receveurs de présenter leurs comptes avec les pièces justificatives dans ledit délai et icelui passé, veut Sa Majesté qu'ils soient tenus des dommages et intérêts envers lesdits co-propriétaires résultants de leur retard.

ART. VIII

A évoqué et évoque Sa Majesté à elle et à son Conseil toutes les contestations nées et à naître résultant de l'exécution des Arrêts et Lettres-patentes concernant le Déséchement des Moères, circonstances et dépendances, en quelque tribunaux qu'elles pourroient être pendantes, et icelles les a renvoyées et renvoie conformément à l'article dix-neuf des Lettres-patentes du vingt-trois Février mil sept cent seize, par devant le Sieur Intendant et commissaire départi en Flandres, pour être jugé sommairement, sauf l'appel au Conseil, lui attribuant à cet effet, Sa Majesté, toute cour, juridiction et connoissance, et icelle interdisant à toutes cours et autres juges, nonobstant toutes coutumes et privilèges, arrêts et déclarations à ce contraires, auxquels Sa Majesté a dérogé et déroge, en tant que de besoin, n'entendant néanmoins, Sa Majesté, comprendre dans ladite évocation, l'instance pendante au Parlement de Douay entre lesdits co-propriétaires des Moères et le Sieur Vandermey et interloquée par Arrêt de ladite Cour du sept Février, mil sept cent soixante seize, ni que l'exercice de la juridiction de la loy des Moères puisse être suspendu dans les autres cas ordinaires, entre les justiciables desdites Moères, dans lesquels cas la loy des Moères continuera d'en connoître comme par le passé, sauf l'appel au Parlement de Flandres.

ART. IX

Ordonne Sa Majesté que le présent Arrêt soit exécuté nonobstant toutes oppositions et autres empêchements fais ou

à faire, pour lesquels il ne sera différé, et que sur icelui toutes Lettres-patentes nécessaires, si besoin est, seront expédiées.

Fait au Conseil d'État du Roy, tenu à Versailles, le neuf Décembre mil sept cent soixante dix-sept. (*Signé*) : GASTEBOIS; avec paraphe, et à côté est écrit : collationné, avec paraphe. —

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à notre amé et féal Conseiller en nos Conseils, le Sieur Intendant et Commissaire départi pour l'exécution de nos ordres en Flandres, Salut.

Nous vous mandons de procéder à l'exécution de l'arrêt dont l'extrait est cy attaché, sous le contre-scel de notre chancellerie, ce jourd'hui rendu en notre Conseil d'État sur la requête à nous présentée en icelui par Antoine de Ricouart, comte d'Hérouville, et les co-propriétaires des Seigneuries et terres des Moères, réunis entr'eux en communauté; Commandons au premier notre huissier ou Sergent sur ce requis de signifier ledit Arrêt à tous ceux qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore, et de faire en outre pour son entière exécution, à la requête dudit Comte d'Hérouville et desdits co-propriétaires, tous commandements, sommations et autres actes et exploits nécessaires sans autre permission; car Tel est notre plaisir.

Donné à Versailles le neuvième jour de Décembre, l'an de grâce mil sept cent soixante et dix-sept, et de notre règne, le quatrième.

Ensuite est écrit : Par le Roy, en son Conseil.

(*Signé*) : GASTEBOIS.

avec grille et paraphe.

Collationné par nous, Ecuier et Conseiller secrétaire du Roi, maison couronne de France et de ses finances.

(*Signé*) : CHARBONNIER.

Produit en l'assemblée du château des Moères du 24 Décembre 1777, et enregistré ledit jour au Greffe d'Icelle; Themoir, greffier, signé sur l'original : Deniele.

LETTRES-PATENTES

19 DÉCEMBRE 1779

Concession des Moères en faveur de Vandermey

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à nos amés et féaux les gens tenant notre Cour de Parlement à Douai, Salut.

Sur ce qui a été représenté au Roi, étant en son Conseil, que le dessèchement des deux lacs connus sous la dénomination de la Grande et Petite Moères, situés dans la Flandre maritime, entre les villes et châtellenies de Dunkerque, Bergues St Winoc et Furnes, aurait dans tous les temps fixé l'attention des souverains du Pays-Bas ; que ce dessèchement entrepris en 1619, en vertu des Lettres d'octroi accordées par les archiducs et le roi d'Espagne au sieur Vincelas Cobergher, aurait été alors porté à sa perfection ; mais qu'en 1646 tous les établissements qui avaient été formés, ayant péri par une nouvelle inondation, ces terres seraient rentrées de nouveau sous les eaux ; que les vapeurs malsaines qu'exhalaient pendant l'été les eaux basses et croupissantes des bords de ces deux lacs, ayant causé en Flandres des maladies épidémiques, et même la peste, Louis XIV, pour faire cesser un fléau qui dépeuplait cette partie de la Flandre et détruisait les garnisons qu'il y entretenait, aurait, par des Lettres-patentes du mois de Juin 1669, fait concession de ces deux lacs aux sieurs Colbert

et de Louvois, à la charge d'en faire le dessèchement ; mais que ni cette concession, ni celle faite à la Marquise de Maisons et au marquis de Canillac, par des Lettres-patentes du 23 Février 1716, sous la même condition du dessèchement, n'ayant eu d'effet faute par les concessionnaires d'en avoir rempli la condition, et le dessèchement de ces deux lacs devenant de jour en jour plus instant et plus nécessaire, le feu roi aurait, par deux arrêts du Conseil et Lettres-patentes du 1^{er} Février 1746, 10 Octobre et 10 Novembre 1758, subrogé le sieur Comte d'Hérouville à ces différentes concessions, sous la même condition du dessèchement qui a été effectivement fait, achevé et reconnu de l'autorité du sieur Intendant de Flandres, au mois de Juillet 1766 ; que pour fournir au paiement de ces travaux, les perfectionner et achever aussi la culture des terres, le sieur Comte d'Hérouville aurait été obligé, d'un côté, de vendre plusieurs portions des Moères à différentes personnes, avec lesquelles il aurait été convenu, par un traité en forme de concordat passé entre eux en 1769, de convertir leurs propriétés divisées en une propriété indivise, et de l'autre, de faire au nom collectif des co-propriétaires, deux emprunts en Hollande : l'un, en 1771, de 400.000 florins, et l'autre, en 1773, de 200.000 florins, et d'en payer les intérêts à 5 pour 100 ; que dans cet état de choses, différents événements ayant empêché les co-propriétaires des Moères de retirer des efforts qu'ils avaient faits pour parvenir au dessèchement desdites Moères, et qui avaient épuisé leur fortune, tout le fruit qu'ils avaient droit d'en attendre, ils auraient offert, aux mois de Décembre 1775 et de Janvier 1776, de faire la rétrocession à Sa Majesté desdites Moères ; mais que ces offres ne furent point acceptées, soit à cause des dettes considérables dont ces Moères étaient chargées, soit à cause des indemnités qui étaient demandées par lesdits co-propriétaires, à raison des dépenses du dessèchement ; que cependant, pour prévenir la ruine des Moères, Sa Majesté aurait, par un arrêt du Conseil du 9 Décembre 1777, permis à la communauté desdits co-pro-

priétaires de nommer un dyckgrave, pour, conjointement et sous l'autorité de la loi des Moères, avoir l'administration de la Watteringue, conformément aux réglemens établis, et pour fournir au paiement des réparations que le dyckgrave jugerait nécessaires, leur aurait permis de faire un nouvel emprunt jusqu'à concurrence du montant seulement des devis estimatifs desdites réparations ; mais que ce nouvel emprunt ayant excité des réclamations de la part des créanciers hollandais, cet arrêt n'avait pas produit tout le fruit qu'on devait en espérer ; que l'abandon presque total dans lequel les co-propriétaires des Moères se virent alors obligés de laisser les Moères, ayant fait craindre qu'elles ne rentrassent sous les eaux, pour prévenir ce nouveau submergement qui ferait perdre aux propriétaires leur propriété et achèverait leur ruine, et aux créanciers des Moères le gage de leur créance, les parties intéressées se seraient réunies et seraient convenues, sous le bon plaisir de Sa Majesté, savoir : de la part desdits co-propriétaires d'offrir de nouveau à Sa Majesté la rétrocession desdites Moères, et de lui faire aussi le délaissement de toutes les digues, canaux, fossés, plantations, bâtimens, machines et ustensiles actuellement existants sur les Moères, sans pouvoir prétendre, à raison de l'acceptation qu'il plairait à Sa Majesté d'en faire, aucune répétition ou indemnité contre elle ; et de la part du sieur Vandermey, pour lui et ses associés, de solliciter des bontés de Sa Majesté la concession desdites Moères, et le don et le transport de tous les objets en dépendant, à la charge : 1^o d'achever et de perfectionner, dans le délai de six ans, et d'entretenir ensuite le dessèchement des Moères, de manière que les terres desdites Moères soient à toujours dans le meilleur état possible de culture et de produit ; 2^o de payer aux prêteurs hollandais, à la décharge des co-propriétaires actuels des Moères, le montant en principaux et intérêts des deux emprunts de 400.000 et 200.000 florins de Hollande, et de les en faire tenir quittes et déchargés ; 3^o enfin, de leur payer, tant pour fournir au remboursement des autres dettes des

Moères, que pour le prix de la cession des ustensiles et machines, et les indemniser des autres dépenses qu'ils ont faites jusqu'à ce jour pour porter le dessèchement desdites Moères en l'état de perfection où il se trouve, et qui n'exige plus que des frais de réparations et d'entretien, une somme de 2.000.000 de livres, payables en vingt années sans intérêts, à raison de 100.000 livres par an; et Sa Majesté, considérant qu'en agréant et protégeant cet arrangement, ce sera non seulement prévenir la ruine totale des propriétaires actuels des Moères, mais aussi faire le bien de leurs créanciers, puisqu'il tend à conserver aux uns une propriété qu'ils sont exposés chaque jour à voir périr, et aux autres le gage de leurs créances, qui s'évanouirait avec cette propriété; que d'ailleurs en faisant la concession à une Compagnie hollandaise plus expérimentée dans les travaux du dicage, ce sera empêcher que de nouveaux accidents ne fassent retomber les Moères dans un état de dépérissement absolu, et qu'elles ne soient de nouveau submergées; qu'en maintenant et faisant perfectionner le dessèchement de ces deux lacs, ce sera assurer la salubrité de l'air, et offrir à la province de Flandres de nouvelles ressources dans la culture de ces terres; et voulant aussi, Sa Majesté, à l'exemple de ses prédécesseurs, donner aux entrepreneurs du dessèchement de ces deux lacs une nouvelle preuve de la protection particulière qu'elle est dans l'intention de leur accorder; à quoi voulant pourvoir, ouï le rapport, le Roi étant en son Conseil, a ordonné et ordonne ce qui suit;

ART. I

A accepté et accepte Sa Majesté, la rétrocession à elle faite par les co-propriétaires des Moères par acte passé devant Brichard et son collègue, notaires à Paris, le 4 Septembre 1779, de tout ce qu'ils possèdent dans la grande et petite Moères, comme provenant des concessions faites au sieur comte d'Hérouville, par les arrêts et Lettres-patentes des 1^{er} Février 1746, 16 Mars 1751, 10 Octobre et 10 Novembre 1758, et 30

Mars 1767 ; ensemble le délaissement des digues, canaux, fossés, écluses, ponts, machines, moulins, bâtimens, forges et ustensiles formés, et étant actuellement sur lesdites Moères ; veut en conséquence, Sa Majesté, que lesdits arrêts et Lettres-patentes desdits jours 1^{er} Février 1746, 16 Mars 1751, 10 Octobre et 10 Novembre 1758, et 30 Mars 1767, portant concession et subrogation au profit dudit sieur comte d'Hérouville, aux Lettres-Patentes accordées aux feux sieurs Colbert et de Louvois, au mois de Juin 1669, et à celles accordées le 23 Février 1716 au sieur marquis de Canillac et à la dame marquise de Maisons ; ensemble tous autres dons et octrois desdites grande et petite Moères, soient et demeurent annulés et révoqués, comme Sa Majesté les annule et les révoque en tant que de besoin, ainsi que les Lettres-patentes de 1669 et 1716, sans que les co-propriétaires desdites Moères, de leur consentement porté dans l'acte ci-dessus daté, ni les héritiers, représentans ou ayant-cause des sieurs Colbert et de Louvois, et du sieur de Canillac et de ladite dame marquise de Maisons, puissent, en vertu desdites Lettres-patentes et arrêts de concession, prétendre à l'avenir aucun droit de propriété sur lesdites terres formant ci-devant le lac des grande et petite Moères, dont Sa Majesté les a déclarés et déclare déchus, sauf néanmoins les droits particuliers que les représentans dudit sieur de Canillac et de ladite dame marquise de Maisons, pourraient avoir à exercer contre ledit sieur comte d'Hérouville, si aucuns ils avaient, et qui pourraient résulter des actes privés entre eux : défenses du sieur comte d'Hérouville réservées au contraire.

ART. II

Ne sont compris dans la rétrocession et révocation ci-dessus tous les droits qui sont acquis audit sieur comte d'Hérouville, en vertu des dispositions desdits arrêts et Lettres-patentes de 1746, 1758 et 1767, relatifs aux terres adjacentes aux Moères, tant pour celles dont il a dû jouir pendant huit années, que pour celles dont la propriété lui a été concédée, ni les droits

qu'il peut avoir acquis par des traités ou contrats particuliers sur des terres dont la propriété n'était pas comprise dans la concession qui lui avait été faite ; à l'égard de toutes lesquelles terres ledit sieur comte d'Hérouville demeure conservé dans tous ses droits, noms et actions, pour en jouir, faire et disposer ainsi qu'il a le droit de le faire aux termes desdits arrêts, Lettres-patentes ou contrats et traités particuliers qui lui en ont transmis la jouissance ou propriété, notamment des Lettres-patentes du 31 Mars 1767, lesquelles, à cet égard, seront exécutées selon leur forme et teneur ; comme aussi demeurent réservées les deux cent quatre vingt dix neuf mesures de terres, aliénées par ledit sieur comte d'Hérouville, et actuellement possédées par les sieurs Demonge, de Gattier, Larmet, Digot, Minus, Chevalier ou leurs ayant-cause, lesquels continueront aussi d'en jouir en toute propriété et à perpétuité, comme de choses à eux appartenant patrimonialelement, à la charge néanmoins par eux, leurs successeurs ou ayant-causes, de contribuer à l'avenir avec ledit sieur Vandermey et ses associés ou ayant-cause, aux frais d'entretien du dessèchement, au prorata de la quantité de leurs possessions par forme de Watteringue, selon l'usage du pays, si mieux ils n'aiment délaisser et abandonner audit sieur Vandermey et ses associés lesdites portions de terre des Moères, aux prix et conditions dont ils conviendraient ou qui seraient réglés par experts.

ART. III

Et voulant pourvoir, Sa Majesté, à ce que le dessèchement desdites terres, formant ci-devant les deux lacs des grande et petite Moères, soit continué et perfectionné, a fait et fait, Sa Majesté, concession et transport au sieur H. Vandermey et à ses associés de toutes lesdites terres, qui sont ou seront reconnues appartenir à Sa Majesté dans les limites des lacs des grande et petite Moères, aux exceptions portées par l'article II ci-dessus, pour en jouir, faire et disposer, par ledit sieur Vandermey et ses associés, leurs hoirs, héritiers ou ayant-cause

en toute propriété et à perpétuité, comme de biens à eux appartenant, sans pouvoir en être dépossédés par qui que ce soit, et pour quelque cause, occasion et sous quelque prétexte que ce puisse être, à la charge par ledit sieur Vandermey et ses associés d'en perfectionner le dessèchement et d'en mettre les terres en bon état de culture, à leurs frais, et sans aucune répétition contre Sa Majesté, dans le terme de six années, à compter du présent arrêt.

ART. IV

Ordonne, Sa Majesté, que les procès-verbaux dressés par le sieur Demonge, lors ingénieur en chef de la ville de Bergues, et le sieur Behaghel, subdélégué, commis par le sieur de Beaumont, lors intendant de Flandres, par son ordonnance du 19 Octobre 1754, à l'effet de reconnaître les limites des terres formant les lacs des Moères, et d'y planter des bornes; lesdits procès-verbaux commencés, l'un le 5 Août 1755, et clos le 28 Février 1756, et l'autre commencé le 5 Mai 1756, et clos le 10 Janvier 1757, visés et paraphés par le sieur de Caumartin, alors intendant de Flandres, et par lui approuvés et autorisés par son ordonnance du 15 Juillet 1757; ensemble les bornes mentionnées auxdits procès-verbaux avec le plan figuratif et la légende y relative, serviront de fixation de limites des terres ci-devant inondées, constituant les lacs des Moères, et comprises dans la présente concession, tant à l'égard de celles dont la propriété doit appartenir audit sieur Vandermey et ses associés, que de celles dont ils ne doivent avoir que la jouissance pendant vingt ans.

ART. V

A l'égard des terres comprises dans les limites desdits deux lacs des grande et petite Moëre, lesquelles auraient appartenu, pendant la durée du dessèchement, fait par le sieur Cobergher, à des communautés ou à des particuliers, dont eux ou leurs successeurs, héritiers ou ayant-cause, auraient, conformément à l'ordonnance du sieur de Beaumont, lors intendant en

Flandres, du 19 Octobre 1754, produit des titres de propriété, veut, Sa Majesté, que le sieur Vandermey et ses associés jouissent pleinement desdites terres pendant le cours de vingt années consécutives seulement, à compter du jour de l'enregistrement des Lettres-Patentes qui seront expédiées sur le présent arrêt; après l'expiration duquel délai, celles desdites communautés ou particuliers qui auront justifié de leur propriété d'aucune portion desdites terres, leurs successeurs ou ayant-cause, rentreront dans la pleine et libre possession et jouissance d'icelles, à la charge par eux de contribuer aux frais d'entretien du dessèchement et réparations, suivant l'usage observé dans les Watteringues de la châtellenie de Bergues; et où les terres dépendantes d'une même cense appartiendraient à différents propriétaires, chacun d'eux sera tenu de contribuer auxdits frais d'entretien et réparations, au prorata du nombre de mesures qui lui appartiendra.

ART. VI

Les terres desdites Moères seront et demeureront érigées, comme elles l'ont été ci-devant, en fief, par Lettres-patentes de Sa Majesté, pour en jouir par ledit sieur Vandermey et ses associés, leurs héritiers ou ayant-cause, en titre de fief et seigneurie, avec haute, moyenne et basse justice, ressortissant nuement au Parlement de Flandres, et autres prérogatives et prééminences en dépendants, sous le nom de la seigneurie du château des Moères, laquelle seigneurie, avec cinquante mesures du gros du fief, ledit sieur Vandermey et ses associés tiendront, relevant immédiatement de Sa Majesté, à cause de son domaine de Bergues, à foi et hommage qui sera rendu au bureau des finances de Lille, au relief ordinaire de dix livres parisis et vingt sols parisis de chambellage, et autres droits et devoirs à chaque mutation, portés par la coutume, sans que ledit sieur Vandermey et ses associés, leurs héritiers ou ayant-cause, puissent être tenus du droit de dixième ou autres, en cas de vente, échange ou transport, dont Sa Majesté les a

relevés et exemptés, les relève et exempte, et à la charge en outre d'une redevance noble et féodale au profit de Sa Majesté, de cent florins par chacun an, payables à compter du jour de l'enregistrement des Lettres-patentes, à la recette des domaines à Bergues.

ART. VII

Pourront ledit sieur Vandermey et ses associés, leurs héritiers ou ayant-cause, nommer, pourvoir et commettre, pour rendre et exercer la justice dans l'étendue des terres desséchées desdites Moères, un grand bailli, un lieutenant dudit bailli, une cour féodale et plein-banc de sept échevins, conformément à l'usage le plus commun de la Flandre, si mieux ils n'aiment nommer seulement et commettre un juge, un lieutenant, un procureur-fiscal, un greffier et autres officiers nécessaires pour l'exercice de la justice, et jusqu'à ce qu'il soit possible audit sieur Vandermey et ses associés de former dans lesdites Moères un établissement propre à y faire siéger la loi ou justice, les autorise, Sa Majesté, à faire siéger ladite justice dans une maison décente et convenable, qu'ils acquerront ou loueront à cet effet dans la ville de Bergues, et y faire exercer, pendant l'assemblée de la loi, la juridiction contentieuse et volontaire ; veut en conséquence, Sa Majesté, que tous les actes de justice qui seront rendus et expédiés audit lieu, aient le même effet que s'ils étaient expédiés dans l'étendue de la seigneurie des Moères ; et sera la maison dans laquelle se tiendra ladite justice, privilégiée, pour y faire tous actes et exploits de justice, exempte de la juridiction des échevins dudit Bergues, icelle attribuée aux juges de la seigneurie du château des Moères.

ART. VIII

Veut pareillement, Sa Majesté, que lesdits juges ainsi établis connaissent en première instance de toutes actions réelles, personnelles et mixtes, ainsi et de la même manière qu'il est pratiqué et d'usage par les autres magistrats, cours féodales et

lois du pays de Flandres ; qu'ils soient tenus de suivre dans leurs jugements, les ordonnances du royaume, les us et coutumes de la ville de Bergues et les placards y observés ; lesquelles coutumes de la ville et châtellenie, ensemble celles de la cour féodale dudit Bergues, en ce qui concerne les fiefs, Sa Majesté veut aussi être suivies et observées comme loi municipale desdites Moères, tant au fait des successions qu'à autres matières.

ART. IX

Aura pour limites ladite juridiction, la digue de ceinture, construite par ledit sieur comte d'Hérouville, et son fossé, et s'étendra sur toutes les terres comprises dans l'enceinte de ladite digue ; ensemble sur la digue et son fossé, inclusive-ment, sans que néanmoins l'exercice de la juridiction sur les terres comprises dans l'enceinte de ladite digue, qui appartiendraient à des tiers, puisse emporter au profit dudit sieur Vandermey et ses associés, la directe ou supériorité féodale sur lesdites terres, lesquelles demeureront dans la directe et mouvance dans lesquelles elles se trouvent actuellement, et à la charge en outre par ledit sieur Vandermey et ses associés d'indemniser, s'il y a lieu, les officiers de justice qui pourraient avoir actuellement droit d'exercer leur juridiction sur lesdites terres, non comprises dans la cession desdits deux lacs des Moères.

ART. X

Ordonne pareillement, Sa Majesté, que si, pour assurer davantage le dessèchement des terres des Moères, ledit sieur Vandermey et ses associés ou ayant-cause étaient obligés de faire, soit au dedans, soit au dehors des limites desdites Moères, quelques nouveaux ouvrages, les propriétaires des terrains sur lesquels lesdits ouvrages devraient être faits et établis, seront tenus de les leur vendre pour le prix qui sera fixé par experts convenus ou nommés d'office, sans que ledit sieur Vandermey et ses associés puissent néanmoins s'en mettre en possession,

qu'ils n'aient préalablement fait le paiement ou la consignation du prix auquel lesdites terres auront été estimées par lesdits experts.

ART. XI

Appartiendront pareillement audit sieur Vandermey, et ses associés, les digues, canaux, fossés, ponts, écluses, machines à feu et autres, moulins, forges, outils et ustensiles construits et qui se trouvent actuellement existants, tant au dedans qu'au dehors desdites Moères, et dont le dessèchement a été fait au profit de Sa Majesté, par l'acte de rétrocession énoncé en l'article premier du présent arrêt, par le sieur comte d'Hérouville et ses co-propriétaires ; ensemble la portion étant sous la domination de Sa Majesté, des trois cent quatorze mesures acquises par ledit sieur Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, sur les limites des Moères, pour asseoir lesdits ouvrages, et dont la majeure partie y est incorporée ; comme aussi la mesure acquise pareux pour faire un chemin vers Honlschotte, et les bâtiments servant à la culture, régie et administration desdites Moères, ainsi que les meubles étant dans la maison servant à l'administration de la justice ; à cet effet leur en a fait et fait, Sa Majesté, tout don, concession et transports nécessaires aux charges et conditions ci-après expliquées.

ART. XII

La présente concession et transport sont faits à la charge par ledit sieur Vandermey et ses associés, suivant leurs offres. de payer et acquitter, à la décharge dudit sieur comte d'Hérouville et de ses co-propriétaires : 1^o le montant des sommes par eux dues, à raison des deux emprunts de 400.000 et 200.000 florins, par eux faits en Hollande, par les actes des mois de Novembre et Décembre 1771, Février et Mai 1773, ainsi que tous les engagements par eux contractés à cette occasion ; 2^o les intérêts desdits deux emprunts, dus, échus, et à échoir jusqu'à l'entier et parfait remboursement d'iceux ; 3^o les frais

et dépens qui peuvent avoir été faits à raison desdits emprunts par les prêteurs hollandais, de manière que, pour raison desdits deux emprunts, intérêts et frais, ledit sieur comte d'Hérouville et ses co-propriétaires ne puissent plus être poursuivis ni recherchés ; 4^e enfin de payer audit sieur comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, entre les mains de Brichard, notaire au Châtelet de Paris, 2.000.000 de livres, argent de France, en vingt années, à raison de 100.000 livres tournois par chacun an, en un seul paiement, en espèces ayant cours, sans aucune diminution ni retranchement, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce soit, dont le premier paiement se fera dans un an à compter du jour que ledit sieur Vandermey et Cie entreront en possession des Moères sur les deux territoires, en vertu du présent arrêt, et ainsi continuer d'année en année, et sans intérêts ; au paiement de laquelle somme de 2.000.000, et pour sûreté de la décharge des deux emprunts faits en Hollande, intérêts, frais et accessoires, seront lesdites terres des Moères et dépendances, bâtimens, machines, bestiaux et fruits, et généralement tout ce qui se trouvera appartenir audit sieur Vandermey et ses associés, leurs héritiers, successeurs ou ayant-cause, dans lesdites Moères seulement, et non leurs autres biens, spécialement, par privilège et préférence, affectés et hypothéqués ; à l'effet de quoi, a subrogé et subroge, Sa Majesté, ledit sieur comte d'Hérouville et ses co-propriétaires dans tous les droits, noms, actions et privilèges qu'elle y aurait ou pourrait prétendre ; et au moyen des décharges et paiements, mentionnés ci-dessus, ne pourront ledit sieur comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, en aucun cas ni sous quelque prétexte que ce soit, réclamer vis-à-vis de Sa Majesté autre ni plus grande indemnité.

ART. XIII

Veut, Sa Majesté, que des deniers à provenir des premiers paiements desdits 2.000.000, ledit sieur Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires acquittent ce qui peut rester dû à

la Cie Courtois pour le rachat de la petite Moëre, en principal et intérêts; ensemble les autres dettes de la communauté et indivision des Moëres, tant celles de leur régie que celles de leur fermier, et généralement toutes les dettes de ladite communauté, à raison desquelles il pourrait y avoir hypothèque, privilège ou action sur lesdites Moëres; à l'effet de quoi, fait, Sa Majesté, du consentement dudit sieur comte d'Hérouville et de ses co-propriétaires, auxdits créanciers hypothécaires et privilégiés de ladite communauté et indivision, toute délégation et transport nécessaires, et ce, sera le surplus des 2.000.000, des dettes payées, partagé et réparti entre ledit sieur comte d'Hérouville et ses co-propriétaires desdites Moëres, suivant leur portion d'intérêts, dans ladite indivision, conformément aux actes en forme de concordat, faits entre eux les 30, 31 Août 1769 et jours suivants, 11 et 21 Juin 1771, sauf les oppositions qui pourraient se trouver sur aucun desdits co-propriétaires, transport de droits et hypothèque, lesquelles, en ce cas, liendront et demeureront conservées sur la portion afférente audit co-propriétaire dans le partage de ce qui restera à départir entre eux, les dettes de la communauté et indivision payées.

ART. XIV

A accordé et accorde, Sa Majesté, pour le paiement de la créance hollandaise, audit sieur Vandermey et ses associés, terme et délai de six années, à compter du jour de leur prise de possession desdites Moëres, en vertu du présent arrêt, pour le paiement de ladite créance hollandaise en principal et accessoires; et sera, à l'expiration desdites six années, annuellement payé par ledit sieur Vandermey et ses associés, l'intérêt à trois pour cent de ladite créance et accessoires, et ce, jusqu'à l'entier remboursement d'icelle; pour l'accélération duquel seront tenus ledit sieur Vandermey et ses associés, de prélever annuellement, à l'expiration de ladite sixième année, sur la portion des revenus des Moëres qui excèdera les 100.000 livres, que ledit sieur Vandermey et ses associés seront

tenus de payer audit sieur Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, la somme de 50.000 florins, laquelle sera employée d'abord à acquitter les intérêts à trois pour cent de ladite créance hollandaise. et le surplus à racheter, par la voie du sort, des actions procédant de ladicte créance, jusqu'à due concurrence ; et sera, dans le cas où lesdites actions ne seraient point entièrement acquittées à l'époque du paiement intégral des 2.000.000 de livres à rembourser audit sieur comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, ladite somme de 50.000 florins, augmentée de 100.000 livres par année, qui étaient affectés au paiement dudit sieur comte d'Hérouville et ses co-propriétaires.

ART. XV

Permet, Sa Majesté, audit sieur Vandermey et ses associés ou ayant-cause, de se servir, pour l'écoulement des eaux desdites Moères, de toutes les écluses, canaux, bouches de mer, qui sont et pourront être formés dans la Flandre ; comme aussi de faire voiturer sur lesdits canaux et rivières navigables dudit pays de Flandre, et province du Hainaut et d'Artois et toutes autres, sans être tenus de rompre charge, toutes et telles denrées qu'ils jugeront à propos pour leur consommation, construction et service de leurs machines, et notamment les charbons de terre ; et ce, nonobstant tous privilèges contraires auxquels Sa Majesté a dérogé et déroge expressément, à la charge néanmoins par ledit sieur Vandermey et ses associés d'acquitter les droits, si aucuns étaient encore dus aux bateliers, qui auraient droit d'exiger de rompre charge, les dispenses de rompre charge n'ayant pour objet que d'empêcher la trituration des denrées et marchandises, et d'en retarder l'expédition.

ART. XVI

Permet pareillement, Sa Majesté, audit sieur Vandermey et ses associés ou ayant-cause, d'établir sur les canaux qui sont ou seront formés dans les Moères, telle navigation qu'ils juge-

ront à propos ; comme aussi d'établir dans lesdites Moères deux foires franches par année, et un marché par semaine, pourvu qu'il n'y en ait point les mêmes jours à quatre lieues aux environs, et toutes et telles manufactures non-prohibées en France qu'ils croiront convenables à leurs intérêts.

ART. XVII

Autorise, Sa Majesté, ledit sieur Vandermey et ses associés ou ayant-cause, à disposer librement des terres excédantes la quantité de cinquante mesures réservées pour le gros du fief, à les donner en un ou plusieurs arrière-fiefs, à cens ou en franc-aleu, suivant les usages des lieux ou autrement, les aliéner et vendre en tout ou en partie, tant aux régnicoles qu'aux étrangers, sans aucune distinction ; et seront les étrangers acquéreurs exempts de tout droit d'aubaine, à raison desdites terres par eux acquises, dont pour ce regard seulement, Sa Majesté les a affranchis et exemptés, affranchit et exempté ; et jouiront en outre lesdits acquéreurs, ainsi que ledit sieur Vandermey et ses associés ou ayant-cause qui auront acquis domicile dans les Moères, du droit de bourgeoisie ou fraternité de loi dans tout ledit pays de Flandre ; et seront en conséquence pareillement exempts de tous droits d'issue et d'écart.

ART. XVIII

Seront pareillement exempts ledit sieur Vandermey, ses associés ou leurs ayant-cause, et ceux qui habiteront les Moères, tant des impositions qui pourront être établies, soit à titre d'aides ordinaires, extraordinaires ou autrement, sur les terres voisines, que des droits des Quatre-Membres de Flandres, ainsi que des droits qui seraient imposés sur les marchandises entrant et sortant dudit pays ; et ce, seulement pour les fruits et les bestiaux qui croîtront et seront élevés dans lesdites Moères ; ensemble des droits d'entrée et autres établis sur le charbon de terre, jusqu'à concurrence seulement

de six mille rasières par an, mesure de Dunkerque ; et ce, pendant le temps et espace de quarante années, à compter du jour du présent arrêt.

ART. XIX

Toutes les terres desdites Moères seront un territoire séparé, indépendant d'aucune châteltenie voisine ; et auront droit, les habitants desdites Moères, d'envoyer leurs députés au département, comme les autres châteltenies dudit pays de Flandre ; lequel territoire sera contribuable, après ledit temps de quarante années, à la décharge dudit département, pour la part et portion qui sera réglée sur le pied des terres les plus favorisées du pays.

ART. XX

Il sera établi dans lesdites Moères une cure et église paroissiale dont le patronage appartiendra aux propriétaires de la seigneurie des Moères ; veut, Sa Majesté, que pour la subsistance des curé, vicaires et clercs, ensemble pour l'entretien de ladite église, il soit imposé, au lieu des dimes, usitées audit pays de Flandres, quatre patars chaque année par mesure de terres labourables, et deux patars par mesure de prairies ou pâturages ; et jusqu'à l'établissement de ladite cure et église, il sera pourvu par l'évêque diocésain à l'enseignement public et à l'administration des autres secours spirituels, par une répartition de toutes les maisons desdites Moères entre les paroisses les plus voisines, au curé et fabrique desquelles paroisses il sera payé, suivant la même répartition les quatre patars et les deux patards par mesure, ordonnés ci-dessus.

ART. XXI

Attribue, Sa Majesté, au sieur Intendant et commissaire départi en Flandres, toute cour et juridiction, pour juger, sauf appel au Conseil, toutes les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution et à raison de la présente concession ; et seront, en cas d'appel au Conseil, les jugements qui seront

rendus par ledit sieur Intendant, exécutés par provision, et nonobstant ledit appel, dans le cas où la conservation du dessèchement des Moères se trouverait être en danger, et en toutes autres matières qui requièrent provision selon les ordonnances ; n'entend néanmoins, Sa Majesté, que l'attribution audit sieur Intendant, dans les cas prévus ci-dessus, des contestations qui pourront intéresser ledit sieur Vandermey et ses associés, puisse suspendre l'exercice de la juridiction de la loi des Moères dans les contestations ordinaires entre les justiciables desdites Moères, dans lesquels cas la loi des Moères continuera d'en connaître comme par le passé, sauf l'appel au Parlement de Flandres.

ART. XXII

Renonce, Sa Majesté, en faveur dudit sieur Vandermey et ses associés, et habitants lesdites Moères, à exercer, en cas de guerre avec les Provinces-Unies, aucun droit de confiscation et de représailles sur lesdites terres des Moères, en se comportant par eux comme bons et fidèles sujets de Sa Majesté.

ART. XXIII

Et voulant, Sa Majesté, favoriser le succès d'une entreprise qui a fixé depuis plus d'un siècle et demi l'attention des rois, prédécesseurs de Sa Majesté, concourir et encourager l'entier dessèchement desdites Moères, et donner à sa province de Flandre une nouvelle preuve de son attention, a accordé et accorde, Sa Majesté, au sieur Vandermey et ses associés, une somme de 120.000 livres, à titre et par forme d'encouragement dudit dessèchement, payable ladite somme dans le délai de six années, à raison de 20.000 livres par chacune : voulant néanmoins, Sa Majesté, dans le cas où ledit dessèchement serait entièrement fini dans la quatrième année, que le paiement total des 60.000 livres restant soit consommé dans ladite année et en un seul paiement.

ART. XXIV

Comme aussi déclare, Sa Majesté, mettre ledit dessèchement,

le sieur Vandermey, ses associés et les habitants des Moères, sous sa protection et sauve-garde royale : fait en conséquence, Sa Majesté, très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de troubler ni inquiéter ledit sieur Vandermey et ses associés dans l'exécution de leur entreprise, ni de commettre aucune dégradation aux digues, écluses, canaux et autres ouvrages, tant intérieurs qu'extérieurs desdites Moères, ni autrement attenter à la conservation dudit dessèchement, à peine de toutes pertes, dépens, dommages-intérêts, et d'être punis, si le cas y échet, suivant la rigueur des ordonnances : enjoint, Sa Majesté, audit sieur Intendant et commissaire départi en la province de Flandre, à tous ses gouverneurs, lieutenants, commandans, cours, officiers municipaux, et tous autres sujets qu'il appartiendra, et chacun d'eux en droit soi, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, et à ce qu'il ne soit fait audit sieur Vandermey et ses associés ou leur ayant-cause, aucun trouble ni empêchement, même de leur donner ou faire donner tous secours, aides et assistances qu'il appartiendra.

ART. XXV

Ordonne, Sa Majesté, que les Lettres-Patentes et arrêts, précédemment rendus sur l'objet du dessèchement et de ladite concession des Moères, seront au surplus exécutés en ce en quoi il n'est pas expressément dérogé par le présent arrêt, lequel sera exécuté nonobstant toute opposition et autres empêchements généralement quelconques, pour lesquels il ne sera différé, et sur icelui toutes Lettres-patentes nécessaires seront expédiées.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le quatre Octobre mil sept cent soixante dix neuf. Signé, le Prince de Montbarey. Et scellé du grand sceau en cire jaune.

Enregistré au greffe de la Cour du Parlement de Flandres, le 18 Février 1780.

(Signé) : MAZENGARDE.

LETTRES-PATENTES

11 MAI 1780

Concession des Moères belges en faveur de Vandermey

Marie-Thérèse, par la grâce de Dieu, Impératrice douairière des Romains, Reine de Hongrie, etc..., etc..., à tous ceux que ces présentes verront, Salut.

Le Comte d'Hérrouville, lieutenant général des armées de Sa Majesté très chrétienne, nous ayant très humblement représenté que les obstacles qu'il a rencontrés dans l'exécution du dessèchement des Moères, dont la concession pour la partie existante sous notre domination lui avait été octroyée par nos Lettres-patentes du 14 Juillet 1760, l'avaient entraîné, ainsi que ses associés, dans des dépenses considérables que, ni les avances qu'ils y avaient faites de leurs propres fonds et qui ont épuisé la fortune de la plupart d'entr'eux, ni les deux emprunts qu'ils avaient faits en Hollande, l'un de 400.000 et l'autre de 200.000 florins, n'avaient pu suffire pour achever le dessèchement et lui donner la perfection et la solidité requises pour en assurer la durée; qu'ils étaient dans l'impuissance de faire de nouvelles avances pour porter le dessèchement à sa perfection, et même hors d'état d'entretenir ce qui se trouve fait, que néanmoins voulant Nous mettre à portée de prendre les mesures que notre sagesse nous suggérera, pour faire

perfectionner et assurer ledit dessèchement, avant qu'un plus long abandon n'entraîne la ruine des ouvrages existants, ils nous auraient, par acte du 4 Septembre de l'année dernière, de leur plein gré et volonté libre, rétrocédé tout ce qu'ils possèdent dans la grande Moëre provenant de notre concession, ensuite desdites Lettres-patentes du 14 Juillet 1760, laquelle rétrocession ledit comte d'Hérouville et co-propriétaires nous ont très humblement supplié d'agréer et accepter, déclarant ledit comte d'Hérouville que, se reconnaissant dans l'impuissance d'achever ledit dessèchement et de remplir par là les conditions auxquelles nous lui en avons fait la concession, il faisait tout désistement et abandon des droits à lui acquis et à ses co-propriétaires par ladite concession, consentant en ce qui les touche que Nous disposions desdites terres de la manière et en faveur de qui Nous trouverions bon être, et ainsi que nous aurions pu le faire avant ladite concession. Nous avons, par acte de ce jour, décrété ladite déclaration et déclaré que nosdites Lettres-patentes d'octroi du 14 Juillet 1760 venaient en conséquence à cesser, en acceptant, pour autant que de besoin, la rétrocession à nous faite par le Comte d'Hérouville, ses associés ou co-propriétaires, de ladite partie des Moëres existante sous notre domination, aux réserves et conditions y exprimées. Voulant néanmoins pourvoir à ce qu'une entreprise aussi utile ne demeure pas infructueuse et désirant de rendre à la culture une partie aussi considérable de terre, qui se trouve encore exposée aux eaux, au point de n'être pas susceptible d'une culture avantageuse et qu'on puisse continuer, nous avons bien voulu prendre en considération la très humble requête et supplication à nous faite de la part de Henry Vandermey, avocat aux cours de Hollande et ses associés, suppliant à ce que notre bon plaisir soit de leur faire dépêcher nos Lettres-patentes d'octroi et de concession de ladite partie des Moëres existante sous notre domination, aux clauses et conditions que nous trouverions bon d'y attacher ;

Sçavoir faisons :

Qu'inclinant favorablement à ladite supplication et demande, ainsi qu'aux ordres et soumissions auxquels les suppliants s'engagent à entreprendre et achever ledit dessèchement, Nous avons, par avis de nos très chers et féaux les Trésorier général, Conseillers et commis de nos Domaines et Finances, à la délibération de notre très cher et très aimé beau-frère et cousin Charles-Alexandre, administrateur de la Grande Maîtrise en Prusse, etc..., etc..., permis et permettons par les présentes audit Henry Vandermey et associés de faire travailler au dessèchement des Moères situées sous notre domination, aux faveurs, clauses et conditions suivantes :

ART. I

Nous déclarons qu'Henry Vandermey et ses associés auront dès à présent et à perpétuité la propriété de toutes les terres qui nous appartenaient dans le lac des Moères, avant l'octroi du Comte d'Hérrouville en date du 14 Juillet 1760, situées et enclavées dans notre châtellenie de Furnes pour en jouir, user et disposer par eux, leurs héritiers ou ayant-cause, sans qu'ils puissent en être dépossédés, par qui que ce soit, pour quelque cause, occasion ou sous quelque prétexte que ce puisse être, à condition de faire par ledit Henry Vandermey et ses associés l'entier dessèchement desdits lacs à leurs frais et sans aucune répétition contre nous, et ce, dans le terme de six années, date des présentes, de façon qu'à l'expiration dudit terme de six années, les terres du lac des Moères soient dans un réel état de culture et soient arrangées de façon qu'il y ait pleinement lieu de juger qu'elles continueront à rester desséchées, au point de demeurer susceptibles de culture ; bien entendu que l'on ne pourra, pour parvenir à ce dessèchement, adopter un pied ou suivre des arrangements qui préjudicieront à un tiers.

ART. II

Exceptons néanmoins de ladite cession et transport la quan-

tité de mille vingt cinq mesures, cent quatre vingt onze verges de terre, faisant partie desdites Moères avant la concession faite au Comte d'Hérouville par nos Lettres-patentes du 14 Juillet 1760, et par ledit Comte et ses co-propriétaires cédées et transportées par contrat du 8 Juin 1771 à la Compagnie de Nic. Courtois, au profit de laquelle lesdites mille vingt cinq mesures, cent quatre vingt onze verges de terres, demeurent réservées pour ladite Compagnie continuer d'en jouir à perpétuité, conformément audit contrat, le tout cependant aux clauses, conditions et dispositions de l'octroi accordé au Comte d'Hérouville le 14 Juillet 1760 et des autres dispositions émanées depuis lors, concernant l'exécution dudit octroi.

ART. III -

N'entendons pas aussi comprendre dans cette présente cession et transport les droits que le comte d'Hérouville peut avoir acquis par des contrats faits avec des communautés ou des particuliers, à l'égard des terres qui ne se seraient pas trouvées comprises dans la concession à lui faite par nos Lettres-Patentes du 14 Juillet 1760, lesquels droits demeureront réservés audit Comte d'Hérouville ou ses ayant-cause.

ART. IV

Demeurera néanmoins ladite partie des Moères, qui fait l'objet de notre présente cession et transport, affectée des deux emprunts de 400.000 et de 200.000 florins, faits en Hollande ès années 1771 et 1773, pour lesquels elle est hypothéquée ensuite de notre autorisation, et qui ont été employés au dessèchement des Moères, desquels emprunts ledit Henri Vandermey et associés devront procurer la décharge audit comte d'Hérouville et à ses co-propriétaires et acquitter tout ce qui est dû de ce chef, soit en principal, arrérages ou frais, de manière que ledit comte d'Hérouville et ses co-propriétaires ne puissent être recherchés ni inquiétés à cet égard ; et au surplus, voulons que les termes et conditions convenus entre les créanciers

des deux emprunts susdits, à la pluralité des suffrages, soient observés. En conséquence, accordons audit Henry Vandermey et associés, terme et délai de six années, à compter du jour de leur prise de possession en vertu des présentes, pour le paiement des deux emprunts susdits au principal et accessoires ; et sera, à l'expiration desdites six années, annuellement payé par ledit Henry Vandermey et associés l'intérêt à trois pour cent de ladite créance et accessoires, et ce jusqu'à l'entier remboursement d'icelle, pour l'accélération duquel, seront tenus ledit Vandermey et ses associés de prélever annuellement à l'expiration de ladite sixième année, sur la portion des revenus des Moères, qui excèdera les 100.000 livres que ledit Vandermey et ses associés sont tenus de payer audit Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, la somme de 50.000 florins, laquelle sera employée d'abord à acquitter les intérêts à trois pour cent de ladite créance hollandaise, et le surplus à racheter par la voie du sort, des actions procédantes de ladite créance, jusqu'à due concurrence ; et sera, dans le cas où lesdites actions ne seraient point entièrement acquittées à l'époque du paiement intégral des 2.000.000 de livres à rembourser audit Comte d'Hérouville et à ses co-propriétaires, la somme dite de 50.000 florins, augmentée de 100.000 livres par année, qui étaient affectés au paiement dudit Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires.

ART. V

Attendu que le Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires laissent dans les Moères une grande quantité d'ouvrages et de travaux, tels que les digues, canaux, fossés, ponts, écluses, machine à feu, moulins, forges, outils, ustensiles, bâtiments servant à la régie et à la culture, quelques meubles à l'usage du siège où se rend la justice, et autres effets, tels qu'ils sont actuellement existants, lesquels tourneront au profit dudit Henry Vandermey et associés, seront lesdits Vandermey et associés tenus de payer de ce chef audit Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, conformément à la convention conclue

entre eux le 4 Septembre dernier, une somme de 2.000.000 de livres tournois de France en vingt paiements égaux de cent mille livres chacun, d'année en année, sans intérêt, dont le premier se fera dans un an à compter du jour que ledit Henry Vandermey et ses associés entreront en possession des Moères sur les deux territoires, avec hypothèque pour sûreté desdits paiements sur les terres desdites Moères et leurs dépendances, fruits et bestiaux et tous les biens meubles qui y seront, appartenant audit Henry Vandermey et associés, leurs autres biens et personnes nommément exceptés, et ce, à titre d'indemnité tant desdits travaux, ouvrages, bâtimens et effets de la portion étant sous notre domination, que des trois cent quatorze mesures de terre acquises par le Comte d'Hérouville hors des limites des Moères et dont la majeure partie a été incorporée dans la digue du Ringsloot et autres ouvrages, lesquelles ont été cédées et transportées par ledit Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires audit Henry Vandermey et à ses associés par leur convention du 4 Septembre 1779, et dont nous ratifions et homologuons la cession et le transport en tant que de besoin, à charge néanmoins que ledit Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires, conformément à la convention susdite du 4 Septembre 1779, et à la soumission qu'ils nous ont faite, acquittent, sur les premiers deniers qui proviendront desdits paiements, les dettes de la communauté desdits co-propriétaires, tant celles de leur régie que celles de la régie de leur fermier, pour lesquelles il pourrait y avoir valablement privilège ou hypothèque sur les terres des Moères ou dépendances, de manière que ledit Henry Vandermey et associés ne puissent être recherchés à raison desdites dettes, à la charge aussi que les hypothèques, qui pourraient se trouver sur les portions d'aucun desdits co-propriétaires dans la communauté desdites Moères, demeurent transportées pour tenir sur les deniers qui devront revenir à chacun desdits co-propriétaires dans la répartition desdits deux millions ci-dessus, lesdites dettes de la communauté préalablement acquittées.

ART. VI

Permettons que lesdites terres soient et demeurent érigées en Seigneurie, avec haute, moyenne et basse justice, et ce qui en dépend, sous le nom de la Seigneurie de Moerland, à charge de tenir ladite Seigneurie avec cinquante mesures de terre pour le gros du fief, relevant de Nous et de Notre Chambre légale des Flandres, à foi et hommage, de payer à notre Recette générale du pays rétrocedé la somme de cinquante livres du prix de quarante gros, monnaie de Flandres, la livre, à titre de reconnaissance, et au relief ordinaire de dix livres parisis et vingt sols de chambellage à chaque mutation, sans que ledit Henry Vandermey et associés, leurs héritiers ou ayant-cause, soient tenus au droit du dixième ou autres en cas de vente, échange ou transport, bien entendu que, comme les Moères seront possédées par Henry Vandermey et associés, ledit Vandermey et après lui ses successeurs dans la direction de ladite société, relèveront le fief et serviront d'homme vivant et mouvant.

ART. VII

A l'égard des terres comprises dans les limites du lac des Moères, lesquelles avaient appartenu, avant le dessèchement entrepris par le Comte d'Hérouville, à des Communautés ou particuliers, et dont, par nos Lettres-patentes du 14 Juillet 1760, nous lui avons accordé la jouissance pour vingt-cinq ans, à compter du jour que le dessèchement serait achevé, notre intention est que, pour indemniser ledit Henry Vandermey et associés des dépenses qu'ils seront obligés de faire pour achever ledit dessèchement et rembourser le prix des travaux qui ont été faits jusqu'ici, comme aussi pour fixer aux anciens propriétaires ou leurs ayant-cause une époque indépendante du fait d'un tiers, à laquelle ils auront un droit acquis à la rentrée en possession desdites terres qui se trouveront leur appartenir, ledit Henry Vandermey et ses associés aient la jouissance pleine et entière desdites terres pendant le terme de vingt années à dater du 1^{er} Octobre 1780 avec tous les droits

en dépendant, sans qu'ils puissent être troublés ni inquiétés dans la jouissance par aucun des propriétaires ou créanciers, en vertu de quelque titre que ce puisse être, sauf de se pourvoir, à l'expiration desdites vingt années, ainsi qu'ils le trouveront convenir, après lesquelles il sera aussi permis audit Henry Vandermey et ses ayant-cause, de poursuivre, dans les délais de droit, la purge civile desdites terres, de laquelle, eu égard à la cause privilégiée, notre Conseil de Flandres jugera par arrêt sans appel ni révision; bien entendu qu'à l'égard des mille vingt cinq mesures, cent quatre-vingt onze verges, vendues à la Société Nic. Courtois, et qui ne sont point comprises dans le présent octroi, on se réglera comme il est porté par l'octroi du 14 Juillet 1760, et par les dispositions faites pour donner terme et exécution à l'article III dudit octroi.

ART. VIII

Déclarons aussi que les propriétaires des terres des Moères, qui voudront y rentrer à l'expiration desdites vingt années, seront tenus de contribuer au remboursement et à l'entretien des machines servant et nécessaires à l'essuiement journalier desdites Moères, dont la répartition sera faite sur toutes les terres desdites Moères, afin que chaque propriétaire ne soit tenu qu'au prorata de ses occupations; qu'ils seront tenus de prendre et de rembourser audit Vandermey et ses associés ou ayant-cause le prix des bâtimens qui seront jugés nécessaires à l'exploitation desdites terres comme ils seront alors existants.

ART. IX

Permettons également et voulons, afin que la justice soit administrée à ceux qui habiteront lesdites terres des Moères, qui se trouvent sous notre domination, que ledit Henry Vandermey, ses associés ou ayant-cause, nomment et commettent un bailli, un lieutenant bailli, une cour féodale à plein banc de sept échevins et autres officiers nécessaires pour l'exercice de ladite justice; consentons néanmoins, pour épargner les frais

de justice pendant le commencement du dessèchement, qu'ils puissent, pendant les dix premières années, se borner à nommer et commettre un bailli, un lieutenant bailli, et un greffier, lesquels, dans les cas qui les requèreront, assumeront trois avocats pour assister dans leurs jugements, et que, quant aux œuvres de loi, elles puissent être passées par devant deux hommes de fief à assumer à cet effet par ledit bailli ou son lieutenant, qu'au surplus et pour autant qu'il ne soit pas possible audit Henry Vandermey et à ses associés de former dans lesdites Moères un établissement propre à y faire siéger la loi ou justice dans le terme de dix années, à dater des présentes, il leur sera permis, mais seulement pendant ledit terme de dix années, de la faire siéger dans la ville de Furnes ou dans quelqu'autre endroit de notre châtellenie de Furnes.

ART. X

Lesdits juges ainsi établis seront tenus de suivre et de^e se conformer dans leurs jugements, aux ordonnances et édits émanés ou à émaner de Notre part, et aux coutumes de notre ville et châtellenie de Furnes, lesquelles coutumes comme aussi celles de Notre Cour féodale dudit Furnes, en ce qui concerne les fiefs, seront suivies et observées comme la loi municipale dans toute l'étendue de ladite justice, tant au fait des successions qu'ès autres matières.

ART. XI

Déclarons que la juridiction de la Seigneurie de Moerland s'étendra sur la digue de ceinture et sur son fossé, et ce, seulement pour les faits qui pourront concerner la dégradation et la conservation de ladite digue de ceinture et son fossé et ponts, tant au civil qu'au criminel ; ladite juridiction ainsi limitée ne sera exercée par ceux de la loi des Moères que par prévention avec les autres ayant droit à la même juridiction.

ART. XII

Déclarons que ledit Vandermey et ayant-cause, ensemble

ceux qui habiteront lesdites terres, seront exempts pendant le terme de quarante années, qui prendront cours à l'expiration des six années fixées, par l'article I des présentes, pour effectuer le dessèchement, de toutes les impositions qui seront faites sur les terres voisines en exécution de Nos ordres ou de Notre part, soit à titre d'aide ordinaire, extraordinaire ou autrement, ainsi que de nos droits de thonlieux pour ce qui sera du crû desdites terres.

ART. XIII

Consentons que lesdites terres, après le dessèchement, cessent d'être dépendantes d'aucunes de nos châtellemies, bien entendu cependant qu'après lesdites quarante années d'exemptions, ce même territoire sera contribuable avec notre châtellemie de Furnes, sans que ledit territoire soit alors dépendant de ladite châtellemie.

ART. XIV

Consentons aussi que ledit Henry Vandermey et associés puissent établir dans ledit territoire des foires et marchés, pourvu qu'il n'y en ait point les mêmes jours à quatre lieues à la ronde.

ART. XV

Accordons audit Vandermey et associés, leurs hoirs, successeurs et ayant-cause, la permission d'ériger sur le territoire de ladite Moëre, jusqu'à vingt-cinq moulins à vent, si mieux ils n'aiment d'y substituer des moulins à eau.

ART. XVI

Permettons et ordonnons que, pour la subsistance des curés, vicaires et clercs, ainsi que pour l'entretien de l'église qui sera construite dans l'étendue des Moëres, il soit imposé chaque année quatre patards par mesure de terres labourables et deux patards par mesure de prairie ou pâturage, au lieu des dimes ; et nous exemptons les habitants des terres des Moëres du paiement des dixmes quelconques à perpétuité ; et l'imposition

mentionnée, ainsi que les augmentations dont on pourrait avoir besoin, seront administrées par la Communauté des Moères, qui sera chargée des frais qui concernent le service divin.

ART. XVII

Nous consentons pareillement que ledit Henry Vandermey et associés, ainsi que leurs représentants dans le présent octroi puissent, lorsque le dessèchement des Moères sera achevé et bien reconnu et constaté, aliéner les terres desdites Moères qui leur appartiendront à toutes personnes, comme aux étrangers, sans aucune distinction, à tels titres, prix, clauses et conditions que bon leur semblera, sans préjudice néanmoins aux clauses du présent octroi, à la réserve toutefois des cinquante mesures qui formeront le gros du fief de ladite Seigneurie, et bien entendu aussi, que cette permission d'aliéner ne pourra avoir lieu à l'égard des mains-mortes ; bien entendu encore que, lorsque ledit Henri Vandermey et ses associés ou leurs représentants dans le présent octroi auront aliéné les terres dont il s'agit, qu'alors les acquéreurs particuliers, qui auront ainsi acheté de Henry Vandermey et associés, seront soumis pour l'aliénation ultérieure aux coutumes et ordonnances.

ART. XVIII

Déclarons que ceux qui viendront s'établir dans lesdites Moères jouiront du droit de bourgeoisie ou fraternité de loi dans tout notre dit pays de Flandre, et seront en conséquence exempts de tous droits d'issüe et d'écart, à raison du domicile qu'ils viendront acquérir dans les Moères, et à raison des successions qu'ils feraient, étant domiciliés dans lesdites Moères.

ART. XIX

Au cas que, pour parvenir au dessèchement et même à la conservation des terres desséchées, ledit Henry Vandermey, ses associés ou ayant-cause, soient obligés d'acheter quelques

terres hors de l'étendue de celles que nous lui cédon, soit de particuliers ou communautés, Nous voulons que les propriétaires les leur vendent au prix qu'elles seront estimées par des arbitres ou commissaires à dénommer par Nous, si les parties ne peuvent en convenir de gré à gré, le refus d'acquiescer au jugement desdits arbitres ou commissaires ne pouvant retarder les ouvrages nécessaires, lesquels pourront se faire immédiatement, après la désignation des sommes auxquelles la valeur desdites terres aura été réglée par lesdits arbitres.

ART. XX

Déclarons qu'il sera permis audit Henry Vandermey et associés de refaire, si besoin est, relever et entretenir l'ancien Ringsloot ou digue de ceinture sur la partie orientale, enclavée dans notre châtellenie de Furnes, de façon cependant qu'il y ait une communication libre avec celui de la partie occidentale, enclavée dans la châtellenie de Bergues, et que tout se règle de manière que les eaux de notre châtellenie de Furnes et des terres voisines ne soient aucunement empêchées dans leur suation par des opérations à ce contraires, que l'on ferait sur le territoire de la domination française, ni par d'autres obstacles ; qu'il sera fait et entretenu le long dudit Ringslot un fossé d'une largeur et profondeur suffisantes pour donner un libre écoulement aux eaux de la châtellenie de Furnes et des terres voisines, et que ledit fossé aura une communication libre avec celui de la partie occidentale enclavée dans la châtellenie de Bergues, qu'il sera fait et construit des ponts sur ledit fossé pour donner accès aux terres comprises dans le Ringsloot et empêcher que ledit fossé ne soit embarrassé par le passage, que ledit Vandermey et associés auront soin que ledit fossé soit tenu bien ouvert et que dans le cas où il se trouvera embarrassé et où on négligerait d'en faire ôter l'encombrement, les gens de loi des terres voisines pourront faire enlever par eux-mêmes cet encombrement, douze heures après l'avertence au Bailli ou premier Echevin de la loi des Moères.

ART. XXI

Nous déclarons que s'il survenait des discussions sur l'exécution des ouvrages relatifs au dessèchement ou sur la propriété des Moères, nous nous en réservons la connaissance et qu'il sera nommé des commissaires pouvant décider sous notre agréation, à la réserve cependant, dans le cas qu'il s'élève dans la suite des difficultés entre le Comte d'Hérouville et ses co-propriétaires ou ayant-cause, et la société Henry Vandermey ou ses ayant-cause, sur l'exécution ou à l'occasion du présent octroi, que lesdites difficultés devront être discutées en justice, réglées devant le juge compétent, sans frais, recours ou garantie de notre part.

ART. XXII

Renonçons, en faveur dudit Vandermey et des associés et habitants desdites Moères, à exercer en cas de guerre avec les Provinces-Unies aucun droit de confiscation et de représailles sur lesdites terres des Moères, en se comportant par eux comme nos bons et fidèles sujets.

ART. XXIII

Nous déclarons que, comme plusieurs de nos sujets ont des terres adjacentes aux Moères françaises, que ledit Henry Vandermey et associés ne pourront se prévaloir d'aucuns titres, règlement et arrêt pour chercher à établir des droits sur lesdites terres adjacentes, sous prétexte ou motif que le dessèchement serait avantageux aux dites terres.

ART. XXIV

Nous nous réservons néanmoins sur toutes les terres mentionnées dans les présentes, le droit de souveraineté, de régle, et de tout ce qui en dépend, et Nous avons confirmé comme Nous confirmons l'éclusement et séparation des terres mentionnées des autres parties de nos Domaines, que nous avons fait par l'octroi du 14 Juillet 1760, quant à la propriété des

parties des Moères qui appartenait à nos Domaines, mais ledit éclusement aura à présent lieu en faveur d'Henry Vandermey et associés, leurs hoirs, successeurs et ayant-cause, pour par eux en jouir en propriété absolue comme dit est, et afin que les cessions, comprises au présent octroi et aux clauses et conditions y mentionnées, soient de plus de force et de valeur et qu'elles puissent sortir leur plein et entier effet, Nous avons promis, en parole d'Impératrice et Reine, et promettons par les présentes, pour Nous, nos hoirs et successeurs, inviolablement les garder et entretenir, et par tous nos officiers et autres qu'il appartiendra les faire garder, maintenir et observer, et qu'ils n'iront ni directement ni indirectement, ni ne souffriront que qui que ce soit aille au contraire sous telle prétexte que ce puisse être, autorisons en outre par ces présentes nos Conseillers fiscaux de notre Province de Flandre de faire, pour autant que de besoin, tous et tels devoirs pour qu'Henry Vandermey et associés soient adhérités des terres qui nous appartenait dans les lacs des Moères, situées et enclavées dans notre châtellenie de Furnes, et qui sont l'objet du présent octroi.

Ci donnons en mandement à nos très chers et féaux les Chefs-Présidents et Gens de nos Privés et Grands Conseils, à ceux de nos Domaines et Finances, aux Président et Gens de notre Conseil provincial en Flandres, à ceux de notre Chambre des Comptes et à tous autres nos justiciers, officiers et sujets à qui ce regardera, que de cette notre présente concession et transport desdites terres, aux charges et conditions selon et en la même forme et manière que dit est, ils fassent, souffrent et laissent ledit Henry Vandermey et associés, leurs hoirs, héritiers et successeurs ou ayant-cause, pleinement et paisiblement jouir et en user, sans leur faire, mettre ou donner ni souffrir, leur être fait, mis ou donné aucun empêchement à ce contraire, en procédant par lesdits de nos Finances et de nos Comptes à la vérification et entérinement desdites présentes, selon leur forme et teneur, sans contredit ni difficulté, car ainsi Nous

plait-il ; en témoignage de quoi, nous avons fait mettre notre grand scel à ces présentes.

Donné en notre ville de Bruxelles, le 11^e jour du mois de Mai, l'an de grâce 1780, de notre règne, le 40^{me}.

(Suivent les signatures).

Ordonnance de l'Intendant de Flandres et d'Artois

22 AOÛT 1783

Vu le procès-verbal et les observations du sieur Dehau de Staplande, notre subdélégué à Bergues.

Nous ordonnons provisoirement et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le Conseil, que les concessionnaires des Moères seront tenus de se conformer pour la décharge de leurs eaux au niveau fixé par ledit procès-verbal; leur faisons défense de faire travailler leurs moulins lorsque les eaux seront plus hautes, à peine de tous dépens, dommages et intérêts envers les propriétaires ou les locataires des terrains qui se trouveraient inondés par les crues d'eaux, et sera la présente publiée et affichée dans les paroisses de Teteghem, Uxem, Warhem et Ghyvelde, afin que les intéressés en aient connaissance.

Mandons à notre subdélégué à Bergues d'y tenir la main et de faire constater sur les plaintes des intéressés le montant des dommages qui leur seraient dus, si par la manœuvre desdits moulins les eaux excédaient le niveau fixé par ledit procès-verbal.

Fait par Nous, Intendant de Flandres et d'Artois, à Lille, le 22 Août 1783.

(Signé) : DE CALONNE.

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION (1)

POUR

La Grande Moëre française

TITRE I. — DE L'ADMINISTRATION

SECTION 1^{re}. — *De l'Assemblée des Propriétaires*

ART. I

Le territoire désigné sous le nom de la Grande Moëre française continuera d'être administré par les propriétaires eux-mêmes, qui se réuniront deux fois l'année, aux mois de Juillet et Décembre, pour, ainsi qu'ils y sont autorisés par l'article 1^{er} de la loi du 4 Pluviose, an VI, délibérer sur leurs intérêts communs ; ces assemblées seront présidées par Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Dunkerque, qui n'aura voix délibérative que pour départager les opinions.

ART. II

Tous les propriétaires, ayant voix délibérative, éliront parmi eux cinq membres qui composeront une Commission dont les attributions seront réglées ci-après. Il est de rigueur d'être

(1) Ce règlement contient toutes les modifications apportées par les délibérations des propriétaires, réunis en assemblées générales.

propriétaire dans la Moère pour être élu membre de la Commission. Les membres de ladite commission resteront en place pendant cinq ans. Il sortira un des commissaires à la fin de chaque année, par la voie du sort pendant les quatre premières années. Ces Commissaires pourront toujours être réélus. Cette Commission remplira gratuitement ses fonctions.

ART. III

Il sera nommé :

1^o un conducteur spécial des travaux, qui sera proposé par la Commission à la nomination de Mr le Préfet, après toutefois qu'il aura produit un certificat de capacité de Mr l'Ingénieur des Ponts et Chaussées en fonctions à Dunkerque.

2^o un garde des travaux.

3^o un percepteur avec cautionnement de 5.000 francs en immeubles.

La Commission présentera à l'Assemblée générale trois candidats pour la place de percepteur; les propriétaires ayant déterminé leur choix, cette nomination sera soumise à l'approbation de Monsieur le Préfet.

ART. IV

Le conducteur des travaux et le garde devront habiter la Moère, afin d'être à portée de tout prévoir et de porter remède aux accidents qui pourraient survenir.

ART. V

Les propriétaires, qui se sont réservé le droit d'administrer par eux-mêmes, ainsi qu'ils l'ont toujours fait avant et depuis le règlement de 1807, approuvé par Mr le Préfet et qui n'instituait pas de Commission surveillante, se réservent aussi de révoquer par simple délibération les employés de l'administration.

Cette réserve ne préjudiciera en rien au droit qui appartient à l'autorité de révoquer toute nomination émanée d'elle.

ART. VI

Ce seront les propriétaires en assemblée générale qui, sur le rapport de la Commission, examineront, modifieront et arrêteront les projets rédigés par le conducteur des travaux, à exécuter chaque année.

ART. VII

Les plans et devis estimatifs, les conditions des traités particuliers avec les entrepreneurs, ou des cahiers des charges, en cas d'adjudication publique des travaux, leur seront également soumis en assemblée générale, ainsi que les rôles de répartition, de cotisation et les procès-verbaux de réception des ouvrages.

ART. VIII

Toutes délibérations des propriétaires assemblés, sur tel objet que ce soit, seront prises à la majorité des suffrages et soumises à l'homologation du Préfet, conformément à l'article 4 de la loi de Pluviôse an VI; les plans, profils, devis, rôles de répartition et de cotisation, projets des travaux en entreprises ou autres pièces, y seront annexés.

ART. IX

Dans les nominations et délibérations par votes, les propriétaires de quarante-quatre ares jusqu'à cent dix hectares auront une voix; ceux qui posséderont de cent dix hectares jusqu'à deux cent vingt hectares auront deux voix, et ainsi de suite, dans la proportion du nombre d'hectares à raison d'une voix par cent dix hectares.

L'indivision des propriétés ne conférera à tous les ayant droits que le nombre de voix résultant de la quantité de mesures.

ART. X

Les propriétaires pourront toujours se faire représenter, excepté dans la Commission.

SECTION 2^{me}. — *De la Commission*

ART. XI

La Commission administrative sera chargée :

1^o de répartir le montant de la cotisation nécessaire à l'entretien et à l'entreprise des travaux, dans la proportion de l'intérêt de chacune des terres qui composent la Moëre ; ces terres sont divisées en cinq classes conformément au procès-verbal de classification admis dans l'assemblée générale du 31 Juillet 1847.

2^o d'arrêter ou modifier provisoirement les projets des travaux à exécuter chaque année, d'après les plans, devis, et détails rédigés et faits par le conducteur des travaux ; d'en faire le rapport à l'assemblée générale des propriétaires, à l'assemblée de Décembre, afin que lesdits travaux soient définitivement arrêtés et les dépenses fixées. Ne seront pas sujets à cette formalité, ni à aucune approbation de l'autorité, les travaux d'urgence qui requerraient célérité, ainsi que les travaux de menus entretiens ; la Commission les fera exécuter de suite, par économie, en vertu d'une délibération spéciale signée par trois membres au moins.

3^o de passer les marchés ou adjudications.

4^o de procéder, sur le rapport du conducteur des travaux, à la réception des ouvrages exécutés.

5^o de vérifier les comptes du percepteur.

6^o de diriger immédiatement et de surveiller les travaux d'entretien et de dessèchement dont l'exécution aura été ordonnée et confiée au conducteur des travaux.

7^o de délivrer les certificats d'à-compte et de solde définitive sur le percepteur, pour le paiement des ouvriers et entrepreneurs d'après les états de situations certifiés par le conducteur et constatant le degré d'avancement des ouvrages.

8^o Elle rendra compte, sur pièces justificatives, au mois de Juillet de chaque année non seulement de tout ce qui a rapport au mandat dont elle est investie, mais encore des recettes et

des dépenses du percepteur faites pendant l'exercice de l'année précédente.

Les membres de la Commission, étant mandataires, n'auront pas de voix délibérative.

9^o Elle adressera, au nom des propriétaires, à Mr le Préfet, les pièces renseignées à l'article VIII, et notamment le rôle de cotisation, afin qu'il soit rendu exécutoire.

10^o L'un des membres de la Commission, désigné annuellement par l'assemblée générale des propriétaires, remplira les fonctions de Président, lesquelles consisteront

a — à correspondre pour elle et, après l'avoir consultée, avec les autorités ;

b — à convoquer la réunion des propriétaires pour les mois de Juillet et de Décembre de chaque année ;

c — à recevoir et tenir en dépôt les plans, livres, registres, comptes, états de répartition, rôles et autres papiers relatifs à l'administration.

11^o La Commission est autorisée à proposer au budget de chaque année la somme qu'elle croira nécessaire au traitement d'un secrétaire. Ce secrétaire sera choisi par elle.

SECTION 3^{me}. — *Du Conducteur des travaux*

ART. XII

Le Conducteur est chargé :

1^o de rédiger pour chaque campagne et avant le 30 Novembre, les projets des travaux à exécuter l'année suivante, avec devis et détails estimatifs.

2^o de diriger, sous la surveillance de la Commission, les travaux pour lesquels des marchés et adjudications auront été passés ou approuvés.

3^o de rédiger au fur et à mesure de l'exécution des travaux et de remettre à la commission les états de situation qui doivent être joints à l'appui des certificats d'à-comptes et de solde.

4^o de procéder, avec la Commission, à la réception des ouvrages.

5^o de faire exécuter sur le champ, en cas d'urgence, et sous la surveillance de la Commission, les travaux que les circonstances rendraient nécessaires dans l'intérêt de la conservation des terres de l'association.

6^o de surveiller les ouvriers meuniers, gardes ou autres employés, de s'assurer que les devis reçoivent leur entière exécution ; enfin de rendre compte à la Commission, sous les ordres de laquelle il reste placé, de tout ce qui intéresse la communauté.

7^o de rédiger tous les états d'attachement, faire les levées de plans, nivellement et opérations quelconques que la Commission jugera nécessaire à l'ordre de la comptabilité, ainsi qu'à l'examen, à l'exécution et à la vérification des travaux.

TITRE II. — DES TRAVAUX

ART. XIII

Ceux de simple entretien et extraordinaires seront exécutés d'après les projets adoptés par l'assemblée et approuvés par le Préfet.

ART. XIV

Ceux d'urgence, ne pouvant tendre qu'à empêcher l'inondation de la Moëre, ne seront pas susceptibles d'être approuvés préalablement par le Préfet.

ART. XV

Les travaux seront mis en régie ou donnés à l'entreprise, par marchés ou adjudications, aux clauses et conditions arrêtées par les propriétaires.

ART. XVI

Les propriétaires ni les ouvriers à gages, meuniers, ni le conducteur ne pourront se rendre adjudicataires des travaux,

soit en leur nom, soit par personnes interposées, à peine de devoir, sans aucune répétition, abandonner au profit des propriétaires les travaux en commencés ou même parachevés, mais non payés, à l'instant qu'il sera reconnu que la présente disposition aura été enfreinte.

Si les propriétaires ne sont instruits de cette violation qu'après le paiement de l'entreprise, ils délibéreront entre eux à la prochaine assemblée.

TITRE III. — DE LA COMPTABILITÉ

ART. XVII

Le recouvrement des sommes imposées pour le paiement des travaux et de leur entretien sera fait par le percepteur dont la remise est fixée à 3 o/o, qu'il ajoutera au principal de chaque cote.

Au moyen de cette remise, le percepteur sera tenu :

1^o de former les rôles de cotisation, et, après que ces rôles auront été rendus exécutoires par Mr le Préfet, d'en recouvrer le montant mois par mois de la même manière que les percepteurs des contributions directes.

2^o de payer les appointements du conducteur et du garde, sur ordonnance de la Commission.

3^o de payer les entrepreneurs sur les mandats d'à-comptes ou définitifs délivrés par la Commission ; les mandats définitifs seront appuyés des situations et réceptions des ouvrages dressées par le conducteur des travaux et visées par la Commission.

4^o il rendra compte tant des recettes que des dépenses le vingt Juin de chaque année à la Commission.

ART. XVIII

Le percepteur est responsable du recouvrement de la totalité du montant des rôles, sauf toutefois l'insolvabilité constatée du contribuable et quand toutes les poursuites auront été

remplies, de quoi le percepteur devra justifier à toute réquisition.

ART. XIX

Les délits et contraventions seront constatés par des procès-verbaux dressés par le conducteur qui prêterà à cet effet le serment en justice prescrit par la loi.

ART. XX

Toutes les contestations relatives au recouvrement des rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection ou à l'entretien des travaux, seront portées devant le conseil de préfecture, sauf le recours au Gouvernement, qui décidera en Conseil d'Etat, conformément à l'article 4 de la loi du 14 Floréal an XI.

Adopté par les soussignés, le 6 Février 1822. *

(Signé) : E. DUHAMEL, J. TUGGHE, L. TAVERNE, ZYLOF D'OBI-GNY, A. BOUTILLIER et Jacques BOUTTÉ.

Pour copie conforme,

Le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Dunkerque,

(Signé) : DESCHODT.

Nous, Préfet du Département du Nord.

Vu la délibération de l'assemblée générale des propriétaires de la grande Moëre française, réunis le 6 Février dernier, sous la présidence de Mr le Sous-Préfet de Dunkerque, par suite de l'autorisation de notre prédécesseur, en date du 26 Décembre 1821, à l'effet de réviser le règlement administratif du 2 Mars 1807.

Le nouveau règlement administratif adopté à l'unanimité par ladite assemblée, l'adhésion donnée à cet égard le 9 Février 1822, par le sieur Olyve, en sa qualité de fondé de pouvoirs de Mr le Vicomte Declerque Wissocq de Gand ; la lettre de Mr le Sous-Préfet de Dunkerque en date du

11 Février 1822 et les lois des 4 Pluviôse an VI et 16 Septembre 1807 ;

Considérant que le vœu de tous les intéressés a été unanime pour l'adoption du nouveau règlement ;

Que les dispositions de ce règlement garantissent les intérêts des propriétaires, et assurent à l'administration publique les moyens d'exercer la surveillance qui lui appartient sur les travaux de dessèchement de la Grande Moëre française.

Que néanmoins la rédaction du deuxième paragraphe de l'Article II doit être rectifiée et qu'il y a lieu de suspendre l'effet de la disposition du n° 1^{er} de l'article XI, en ce qui concerne la fixation de la quotité de la 4^{me} Classe nouvellement établie, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'assemblée à la rectification de cette disposition, en déterminant la quotité de l'impôt à assigner à la 4^{me} Classe proportionnellement à l'intérêt qu'elle peut avoir aux travaux relativement aux autres Classes (1) ;

ARRÊTONS :

Le règlement administratif de la Grande Moëre française adopté par la délibération de l'assemblée des propriétaires réunis le 6 Février 1822, sous la présidence de Monsieur le Sous-Préfet de Dunkerque, est approuvé, sauf les modifications suivantes :

Le 2^e paragraphe de l'article II est remplacé ainsi qu'il suit :

« Les membres de la Commission sont nommés pour cinq ans; ils seront renouvelés par cinquième chaque année, néan-

(1) Le n° 1^{er} de l'art. XI, élaboré en 1822, était ainsi conçu :

1^o de répartir le montant de la cotisation nécessaire à l'entretien et à l'entreprise des travaux, dans la proportion de l'intérêt de chacune des terres qui composent la Moëre; ces terres seront, à cet effet, divisées en 4 classes; les terrains compris entre la Moëre proprement dite et le Canal du Ringsloot, formeront la 4^{me} classe; cette classe sera assimilée pour le montant de la cotisation annuelle, aux terres de la 4^{me} section des Waeteringues. La division des trois autres classes sera faite comme ci-devant.

moins eu égard au système du dessèchement et à l'expérience qu'il exige, le premier renouvellement n'aura lieu qu'après deux ans d'exercice; le sort désignera celui des membres de la Commission qui devra sortir après la seconde année; il en sera de même pour chacune des trois années suivantes. »

L'effet de la disposition du n° 1^{er} de l'art. XI du règlement en ce qui concerne la quotité de l'impôt à assigner à la 4^e Classe des terres de la Moëre est suspendu jusqu'à ce que cette disposition ait été rectifiée par une nouvelle délibération de l'assemblée générale des propriétaires, prise en conformité du nouveau règlement ci-dessus, et qu'il ait été satisfait aux questions faites par notre lettre de ce jour à M. le Sous-Préfet, relativement aux terres dont se compose la 4^e Classe. Cette délibération sera soumise à notre approbation.

Fait en l'hôtel de la Préfecture, à Lille, le 9 Mars 1822.

(Signé) : H. DE MURAT.

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION

9 JUIN 1879

Moëres belges. -- Domaine des 1700 Mesures

Règlement fait dans le but de maintenir et améliorer le dessèchement du domaine appelé les 1700 Mesures, situé en la commune des Moëres et autres terres annexées à ce domaine.

ART. I

Terres assujetties et soumises au dessèchement

Le territoire du domaine connu sous le nom des 1700 Mesures, situé en la commune des Moëres, ensemble toutes les terres sous les communes de Furnes (section Beversterpoort), Adinkerke et Houthem, qui se trouvent maintenant réunies audit domaine, soit par enclavement, soit comme terres vulgairement dites adjacentes placées entre le Ringsloot et le contre-fossé, seront, dans la seule vue d'en maintenir, améliorer et perfectionner le dessèchement, soumises à l'exécution du règlement qui va suivre.

ART. II

Objets réservés en commun en toute propriété

Dans l'intérêt du dessèchement, il est réservé, en commun entre tous les propriétaires des 1700 Mesures, la propriété des moulins avec leurs canaux, rigoles et maisons servant de logement aux meuniers, la machine à vapeur, l'atelier des charpentiers établi contre le pignon sud de la grange de la ferme

Moërland, le magasin au bois placé sud-est près ledit atelier, la maison du garde, le canal de ceinture ou Ringsloot avec sa digue, la digue de séparation avec les Moères françaises, le contre-fossé, les écluses et les ponts, tant sur les chemins que sur ledit Ringsloot, aqueducs et les fonds servant d'assiettes auxdits bâtiments. Nonobstant la réserve ci-dessus faite de la propriété commune des objets actuellement utiles et nécessaires au dessèchement, il est expressément convenu entre les divers intéressés que si les travaux dudit dessèchement et essuiement journalier des terres exigeaient par la suite de nouvelles constructions, soit en bâtiments, ponts, aqueducs, canaux, rigoles, écluses ou en tout autre genre, les propriétaires des terrains à ce nécessaires seraient obligés de les vendre ou céder à leurs co-intéressés, de gré à gré, ou à défaut d'accord amiable sur le pied de l'estimation qui en serait faite contradictoirement par des experts à nommer de part et d'autre, sinon d'office par le juge de paix du lieu, qui statuerait en premier et dernier ressort, afin que ces terrains deviennent propriétés communes et soient rangés parmi celles formant l'objet de ladite réserve.

Attendu que la conservation en commun de la propriété des objets ci-dessus réservés, ainsi que les terrains qu'on pourrait y réunir par la suite, comme il est dit sous le second paragraphe du présent article, sont indispensables et seront nécessaires au dessèchement, il est bien expressément convenu et arrêté entre les divers intéressés, nonobstant toutes dispositions des lois ou autres qui pourraient y être contraires, que ces objets ne pourront jamais être considérés par les propriétaires des terres soumises au dessèchement, comme une propriété distincte et particulière, et qu'ils formeront à toujours un accessoire inséparable de la propriété de chacun d'eux. En conséquence, aucun des propriétaires ne pourra dans aucun temps ni sous aucun prétexte provoquer la cessation de l'indivision desdits objets communs ni vendre sa part dans cette communauté, en totalité ou en partie à qui que ce soit.

Les revenus desdits objets profiteront aux propriétaires riverains pour chacun ce qui le concerne.

Il est réservé en faveur des propriétés actuelles et futures possédées et à posséder en commun, en faveur et pour l'utilité du dessèchement, le droit de passage sans aucune indemnité sur les chemins et autres propriétés du domaine des 1700 Mesures.

ART. III

Ouvrages, travaux et frais incombant à la charge du dessèchement

Sont à la charge commune de tous les propriétaires des 1700 Mesures tous les travaux et ouvrages nécessaires au maintien, amélioration et perfectionnement du dessèchement, ainsi que les traitements et gages des personnes employées à cet effet, et notamment :

1^o les travaux et ouvrages exécutés aux moulins, machine, maisons de meunier et de garde, ateliers et magasins, aux digues, aux éclusettes, ponts et aqueducs, aux canaux de ceinture ou Ringsloot, aux canaux des moulins, aux rigoles et au contre-fossé, ainsi que les travaux de dévasement, recurement et faucardement de ces canaux, rigoles et contre-fossé.

2^o Le traitement de la personne qui sera déléguée pour administrer les objets laissés en commun, veiller à leur conservation et suivre les travaux qui seront ordonnés.

3^o Les gages des meuniers, charpentiers et garde de l'Administration.

ART. IV

Il n'a point été établi de Commission pour administrer le dessèchement ; les propriétaires des 1700 Mesures arrêtent et déterminent entre eux ou leurs mandataires à la majorité des voix, tout ce qui est nécessaire dans leur intérêt commun pour maintenir, améliorer et perfectionner ledit dessèchement.

Pour prendre part au vote, il faut posséder au moins un hectare dans les terres soumises au dessèchement. Toutefois les

propriétaires des fractions inférieures à un hectare ont le droit de s'y faire représenter par l'un d'eux moyennant par eux réunir ensemble un hectare, et à la charge par le mandataire de déposer ses pouvoirs dans les mains du président avant la séance à laquelle il voudra assister.

Un hectare donnera droit à une voix, deux hectares à deux voix et ainsi de suite.

ART. V

Les propriétaires des 1700 Mesures se réuniront en assemblée générale, une fois par an, le premier Lundi de Juin, à deux heures après-midi, au château de Moerland, sans qu'il soit nécessaire de prévenir les intéressés ayant droit d'y assister.

Indépendamment de cette réunion annuelle, ils pourront se réunir en assemblée extraordinaire, chaque fois que le président les convoquera, ou que cette réunion sera demandée par un groupe de propriétaires possédant ensemble au moins le tiers des terres soumises au dessèchement. Le Président fixera les jour, lieu et heure de cette assemblée extraordinaire, et en informera tous les intéressés ayant droit d'y assister, trois jours d'avance.

ART. VI

Il y a un Président et un secrétaire qui sont nommés pour trois ans, à la majorité des voix, et qui sont toujours rééligibles.

Le Président a voix prépondérante en cas de partage.

Le Président et le secrétaire sont renouvelés dans la dernière réunion de chaque période de trois ans.

Toutes les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Les mineurs sont représentés par leurs tuteurs, et les femmes par leurs maris.

ART. VII

Pour le besoin du service, les propriétaires nommeront, à la majorité des voix, une personne chargée de surveiller tout ce qui a trait au dessèchement, faire son rapport au Président des travaux nécessaires et en surveiller l'exécution, après

qu'elle en aura reçu l'autorisation des propriétaires, et faire les recettes et dépenses. En cas de décès de cette personne dans l'intervalle des réunions des propriétaires, le Président désignera son successeur provisoire.

Ils nommeront aussi les meuniers nécessaires pour desservir les moulins, un machiniste et un chauffeur à la machine à vapeur et un garde.

ART. VIII

Formation du Budget

Dans la vue d'administrer régulièrement et de la manière la plus conveuable les travaux de dessèchement, il sera arrêté chaque année, dans l'assemblée ordinaire du mois de Juin, le budget des dépenses et des recettes de l'année suivante ; ces recettes se borneront au montant du rôle de répartition dont il sera parlé à l'article suivant, puisqu'il n'existe point de revenus ordinaires, et les dépenses ordinaires et extraordinaires y figureront, celles de la première catégorie suivant la fixation qui en aura été faite, et celles de la dernière catégorie d'après les devis, marchés ou autres pièces qui les établiront.

ART. IX

Les propriétaires contribuent dans la proportion des terres qu'ils possèdent à toutes les dépenses nécessaires au maintien, amélioration et perfectionnement du dessèchement, quelle que soit d'ailleurs la situation ou le degré d'élévation des terres, sans avoir égard au plus ou moins d'utilité que ces dépenses pourront avoir pour leurs propriétés respectives.

En conséquence lesdits propriétaires fixeront chaque année dans leur assemblée ordinaire, dont il est parlé à l'article précédent, la somme nécessaire pour subvenir aux dépenses de l'année suivante, en arrêteront le rôle de répartition à leur charge et l'adresseront ensuite à la personne chargée de l'administration, pour en opérer le recouvrement.

ART. X

*Pièces à produire aux propriétaires réunis pour délibérer
sur l'admission des dépenses extraordinaires du Budget*

Comme il importe aux intérêts des propriétaires de ne voter aucune dépense extraordinaire au budget sans avoir une pleine connaissance de leur utilité et nécessité, toute proposition de ce genre devra être accompagnée des devis, détails estimatifs et renseignements nécessaires dressés et recueillis sous la direction du Président, soit par la personne chargée de l'administration des travaux, soit par toute autre personne qu'il aurait indiquée à cet effet.

CONVENTION SPÉCIALE

Les propriétaires actuels du domaine des 1700 Mesures et terres réunies, réciproquement pénétrés du désir que le présent règlement soit maintenu, suivi et exécuté, dans tout son contenu, entre eux, leurs héritiers, successeurs et ayant-cause, comme condition essentielle de l'acte de partage du 22 Août 1845, entre tous les membres de la famille de Puysegur, et sans laquelle ce partage n'eut point été fait, ainsi qu'il s'est effectué, promettent et s'obligent bien expressément tant pour eux que pour leurs héritiers, successeurs et ayant-cause, de maintenir et exécuter littéralement, dans tout son contenu, ledit règlement, et de stipuler dans tous les actes de vente, cession, transport, partage, échange, permutation, donation, legs ou de toute autre nature qu'ils pourront faire dans la suite, que les nouveaux propriétaires, possesseurs et détenteurs seront pareillement tenus et obligés de se conformer entièrement au règlement dont il s'agit, sans aucune exception ni réserve.

Si, par la suite, des modifications au présent règlement étaient jugées nécessaires, ces modifications pourraient être adoptées par l'assemblée des propriétaires des Moères, compris dans le dessèchement, et à la majorité des voix.

RÈGLEMENT ORGANIQUE

29 JANVIER 1852 — 17 DÉCEMBRE 1890

Wateringues

ART. I

Le territoire desséché et soumis à l'Administration des Wateringues, dans l'arrondissement de Dunkerque, restera divisé en quatre sections, conformément au règlement actuellement en vigueur.

ART. II

Il y aura dans chacune des quatre sections une Commission administrative composée de neuf membres qui seront nommés par l'Assemblée générale des propriétaires intéressés satisfaisant aux conditions d'électorat définies à l'article IV ci-après, convoqués à cet effet par le Préfet. Les Membres de la Commission administrative devront être propriétaires dans la section.

ART. III

Les Assemblées des propriétaires électeurs se réuniront pour la première et la quatrième section à Dunkerque, pour la deuxième à Bourbourg et pour la troisième à Bergues.

ART. IV

Tout propriétaire possédant au moins 4 hectares sera élec-

teur: le nombre de voix attribué à chaque électeur sera déterminé d'après la proportion suivante:

de 4 à 12 hectares.....	1 voix
de 12 à 20 »	2 »
de 20 à 28 »	3 »
de 28 à 36 »	4 »
de 36 à 44 »	5 »
de 44 à 52 »	6 »
de 52 à 60 »	7 »
de 60 à 68 »	8 »
de 68 à 76 »	9 »
de 76 et au-dessus.....	10 »

Les propriétaires possédant moins de 4 hectares pourront se réunir pour se faire représenter aux Assemblées par un ou plusieurs d'entre eux en nombre égal au nombre de fois que le minimum de 4 hectares se trouve compris dans leurs parcelles réunies.

ART. V

Les électeurs pourront se faire représenter aux Assemblées pour l'élection des Commissions administratives par des fondés de pouvoirs, sans que le même fondé de pouvoirs puisse être porteur de plus d'un mandat, ni disposer de plus de 10 voix.

ART. VI

Les fondés de pouvoirs devront être eux-mêmes propriétaires dans la section.

Toutefois les locataires ou fermiers que les propriétaires auraient délégués sont dispensés de cette condition.

ART. VII

Les femmes ne pourront prendre part aux élections que par leurs procureurs fondés, à moins qu'elles ne puissent se faire représenter par leur fils ou leur gendre âgé de vingt-un ans accomplis.

ART. VIII

Les mineurs seront de droit représentés par leurs tuteurs, les femmes mariées par leurs maris, et en cas d'absence, les tuteurs et maris seront également admis à envoyer aux assemblées un fondé de procuration.

ART. IX

Les hospices seront représentés par un de leurs administrateurs et les communes par le maire ou son adjoint.

ART. X

Les Assemblées seront convoquées au moins un mois avant l'élection, par affiches apposées à la porte de la Mairie et de l'Eglise de chaque commune intéressée et par avis inséré dans les journaux de Dunkerque.

Elles seront présidées provisoirement par le Sous-Préfet de Dunkerque ou par ses délégués. Les Assemblées ainsi réunies nommeront un Président, deux Scrutateurs, et un Secrétaire, qui composeront le bureau.

Tout électeur se présentant au scrutin justifiera de son droit de vote et du nombre de voix dont il dispose par la production des quittances délivrées par le Percepteur pour le paiement de la dernière taxe mise en recouvrement.

Sur le vu de ces quittances qui seront libellées de manière à indiquer la situation de l'étendue des biens imposés, le bureau déclarera le nombre de voix attribué à l'électeur et l'inscrira en présence de ce dernier sur une enveloppe dans laquelle il renfermera le bulletin de vote.

Les quittances seront revêtues d'un timbre constatant qu'elles ont servi, et seront remises immédiatement à leur propriétaire.

Les élections auront toujours lieu un Dimanche.

Le scrutin sera ouvert à huit heures du matin et clos à quatre heures du soir.

ART. XI

Nul ne sera élu Membre de la Commission au premier tour de scrutin, s'il n'a réuni la majorité absolue des voix représentées.

Dans le cas où cette condition ne serait pas remplie par tous les Administrateurs à élire, il serait procédé à un second tour de scrutin le Dimanche suivant. Au second tour, la majorité relative des voix suffira pour que l'élection soit valable.

ART. XII

Les fonctions des Membres des Commissions dureront neuf années. Toutefois, à la fin de la troisième et de la sixième année, les syndics nommés pour la première fois seront renouvelés par tiers.

Lors des deux premiers renouvellements, les Membres sortants seront désignés par le sort; à partir de la neuvième année et de trois ans en trois ans, les Membres sortants seront désignés par l'ancienneté.

Les Membres sortants seront indéfiniment rééligibles, ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement.

Le Membre de la Commission qui viendrait à décéder, à donner sa démission ou à cesser d'être propriétaire dans la section sera remplacé lors du prochain renouvellement triennal.

Les fonctions du nouveau Membre ainsi élu ne dureront que le temps pendant lequel le Membre ainsi remplacé serait encore lui-même resté en fonctions.

ART. XIII

Les Commissaires sont chargés :

1^o de répartir, entre les communes de la section et dans la proportion de l'intérêt de chacune d'elles, le montant de la cotisation nécessaire à l'entretien des travaux.

2^o d'examiner, modifier ou approuver sous l'autorité de

l'Administration, les projets des travaux à exécuter chaque année.

3^o de passer les marchés ou adjudications.

4^o de vérifier les comptes des Percepteurs.

5^o de donner leur avis sur tous les objets relatifs aux intérêts de leurs sections et sur lesquels ils auraient été consultés par le Préfet.

6^o de proposer au Préfet une liste double de sujets, sur laquelle il nommera, s'il y a lieu, les conducteurs spéciaux et percepteurs.

7^o de choisir leur Président, Vice-Président et Secrétaire.

8^o de nommer directement les éclusiers, garde vannes, cantonniers et autres agents secondaires, l'état nominatif de ces agents et de leur salaire devant être chaque année soumis avec le budget à l'approbation de l'Autorité Supérieure.

9^o de désigner ceux de leurs Membres qui seront plus spécialement chargés de la surveillance et des intérêts de telle ou telle partie de la section.

10^o de désigner le siège de la section qui pourra toujours être déplacé, à la condition de rester dans le périmètre de la section.

ART. XIV

Les travaux seront dirigés par des conducteurs spéciaux.

ART. XV

L'aptitude des candidats aux fonctions de conducteur sera constatée par un examen public, qui aura lieu au chef-lieu de l'Arrondissement de Dunkerque, par une Commission présidée par le Sous-Préfet, et dont feront nécessairement partie un ou plusieurs Commissaires des sections intéressées et l'Ingénieur du service hydraulique du Département.

ART. XVI

Nul conducteur ne pourra être attaché, si ce n'est à titre provisoire, à plusieurs sections des Waeteringues.

ART. XVII

Il est expressément défendu à tout conducteur spécial d'une section d'être intéressé, à quelque titre que ce soit, à aucune entreprise de travaux publics ou particuliers dans l'arrondissement de Dunkerque.

ART. XVIII

Les conducteurs spéciaux sont chargés :

- 1^o de rédiger, pour chaque section, les projets des travaux à exécuter ;
- 2^o de diriger les travaux adjugés ;
- 3^o de délivrer des certificats d'acomptes pour le paiement des ouvriers et des entrepreneurs ;
- 4^o d'assister l'Ingénieur du service hydraulique chargé de la vérification des travaux et de signer avec lui les procès-verbaux de réception ;
- 5^o de constater par des procès-verbaux les contraventions aux lois et règlements administratifs en matière de voirie, de dessèchement ou d'irrigation ;
- 6^o d'exécuter les travaux d'urgence qui pourront être ordonnés par le Président de la section-

ART. XIX

Les projets, devis et détails estimatifs dressés par les conducteurs spéciaux seront communiqués, avant le premier Janvier de chaque année, à l'Ingénieur du service hydraulique, qui y donnera son avis; il transmettra le tout à l'Ingénieur en chef de ce service.

ART. XX

Ne seront pas sujets à ces formalités les travaux d'urgence et qui requerraient célérité. Ils pourront être exécutés de suite et par économie, en vertu d'une délibération spéciale des Membres des Commissions et sous leur responsabilité personnelle. Copie de la délibération devra, dans un délai de trois jours, être adressée au Préfet, qui pourra, s'il y a lieu, arrêter ou suspendre l'exécution des travaux.

ART. XXI

Chaque année, dans les quatre premiers mois, les Commissions administratives se réunissent, sous la convocation du Président, à l'effet d'examiner les comptes de la gestion du percepteur, pendant l'année précédente, pour arrêter leurs propositions de travaux et leurs budgets pour l'année suivante.

Elles reçoivent, quant au vote du budget, les observations des Maires, accompagnées des délibérations des Conseils Municipaux, et délibèrent sur leur objet.

Elles adressent au Préfet, par l'intermédiaire du Sous-Préfet, leurs comptes, budgets et projets de travaux.

ART. XXII

Il sera procédé à l'apurement des comptes de chaque section selon les règles établies pour les comptes des Receveurs municipaux. Les projets de travaux sont approuvés par le Préfet, sur le rapport des Ingénieurs du service hydraulique dans le Département.

ART. XXIII

Chaque année, les Commissions administratives se réuniront également avant le mois de Novembre, sur la convocation de leur Président, à l'effet d'arrêter les rôles de cotisations pour l'année suivante, ainsi que les projets à mettre à l'étude, pour être exécutés pendant la campagne correspondante.

ART. XXIV

Les rôles des cotisations seront adressés au Préfet dans la première quinzaine de Novembre, pour être approuvés, s'il y a lieu, et être rendus exécutoires.

Les rôles seront publiés avant leur mise en recouvrement; les réclamations seront jugées dans les mêmes formes qu'en matière de contributions publiques.

ART. XXV

Les Présidents des sections pourront, en dehors des réu-

nions spécifiées ci-dessus, convoquer les Commissions administratives, à charge toutefois d'en avertir préalablement le Sous-Préfet de l'Arrondissement.

ART. XXVI

Les délibérations des Commissions ne seront valables que quand elles auront été prises par quatre membres au minimum ; néanmoins, lorsqu'une séance aura dû être remise, à cause de l'insuffisance du nombre des Administrateurs présents, les objets à l'ordre du jour seront mentionnés dans la convocation qui sera faite pour une réunion ultérieure, qui aura lieu dans un délai de dix jours, et il sera alors valablement statué, quel que soit le nombre des Membres présents. Dans tous les cas, les délibérations des Commissions ne pourront être exécutées qu'après l'approbation du Préfet.

ART. XXVII

Les archives de chaque section seront déposées dans un local particulier choisi à la convenance du Président de chaque section, responsable de leur bonne conservation.

Les comptes, budgets et autres actes des administrations sont communiqués aux parties intéressées à chaque réquisition.

ART. XXVIII

Le Président est chargé de l'exécution des délibérations de la Commission administrative.

Il donne aux divers agents qu'il emploie les ordres nécessaires, dirige le service dans l'intervalle des réunions, et délivre les mandats pour l'acquittement des dépenses autorisées par le Préfet.

ART. XXIX

Les mandats délivrés par le Président, pour être valables, doivent mentionner l'autorisation en vertu de laquelle les dépenses ont été faites. Ils doivent être accompagnés de

mémoires ou états réguliers des sommes dues, préalablement arrêtés par le Président.

Lorsque les mandats ont pour objet le paiement de travaux exécutés, il devra y être annexé un certificat du conducteur spécial, indiquant le montant de l'entreprise, celui des travaux faits, le chiffre des acomptes délivrés antérieurement et la somme due à l'entrepreneur.

Tout paiement, pour solde des travaux, devra être accompagné d'un certificat de réception définitive, visé par l'Ingénieur du service hydraulique.

ART. XXX

Le recouvrement des sommes imposées sur les terrains soumis au dessèchement, pour le paiement des travaux, sera fait par un percepteur spécial nommé par le Préfet, sur une liste double de candidats présentés par la Commission administrative.

ART. XXXI

Le comptable fournira, pour la garantie de sa gestion, un cautionnement en immeubles, égal au dixième du montant des rôles.

ART. XXXII

Il sera alloué au percepteur, sur le montant des rôles, une remise proportionnelle dont la quotité sera réglée par le Préfet, sur la proposition de la Commission de la section.

ART. XXXIII

Au moyen de cette remise, le percepteur sera tenu :

1^o de préparer les rôles de cotisation, et, après leur approbation, d'en lever le montant, dans le délai de dix mois, savoir un tiers dans les deux mois qui suivront la mise en recouvrement, un autre tiers dans les deux mois suivants, et le dernier tiers après l'époque du deuxième paiement ;

2^o d'acquitter les dépenses de dessèchement sur les mandats délivrés par le Président, dans les formes prescrites par l'article XXIX.

ART. XXXIV

Les Percepteurs tiendront les livres de comptabilité prescrits pour la gestion des Receveurs municipaux; ils rendront leurs comptes arrêtés à l'époque du 31 Mars, dans les formes voulues pour les comptes des Receveurs de communes et d'établissements de bienfaisance, et ce, conformément à toutes les instructions relatives au service de ces comptabilités.

Sur la réquisition du Préfet, un Inspecteur des Finances pourra être commis pour visiter la comptabilité et la caisse du Percepteur.

ART. XXXV

Les membres des différentes sections pourront se réunir en Assemblée Générale, chaque fois qu'il y a lieu, pour statuer sur des objets d'intérêt commun.

Toutefois cette réunion ne pourra avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1^o quand le Préfet jugera utile de la provoquer d'office ;
- 2^o sur la demande de l'une des sections et après l'autorisation du Préfet.

ART. XXXVI

Lorsque les sections seront réunies, elles délibéreront sous la présidence du plus âgé des quatre Présidents.

ART. XXXVII

Toutes les contestations relatives au recouvrement des cotisations, aux réclamations des contribuables, à l'exécution des travaux, seront portées devant le Conseil de préfecture, sauf recours au Gouvernement, qui décidera en Conseil d'Etat, conformément à l'article 4 de la loi du 14 Floréal an XI.

ART. XXXVIII

Sont abrogées les dispositions du décret du 12 Juillet 1806. de l'arrêté du 12 Juin 1824, de l'ordonnance du 26 Mai 1833 et des actes qui, par leur ensemble, constituent l'organisation actuelle des quatre sections des Wateringues en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

VU :

Le Professeur, président de la thèse,
L. LE FUR.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen :
E. ZÉVORT.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
Ce que l'on entend par Moères; leur situation géographique	5

PREMIÈRE PARTIE

La législation des Moères

CHAPITRE Ier.— Les lois et règlement qui sont applicables à l'administration des Moères	11
CHAPITRE II. — Les lois qui ne sont pas applicables à l'administration des Moères	23

DEUXIÈME PARTIE

L'histoire des Moères

CHAPITRE Ier. — État géologique du Nord de la France aux premiers âges	43
CHAPITRE II. — Les deux lacs des Moères jusqu'en 1616	77

CHAPITRE III. — Les Moères depuis 1616 jusqu'en 1646.	
-- Le premier dessèchement	84
CHAPITRE IV. — Les Moères depuis 1646 jusqu'en 1746...	115
CHAPITRE V. — Les Moères depuis 1746 jusqu'en 1779. —	
Le deuxième dessèchement	127
CHAPITRE VI. — Les Moères depuis 1779 jusqu'en 1822. —	
Le troisième dessèchement	172
CHAPITRE VII. — Les Moères depuis 1822 jusqu'à nos	
jours. — Leur état actuel	216

TROISIÈME PARTIE

L'organisation actuelle des Moères

CHAPITRE I ^{er} . — Fonctionnement de l'Association des	
Moères	249
Section I. — Administration de la Grande Moère fran-	
çaise	249
Section II. — Travaux du dessèchement	254
Section III. — Comptabilité	256
CHAPITRE II. — Nature juridique de l'Association des	
Moères	261

QUATRIÈME PARTIE

Les associations de dessèchement voisines des Moères

CHAPITRE I ^{er} . — Les Moères belges	283
Section I. — Le domaine des Mille Mesures	284
Section II. — Le domaine des Dix-sept cents Mesures.	290
Section III. — Situation commune aux deux domaines	
des Moères belges	312

CHAPITRE II. — Les Wateringues.....	327
Section I. — Histoire des Wateringues.....	335
Section II. — Administration des Wateringues.....	346
Appendice. — La Wateringue de Furnes.....	359
CHAPITRE III. — Rivalité des Moères et des Wateringues.	364
Section I. — La question des repères.....	365
Section II. — Le canal des Moères.....	379
CONCLUSION.....	391

ANNEXES

Lettres d'octroi des Moères par les Archiducs. 22 Avril 1619	395
Lettres patentes accordant 350 mesures en plus à Coerbergher. 8 Août 1622.....	405
Lettres patentes. — Concession des Moères en faveur de Colbert et Louvois. Juin 1669.....	413
Lettres patentes. — Concession des Moères en faveur de la Marquise de Maisons et du Marquis de Canillac. 23 Février 1716.....	417
Arrêt du Conseil d'État. — Concession des Moères en faveur du Comte d'Hérouville de Claye. 1 ^{er} Février 1746	429
Lettres patentes. — Concession des Moères en faveur du Comte d'Hérouville de Claye. 12 Novembre 1758.	435
Lettres patentes. — Concession des Moères belges en faveur du Comte d'Hérouville de Claye. 14 Juillet 1760.	442
Arrêt du Conseil, relatif aux Moères. — 9 Décembre 1777.	454
Lettres patentes. — Concession des Moères en faveur de Vandermey. 19 Décembre 1779.....	469
Lettres patentes. — Concession des Moères belges en faveur de Vandermey. 11 Mai 1780.....	487

Ordonnance de l'Intendant de Flandres et d'Artois. 22 Août 1783.....	502
Règlement d'administration pour la Grande Moëre fran- çaise. 6 Février 1822.....	503
Règlement d'administration pour le domaine des Dix- sept cents Mesures. — Moëres belges. 9 Juin 1879..	513
Règlement organique des Wateringues. 29 Janvier 1852- 17 Décembre 1890.....	519

